

De la prétendue faillite des lois économiques depuis 1914

THÈSE DE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

présentée et soutenue le Vendredi 4 Décembre 1925, à 1 h. 3/4

PAR

Henry GERMAIN-MARTIN

Président : M. HITIER.

Suffragants : MM. TRUCHY, }
OUALID, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & Cie

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

—
1925

**De la prétendue faillite des lois économiques
depuis 1914**

De la prétendue faillite des lois économiques depuis 1914

THÈSE DE DOCTORAT

(*Sciences politiques et économiques*)

présentée et soutenue le Vendredi 4 Décembre 1925, à 1 h. 3/4

PAR

Henry GERMAIN-MARTIN

Président : M. HITIER.

Suffragants : MM. TRUCHY, }
OUALID, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & Cie

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1925



INTRODUCTION

L'Académie des Sciences Morales et Politiques avait mis au concours pour l'année 1924 le sujet suivant : « Les faits survenus au cours de la guerre 1914-1918 et des années qui ont suivi, ont-ils confirmé ou démenti les enseignements de l'Economie Politique ». Le mémoire fait en collaboration avec mon frère M. Paul Germain-Martin et déposé en décembre 1923, a recueilli l'approbation de l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Il fut l'origine de cette thèse de doctorat en droit (Sciences Politiques et Economiques).

Notre mémoire accordait une place importante à l'histoire des faits ; depuis qu'il fut déposé, des livres excellents ont paru auxquels nous renvoyons : l'Histoire Economique et Financière de la guerre (1914-1918) par M. Olphe Galliard (1).

Les Finances Publiques de la France et la Fortune Privée (1914-1925) par M. Germain-Martin (2).

Enfin, les premiers ouvrages (3) de l'Histoire

(1) Librairie Marcel Rivière, 1923.

(2) Payot, 1925.

(3) Les Presses Universitaires de France.

Economique et Sociale de la Guerre Mondiale (Dotation Carnegie, Série Française), qui comprendra pour la France seule près de 50 volumes, viennent de paraître, ce sont :

L'Industrie Française pendant la guerre, par M. Arthur Fontaine.

Les Industries Textiles, par M. Aftalion.

Les forces hydro-électriques, par M. Raoul Blanchard.

Lyon pendant la guerre, par M. Edouard Herriot.

Le Problème du Régionalisme, par M. Henri Hauser.

L'étude que nous avons entreprise ici n'est pas une histoire économique générale ou partielle de la guerre ; elle est un essai de synthèse ; elle a pour but comme le notait très justement M. Henry Truchy de « confronter les faits avec les formules et les lois que la longue série des expériences antérieures avait conduit l'Economie Politique à proposer ou à affirmer » (4).

En cette année 1925, bien des faits, surtout dans le domaine monétaire et financier, bien que l'évolution ne soit pas complètement terminée sur ce point, sont venus nous apporter la vérification des ensei-

(4) Rapport sur le concours pour le Prix Rossi. Séances et Travaux de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, janvier, février 1925, p. 89.

gnements et des lois de l'Economie Politique. Le recul du temps, l'action des forces économiques d'après-guerre, la liquidation de l'organisme de guerre permettent de noter le point de départ et le point d'arrivée de la Politique Economique depuis 1914.

Les faits économiques depuis le début de la guerre peuvent en effet se diviser en deux catégories : 1° Les faits économiques spontanés, c'est-à-dire ceux qui ont été le résultat d'un déterminisme économique devant lequel le législateur a dû s'incliner : la crise de crédit de l'été de 1914 ; l'arrêt partiel des transports ; la modification de la production agricole, industrielle, et du commerce intérieur et extérieur.

2° Les faits économiques factices et arbitraires c'est-à-dire ceux que le législateur pouvait ou a tentés de réglementer : achats de matières premières ou de produits agricoles et industriels par l'Etat, répartition et consommation de ces produits, réglementation des prix et du change, émission de billets de banque et de moyens de Trésorerie, ce qui constitue ce que l'on appelle l'Economie de guerre.

Aujourd'hui, l'organisation économique de guerre est presque entièrement liquidée, elle ne paraît gêner que partiellement la vie économique. Le monde a repris son aspect du temps de paix, mais il est certain que les conséquences de la guerre ont modifié des territoires et des courants économiques ;

ce qu'il faut dégager, c'est de savoir si la vie économique fut et est toujours régie par les lois économiques. Les faits ne confirment-ils pas cette idée ? L'organisation économique du temps de guerre, véritable régime socialiste, dont ses partisans ont tenté d'établir la base définitive, s'est écroulé par une faillite économique et financière, dont les conséquences ont entraîné une diminution de la valeur de la monnaie principalement en France ; car un régime économique dont la consommation dépasse la production est voué à la ruine plus ou moins rapide.

Si pendant la guerre les faits ont paru donner un démenti aux lois économiques, aujourd'hui nous voyons des peuples qui ont nié cette action se soumettre, après des expériences cruelles, aux enseignements de l'Economie Politique. C'est pourquoi nous allons retracer le fonctionnement des lois économiques pendant et après la guerre. Ce travail nécessitait d'abord une analyse et une recherche des faits, en un mot une histoire économique de la guerre. Cette première étude, mais qui ne doit pas être donnée dans ce livre, devait nous permettre de faire la synthèse des faits, c'est-à-dire de dégager de l'amas confus et parfois contradictoire des faits le fonctionnement plus ou moins lent ou apparent des lois économiques depuis 1914 ; cette étude avait tenté très peu de chercheurs ; à part quelques articles généraux sur la question il fallait rechercher

lès attaques diverses, puis après les avoir réfutées, exposer aussi simplement et clairement que possible le fonctionnement des lois économiques. Notre étude est incomplète, elle laisse bien des points à étudier plus à fond : nous n'avons pas mis en œuvre toutes les notes et la documentation que nous avons écrites et consultée, il aurait fallu rédiger alors plus d'un volume. Bien souvent nous avons noté au passage des faits et des idées nouvelles mais qui n'ont eu qu'une vie bien éphémère ; c'est pourquoi nous ne les avons pas étudiés plus en détail.

Aussi une telle étude n'a pas la prétention d'être complète et parfaite ; elle n'est pas une histoire économique de la guerre ; de même il ne faut pas chercher dans cette étude un plaidoyer en faveur de la politique économique d'un parti politique. Elle n'a pas pour but de faire croire que l'organisation économique actuelle et les interventions plus ou moins justes du législateur sont le terme final d'une société civilisée ; il y a encore des réformes à faire, des privilèges économiques à abattre, car, (et c'est une confusion regrettable que nous voudrions mettre en valeur), les partis politiques en France ont voulu embrigader la science économique dans leurs professions de foi ; les partis protectionnistes ont voulu faire croire qu'ils laissaient fonctionner les lois économiques lorsqu'ils se réservaient par des tarifs élevés la vente de la production sur le territoire national.

La Science économique n'est la propriété d'aucun parti politique ; « elle a pour objet de déterminer les lois générales et immuables, conformément auxquelles se font les échanges et s'établissent les valeurs » (5). Les lois économiques sont les principes directeurs de l'activité humaine, elles dominent tous les régimes politiques et économiques.

De tous temps et surtout depuis la guerre, les peuples ont pu constater l'impuissance du législateur contre le fonctionnement des lois naturelles. La réglementation n'empêche pas la dépréciation de la monnaie lorsqu'il y a une émission de papier. La diminution de la production entraîne une hausse des prix que le législateur ne peut enrayer par la taxation car à côté du marché officiel s'établit immédiatement le marché clandestin. Les gouvernements ne peuvent pas créer une Economie de guerre, sans engendrer des éléments de trouble et de déséquilibre. Après la guerre, la leçon a été sévère, mais profitable. Les plus grands adversaires des lois économiques viennent de reconnaître leur impuissance ; ils s'aperçoivent que les lois économiques ne sont pas les soutiens éphémères d'un régime économique et politique dit libéral. L'exemple de la Russie, de l'Angleterre, de la France vient confirmer l'impuissance du législateur devant les Lois Economiques. Il montre

(5) Yves Guyot, la Science Economique, 5^e édition, 1923, p. 392.

que tout mode d'organisation économique et politique qui veut nier l'action des lois économiques est voué tôt ou tard à un échec.

N'est-il pas curieux de lire la conclusion du Rapport du Commissaire aux Finances Soviétiques M. Sokolnikof pour le budget 1914-1925 ?

« Nous devons mettre à la base de notre politique de crédit le principe du maintien d'une monnaie stable. Il serait absurde d'édifier notre politique de façon à compromettre la stabilité de notre monnaie. Notre politique de crédit est déterminée par notre politique d'émission. C'est pourquoi nos différents plans économiques doivent être subordonnés au plan général de crédit de la Banque d'Etat, qui n'affecte pas seulement le sort de telle ou telle marchandise, de telle ou telle branche de l'économie, mais aussi le sort de cette marchandise universelle qu'est l'argent, lequel joue un rôle dans toutes les transactions, est un des éléments constitutifs de notre économie, et a une importance primordiale pour l'Etat. Longtemps, nous avons dû lutter pour réduire le déficit et les émissions spécialement destinées à le combler ; ce genre d'émissions est terminé. Mais, dans l'émission des billets de banque, nous nous heurterons vraisemblablement au même problème, quoique posé sous une forme quelque peu différente. A mon avis, il faut résister avec énergie à la pression qui s'exerce sur la Banque d'émission et, sans hésitation, mettre à la base de la politique

de cette dernière, le principe du maintien de la stabilité de notre monnaie. »

L'affirmation du principe de l'argent, « marchandise universelle », et de la « stabilité de la valeur de la monnaie » est une des lois fondamentales de l'Economie Politique. Nous sommes loin du système des bons de travail (6), et nous voyons les plus ardents destructeurs du capitalisme reconnaître et appliquer le principe même de ce qu'ils ont voulu détruire. L'expérience russe aura été la confirmation du bien fondé des lois économiques.

En Angleterre, l'arrivée au pouvoir des travaillistes, n'a pas entraîné un bouleversement des institutions qu'ils voulaient supprimer ; ils ont continué comme leurs prédécesseurs la stricte politique de redressement monétaire inaugurée en 1920 ; Ils n'ont pas réalisé des mesures socialisantes qui auraient désorganisé les finances publiques. Un rédacteur du Bulletin Quotidien d'Informations Economiques (7) notait très justement que par cette méthode : « le parti travailliste, qui n'avait jamais tenu le pouvoir en est sorti susceptible de le reprendre, car si son programme ne pouvait s'adapter aux circonstances et aux besoins actuels de la Grande-Bretagne, il est certain qu'il n'a en rien compromis les

(6) Voir sur ce point : Maurice Bourguin, Les Systèmes Socialistes. Colin. 3^e édition, 1921. Chapitre II : Définition de l'unité de valeur dans le système collectiviste.

(7) Numéro du 27 novembre 1924.

destinées de son pays ». Il est en effet à noter que le parti travailliste a placé les intérêts nationaux au-dessus de ses idées. Depuis lors, il a évolué toujours dans ce sens. En avril 1925 au 33^e Congrès de Gloucester, les dirigeants travaillistes ont condamné l'action par la grève et reconnu qu'il était temps pour le Labour Party d'avoir une politique constructive (8). Enfin, en France le parti radical avait prédit une baisse du coût de la vie en arrivant au pouvoir ; les faits ont donné un démenti formel aux paroles démagogiques ; M. Herriot, alors président du conseil, dans son discours de Rodez du 11 novembre 1924, le reconnaissait. « La vérité, c'est que, par malheur, on ne peut agir sur les faits économiques aussi vite que sur les faits politiques ». Constatant la diminution de la production du blé en France, M. Herriot ajoutait : « Il suit de là qu'un gouvernement qui préfère à son propre intérêt l'intérêt et l'avenir du pays ne peut demander à des moyens artificiels et éphémères la solution d'un problème comme celui du blé ; qu'il serait criminel d'opposer le producteur au consommateur. Qu'on se réjouisse ou non, il faut que la culture du blé soit rémunératrice ». C'est l'aveu formel du fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande, et l'échec du principe de la taxation.

Nous avons pris ces trois exemples typiques,

(8) Voir article du *Temps*, 14 avril 1925, « Travaillisme et Socialisme ».

pour montrer que le retour à l'observation des lois économiques par ceux qui niaient leur action, a été rapide. La faillite de l'Economie Politique a été déclarée trop tôt. Les faits, ont, en effet, paru donner un démenti éclatant aux lois économiques pendant la guerre. Nous reconnaissons avec M. Georges Valois (9) que « la loi de l'offre et de la demande est niée, outragée, violée impunément pendant quatre ans et plus ». L'Economie de guerre en effet, entraîne la violation des lois économiques, mais il faut reconnaître que pendant et après la guerre, l'insuffisance de l'offre a été une des causes de la hausse des prix, et que même pendant la guerre la loi a fait sentir ses effets. Dans cette étude, nous voulons montrer, que malgré la réglementation de guerre, l'action des lois économiques a été réelle. Si parfois les conséquences de la violation de ces lois n'ont pas été immédiates, si le mécanisme même de l'Economie de guerre en retardait les effets, par contre leur fonctionnement dans l'état de déséquilibre économique d'après-guerre a été d'autant plus violent qu'il avait été d'autant plus entravé.

On pourra reprocher à notre étude d'avoir uniquement un intérêt rétrospectif. L'Etude des Lois Economiques, principalement dans le milieu spécial du temps de guerre, est cependant d'une importance plus grande que celle qu'on attache ordinaire-

(9) Georges Valois. L'Economie nouvelle, 2^e édition 1924, p. 17.

ment à l'étude de l'histoire. Nous avons approfondi ce sujet parce qu'il apporte un démenti aux attaques prématurées portées contre les lois économiques. Notre synthèse est une modeste contribution à la recherche de la vérité économique si souvent méconnue, et par les gouvernements, et par les peuples, depuis 1914. Elle mettra en garde, nous l'espérons, les esprits enclins à trouver une solution rapide au chaos économique dans lequel nous vivons, dans les thèses brillantes de reconstruction de la France, de l'Europe, et même du monde entier.

A côté de la question économique, il y a aussi la question politique. Les socialistes en proclamant la faillite de l'Economie Politique s'efforcent d'élever le débat au-dessus de la question de doctrines et de faits. Ils espèrent, en effet, en présentant dans une ordonnance logique et complète (10) la faillite de l'Economie Politique, aboutir à une revision complète des institutions économiques, et les remplacer par une organisation socialiste. Très habilement, ils lient à cette question économique la question du régime politique lui-même. Aujourd'hui, en effet, les questions économiques aboutissent inévitablement à des questions politiques. L'état de déséquilibre économique, l'endettement des Etats, lient les Finances publiques aux Fortunes privées ; la politique économique et financière intéresse alors chaque citoyen.

(10) Voir Conférence de E. Vandervelde : « Les Prophéties de Marx », Vie socialiste, 15 mars 1922.

Elle commande « les variations de puissance d'achat du franc et celles-ci dominant nos conditions de vie journalière, ainsi que l'avenir de nos avoirs individuels » (11). Cette interdépendance explique bien des attitudes économiques et politiques en France ; elle condamne les formes actuelles de luttes politiques, car ce n'est pas seulement l'Etat qui est atteint mais tout le monde. Notre étude montrera que la prédominance de la question économique et financière devrait dominer les esprits ; nous ne voulons pas soutenir que les faits politiques et sociaux sont toujours subordonnés aux faits et aux régimes économiques, en un mot qu'il y a réellement le « primat de l'Economique sur le politique ». Nous soutenons seulement que les facteurs économiques et financiers dominant actuellement la situation politique ; il faut faire une politique économique et financière saine d'abord, et reléguer les questions de partis au second plan.

D'autre part la détention du pouvoir ne doit pas servir comme le pays a pu le constater depuis 1919, soit aux intérêts financiers des prétendus producteurs, soit aux intérêts politiques d'un parti qui monnaye et distribue les prébendes d'un régime démocratique. Il semble qu'on puisse résumer très clairement notre politique économique et financière de-

(11) Germain-Martin. *Les Finances Publiques et la Fortune Privée* (1914-1925), p. 9. Payot, 1925.

puis 1919 par cette formule dure mais juste : « les Partis contre la Nation ».

Il est regrettable, mais vrai, de dire que, le régime démocratique, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, avec ses compromis, ses demi-mesures, sa réglementation économique et douanière (12), établie au profit de ceux qui sont les électeurs influents, doit être amendé et réformé.

Cette prétendue liberté économique (13) en France n'est qu'une façade qui cache trop de privilèges économiques établis par le pouvoir politique. Les Lois Economiques perpétuellement entravées ou niées agissent aujourd'hui malgré tout, et les masses se révoltent contre leur dure, mais juste action. La faute initiale se retrouve dans la « carence de l'Etat ». « L'heure n'est pas bonne pour la liberté économique. Internationalement, elle est partout suspendue : à l'intérieur des frontières, elle est de plus en plus menacée par une sorte de réaction professionnelle, tandis que la Carence de l'Etat a laissé vicier cet équilibre spontané des forces naturelles, sur lequel repose ou devrait reposer plus que jamais l'Economie moderne » (14). Pourrait-on revenir à cet équilibre spontané des forces na-

(12) Voir : Feu l'Etat, par Robert de Jouvenel. Ferenczi, 1923.

(13) Voir sur ce point : Gignoux, le Présent et l'Avenir de la liberté économique. Revue Economique Internationale, 1923, p. 102-117.

(14) C. J. Gignoux, article déjà cité page 117.

turelles ? N'est-ce pas plutôt vers une liberté contrôlée que se dirige l'Evolution Economique ? Cette conception répond à la fois au mouvement actuel d'organisation rationnelle de la production et à la nécessité d'avoir, pour chaque Etat, une politique du contrôle des matières premières. Cette course aux matières premières et au partage des richesses économiques du monde entre nations, qui caractérise l'après-guerre, justifie-t-elle l'établissement de cette liberté contrôlée ? Mais une politique économique n'est viable que si elle s'inspire des enseignements de la Science Economique, et de ses lois. C'est ce que l'histoire du monde, depuis 1914, nous montre, et que nous avons essayé de résumer dans notre thèse.

PREMIERE PARTIE

LA GUERRE ET L'ÉCONOMIE POLITIQUE

CHAPITRE PREMIER

LES DIFFÉRENTES ATTAQUES CONTRE

L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Malgré les écrits d'auteurs qui avec la déclaration de guerre se sont mobilisés eux-mêmes « en économistes », le rôle des lois économiques au cours de la guerre et de l'après-guerre a été peu étudié ; cette carence se justifie par suite de la difficulté d'apercevoir en temps de guerre les causes et les conséquences d'un fait ou d'un ensemble de faits économiques ; aussi devant le silence des spécialistes

on parla aussitôt de la faillite de l'Economie politique ; on railla les économistes, et avec la durée de la guerre, les attaques se firent de plus en plus violentes. Des faits nouveaux, une économie nouvelle : l'Economie de guerre, surgirent ; l'ancienne structure économique mondiale ne fonctionna plus et cependant les nations vécurent plus ou moins bien. On adopta des solutions, surtout au point de vue monétaire, qui, au dire des économistes, devaient conduire un pays à la ruine. Devant l'état si confus et troublé du monde, après tant de désastres et de ruines, n'y avait-il pas lieu de se demander si les enseignements de l'Economie Politique ont été confirmés ou non depuis 1914 ? Le sujet que nous allons traiter ne se borne pas à l'Economie de guerre, mais aussi à celle d'après-guerre ; cette seconde étude nous permettra souvent d'analyser et d'expliquer certains faits, qui, au cours de la guerre, ont paru démentir les enseignements de l'Economie Politique, mais qui, en fait, lui ont fait perdre, selon la juste expression de M. Rist, « une revanche dont elle se serait bien passée ». S'il est vrai que pendant la guerre, ce furent les sentiments et non la raison qui mena le monde (1), par contre les résultats et

(1) Voir sur ce point Paul Gaultier : *Les leçons morales de la guerre*, Flammarion 1919. Le Vicomte Bryce dans ses *Réflexions d'un historien sur la guerre, dans le passé et dans l'avenir* (Armand Colin 1918), écrit (p. 8) : « Pratiquement la Sagesse du sage a été confondue, parce que les conducteurs des peuples ont obéi à des motifs tout autres que la pure raison ».

les effets de ces sentiments pesèrent et pèseront lourdement sur le monde civilisé : bien des décisions ont été prises sous l'empire des sentiments afin d'obtenir des effets immédiats, pour pallier à la nécessité présente ; mais combien n'ont-elles pas été funestes à l'avenir ? Certes leurs auteurs étaient écrasés par le poids de la guerre, ils ne parvenaient pas à s'élever au-dessus des circonstances immédiates et à prévoir l'avenir. Les années de l'après-guerre ne sont qu'une lutte continuelle de toutes nos forces contre les effets du temps de guerre. Il semble que l'ordre de grandeur des événements, des moyens mis en jeu depuis 1914, pèse plus lourdement sur la destinée des peuples, qu'à certains moments de l'histoire, un siècle ou même plusieurs.

Cet état chaotique a entraîné des critiques violentes contre l'Economie Politique et ses lois. Ces attaques se sont faites sans cohésion, excepté en ce qui concerne la durée de la guerre.

Mais à côté de ces attaques, il faut noter les critiques et les réformateurs (Lysis-Probus-Valois) qui esquissaient les grandes lignes de l'Economie d'après-guerre, après avoir fait la critique de l'Economie d'avant-guerre. Nous aurions voulu exposer plus longuement ces livres clairs, précis et pleins d'idées, mais ils sont aujourd'hui du domaine de l'Histoire des Doctrines ; nous voulons nous attacher avant tout à marquer l'action des Lois Economiques, à étudier si elles ont agi tôt ou tard dans le sens qui leur

était habituel, car au fond toutes les attaques se résument dans cette formule : non seulement les prévisions des économistes sont fausses, mais les faits économiques sont en opposition avec les théories et les prétendues lois immuables.

Bien qu'une certaine part d'arbitraire découle toujours d'une classification surtout dans notre sujet, il semble que les attaques peuvent se grouper autour de trois propositions :

1° *L'attaque socialiste* proclamant la faillite de l'Economie Politique Libérale parce qu'elle estime démontrer que c'est le régime capitaliste qui a amené les nations à faire la guerre.

2° *L'attaque relative aux prédictions des économistes* en ce qui concerne la durée de la guerre.

3° *L'attaque des Réformateurs* (*L'Action Française et la Démocratie Nouvelle*) qui critique àprement les principes de l'école libérale mais qui, par contre, apporte une partie constructive pour remplacer ce qu'elle veut voir disparaître (voir le chapitre sur les Nouvelles Formules Economiques).

Remarquons que l'attaque socialiste envisagée au point de vue économique porte surtout sur les causes et les interprétations économiques de la guerre ; que l'attaque générale sur la durée de la guerre entraîne à envisager la politique générale de la guerre et ce que l'on appelle la conduite de la guerre. Toutes ces questions sont beaucoup plus po-

litiques qu'économiques. Nous aurons souvent à établir cette distinction entre la Politique et l'Economique.

Une étude approfondie du rôle de l'Economie Politique pendant la guerre doit être faite en fonction des faits politiques et militaires ; l'Economie de guerre doit en effet adapter les possibilités économiques d'un pays à la situation militaire et politique.

Nous avons évité cependant de traiter trop longuement ces questions qui, bien qu'elles soient économiques, ne répondaient pas directement à notre sujet. L'étude de la politique économique dans ses rapports avec la stratégie, nous aurait entraînés à faire la critique du rôle du haut-commandement, et des gouvernements successifs au point de vue économique. Nous avons voulu faire avant tout une étude d'analyse, d'observation et de discussion des faits. Rechercher si les lois de l'Economie Politique ont régi ou non la vie économique mondiale depuis 1914 ; étudier l'Economie de guerre avec tous ses organismes nouveaux et sa réglementation ; étudier aussi les conséquences de la guerre, le retour à la vie normale, la crise qui s'ensuivit ; et dans le bouleversement mondial noter les solutions préconisées, les tendances actuelles, essayer de voir s'il existe « une économie nouvelle » issue de la guerre, ou si l'économie politique d'avant-guerre n'est pas venue de nouveau régir les rapports des individus et des hommes avec toute l'inflexibilité de ses lois pe-

sant plus lourdement sur le monde, faute de les avoir méconnues, ou d'avoir voulu retarder leurs effets, tel est notre but.

Dans la préface du livre de M. de Roquette-Buisson et Marcel A. Hérubel, « la Terre restauratrice » (Payot 1919) nous trouvons à la première page ce sous-titre : « le Suicide de l'Economie Politique ». Ces auteurs notent que tout le monde parle et écrit sur l'Economie Politique. « En une floraison désordonnée, leurs écrits s'épanouissent sur le cadavre de la vieille Economie politique, celle qu'enseignait naguère dans une chaire, un monsieur revêtu d'une robe. Car ils sont morts, les Economistes de carrière, et morts en pleine faillite (2). L'index posé sur leurs feuillets jaunis, ils affirmaient avec hauteur l'impossibilité d'une guerre longue. Or, ils n'ont pas survécu à la durée de la guerre... Le Caractère propre d'une science est de prévoir, grâce aux lois qu'elle établit, les phénomènes dont elle s'occupe. L'Economie Politique a prévu juste le contraire de ce qui est arrivé. »

M. Valois, dans la préface à son livre l'Economie Nouvelle écrit : « le Système Capitaliste qui a

(2) Notons qu'à la séance du 22 juillet 1919 (Chambre des Députés), M. Loucheur, alors ministre de la Reconstitution Industrielle, se ralliait à cette thèse : « Je constate que tous les Economistes ont fait une belle faillite. (Applaudissements à droite et au centre). (*Journal officiel*, p. 3.629.) Voir sur ce point la réponse de M. André Liesse dans l'Economiste Français du 2 août 1919.

régenté notre économie pendant plus d'un siècle est désormais une chose morte ».

Nous ne voulons pas énumérer tous ces « actes de décès » de l'Economie Politique libérale dressée peut-être prématurément ; dans leur extrême concision, ils sont l'imprécision même. L'« Economie Politique libérale est morte », disent les uns. « L'Economie Politique a fait faillite sur toute la ligne », disent les autres, mais aucun de ces auteurs n'ajoute en quoi elle peut être sujette à de pareilles critiques. Ils croient que la brièveté de leur attaque lui donne plus de force : ils affirment, mais ils n'exposent pas. Ce fut pour nous une difficulté de sujet ; dans presque tous les livres parus depuis la déclaration de guerre tout le monde demande un ordre nouveau, mais personne ou presque ne donne les raisons qui font que l'état actuel leur semble mauvais. Bien plus, lorsqu'un ordre nouveau est proposé, sa réalisation entraînerait un désordre économique encore plus grand. Mais le temps a travaillé pour la Science Economique. Un adversaire de l'Economie Politique M. Georges Coquelle, dans son livre « le Chef » (3), le remarque justement. « Depuis l'armistice les Economistes vont répétant que leur « science » a subi victorieusement l'épreuve des faits suscités par la guerre. L'immense conflit, le bouleversement économique qui en est résulté, n'au-

(3) Nouvelle Librairie Nationale (sans date). Deuxième Partie : Economique et Politique, p. 91.

rait pas rendu nécessaire à leurs yeux, aucune révision des théories courantes ; tout au contraire, la facilité avec laquelle elles ont résisté aurait démontré leur solidité et leur positivité. »

Au milieu des affirmations (4) contradictoires, que faut-il penser ?

(4) Le 20 mars et le 16 juillet 1923, un grand débat sur le Capitalisme eut lieu à la Chambre des Communes. La question de la prétendue faillite des lois économiques depuis 1914 ne fut pas abordée. Les socialistes se sont bornés à constater l'inégalité des conditions économiques. « La faute en est à ce que les moyens de production et de distribution sont entre les mains et sous le contrôle de particuliers », résume M. Philip Snowden. Voir Bulletin Quotidien d'Informations Economiques du 27 juillet 1923.

CHAPITRE II

L'ATTAQUE SOCIALISTE

Est-il vrai que l'Economie politique libérale engendre des causes de conflits ?

« La Science économique ne saurait être rendue responsable de toutes les conclusions que ceux, qui parlent en son nom, tirent de ses données. »

J. BOURDEAU.

(La guerre et la paix d'après les prévisions des sociologues.)

Lorsque les socialistes proclament la faillite de l'Economie Politique libérale, ils posent ainsi le problème : C'est le système capitaliste qui a provoqué la guerre (1). Ils mettent en cause l'organisation

(1) Discours de M. Léon Blum à la Chambre des Députés le 7 juillet 1922 : « Selon nous, dans notre conviction profonde, les responsabilités de la guerre incombent avant tout à un régime social, et si la guerre s'est trouvée située dans un moment déterminé de l'espace et du temps ; si, par exemple, l'Europe relativement pacifique de 1900 s'est trouvée transformée en Europe de 1912 ou 1914, c'est d'abord, et avant tout, que le capitalisme avait affecté des formes particulièrement novices et périlleuses : impérialisme colonial, concurrence avide des nations pour les débouchés, répercussion des ambitions et des convoitises les unes sur les autres, l'affaire marocaine entraînant l'affaire tripolitaine, et l'affaire triolitaine livrant la Turquie affaiblie aux ambitions des Etats balkaniques. Là est pour nous la cause permanente, collective, anonyme (Applaudissements à l'extrême-gauche).

même de la société à la veille de 1914. Ils rejettent la responsabilité de la guerre sur la politique de classe, sur les armements et sur les intérêts des grands métallurgistes ; enfin pour eux, ce serait les intérêts des classes dirigeantes de tous les pays qui ont conduit les peuples à se faire la guerre. On s'étonnera peut-être de ne pas avoir entendu la réponse des Economistes libéraux « défenseurs du capitalisme », mais comme l'écrivait très justement M. Rist : « Des thèses aussi générales, aussi vagues, sont évidemment très difficiles à critiquer ; elles échappent par leur étendue même et leur imprécision à une discussion économique ». En effet, en quoi peut-on proclamer la faillite du fonctionnement d'une organisation économique, parce que la guerre a éclaté. Est-ce que l'organisation socialiste si elle avait existé à cette époque n'aurait pas provoqué tout aussi bien la guerre, peut-on répondre, car lorsqu'on approfondit la thèse des socialistes on s'aperçoit qu'ils ajoutent la proposition suivante : la guerre a eu des causes économiques ; et la plupart d'entre eux soutiennent que les causes économiques furent les seules qui provoquèrent la guerre ; rien n'est plus naturel de leur part que de soutenir cette thèse car elle n'est qu'une forme de l'application de la doctrine marxiste du matérialisme historique : ne voir dans l'histoire générale du monde que des facteurs et des mobiles économiques, et rejeter les facteurs politiques et les revendications nationales, c'est-à-dire les sen-

timents et les passions, comme étant susceptibles d'être des causes de guerre.

Puis les socialistes poussent le problème au fond et disent : « Ce que nous reprochons au système capitaliste, c'est de créer des occasions multiples de conflits et de conduire les pays à l'impérialisme économique ». Le régime moderne est-il un facteur de rapprochement ou bien de divisions et de conflits entre les peuples ?

Lorsque les socialistes accusent le régime économique et libéral de provoquer et d'assembler les éléments qui constituent les causes économiques de la guerre leur attaque est plus directe, plus précise que lorsqu'ils accusent les capitalistes, c'est-à-dire une partie des détenteurs de la richesse ou plus exactement une classe des différentes nations, car dans ce dernier cas c'est un problème politique qu'ils posent, en opposant les riches aux ouvriers, c'est-à-dire en reprenant leur principe de la lutte de classe ; au contraire, dans le premier cas c'est le problème économique qui est posé. Ils attaquent alors l'Economie Politique libérale dans son principe même et dans les conséquences qui en découlent.

Essayons de voir si les différentes attaques portées par les socialistes ou par ceux qui sans l'être, adoptent leurs thèses, sont justifiées par les doctrines et par les faits.

Pour beaucoup de gens l'explication des guerres par les facteurs économiques est considérée com-

me allant au fond du problème posé, car ainsi on écarte du débat les questions de passions, les préjugés des hommes, les fautes des gouvernements, les illusions et les aspirations des peuples qui sont des facteurs très difficiles à délimiter. Tandis qu'en interprétant le sens des guerres par le côté économique, les auteurs croient faire œuvre scientifique. Il est à noter que les économistes, les vrais économistes, c'est-à-dire ceux qui enseignent la science économique et non l'art, puisqu'il nous faut faire cette distinction, se sont abstenus durant la guerre de 1914-1918 d'expliquer toute la guerre par l'action des phénomènes économiques ; c'est qu'ils savaient combien il est difficile de saisir le mécanisme des facteurs économiques, surtout en temps de guerre ; ceux-ci ne pouvaient être étudiés qu'approximativement, puisque les renseignements et les statistiques étaient très incomplets et parfois déformés par la volonté des belligérants. Ainsi, il y avait autour des phénomènes économiques pendant la guerre une obscurité qui rendait l'étude scientifique de ces facteurs à peu près impossible ; les économistes de carrière se sont bien gardés d'aborder ce problème car ils savaient à quels échecs et à quels démentis ils aboutissaient. Mais les économistes de fortune, ceux qui à la déclaration de guerre se sont mobilisés d'eux-mêmes en soi-disant économistes parce qu'ils croyaient voir la vérité dans le domaine économique, ont au contraire entrepris la démonstra-

tion des causes économiques des guerres en général et en particulier de celle de 1914-1918. Nous montrerons pourquoi l'action de ces faits économiques est à peu près impossible à déterminer. Il s'agit de savoir pour le moment si le jeu des lois économiques engendre la guerre. C'est pour cette raison que nous n'étudierons pas la thèse présentée par M. Victor Bérard dans son livre « l'Eternelle Allemagne », et par M. Millioud dans « la Caste Dominante allemande ». La question de savoir si l'Allemagne était ou non acculée à la faillite (2) à la veille de la guerre est une pure question de politique économique ; le pangermanisme économique ne fut qu'une conséquence du pangermanisme politique, et nous trouvons à la base de ce problème des causes politiques sur lesquelles sont venues se superposer des causes économiques (3).

De même nous montrerons que la thèse du « pangermanisme colonial », à savoir que l'Allemagne aurait été poussée à la guerre par le besoin

(2) M. Rist, dans le cours d'Economie Politique Générale (Doctorat 1918-19) qu'il a professé à la Faculté de droit de Paris, « Les Interprétations économiques de la guerre », montre combien cette thèse est critiquable.

(3) M. Rist, ouvrage déjà cité p. 40, écrit à propos de la guerre : « En réalité il s'agit d'une guerre d'hégémonie, d'hégémonie politique bien entendu, qui devait entraîner avec elle, comme toutes les grandes guerres ayant des conséquences politiques, certains avantages économiques, mais ces avantages n'étaient que les conséquences, les résultats secondaires auxiliaires, du résultat principal, primordial, l'établissement définitif de la domination de l'Allemagne en Europe ».

d'avoir des colonies, c'est-à-dire des débouchés et des matières premières, est encore une pure question de politique économique, qui n'est qu'une autre conséquence du pangermanisme politique.

C'est pour les mêmes raisons que nous écartons les thèses de la jalousie commerciale anglaise, c'est-à-dire les rivalités commerciales entre l'Angleterre et l'Allemagne. Toutes ces thèses sont encore des problèmes de politique économique où l'on ne peut pas observer la part de la science économique, car l'interprétation en serait faussée par l'influence des gouvernements et leur interventionisme économique.

I. Les théories

Avant d'analyser les diverses théories qui envisagent les facteurs économiques comme un frein ou un stimulant à l'hostilité des peuples, il faut remarquer que ces facteurs sont invoqués dans les deux sens (4). Les facteurs économiques prolongent la paix disent les uns, ils provoquent la guerre disent les autres : et ainsi on attribue aux facteurs économiques un rôle double et contradictoire.

Comment l'expliquer : de deux façons : ou bien il y a des *facteurs économiques* agissant les uns dans le sens de la guerre, les autres dans le sens de la paix, ou bien ce sont les *mêmes facteurs économiques* qui agissent tantôt dans un sens, tantôt dans

(4) Voir cours de M. Rist, Introduction, p. 1 à 16.

l'autre, c'est-à-dire que la question des charges et du coût de la guerre, la question des matières premières seraient une cause ou un frein aux conflits suivant l'époque, les circonstances, les milieux.

Ainsi les facteurs économiques peuvent créer, en allant tantôt dans un sens ou dans l'autre, un état de paix relativement stable : ils s'annihilent parfois en partie puisqu'ils agissent comme des forces contraires ; c'est à cause de cette contradiction dans les faits que leur action n'est pas nécessairement décisive et déterminante ; c'est ce qui fait que les théories que nous allons examiner ne sont pas exactes dans tous les cas, lorsqu'on les analyse en présence des faits.

La division logique des thèses proposées par les différents auteurs se ramène à deux groupes :

1° Les thèses qui considèrent les facteurs économiques comme provoquant des causes de conflits.

2° Celles qui voient principalement dans les relations commerciales internationales un frein à la guerre.

La thèse d'« Irving Fisher ». Irving Fisher dans son article « Après la guerre, quoi » paru en 1914, attribue la grande cause de la multiplicité des guerres à la rapidité des transports : « qui en même temps qu'elle multipliait les points de contact, multipliait aussi les points de querelles entre les hommes et les peuples ». « Non seulement, écrit-il, elle a multiplié les points de contact individuels entre les grands pays, mais elle a

en même temps facilité singulièrement l'expansion commerciale, en particulier l'expansion coloniale qui est une des sources les plus fréquentes de querelles entre les peuples. Enfin, la multiplication et l'intensification des moyens de transport ont accru la rapidité de l'ampleur des mobilisations de troupe. La hâte, la rapidité des décisions dans la guerre à faire ou ne pas faire est aussi plus rapide. Les chemins de fer sont les canaux par où les troupes peuvent s'écouler : les bateaux et les automobiles peuvent transporter non seulement des passagers et des denrées, mais aussi des soldats et des munitions ». La solution de cet état de choses se trouverait dans une « organisation internationale guidant l'intensification des rapports des hommes et dans un abandon d'une partie de souveraineté locale en faveur d'une souveraineté supérieure ».

Avec la thèse de M. Braislford (5), nous arrivons aux précisions. Pour lui l'impérialisme financier est responsable des guerres. Son livre parut en 1914 à la veille de la guerre ; il expose la thèse socialiste, la coordonne et la complète. Il envisage comme étant des stimulants à la guerre non seulement les intérêts des grandes métallurgies dans les armements, ainsi que ceux des classes possédantes, mais aussi le rôle de l'expansionnisme financier, forme

(5) *The War of Steel and Gold*. Londres. G. Bell, 1917 (9^e édition).

nouvelle pour lui de l'expansion économique des grands Etats, responsable des guerres et des rivalités entre les nations.

M. Braislford dont le livre avait paru en 1914, cherche dans les éditions suivantes, à découvrir les véritables causes de la guerre de 1914 ; or il ne traite plus du capitalisme financier, mais du militarisme allemand, du panslavisme russe, du navalisme britannique, de l'idée de nationalité (question d'Alsace-Lorraine, de Pologne, achèvement de l'unité italienne, rétablissement des Balkans) ; ainsi il reconnaît que c'est le principe des nationalités qui est en jeu, puis des problèmes de puissances, des problèmes coloniaux et enfin des problèmes de débouchés de marchandises, et non plus de débouchés financiers.

Ce sont surtout les forces latentes des nationalités et des pays insatisfaits qui ont suscité la guerre, dit M. Braislford. Nous sommes loin du problème de l'expansionisme financier ; M. Braislford aborde cependant dans un appendice la question des explications économiques de la guerre. « C'est le besoin de colonies pour l'empire allemand qui a décidé la guerre ». Il considère ce besoin comme étant économique, mais l'ambition coloniale est-elle seulement une ambition économique ? N'est-ce pas une forme voilée et détournée de l'ambition politique ; l'Economie politique n'a-t-elle pas été mise au service de la politique allemande pour justifier et servir de pré-

texte à des actes diplomatiques qui étaient eux-mêmes les moyens d'imposer l'impérialisme politique et par la suite l'impérialisme économique ?

La thèse de M. Loria. Une thèse fut soutenue qui attribue aux facteurs économiques un rôle à la fois pacifique ou guerrier. Le Commerce international serait une arme à deux tranchants.

M. Loria, dans son livre, « les Bases économiques de la justice internationale » (publication de l'Institut Nobel, 1912) constate que les guerres coûtent plus qu'elles ne rapportent. Elles détruisent davantage et sont par suite une cause de maintien des relations pacifiques entre les peuples. Et, ajoute-t-il, les « guerres deviennent de plus en plus incapables de remédier à la baisse des revenus qui était autrefois sa cause fondamentale ». Son ouvrage fut publié en 1918 en anglais sous le titre « The economic causes of War » avec un chapitre supplémentaire « les leçons de la grande guerre ».

De même que M. Braislford faisait reposer sa théorie sur l'influence des revenus, M. Loria émet aussi la même idée mais sous une forme différente.

Le revenu pour M. Loria (6) est le produit net diminué des sommes nécessaires à la subsistance des travailleurs. L'interprétation de la guerre et de la paix en général doit être cherchée, dit-il, dans les phénomènes économiques. Les nations font la guer-

(6) Voir le Cours déjà cité de M. Rist, p. 388 à 405.

re lorsque leurs revenus décroissent, pour s'emparer des biens des nations voisines, mais ce mode d'acquisition devient de plus en plus onéreux car la guerre détruit de plus en plus des valeurs économiques, à tel point que le coût de la guerre et les destructions qu'elle entraîne absorbent les bénéfices de cette même guerre. A partir de ce moment, il se crée une sorte de droit international pacifique. Ainsi les facteurs économiques créent la guerre lorsqu'elle procure des avantages. Ils créent la paix lorsque, suivant l'expression en usage, « la guerre ne rapporte plus ».

Mais M. Loria note que les guerres successives ont éclaté dans les périodes de baisse du revenu. « Aujourd'hui, dit-il, le germe d'une guerre possible est tout entier dans la rivalité économique de l'Allemagne et de l'Angleterre ».

Cette thèse peut être critiquée avec force dans ce sens que certaines des guerres les plus connues ont succédé à une période économique d'accroissement du revenu. Entre la Fronde et les guerres de la fin du règne de Louis XIV, il y eut en France un relèvement économique marqué. La guerre de 1870 a été précédée d'une période de prospérité économique, de même que la guerre de 1914-1918.

Il semble que la thèse de M. Loria ne soit pas très affirmative, on ne peut pas la généraliser et l'appliquer à toutes les guerres. De plus, il ne s'est

pas préoccupé de démontrer par des chiffres cette prétendue baisse des revenus.

Si nous examinons la deuxième partie de la thèse de M. Loria, dans laquelle il indique les causes déterminant les peuples à être pacifiques, nous voyons qu'elle s'appuie sur l'idée que le développement économique moderne rend les guerres de plus en plus coûteuses ; il est impossible alors d'augmenter les revenus. Les causes de cette situation se trouvent, pour M. Loria dans l'évolution même du monde économique. Le développement de l'industrie, des valeurs mobilières, du crédit international, des relations commerciales, l'abondance du capital technique sont les différents facteurs de cette situation à tendance pacifique.

Etudiant la guerre de 1914-18, M. Loria reprend la thèse des rivalités commerciales et coloniales ; il soutient que les industriels français et anglais étaient pacifiques, tandis que les empires centraux et la Russie étaient composés de grands propriétaires fonciers et de chefs de grandes maisons d'armements et de munitions. C'est la réaction en Allemagne provoquée par l'alliance économique entre l'Angleterre et la France qui aurait fait éclater le conflit.

Remarquons que, comme M. Braislford, M. Loria abandonne à son tour vers la fin de son livre, sa théorie. Tandis que M. Braislford envisage la question des nationalités, M. Loria se contredit à son tour, son interprétation économique de l'histoire se trans-

forme en un système politique. C'est par la constitution de la démocratie dans toutes les nations qu'il entrevoit une limitation de la guerre. Ainsi ces deux thèses partent de l'interprétation économique de l'histoire pour arriver à étudier les questions politiques.

La « Grande Illusion » de Norman Angell. Reprenant, peut-être en la déformant singulièrement, l'idée du libéralisme anglais, à savoir que la multiplicité croissante des relations commerciales entre les peuples constitue un frein à la guerre, M. Norman Angell a fait paraître son livre en 1909. Cette grande illusion est la suivante : « Les peuples croient que la guerre peut rapporter un profit économique au vainqueur, et ruiner le vaincu ». Toute l'argumentation du livre consistait à prouver que dans les conditions d'alors, il y avait une impossibilité pour le vainqueur de détruire les sources de richesses du vaincu.

Nous n'étudions pas en ce moment les idées de Norman Angell sur les annexions, les indemnités de guerre et l'interdépendance des pays ; nous retrouverons l'illustration de ces idées lors de l'étude du problème des Débouchés et des Réparations.

La thèse de M. Norman Angell est-elle au fond si fausse ? Tout d'abord M. Norman Angell croit que les guerres tendraient à disparaître si « les vérités économiques qu'il énonce sont comprises ».

Il est trop certain que les belligérants n'ont pas envisagé les considérations économiques qui auraient dû leur montrer les conséquences futures d'une guerre. Or, la guerre, fut une détestable opération économique et financière ; c'est, nous l'espérons, une vérité incontestable aujourd'hui. Rationnellement la thèse de M. Norman Angell était juste ; mais elle ne tenait pas compte des passions politiques, des sentiments nationaux qui dépassent les intérêts des hommes lors de la déclaration de guerre (7).

M. Viallate termine son livre : « L'Impérialisme économique » par cette phrase : « N'oublions pas que ce n'est pas la raison, mais le plus souvent les passions qui décident de la politique des peuples ». Cette phrase sera sans doute éternellement vraie ; elle le fut en 1914, elle l'est aujourd'hui.

De l'étude des différentes thèses nous pouvons conclure que l'Economie politique sert souvent de prétexte à la politique étrangère des nations. Beaucoup de personnages importants ont habilement su se décharger de bien des erreurs sur les Economistes et principalement les économistes libéraux. Encore une fois ne voyons-nous pas que dans les conflits le capitalisme au lieu d'être une cause principale fut surtout un prétexte qui servit à cacher les mouve-

(7) Viallate, L'Impérialisme économique, p. 185. Armand Collin, 1923.

ments nationaux des peuples (8) ? Si on ne voulait plus croire aux vieilles causes de guerre, on a été trop heureux de mettre sur le compte du capitalisme les effets des passions des peuples et de leur politique. Encore une fois c'est le problème politique qui se repose devant nous et qui échappe à toute analyse scientifique.

M. Bourdeau dans sa communication à l'Académie des Sciences Morales et Politiques à la séance du 8 mai 1920 sur la « Guerre et la Paix d'après les prévisions des sociologues », résumait la question en disant : « La Science économique ne saurait être rendue responsable de toutes les conclusions que ceux qui parlent en son nom tirent de ses données. Dans les pays alliés, ils ont eu foi au rapprochement et à l'union des peuples par la paix et le travail : il s'agissait de prouver qu'il y a plus à gagner par la coopération et la concurrence pacifique que par les conflits guerriers. Ils ont espéré conjurer la guerre en décrivant d'avance les effroyables calamités qui

(8) « Outre que les éléments effectifs se cachent sous les causes économiques de guerre, il y en a qui dictent l'axiome : toutes les guerres sont d'origine économique. Ce sont des passions politiques. Passions des partis nationalistes ; ils exploitent l'idée prééconomique de possession, de prise du commerce et de l'industrie, pour exciter l'égoïsme national dans ses convoitises et ses méfiances. Passions socialistes aussi : elles font haïr dans le régime capitaliste un ferment permanent de guerre. Cette conception n'a aucune clarté, car on prend le capitalisme dans le sens vague et général de tout ce qui est hostile au socialisme ». Sageret, Philosophie de la Guerre et de la Paix, Alcan 1919, p. 280, chapitre VIII : les Causes Economiques des Guerres.

devaient en résulter, et sur ce dernier point ils n'ont été que trop bons prophètes ».

Leur erreur capitale, ajoutait par contre M. Bourdeau, était de ne considérer que les intérêts matériels, de ne pas se rendre compte qu'un domaine immense de faits historiques et sociaux restent en dehors de l'Economie Politique ».

II. *Les faits*

L'étude des théories nous apporte donc peu de clarté : celles qui accusent le régime économique de mener à la guerre ne sont pas vraiment économiques car elles reconnaissent que le rôle des facteurs politiques a été plus fort que celui des facteurs économiques. Le reproche adressé aux théories qui soutiennent que le régime économique était une cause de paix, semble péremptoire car le régime économique n'a pas empêché la guerre d'éclater. Il est certain que les facteurs économiques ne sont pas les plus forts dans l'action de la paix ; les facteurs politiques et sociaux les submergent. C'est pourquoi cette situation crée une impossibilité matérielle de savoir quel fut le rôle exact des facteurs économiques dans la déclaration de la guerre de 1914-1918.

On a construit néanmoins une synthèse logique (trop logique même, et c'est ce qui permet de douter de son bien-fondé) de l'Evolution Economique

des peuples belligérants avant 1914. Cette évolution économique devait entraîner une guerre fatale (9).

« L'erreur des classiques et de Norman Angell dit-on, est de n'avoir pas vu que le régime moderne s'il était un facteur de rapprochement international créait aussi des conflits entre les peuples : la division internationale du travail et particulièrement la spécialisation industrielle de certains pays ne créent pas seulement des liens de solidarité entre les peuples, elle entraîne aussi des complications d'où peuvent surgir des difficultés plus ou moins grandes et des conflits plus ou moins violents » (10).

Par quel raisonnement peut-on arriver à ces conclusions ?

Pour atteindre la stabilité des échanges entre les nations il faut que les produits puissent s'échanger ; or, la spécialisation s'atténue avec le temps, car un pays utilise pour son marché national un excédent de population ou de capital ; ces ressources nouvelles alimentent ainsi le marché national, mais ce sera autant de marchandises achetées en moins au pays étranger qui les fournissait précédemment.

(9) Voir sur ce point le livre de M. Fabre Lucé, la Victoire. Edition de la Nouvelle Revue Française, 1924. Les pages 80 à 90 de ce livre résument d'une façon très claire et précise la question et le rôle exact, (si l'exactitude au sens scientifique est possible en cette matière), des facteurs économiques dans la politique allemande.

(10) Allix. Cours de Doctorat 1922-23. L'Economie de guerre allemande, p. 49.

C'était dit-on, le cas de l'Allemagne : elle vendait des produits industriels pour acheter des matières premières et des vivres. Au cas où un autre pays industriel, en l'espèce l'Angleterre, supplanterait l'Allemagne sur un marché, aussitôt se déclenche une guerre économique pour l'établissement de tarifs protectionnistes. Les nations trop spécialisées veulent à leur tour s'assurer l'indépendance économique.

Ces faits ne sont que trop vrais, mais sont-ils dus au développement économique naturel ou à une orientation politique marquée ? La fermeture des marchés avant 1914 n'a-t-elle pas eu surtout pour cause cette idée d'indépendance économique et politique qui est la condition primordiale d'une économie de guerre longue ? Ce sont bien plus les événements politiques qui ont déterminé ces événements économiques, que ces derniers n'ont déterminé les premiers, car n'oublions pas que dans les années qui ont précédé la guerre il y eut une recrudescence du protectionnisme. On ne peut pas accuser l'économie politique et surtout le principe de la division du travail de conduire à l'impérialisme et à l'indépendance économique, car la réaction produite n'est pas l'œuvre de l'Economie Politique mais de la politique économique de chaque nation ; l'œuvre des gouvernements et principalement du gouvernement allemand a été de faire servir les courants économiques pour leur politique étrangère en établissant

le régime protectionniste. A partir de ce jour le mécanisme même de l'Economie Politique était faussé. *On oppose ainsi au régime libéral des conséquences dont il n'est pas l'auteur ; c'est comme si on voulait montrer la résultante de forces dont on ne tiendrait compte que de certaines en annihilant les autres. Ici encore c'est le problème politique qui vient se confondre avec le problème économique.*

Plus le pacifisme augmentait dans l'esprit de certains et plus le nationalisme et l'idée de races se développaient chez d'autres. Les guerres nationales n'ont-elles pas trouvé leur confirmation dans la dernière guerre ? Le nationalisme est bien souvent la cause de l'impérialisme politique, et lorsque celui-ci se transforme en impérialisme économique, la cause première est politique et non économique.

« Assurément les desseins politiques qui dominaient la situation européenne n'étaient pas exempts d'arrière-pensées économiques » (11). Mais ces arrière-pensées économiques ne pouvaient prendre corps que par suite de la politique. Elles furent provoquées, favorisées ; peut-on dire alors qu'elles ont

(11) Fabre Luce, ouvrage déjà cité p. 85, voir aussi sur ce point dans le livre de M. Engerand : le Fer sur une frontière. Bossard 1919, le mémoire de Thyssen (p. 221-227). D'après Thyssen, le Kaiser aurait avant la guerre promis aux industriels allemands des avantages afin de les intéresser à la politique belliqueuse. « Personnellement, écrit Thyssen, on m'avait promis 30.000 acres de terrain en Australie et un prêt de 3 millions de marks à 3 o/o d'intérêt comme capital d'exploitation », p. 223.

été des causes tandis qu'elles ne furent que des moyens.

Cette exploitation des faits économiques présentés comme des nécessités a permis de fausser l'interprétation des faits. La rivalité de la métallurgie française et allemande a-t-elle été si aiguë ? L'échange de la minette lorraine contre le coke du bassin rhénan-westphalien créait au contraire des liens d'interdépendance économique (12). L'Allemagne, dit-on, désirait s'approprier complètement les mines de fer dans un but d'asservissement économique qui permettrait l'établissement de la suprématie métallurgique allemande (13), laquelle pouvait alors engager la lutte contre la métallurgie des Etats-Unis : rêve grandiose qui a pu être conçu dans l'esprit des dirigeants allemands, mais faut-il pour cela accuser le régime économique d'avant-guerre ? N'est-ce pas plutôt la politique extérieure allemande, qui en faisant miroiter les perspectives trompeuses et irréalisables d'expansion économique résultant d'une guerre, s'efforçait de lier les intérêts de la production allemande à sa propre politique ? (14) C'est encore

(12) Voir Yves Guyot, *Les Causes et les Conséquences de la Guerre*, Alcan 1916, 2^e édition, p. 229 et 230.

(13) Voir sur ce point Engerand, *Les Frontières lorraines et la force allemande*, Perrin 1916.

(14) Voir dans Yves Guyot (chap. XIII, *Ambition et Déception coloniales*), la part exacte des intérêts et du commerce allemand au Maroc. « La politique coloniale du Kaiser a été toujours bien plus inspirée par des préoccupations politiques et stratégiques que par des préoccupations économiques », p. 217.

à un problème politique que nous conduit l'examen du problème économique.

Des auteurs comme M. Victor Bérard (15) M. Lévy Bruhl (16), M. de Bonnefon (17) font le jeu de la thèse socialiste lorsqu'ils considèrent que la guerre était de la part de l'Allemagne une nécessité économique. Que l'idée d'encerclement économique, de même comme nous le verrons plus tard, l'idée de surpopulation, ait dominé comme un mythe le peuple allemand, et fut pour les dirigeants la cause justificative de la guerre, c'est certain, mais ce fut une fausse interprétation des faits.

M. Yves Guyot (18), M. Cadoux (19), M. Rist (20) ont soutenu la thèse contraire à laquelle nous nous rallions : non seulement l'Allemagne n'était pas menacée par la faillite ou l'étouffement économique, mais une guerre devait lui faire perdre les débouchés soi-disant insuffisants, avec ses deux meilleurs clients et fournisseurs : l'Angleterre et la Russie ; c'était précipiter la crise au lieu de l'éviter. M. Yves

(15) L'Eternelle Allemagne, Colin 1916.

(16) La Conflagration européenne, les causes économiques et politiques, Alcan 1915.

(17) Les Causes économiques de la guerre. Revue de Paris, 15 janvier 1915.

(18) Ouvrage déjà cité, page 133 à 233.

(19) La Prospérité économique de l'Allemagne, Berger Levrault, 1916.

(20) Les Interprétations économiques de la guerre, 1918-1919, Cours de doctorat. Le développement de ces thèses, occuperait une place trop importante dans notre étude, nous renvoyons aux ouvrages cités plus haut.

Guyot a justement noté qu'il y avait une contradiction entre les intérêts économiques et la politique belliqueuse de l'Allemagne. La guerre entraînait la fermeture des marchés; ce n'était pas l'économie de guerre qui allait permettre un développement de la production allemande. Fallait-il croire qu'après la guerre, même victorieuse pour les Allemands, les pays vaincus seraient les clients forcés et indéfinis de son exportation?

L'histoire des Réparations nous montre qu'un pays ne peut pas vendre à un autre pays sans lui acheter ou recevoir à son tour, une partie de sa production. L'Impérialisme économique est en contradiction avec la loi des débouchés (21). Ainsi, même dans l'hypothèse d'une guerre victorieuse, l'Allemagne aurait vu les marchés des pays vaincus se fermer tôt ou tard, et la surproduction apparaître à nouveau.

Si la guerre n'apportait pas une solution au problème économique allemand, c'était parce que nous étions en présence d'une situation qui dépasse le régime capitaliste ou socialiste. La guerre victorieuse aurait donné à l'Allemagne une puissance de production qu'elle aurait pu encore moins écouler, par suite de la ruine des vaincus qui étaient en 1914 ses principaux clients. Le problème économique loin de s'atténuer se serait aggravé. Pour ne pas avoir re-

(21) Voir chapitre V, III^e Partie.

connu et avoir écarté systématiquement la solidarité économique des nations, la politique allemande allait entraîner, par des promesses irréalisables, son économie à seconder ses vues politiques ; or les intérêts politiques et économiques de l'Allemagne étaient en contradiction ; une guerre même victorieuse ne crée que des débouchés temporaires et forcés. La loi des débouchés bien comprise permettrait au contraire d'établir plus solidement une interdépendance entre les nations. Est-ce par suite d'une erreur économique ou par suite de visées politiques que le gouvernement allemand a été amené à soutenir la thèse de la guerre fatale ? Dans les deux cas l'Economie politique n'est pas en cause, ou du moins si elle est mise en cause, c'est indirectement, « afin que les répercussions économiques viennent réveiller les questions de prestige et de sentiment et permettre ainsi aux gouvernements d'organiser cette propagande patriotique qui conduit les peuples à l'acceptation du combat » (22).

Dans son intérêt économique, une nation n'a rien à gagner dans une guerre, mais beaucoup plus à perdre. Faut-il cependant se laisser arrêter par l'objection du caractère essentiellement économique d'une guerre moderne. En effet, « ce qui contribue à égarer le raisonnement au sujet des causes économiques de la guerre et à faire affirmer qu'elles sont

(22) Fabre Luce. Ouv. déjà cité, p. 86 et 87.

de plus en plus prédominantes, c'est que la guerre elle-même prend de plus en plus un caractère économique dans les moyens d'action qu'elle met en jeu » (23). Nous ne nions pas le caractère économique de la guerre moderne (24) mais cela ne veut pas dire qu'il est une cause de guerre. M. Sageret note très bien que vouloir faire la guerre pour avoir des mines de houille, de fer, « c'est alors, une seconde guerre encore à venir qui constitue la cause, le but, la justification politique d'une première guerre en cours. Cercle vicieux dont il n'y a aucune raison pour se tirer jamais » (25). C'est en effet la difficulté du sujet et l'imprécision des attaques qui se reposent devant nous lorsqu'on cherche l'origine exacte des causes économiques de la guerre. S'il faut attribuer au déterminisme géographique de la répartition des matières premières, la raison d'être des guerres modernes, nous sommes conduits alors à dire que, pas plus que le socialisme (26), le capitalisme est une cause de guerre. Vouloir posséder autant sinon plus que le peuple voisin, c'est la jalousie humaine qui est alors en cause ; le débat devient un débat politique, moral. Nous ne pouvons l'ouvrir ici.

Revenons à ce qui est la réalité immédiate. Pra-

(23) Sageret, Philosophie de la guerre et de la paix, p. 282.

(24) Voir chapitre I, II^e Partie.

(25) Sageret, ouvrage déjà cité p. 282-283.

(26) Voir plus loin l'exemple de la Géorgie.

tiquement l'intérêt des peuples (et la guerre en a été le plus vivant exemple) (27) est de vivre en paix ; la guerre ruine vainqueur et vaincu. « Si la victoire militaire se double d'un désastre économique, non compensé par le bénéfice moral de la victoire, elle équivaut à une défaite » (28). Et lorsque le problème des réparations se pose, la solution se trouve dans le relèvement économique de l'ennemi. Voilà la réalité. Si la déclaration de guerre démentait momentanément la thèse suivante : le régime économique de 1914 était un facteur de paix, l'exemple de ces dernières années montre que la guerre ne procura pas d'avantages économiques, qu'elle entraîna pour tous les belligérants une perte réelle. Aujourd'hui, l'observation des faits enseigne que les forces économiques créent un accroissement de richesse dans les périodes de paix et non dans celles de guerre, mais si la raison montre que le bonheur économique s'acquiert dans la paix et non dans la guerre, nous ne voulons pas dire par là que ce que la raison enseigne sera suivi par les peuples.

Le rôle des facteurs économiques est le même que celui des langues dans la fable d'Esopé. Il crée le bien et le mal, et lorsque les peuples, après une guerre longue et cruelle se révoltent contre les faits, c'est parce qu'ils ont déchaîné par passion ces forces

(27) Voir Trustée, le Bilan de la guerre, Chapitre VI, le Jugement économique de la guerre.

(28) Trustée, ouvrage déjà cité, p. 149.

économiques qui travaillent selon l'action des hommes pour la création ou la destruction. L'avenir nous place dans une situation semblable à celle qu'a dépeinte le poète Maurice Magre dans la « Mort enchaînée ». Après avoir enchaîné la guerre, chaque peuple peut lui rendre sa liberté. Les socialistes accusent le capitalisme d'être la cause des guerres ; les faits ne nous montrent-ils pas que le socialisme n'abolit pas lui non plus cette situation inhérente à tous les groupes humains : la guerre.

Les socialistes en accusant la doctrine libérale d'être un facteur d'impérialisme risquent de voir l'argument se retourner contre eux. En effet la doctrine libérale repose sur la loi des débouchés, et la spécialisation des peuples. Les produits en s'échangeant contre des produits créent des liens d'interdépendance économique entre les différentes nations, d'autant plus grands que les droits de douane sont moins élevés.

Au contraire, le socialisme engendre une économie nationale et une réglementation douanière. L'Etat socialiste est par principe au régime de l'économie fermée et protectionniste : chaque groupe, chaque nation doit produire ce qu'elle consomme. Que deviendront les pays favorisés par l'abondance des matières premières ou d'objets fabriqués qui ne pourront plus exporter le surplus de leur production ? A ce moment l'Economie socialiste serait un facteur de guerre économique.

Si le socialisme, par l'internationalisation des principales matières premières (solution qui nécessite l'adhésion de la majorité des grandes nations et qui semble difficile à réaliser) propose une solution, il ne faut pas nier que la réalisation de l'idée a été démentie. Nous voulons parler du cas de l'asservissement de la Géorgie par les bolcheviks ; M. Renaudel (29) reconnaissait que l'occupation avait deux causes, politique et économique, « mais la raison économique n'était pas moins forte. »

« La Géorgie est, dans sa région nord, pays de
« pétrole, d'ailleurs encore en grande partie inexploité. Mais surtout, elle a pour port principal,
« Batoum, qui est sur la mer Noire, le débouché des
« pétroles de Bakou.

« En effet, ceux de ces pétroles qui ne vont pas
« en Russie par la Caspienne, sont transportés par
« un pipe line qui va de Bakou à Batoum, traversant la Géorgie dans toute sa longueur, à peu près
« parallèlement à la ligne du Caucase.

« Les bolcheviks n'ont pas considéré comme
« suffisants que la Géorgie leur eût offert de régler
« par des accords commerciaux et amicaux ce problème.

« Ils ont voulu être les maîtres absolus. C'est
« donc par impérialisme économique — un impérialisme qui n'est pas moins redoutable et dange

(29) « Le Quotidien », 4 octobre 1924.

« reux, parce qu'il se dit socialiste, que la Russie
« bolcheviste a été amenée à l'acte de violence per-
« pétéré sur la Géorgie. »

Ce fait est la preuve de l'impossibilité actuelle
de donner une solution à cette question des facteurs
économiques.

Un dernier point sur lequel il faut insister est
le suivant : la détermination du rôle des facteurs
économiques est actuellement impossible à faire.

Les origines multiples de la guerre sont une
série d'impondérables dont l'historien ne peut ap-
précier le rôle exact ni les répercussions qu'elles eu-
rent dans le domaine politique de qui relève en dé-
finitive l'origine de la guerre. La répartition des res-
ponsabilités ne peut se faire que grossièrement en-
tre les points de vue économique et politique.

Ce serait une grande erreur de croire que les
responsabilités peuvent se peser comme des objets
dans une balance, celle-ci donnant une traduction
mathématique d'une opération physique. L'estima-
tion au point de vue politique et économique ne peut
se faire qu'en ce sens : L'Intérêt économique de cha-
que peuple commandait-il, pour arriver à plus de
bien-être, de s'engager dans une guerre ? Y a-t-il eu
en même temps, plus de faits matériels dans le do-
maine politique qu'économique montrant que des
volontés humaines ont pu déclancher ou éviter des
situations tendant à un conflit inévitable ? On nous
dira que ainsi nous ne donnons pas de solutions dé-

finitives au problème posé et que nous rejetons les responsabilités économiques pour laisser subsister la responsabilité politique seule. En effet, nous n'avons pas encore et nous n'aurons sans doute jamais de précisions, de renseignements montrant quel fut le rôle exact des facteurs économiques sur la politique. Si la représentation professionnelle avait existé en 1914, on aurait peut-être pu connaître l'influence des facteurs et des aspirations économiques, mais puisque le pouvoir politique est celui qui prend la décision finale de déclarer une guerre, il est logique qu'il en prenne la responsabilité (30).

Si nous sommes obligés de dresser une sorte de procès-verbal de carence, si nous estimons qu'une répartition des responsabilités politiques et économiques dans la déclaration de guerre est impossible à faire en l'état actuel des connaissances humaines, nous estimons cependant avoir montré le rôle secondaire des facteurs économiques, que, pour la nécessité d'une politique, les gouvernants transforment

(30) M. Léon Blum reconnaissait à la Chambre des Députés le 7 juillet 1922 la responsabilité politique allemande : « entre ces causes générales, collectives, anonymes, et les causes précises, personnelles, nous n'entendons pas établir des équivalences. *Nous n'entendons pas décharger en quoi que ce soit la responsabilité allemande.* »

Dans notre pensée entre les causes lointaines et les causes immédiates, entre les hommes qui ont accumulé les risques de guerre et les hommes qui les ont transformés en réalité, il n'y a pas de commune mesure de responsabilité.

Entre ceux qui ont amassé les matières inflammables et ceux qui en ont approché le tison, nous faisons et ferons éternellement une différence infinie ».

en rôle principal. Devant cette confusion voulue des questions politiques et économiques il fallait dégager ce qu'aurait dû être la succession logique des faits, c'est-à-dire montrer le rôle de la raison, de l'intérêt des peuples par rapport à leurs passions. Or, dans le conflit mondial de 1914-1918 c'est l'intérêt des peuples qui a été sacrifié au détriment des sentiments et des passions nationales.

Pourquoi dès lors, accuser l'Economie politique d'engendrer la guerre, lorsque les peuples nient ses résultats et ses enseignements ? *Elle n'est alors plus en cause.*

M. Bourdeau dans sa communication déjà citée à l'Institut concluait : « Chez les individus comme chez les peuples, les mobiles les plus puissants sont de nature affective, l'amour, la haine, l'orgueil, le ressentiment, la passion de l'indépendance, l'ambition de dominer... L'avènement des foules ouvrières ne signifie pas le prochain triomphe de la raison dans la conduite des sociétés. L'irrationnel domine encore en histoire ».

CHAPITRE III

L'ATTAQUE GÉNÉRALE CONTRE L'ECONOMIE POLITIQUE

« En réalité, ceux qui parlent de faillite de l'Economie politique le font sous l'influence de l'idée que le grand fait contraire aux enseignements de l'Economie politique c'est la guerre, elle-même, c'est sa durée. »

R. GONNARD (1).

« La guerre longue c'est-à-dire des sacrifices plus grands que ne pourraient l'être les profits de la victoire. »

Alfred FABRE-LUCE (2).

La durée de la guerre, tel est le leit motiv que tous les adversaires de l'Economie Politique invoquent pour proclamer sa faillite. En effet M. Leroy-Beaulieu avait d'abord soutenu qu'une guerre ne pourrait durer que six mois. Puis en mars 1915, il prévoyait la fin de la guerre pour novembre ; le fait

(1) L'Economie Politique a-t-elle fait faillite. Revue Politique et Parlementaire. Avril 1917.

(2) La Victoire, p. 274. Paris 1924. Nouvelle Revue Française.

en lui-même est une erreur, mais il a de nombreuses circonstances atténuantes. Les Economistes ne sont pas seuls responsables de cette erreur, ils sont en bonne compagnie avec les militaires ; il faut même dire qu'en cette matière les économistes n'ont fait que suivre les militaires dans la croyance à une guerre courte. Reprenons les faits et la position de la question à son point de départ.

Avant 1914 la doctrine de l'offensive avait, en France, pour corollaire la croyance à une guerre courte ; les militaires le répétaient sans cesse. De plus, disait-on, les armées seront nationales, elles comprendront les classes de la population âgées de 20 à 50 ans. Derrière la ligne de bataille l'activité économique sera arrêtée. Dans son livre « Les leçons militaires de la guerre » (3), le Commandant Bouvard résume très bien cet état d'esprit en écrivant : « La prochaine lutte, croyait-on, ne pourrait se prolonger au delà de quelques mois sans provoquer l'« asphyxie » des corps sociaux par suite du ralentissement de la production et de la pénurie consécutive des matières de première nécessité. Les crises financières devaient surgir très rapidement, amenant des catastrophes. »

Le général Serrigny, alors capitaine, écrivait dans son livre les « Conséquences économiques et sociales de la prochaine guerre » (Giard 1909) p. 454 :

(3) Masson, 1920, p. 14.

« Finalement, on estime à dix ou douze mois la durée totale de la guerre ». Il n'est pas étonnant de constater que M. Leroy-Beaulieu pouvait soutenir raisonnablement son opinion. Il s'appuyait sur la doctrine et le plan de guerre en vigueur. Du moment que le pays serait privé de tout le facteur humain servant à sa production et à son alimentation il était tout naturel de déduire de semblables conséquences.

Les Economistes redoutaient surtout les crises financières et leurs conséquences et sur ce point ils avaient raison : on sait quelle panique a provoquée la déclaration de guerre en Angleterre et aux Etats-Unis ; il y eut une baisse du change immédiate, et la France créditrice des autres nations, ne fut pas aussi ébranlée dans ses finances que beaucoup de neutres. Pendant la guerre la crise ne fut contenue que par des mesures réglementaires, assurant la solidarité financière des alliés. Mais du jour où cette solidarité se rompit, après l'armistice, la crise des changes s'aggrava ; la crise financière n'avait été que retardée ; cette fois-ci les Economistes avaient eu raison de croire aux crises financières provoquées par les guerres : la France se débat actuellement dans la liquidation financière de la guerre ; c'est seulement aujourd'hui que le pays prend conscience de l'immensité de sa dette et de ses charges.

D'ailleurs, si M. Leroy-Beaulieu s'est trompé en ce qui concerne la durée de la guerre (et nous

avons vu que la cause de l'erreur ne lui incombe pas entièrement), par contre dans un article de l'Economiste Français du 23 Août 1913 (4) (Les enseignements des guerres des Balkans), il montrait que les considérations financières n'arrêteraient pas les belligérants dans la continuation d'une guerre. Nous en avons eu la preuve répétée depuis 1914 !

Et d'ailleurs il faut préciser : les Economistes considéraient le temps qu'il faudrait pour épuiser les stocks, et les récoltes. Ils ne croyaient pas, et pour cause, à une vie économique nouvelle à l'intérieur du pays, puisque le principe de la nation armée, entraînait l'arrêt de toutes les industries, la main-

(4) Voici les termes mêmes de cet article :

« D'où vient ce préjugé qu'une grande guerre serait nécessairement courte ? A moins d'une défaillance imprévue tout tend à prouver qu'une grande guerre entre nations européennes de premier ordre, luttant non plus pour la prépondérance, mais pour l'existence, serait fort longue. Un an, peut-être plus. Comment pourrait-on soutenir une grande guerre prolongée ? Avec quel argent pourrait-on y faire face ? Nous avons toujours pensé et écrit à l'encontre de l'opinion commune et nous nous appuyons dans cette pensée sur toute notre expérience financière qu'une grande guerre peut se faire et se soutenir avec peu d'argent. Il faut beaucoup d'argent, avant, pour la préparation, beaucoup d'argent après pour payer les frais accumulés. Il faut relativement peu d'argent au cours de la guerre elle-même ; les événements sont tout à fait décisifs sur ce point. On vit sur les réquisitions dans le pays, soit le sien, soit l'autre qui est le théâtre de la lutte. On prend tout l'or des Banques, on émet des billets, on ajourne moyennant une élévation de prix, le paiement des factures des fournisseurs, puis on place des bons du Trésor... »

« Une nation comme la France... ne reculerait le cas échéant devant aucun moyen pour conserver ces biens sacrés. »

d'œuvre masculine étant entièrement employée dans les formations militaires. Or les données du problème se modifièrent aussi bien au point de vue militaire qu'économique.

En effet le conflit de 1914-1918 nous a appris qu'une guerre de matériel nécessitait une organisation économique pour produire le matériel en quantité suffisante. La guerre nous a appris aussi qu'on pouvait improviser une fabrication de guerre intensive, mais que cette période « où le pays tout entier, dans un labeur acharné, créait ou perfectionnait le matériel avec lequel serait tenté un nouvel effort » *allongeait la durée de la guerre* (5). C'est parce que la guerre de matériel était inconnue en 1914 que militaires et économistes se sont trompés sur sa durée, puisqu'ils partaient des données d'alors.

L'évaluation de la durée de la guerre est fonction du mode de guerre, et des possibilités de prolonger la lutte par le matériel ou quelque autre moyen tactique.

Nous voyons ainsi qu'en ce domaine l'Economie politique était étroitement liée avec le problème militaire. La conception stratégique et tactique de la guerre changeait dès la fin de 1914, il fallait par suite changer l'organisation économique dont la vie

(5) La période de « démarrage » pour la production en série d'un matériel de guerre a été très scrupuleusement étudiée par le Lieutenant-Colonel Reboul dans son livre « La Mobilisation Industrielle », Tome I : Des fabrications de guerre en France de 1914 à 1918. Berger Levrault, 1925.

très ralentie allait reprendre une activité, sous la forme de l'Economie de guerre.

Tandis que l'Economie de paix est constructive, proportionnée à la vie du pays, l'Economie de guerre est destructive, disproportionnée par rapport à la structure du pays ; il est par suite impossible d'évaluer la capacité de résistance économique d'un pays, car en période d'Economie de guerre ce sont simplement certaines branches de l'activité du pays qui fonctionnent ; elles sont hypertrophiées, leur capacité de production est accrue mais au détriment des autres branches. Il ne faut donc pas dire qu'il y a eu faillite de l'Economie Politique pendant la guerre, parce que la guerre a duré quatre ans, mais il faut dire qu'il existe deux économies, l'Economie de paix et l'Economie de guerre ou militaire (6). Certains partis ont voulu laisser subsister l'Economie de guerre, mais ce maintien n'a fait que retarder et qu'empirer la crise économique ; la période troublée d'après-guerre eut en partie pour cause le maintien de ces deux Economies qui se gênaient et se heurtaient sans cesse dans leur fonctionnement. Ne reposant pas sur les mêmes principes, ayant des buts différents, elles agissaient et réagissaient l'une contre l'autre sans faire avancer la solution des problèmes.

C'est en effet un point que les adversaires de

(6) Voir Chapitre III, 2^e partie : L'Economie de guerre.

l'Economie Politique libérale n'ont jamais voulu étudier : du jour où la réglementation économique a empêché les organes et les forces d'avant-guerre de fonctionner, peut-on dire que l'Economie Politique puisse être accusée de faillite. On a annihilé son fonctionnement, on a superposé des organes nouveaux, on a institué un régime de contrainte remplaçant le régime de liberté. Il est vraiment tendancieux de proclamer la faillite d'un système que l'on ne veut pas laisser fonctionner. Nous ne voulons pas dire par là qu'il fallait laisser s'exercer le libre jeu des forces économiques pendant la guerre, mais il y a des limites à la réglementation.

Ainsi l'étatisme de la guerre de 1914-1918, qui est le système adverse de l'Economie politique libérale, crée par son établissement un régime nouveau ; il entraîne des conséquences économiques et financières désastreuses ; à l'armistice le gouvernement rétablit en partie la liberté d'avant-guerre (liberté contrôlée et combien entravée), et demande au régime d'avant 1914 de fonctionner suivant les principes d'alors. Ce régime bâtard entraîne des crises, des conflits et aussitôt les adversaires de l'Economie politique libérale proclament de nouveau sa faillite. Après l'avoir accusé de provoquer des causes de conflits, ils l'accusent d'être incapable de rétablir la situation. On place l'Economie Politique libérale dans la situation d'un administrateur de société qui resté pendant quelques années simple actionnaire et re-

devenu de nouveau administrateur se verrait reprocher la politique de son remplaçant qui était son ennemi.

C'est en effet une idée que nos adversaires n'effleurent même pas. Dès les premiers jours de 1914, les moratoria ont disloqué l'œuvre du régime économique (7). On suspend les effets de ce régime par des mesures législatives, on fait subir des contraintes à la liberté du travail, à la liberté des échanges, à la liberté de la consommation. Les Economistes libéraux peuvent alléguer qu'« on ne peut dire qu'une doctrine est erronée et a fait faillite, par cela seul que les peuples à tel moment, refusent à s'en inspirer » (8). Malgré tout, l'action des lois économiques s'est fait sentir, et d'autant plus durement que les gouvernements avaient tout fait pour l'éviter. Une loi économique produit un bon effet dans un milieu normal ; elle peut produire un effet contraire dans un milieu anormal et économiquement malsain. Même en temps de guerre on peut assainir un milieu économique, par une sévère économie au sens strict du mot, mais ce n'est pas en créant démesurément des richesses factices, sorte de cancer économique, que l'on peut maintenir un équilibre des forces économiques.

(7) Voir Olphe Galliard. *Histoire Economique et Financière de la guerre (1914-1918)*, Rivière, 1923.

(8) Gonnard. *L'Economie Politique et la guerre*. *Revue d'Economie Politique*, 1916, p. 378.

Voilà la vraie position de la question. Pendant la guerre, nombreux furent les Economistes qui attirèrent l'attention du gouvernement et du public, mais en vain, pour lui signaler que plus durerait la guerre et plus il serait difficile de liquider le passif (9), car, n'oublions pas que les Economistes supputaient avant la guerre la capacité de résistance d'un pays par rapport à son *actif* ; le passif d'une guerre s'établit non seulement par suite des destructions effectives mais encore de l'émission de monnaie représentative de biens non encore créés. Comment établir dès lors par avance la capacité de résistance de différents pays puisqu'il faut tenir compte de biens qui n'étaient pas encore créés ? Cette résistance insoupçonnée des différents pays, a été due en grande partie à la multiplication des signes monétaires ; les gouvernements ont cru qu'ils créaient de la richesse, en émettant des billets ; ils ne faisaient que déprécier un peu plus, à chaque émission nouvelle, la masse de billets existants ; le

(9) Sur la question de l'évaluation du passif de la guerre et ses conséquences : Trustée : le Bilan de la guerre. Plon, 1921. Germain-Martin. Les Finances Publiques de la France et la Fortune privée (1914-1925). Payot 1925 (notamment la 2^e partie : La période d'endettement de la France, pp. 99 à 205.

Edmond Thery : Les conséquences économiques de la guerre pour la France, Belin, 1922. L'Inventaire dressé par M. Clémentel est le document capital en ce qui concerne le passif. Nous contestons formellement la façon dont il a évalué l'actif de la France, c'est une hérésie économique que capitaliser à l'actif le produit des impôts (voir sur ce point dans l'ouvrage de M. Germain-Martin le chapitre I de la 4^e partie, p. 293 à 304).

recours au crédit tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de chaque pays fut une immense hypothèque sur l'avenir ; on a acquis des richesses avec du papier monnaie qui n'était que la représentation de biens futurs. Les Economistes disaient qu'une pareille politique entraînerait une dépréciation immédiate du change ; elle n'a pas eu lieu sur-le-champ, mais par la suite et lentement, parce que pendant toute la guerre, il y eut solidarité financière entre les Alliés (10) ; mais du jour où cette dernière se disloqua, la dépréciation de toutes les unités monétaires non gagées sur des richesses réelles, se produisit. Dans un article du Statist du 20 Juillet 1918, intitulé « Quand la guerre finira », cette transformation est très bien notée en ces termes : « C'est le crédit qui a remplacé la richesse au cours de la guerre actuelle, et c'est pourquoi elle a duré plus longtemps que les Economistes ne l'avaient prévu. »

Ainsi les Economistes avaient été induit en erreur sur la question de la durée de la guerre, parce qu'ils s'étaient inspirés des données des militaires ; leur raisonnement était juste, car ils partaient de prémisses justes alors ; *la substitution du crédit à la richesse dans le financement de la guerre*, voilà le fait nouveau qui a renversé la logique des événements ; mais aujourd'hui les faits montrent combien il est dangereux de créer des moyens de paiement

(10) Voir J. Décamps : Les changes étrangers. Alcan 1922, principalement de la page 271 à 381.

sans contrôle : lorsqu'il faut régler, c'est la faillite ou l'évanouissement de l'indemnité de guerre. Il est certain que M. Leroy-Beaulieu a fait une erreur d'appréciation, mais ne peut-on pas rejeter son erreur sur ceux qui lui dictaient indirectement les bases de son raisonnement. Dans le problème de la durée de la guerre, il n'y a pas que le facteur économique; il y a le facteur stratégique, il y a le facteur moral (11). Encore une fois les Economistes se sont trompés et ils ne sont pas les seuls en cette affaire, mais la science économique a pris sa revanche : dans cette guerre, où les considérations financières, comme le prévoyait justement M. Leroy-Beaulieu, n'arrêterent pas les belligérants, un passif économique se créa, et pesa lourdement par la suite sur la vie du monde.

L'histoire économique et politique depuis 1918 a confirmé cette idée que tous les Economistes ont

(11) « La prévision est possible dans beaucoup de cas, quand il s'agit de phénomènes économiques très importants, très accentués, bien circonscrits. » Leroy-Beaulieu. *Traité d'Economie Politique*, 4^e édition 1905. T. II, p. 25. A la page précédente M. Leroy-Beaulieu notait très judicieusement que « la certitude de la prévision dans les questions Economiques est souvent entravée par l'entrecroisement et la diversité des causes qui sont en action. Les faits sociaux ne sont pas soumis en général à un seul ordre de causes : outre les mobiles économiques, ils subissent l'influence des mobiles sentimentaux, religieux, politiques, etc... »

M. Leroy-Beaulieu qui avait entrevu en 1913 le mécanisme financier de la future guerre, qui était mis en garde contre les exagérations des prévisions dans le domaine économique, devait se voir reprocher ce qu'il avait critiqué auparavant.

soutenu et soutiendront toujours : « une guerre longue, c'est-à-dire des sacrifices plus grands que ne pourraient l'être les profits de la victoire. Nous allions immoler pour chaque mort allemand deux morts français, et le problème de la dépopulation s'en trouverait aggravé. Nous allions perdre dès le début des hostilités, par suite de nos erreurs, les mines et les industries du Nord et du bassin de Briey, nous trouver condamnés à acheter à nos Alliés nos moyens de guerre, et tomber ainsi sous leur dépendance financière. Notre créance sur le vaincu servirait au remboursement de nos dettes étrangères, si le contrôle diplomatique de nos Alliés ne nous empêchait pas de la percevoir, si la guerre longue épuisant nos ennemis avec nous, *diminuant la capacité de paiement des vaincus tout en augmentant le déficit des vainqueurs*, écartant chaque jour davantage les deux plateaux de la balance, ne venait pas supprimer la possibilité même de l'indemnité. Tout cela dont les Français se sont étonnés après la guerre » (12), était la rançon de sa longueur. M. Fabre-Luce termine la phrase citée en écrivant que le principe de la guerre longue « était en germe dans la politique choisie » avant 1914 ; mais nous examinons ici la question de la durée de la guerre au point de vue économique et non politique.

L'idée qui ressort de ce débat est la suivante : Si

(12) Fabre-Luce, ouvrage déjà cité, p. 274.

les faits donnent un démenti momentané à l'Economie Politique, leurs conséquences lui font prendre « une revanche dont elle se serait bien passée ». L'Economie Politique peut prédire en effet les conséquences des faits économiques, elle ne peut prédire les faits eux-mêmes. Le but de la Science Economique n'est pas de dire : Dans 10 ans ou 20 ans la circulation monétaire sera de X... milliards et les prix de X... francs. C'est dans cette voie que l'Université de Harward voudrait entraîner la Science Economique. C'est une conception similaire mais fausse qui a amené certains économistes à prévoir l'avenir. C'était et ce sera toujours une spéculation hasardeuse de l'esprit de dire : la guerre future durera 1 an, 2 ans, etc... Bien qu'une guerre future soit appelée à avoir un caractère plus économique encore que la guerre de 1914-1918 (13), et qui fut longue, cela ne veut pas dire qu'elle le serait forcément. La guerre dépend avant tout de la valeur des armées en présence, puis de la puissance matérielle, chimique, balistique, etc... des deux adversaires. Lorsqu'il y a stabilisation des forces militaires, à ce moment-là seulement, les forces économiques d'un pays entrent vraiment en jeu; de la puissance de production en acier, en matières nécessaires aux hommes et au matériel dépend alors le sort de la guerre. Mais nous ne disons pas qu'un pays ayant une puis-

(13) Voir chapitre I de la 2^e partie.

sance de production bien supérieure à son adversaire sera nécessairement le vainqueur ; si son adversaire détient des procédés, des armes, chimiques, balistiques, inconnus de lui et peut atteindre immédiatement ses forces vives, ce pays sera vaincu malgré sa puissance économique.

Cette situation montre que l'Economie Politique ne peut pas évaluer la durée d'une guerre, elle peut simplement prévoir les conséquences d'une guerre courte ou longue et indiquer les mesures économiques qui répondent à la conception d'une guerre longue ou courte. C'est ce qu'avaient fait d'abord les Economistes ; raisonnant ensuite sur les données de la doctrine militaire, ils avaient conclu logiquement qu'une guerre offensive serait courte. Le véritable but de la science économique est d'examiner les différents cas qui peuvent se présenter et d'en examiner les conséquences. Ces conséquences entraînent des situations qui ne sont plus du domaine de l'Economie Politique. Une guerre longue réagit sur le moral des classes sociales ; quelles seraient les réactions morales, politiques, sociales, des situations économiques probables, aucun Economiste ne peut l'assurer. Prévoir les faits économiques comme l'inflation, la hausse du change en cas de guerre, cela est du domaine de l'Economie Politique, mais prévoir la durée de la guerre c'est pure spéculation de l'esprit. L'Economie Politique peut prévoir les répercussions économiques d'une déclai-

ration de guerre ; elle peut par exemple prévoir la production d'acier des usines métallurgiques d'un pays, connaissant le nombre de travailleurs affectés en temps de guerre à ces usines, la production des matières premières (charbon et minerai de fer) ; mais, qu'un bassin métallurgique (ce fut le cas de Briey), vienne à tomber aux mains de l'ennemi, que des avions ennemis bombardent et détruisent les plus importantes aciéries, les chiffres seront faux. C'est certain, mais ce ne sera pas la faute de l'Economie Politique. Ce n'est pas parce que la guerre a duré 4 ans que l'Economie Politique a fait faillite ; au contraire les crises, la situation financière actuelle furent souvent prédites. Les Economistes ont vu pendant la guerre combien les peuples couraient à la ruine. M. Alfred de Tarde écrivait en 1916 un petit livre au titre significatif « L'Europe court-elle à la ruine ? » (14). Mais la ruine était peu de chose en face de la guerre et de la victoire qui devait au

(14) Colin 1916. Bien que nous n'adoptions pas toutes les idées de M. A. de Tarde, notamment celles sur les dépenses de guerre, nous retenons combien il a justement mis en valeur l'idée suivante : « le crédit est le pilier angulaire de la résistance d'un Etat en temps de guerre. » (p. 13). Voir pour la technique même du crédit pendant la guerre en France : les deux livres de M. Germain Martin. *Les Problèmes du crédit en France*. Payot, 1919 : notamment le Chapitre III (p. 136 à 172) : *le Crédit de l'Etat pendant la guerre*, et *Les Finances Publiques de la France* (1914-1925).

La technique du crédit en Allemagne a été décrite par M. Rist dans son livre « *Les Finances de guerre de l'Allemagne* », Payot, 1921.

Pour l'Angleterre : voir le livre de Lachapelle : *Les Finances Britanniques*. Sirey, 1920.

dire des donneurs de promesses nous apporter une ère de prospérité inconnue.

« Ce mécanisme mettant, en l'espace de quatre ans et demi de guerre, 160 milliards de crédit à la disposition de l'Etat français n'a pu fonctionner que grâce à l'élan de foi patriotique de toute la nation » (15). Mais « cet acte de confiance dans ses propres destinées », bien naturel pendant la guerre en face des sacrifices humains, ne risquait-il pas de créer cette désillusion profonde d'après-guerre dans l'esprit de ceux qui n'avaient pas entrevu le *déficit fatal* résultant de la guerre longue.

Cette erreur, si erreur il y a, sur la durée de la guerre était en effet une preuve de prudence ; après un an de guerre, on peut liquider le passif créé, sans heurt, ni révolution ; après 4 ans de guerre, on peut le faire soit par un effort fiscal énorme et dangereux dans son excès, soit aussi par des liquidations financières qui sont la conséquence finale du dépassement de la capacité économique et financière de chaque pays.

Car si nous précisons le sens que donnaient les économistes avant la guerre à la notion de la capacité de résistance d'un pays, nous voyons qu'ils entendaient par là, arriver à la fin de la guerre aux limites économiques et financières qui permettent de nouveau un retour à l'équilibre d'avant-guerre,

(15) Germain Martin. Les Problèmes du Crédit, p. 170.

c'est-à-dire l'assainissement monétaire, le retour aux prix normaux, l'abolition du cours forcé par une déflation lente mais continue. Or, pendant la dernière guerre, on a dépassé ces limites (16) ; on ne peut plus revenir par les procédés naturels à la situation d'avant-guerre. On a rompu l'élasticité du système économique pour l'avoir dépassé. Les pays ont pu lutter ; on a pu dire que les économistes avaient sous-évalué la résistance économique des pays, mais cette attaque si elle fut vraie pendant la guerre ne l'est plus aujourd'hui. Les faits viennent en apporter la preuve. En effet, il faut distinguer entre les termes : *capacité de résistance et capacité de paiement, de liquidation du passif de guerre*, M. Leroy-Beaulieu avait très justement noté que les belligérants ne seraient pas arrêtés dans une guerre par

(16) « La théorie de l'Avant-guerre, suivant laquelle une guerre, même courte, produirait la ruine économique, était proche de la vérité. La seule erreur de cette théorie provenait du fait de n'avoir pas tenu compte des réserves de forces, tant matérielles que spirituelles, qui existent dans tous les pays et qui peuvent être mises en jeu momentanément lorsqu'il s'agit d'une question de vie ou de mort. De même que parfois, un homme en proie au délire causé par la fièvre accomplit des tours de force qui pourraient sembler impossibles et constituer un défi à toutes les lois de la nature, de même les nations engagées dans une lutte mortelle réussissent à mettre en jeu des forces insoupçonnées jusque là et dont elles ne pourraient disposer à aucun autre moment. Et, tout comme le malade atteint de la fièvre, elles subissent, lorsque la lutte est terminée, un effondrement d'autant plus complet. Depuis l'armistice, l'Europe éprouve un effondrement de ce genre, économique, politique et social ». (p. 30).

Pierrepont B. Noyes. *La Reconstruction de la France et de l'Europe*. Revue mondiale, 1^{er} Juillet 1921.

les difficultés financières ; leur capacité de résistance ne serait pas ébranlée de ce côté ; mais si un pays peut résister pendant une guerre, c'est qu'il est en régime anormal ; du jour où l'on revient au régime normal, on peut contrôler par les conséquences économiques si la capacité de résistance a été dépassée ou non, en évaluant la capacité de paiement du pays. Cette évaluation n'est pas théorique, elle est tangible ; elle se manifeste dans la confiance accordée à ce pays par ses habitants et les étrangers ; elle se manifeste aussi par le fait qu'un pays peut équilibrer son budget. Or que se passe-t-il depuis 1914 ; on a émis des billets de banque, des bons de la défense nationale, des emprunts, à tel point que les arrérages de la dette publique française pour le budget de 1925 se montent à la somme de plus de 18 milliards 1/2 pour un total de 33.137 (17) millions de dépenses. On sait les difficultés économiques et financières qu'a provoquées cette situation ; non seulement les prix augmentent par suite de l'incidence des impôts, mais une aggravation d'impôts risque d'arrêter l'industrie ; et alors n'a-t-on pas dépassé les limites de capacité de paiement de notre pays ? Qu'est-ce que la capacité de paiement d'un pays ? C'est le chiffre des richesses, exprimées sous toutes les formes, qu'il peut apporter en un temps donné aux caisses de son Gouvernement, tout en

(17) Chiffres de la loi du 13 juillet 1925 portant fixation du budget général de l'exercice 1925.

maintenant intacte sa puissance productive. Et nous voyons ainsi qu'il y a une grande différence à faire si l'on considère l'erreur économique attribuée aux économistes ; les peuples ont résisté plus longtemps que ne l'avaient prédit les économistes ; il y a peut-être eu erreur sur *la capacité économique immédiate* des pays belligérants, c'est-à-dire *la capacité de résistance*, mais il n'y a pas eu erreur sur la *capacité économique future* qui est la *capacité de paiement*.

Les Economistes ont reconnu que le pays résistait à l'inflation pendant la guerre, parce qu'à ce moment les facteurs économiques étaient comprimés par la réglementation ; du jour où il a fallu commencer à *liquider le passif de la guerre* on a vu que notre faculté de paiement était limitée. A la politique de liquidation du passif de guerre, M. Chavenon, directeur du journal l' « Information », oppose la politique du « dynamisme monétaire » : « La France, écrit-il, est comme une grande Société d'exploitation qui, disposant d'un actif certain, doit augmenter son fonds de roulement » (18).

Mais cet actif futur est-il si certain, si le passif actuel subsiste toujours ? Ne faut-il pas considérer avant tout que la France est comme une grande Société d'exploitation qui a émis des obligations en quantité telle que leur service absorbe les 2/3 de la Trésorerie de la Société ; avec le 3^e tiers elle peut à

(18) « L'Information », 4 avril 1925.

peine entretenir le matériel et surtout elle ne peut pas le renouveler, encore moins l'accroître. Augmentez le fonds de roulement, nous conseille M. Chavenon, mais *on augmente un fonds de roulement en faisant un appel de capitaux*, et alors ce seront les $\frac{3}{4}$ de la Trésorerie qui serviront à rémunérer les créanciers du fonds de roulement ; *car les capitaux du fonds de roulement ne seront pas employés à une extension de la capacité productive de la Société*, mais à payer les obligataires dont la dette vient à remboursement. C'est le tonneau financier des Danaïdes. Sur cette question nous ne pouvons nous étendre plus longuement, car son évolution n'est pas terminée. La France n'a pas encore pu faire le compte définitif de la guerre ; le jour où elle saura quelles sont ses charges exactes et définitives, alors peut-être verra-t-elle que les économistes avaient raison de craindre la durée excessive d'une guerre. Au bout d'un an, on pouvait recourir aux moyens normaux de liquidation ; au bout de 4 ans on a évité de poser la question, le compte n'étant pas alors définitif ; aujourd'hui encore il ne l'est pas tout à fait, mais le jour où il le sera, il faudra prendre une décision, nette et claire ; alors peut-être verra-t-on que les moyens seront anormaux, qu'on a dépassé la capacité de paiement des pays, en créant par l'inflation et l'emprunt une somme fantastique de richesses fictives. Comme un cancer qui ronge les organes sains, les richesses fictives avilissent les richesses présentes :

cette hypothèque sur l'avenir paralyse et étouffe l'activité économique présente des pays.

Alors s'apercevra-t-on que les Economistes avaient raison de dire que plus la guerre se prolongerait et plus difficile, plus violente en crises et en conflits serait l'après-guerre. Sous prétexte de donner confiance au pays, les Gouvernements ont remis à plus tard la solution financière de la guerre ; le pays tenait, tant mieux, mais plus tard... on ne voulait pas y penser. Les esprits à courte vue ont préféré proclamer la faillite de l'Economie Politique parce que la guerre durait plus d'un an. Ils n'ont pas vu que la capacité de résistance immédiate d'un pays ne devait pas être confondue avec sa capacité de résistance future. Il est toujours facile d'acheter en faisant porter à son compte les marchandises. Il est beaucoup plus difficile de payer par la suite.

La guerre est une période de consommation improductive et d'endettement, elle n'enrichit pas un pays ; elle volatilise, elle effrite la masse des richesses accumulées en temps de paix. Le mécanisme créateur de l'appauvrissement réel de la France et des belligérants en général est l'Economie de guerre (19), dont le fonctionnement est la confirmation d'une loi économique : la loi de la déperdition des forces.

. (19) Voir : Deuxième partie, chapitre III.

CHAPITRE IV

L'ECONOMIE POLITIQUE ET LES ECONOMISTES

« Les Economistes peuvent valablement alléguer que beaucoup des prévisions imprudentes et non réalisées qu'on leur reproche ont été faites par des gens qui n'avaient pas qualité pour parler en leur nom ; on peut se dire et se croire économiste sans l'être ; l'Economie Politique est vraiment la terre bénie des faux prophètes. »

H. TRUCHY, Cours d'Economie Politique
Préface, p. XIV.

Dans la question que nous étudions il règne une autre équivoque qui doit être dissipée. Déjà en 1917 dans son livre « L'Economie Politique et les Economistes » (1), M. G. Schelle avait pris soin de bien définir la signification de ces deux termes dans son chapitre premier. En effet, si les adversaires de l'Economie Politique libérale proclament sa faillite en s'appuyant sur tous les écrits « économiques » parus depuis 1914 ou avant, il est certain qu'ils peuvent trouver des contradictions, des hérésies, des

(1) Librairie Doin. 1917.

prophéties irréalisables et irréalisées. Depuis 1914, l'Economie Politique est devenue une science à la mode. « Les ouvrages de ce genre sont aujourd'hui bien portés. On les lit, ou, du moins on les achète. On en parle pendant les repas, au fumoir et même au salon. Chacun a, dans sa poche, un article à placer ; le mathématicien et l'archéologue, le naturaliste et l'homme du monde, le philosophe et le grammairien qui, avant la guerre, ignoraient — comme il convient — les prix du beurre et du gigot, rédigent à l'envi des mémoires truffés de chiffres et marbrés de courbes, jonglent avec les milliards de francs, les tonnes de houille et de blé, les bateaux, les wagons, s'expriment en calories à propos de cuisine, s'inquiètent savamment du problème des matières premières, s'attachent à faire avec nos maux du bonheur... pour plus tard ! » (2).

Cette description résume en effet très bien l'état d'esprit de beaucoup de gens et non des moindres qui sont devenus des « Economistes distingués » le jour de la mobilisation. On peut dire que si l'on avait appliqué alors leurs idées, le régime économique n'aurait pas subsisté longtemps. M. Oualid, professeur d'Economie Politique à la Faculté de Droit de Paris, se plaignait déjà, dans un pénétrant article de l'« Europe Nouvelle » du 8 Février 1919 intitulé : « Qu'est-ce qu'un Economiste ? », de cet état

(2) De Roquette-Buisson et M. A. Hérubel : La Terre restauratrice. Payot 1919, p. 7 et 8.

de chose ; mais c'était aussi à propos d'une question plus grave : dans les négociateurs chargés de rédiger le Traité de Paix il n'y avait pas un seul Economiste. Nos Alliés et nos adversaires leur réservèrent au contraire une grande place (3).

« Pourquoi en est-il ainsi ? », écrivait-il. Il faut le dire parce qu'à tort ou à raison l'Economiste n'est pas encore considéré en France comme un spécialiste ; parce que l'enseignement spécial de l'Economie Politique et des sciences économiques y est perdu dans l'Enseignement général du Droit. »

Cette fausse situation, à laquelle il aurait fallu depuis longtemps mettre un terme, justifie les railleries qu'un écrivain fin et délicat M. Maurice Donnay (4) a pu distribuer copieusement aux Economistes en général. Nous sommes parfaitement d'accord avec M. Maurice Donnay s'il veut railler les personnages de la grande bourgeoisie et de l'aristocratie qui, parce qu'ils avaient des capitaux à sauvegarder se sont transformés en Economistes depuis

(3) La Délégation allemande à la Conférence de la paix était composée de : un diplomate, deux hommes politiques, spécialistes des questions sociales, un journaliste au courant de l'opinion, un banquier. Les Conseillers techniques étaient : quatre économistes, deux directeurs des plus grandes banques d'affaires, les chefs des syndicats de la houille, des métaux, de l'électricité, des industries chimiques, deux directeurs des plus grandes Compagnies de Navigation allemandes.

En France on se souvient de la « haute compétence économique » de nos négociateurs et principalement de celle de M. Clemenceau qui remerciait le ciel de ne pas l'avoir fait naître « Economiste ».

(4) Voir « La Reprise », 1925.

1914 et prétendent donner et imposer leurs conseils intéressés et leurs panacées ignorantes des réalités au Gouvernement. Nous nous séparons de ses vues, s'il comprend dans le portrait satirique du Vicomte de Cauternes les véritables économistes qui devant la difficulté des problèmes estiment qu'ils sont « complexes » et qu'il n'y a pas de solutions immédiates mais des solutions de longue haleine. Tout en reconnaissant en M. Maurice Donnay un des meilleurs auteurs du théâtre moderne, nous estimons qu'il aurait dû préciser ses idées sur ce point, car il a fait œuvre destructive plutôt que constructive. Au milieu des difficultés économiques et financières, il faut cependant avoir quelque confiance dans les véritables économistes et dans les techniciens de la science financière. Nous en sommes aujourd'hui au point où une interdépendance complète existe entre les finances publiques et les finances privées. Le Ministre des Finances qui n'aurait pas à la fois la connaissance de la technique fiscale et de l'Economie Politique générale risquerait de nous mener rapidement à une crise économique et une faillite certaine. Il faut cependant avoir confiance dans quelques hommes surtout en matière économique et financière. La critique générale faite par M. Maurice Donnay n'était pas bonne à faire actuellement, d'autant plus que les spectateurs sont des gens pour la plupart fortunés dont l'intelligence n'est généralement pas proportionnelle à la grandeur de leur ca-

pital ; ces personnes ne connaissent que la critique, ou plutôt elles ne retiennent que la critique, car bien rares sont celles qui ont la connaissance de la réalité et de la difficulté des faits et des événements. Tout le monde peut être Economiste sans présenter les diplômes de l'Ecole de Droit ou des Sciences Politiques et c'est pourquoi tout le monde parle d'Economie Politique sans réfléchir que les solutions présentées par eux sont encore plus désastreuses et pleines de prétentions et d'erreurs. Nous aurions préféré que M. Maurice Donnay qui sait si bien saisir les défauts de la haute société, donne à tous ceux qui n'ont ni les titres ni la connaissance nécessaire pour être appelés Economistes, une leçon de modestie, et facilite ainsi, à ceux qui ont la responsabilité de diriger ou d'enseigner ces questions ardues, de reprendre la place que le monde, par ignorance et dédain, n'a pas voulu leur donner et leur reconnaître. Les mathématiciens, les médecins, les chimistes ont un statut nettement tracé parce qu'ils emploient un vocabulaire difficile à assimiler et qui nécessite des études réelles. Le malheur est que les sciences économiques et sociales emploient le vocabulaire courant ; si elles nécessitent de la part de ceux qui les étudient un labeur long et ingrat, par contre un esprit brillant et paradoxal pourra passer auprès de la prétendue haute société, qui se donne comme l'élite de la Nation, pour un économiste distingué, alors qu'il émettra des idées et des projets

dont la réalisation serait la plus sûre garantie de leur fausseté. On nous répondra en disant qu'un grand maître de l'Economie Politique Française comme M. Leroy-Beaulieu, s'est trompé ; n'oublions pas qu'il est en bonne compagnie avec les hommes politiques et les militaires, et surtout qu'il bénéficie de nombreuses circonstances atténuantes comme nous l'avons montré plus haut. N'a-t-il pas été aussi une victime de cette propagande qui « déléguait l'esprit critique aux ennemis de l'ordre social » (5), afin de protéger le moral du pays. Mais de là, à mettre en cause l'Economie Politique c'est peut-être aller un peu trop vite, car les événements se sont chargés de montrer que si des prévisions hasardeuses ont été démenties, les principes et les lois de la science économique sont toujours vrais.

« Peu importe que les Economistes aient été pris en défaut si l'Economie Politique ne l'a pas été », écrit M. Gide. Et c'est en effet le fond de la question ; certains économistes ont pu se tromper, certaines écoles ou leurs programmes ont peut-être fait faillite ; mais les principes mêmes qui régissent les Sociétés ont joué malgré les entraves dont on les entourait. Pendant la guerre, ce ne sont pas les décrets et les mesures réglementaires qui provoquent l'abondance et stimulent la production : du jour où l'intérêt personnel est tracassé dans ses manifesta-

(5) Fabre-Luce, ouvrage déjà cité p. 274.

tions, immédiatement un ralentissement économique se fait sentir ; l'Etat peut alors devenir producteur, mais immédiatement les frais de production dépassent les prix de vente, et le déficit s'accroît jusqu'au jour où l'argent fait défaut dans les caisses de l'Etat. Le Gouvernement, le public se tournent alors vers les Economistes et leur ordonnent de remettre de l'ordre dans le bouleversement économique. Les Economistes apportent des solutions, mais elles sont dures, sévères ; les gouvernants s'aperçoivent alors que leurs directives sont contraires à tout ce qu'ils avaient promis ; ils renvoient les Economistes à leurs livres et reprennent leur politique pleine de contradictions. Et ainsi vont la plupart des pays, où tout le monde demande des solutions à la crise, mais où personne ne veut appliquer les remèdes, quelque peu amers, mais salutaires.

D'ailleurs, bien souvent les « Economistes » mandés pour guérir le « Corps Social » ne sont économistes que de nom. Ils émettent des conclusions que l'on reproche par la suite aux « vrais » Economistes. C'est pour cette raison que dans les attaques dirigées contre l'Economie Politique règnent de perpétuelles équivoques. Une bonne fois pour toutes, si l'on veut rechercher dans les livres d'Economie Politique toutes les contradictions, les erreurs écrites depuis 1914, il est très facile d'en trouver ; mais peut-on empêcher les écrivains qui se croient des économistes d'écrire sur cette science. Si, dans le

domaine d'autres sciences sociales, on peut dire et écrire des vérités sans avoir fait de longues études, il n'en est pas de même en Economie Politique : Un système économique logique en lui-même peut avoir des conséquences désastreuses ; il faut tenir compte des phénomènes d'incidence, de réactions, de masses. Il faut tenir compte de l'état psychologue et naturel du pays, et même du monde. Mais il y a néanmoins un certain nombre de principes directeurs sur lesquels doivent toujours reposer les systèmes économiques ; or ce sont ces principes que l'on n'étudie pas assez. De très bons esprits en les méconnaissant risquent de fausser tous leurs raisonnements, toute leur politique.

Aussi ne doit-on pas prononcer la faillite de l'Economie Politique en relevant les erreurs qui se trouvent dans les livres qui traitent d'Economie Politique depuis 1914. Les Economistes ou les prétendus Economistes ont prédit, émis des théories nouvelles. Si tout cela ne s'est pas réalisé, est-ce la faute de l'Economie Politique ? Bien au contraire, c'est du milieu des erreurs économiques que s'élève la vérité. Les faits viennent infliger un démenti aux théories, et aux politiques économiques. Cette question de la prétendue faillite de l'Economie Politique ne pouvait pas être efficacement examinée pendant la guerre ou au lendemain de l'armistice. Il fallait le recul de quelques années pour voir se manifester les forces économiques réelles sous un régime à peu près

normal. Alors on a pu voir si le monde nouveau issu de la réglementation étatiste subsisterait sous la pression des forces économiques naturelles, et nous avons vu de jeunes institutions dépérir, dès qu'elles n'ont plus eu le soutien de l'Etat : on a vu encore s'écrouler lentement, mais incomplètement le bel édifice d'Etatisme et de réglementation dont les partisans du socialisme avaient souhaité l'achèvement : c'était la revanche de l'Economie Politique si décriée. Ceux qui ont cru à l'avènement de ce monde nouveau, ont vu que ce sont sur des bases stables, naturelles, normales que l'on peut créer des organismes producteurs ou répartiteurs, et non pas sur la croyance en la force des décrets ainsi que sur la valeur inaltérable du billet de banque.

Ceux-là, et ils sont nombreux, ont commis une grave erreur ; leurs attaques se retournent contre eux. En France, comme le disait M. Oualid dans un article déjà cité, il n'y a pas d' « Economistes Officiels ». Du moins, il y en a, mais le Gouvernement semble l'oublier : la Section d'Economie Politique de l'Institut, les professeurs d'Economie Politique des Facultés de Droit sont bien investis en quelque sorte de titres officiels, mais, et nous citons encore ici M. Oualid, « le pays apporte à la mise en valeur et à l'utilisation de notre force intellectuelle le même esprit qu'à la mise en valeur de nos richesses naturelles. L' « amateurisme nous perd... Pour les praticiens, le théoricien est un homme perdu dans

les nébuleuses d'une philosophie planétaire et incapable d'une conception pratique, à moins qu'il ne flatte ses secrètes pensées et ses aspirations égoïstes».

Et c'est en effet un état d'esprit qui s'est trop développé pendant et aussi après la guerre. Tout le monde a crié à la faillite de l'Economie Politique parce que la guerre durait plus d'un an. On invoquait l'autorité d'un grand nom de l'Economie Politique mais nous avons vu que si l'on reprend les termes mêmes de ses articles, la vérité se tourne quelque peu vers lui, et par la suite les faits confirment indirectement ses opinions. Beaucoup d'hommes politiques, des sociologues, des militaires ont commis dans le même ordre d'idées des erreurs qui sont véritablement des fautes car ils eurent à diriger le pays ; leurs illusions, leur méconnaissance de l'Economie Politique nous conduiront peut-être au bord du gouffre ; le peuple s'écriera-t-il « Les Economistes avaient raison » ? L'ingratitude est-elle la marque des peuples forts ou des peuples faibles ? En tous les cas, les Economistes « officiels » n'ont pas pu faire plus, que donner de sages conseils qui ne furent pas suivis ; ils ne participèrent pas à l'étude du Traité de Paix ; ils eurent cependant leur revanche lorsqu'ils empêchèrent l'inflation d'augmenter, mais ils sont toujours autant calomniés par les inflationnistes, par les protectionnistes dont ils dénoncent l'œuvre ruineuse. La vérité est que cet ostracisme des Economistes, vient de ce qu'ils défen-

dent les intérêts généraux contre les intérêts particuliers.

« Aux heures où nous sommes, où bien des choses sont obscures, où l'avenir est incertain et le devoir difficile », disait M. Paul-Boncour (Séance du 20 Mai 1920) et nous ajouterons : aux heures où bien des intérêts (6) ne sont nés que grâce au système réglementaire de l'Economie de guerre, il n'est pas étonnant de voir cette attaque contre l'Economie Politique se poursuivre, car il ne faut pas oublier qu'une saine économie commanderait de ne plus favoriser ces intérêts qui s'intitulent nationaux et qui ne font que retarder le rétablissement du pays. Le régime de liberté qui est celui de l'Economie de paix est l'opposé du régime de contrainte de l'Economie de guerre que beaucoup de gens s'efforcent de maintenir. On comprend alors combien peut exister cet ostracisme des Economistes « Officiels » qui ne favorisent pas toujours les intérêts particuliers.

« Quand quelque chose va mal dans le corps social, on se tourne vers les Economistes, et on les

(6) Le problème des réparations en nature a eu comme adversaires irréductibles toutes les industries nées pendant la guerre, celles-ci ont en même temps souvent mis en valeur l'idée de la nécessité d'avoir pour un pays une indépendance économique pour le temps de guerre. La « défense nationale » est trop souvent mise en avant en matière industrielle. Ce sera une partie de la tâche du Secrétariat Général de la Défense Nationale de savoir quelles sont les industries et les usines qui ont un intérêt national à être protégées.

somme de guérir. L'ancêtre du médecin a été le sorcier qui avait, pour tous les mauvais cas, des formules magiques. On n'en demande plus autant aux médecins ; mais, pour ce qui est des Economistes, le public paraît en être encore à l'âge du sorcier. Il n'y a que les ignorants et les empiriques qui aient en matière économique, des solutions toujours prêtes et qui croient guérir le mal en appliquant quelque pommade sur ce qui n'est que le symptôme. Les maladies économiques, c'est bien souvent affaire de bonne hygiène préventive qu'on a manqué de suivre, plutôt que de remède curatif à trouver après coup » (7). C'est en ces termes très justes et très mesurés que M. Truchy dénonçait l'autre équivoque qui règne en cette matière. Peut-on accuser un médecin d'être un mauvais médecin lorsqu'on lui fait soigner un malade se trouvant dans un état presque désespéré. Si ce malade meurt, qui accuserez-vous ? Le médecin ou celui qui n'a pas voulu se soigner assez tôt. Il en est de même en Economie Politique, lorsqu'on épuise les facultés productrices d'un pays, lorsqu'on lui donne une activité apparente grâce à l'inflation, mais qui produit sur les « corps sociaux » l'effet de la morphine sur le corps humain, peut-on par la suite employer des remèdes qui ne produisent alors aucun effet, car la réaction sera impossible ; dans un corps malade les cellules ne réagissent plus ;

(7) H. Truchy. Cours d'Economie Politique, Préface, page XIII, 2^e Edition, Sirey, 1923.

de même en matière économique (8), il faut savoir se soigner, se priver de plaisirs lorsqu'un organisme vient de combattre et de travailler durement. Or les pays ont fait tout le contraire. Après la guerre, les industries de luxe ont travaillé non seulement pour les étrangers mais surtout pour les habitants du pays ; on a acheté bien des matières premières à l'extérieur alors qu'on aurait pu attendre ; on a créé cette activité factice, cette prétendue « vague de prospérité d'après-guerre » en inondant le pays de billets dépréciés. Il n'est pas exagéré de dire que la politique économique de l'année qui a suivi la guerre a été néfaste au pays, politique mensongère que ceux qui auraient dû dire la vérité au pays ont été les derniers à reconnaître quand ils ne la niaient pas. Et ceux-là mêmes furent les premiers à proclamer la faillite de la vieille Economie Politique ; rien de plus naturel, ils ont voulu transgresser les lois, ils ont créé en grande partie la crise économique ; auraient-ils eu le courage de dire : « C'est notre faute, et nous allons changer de politique ». Ce serait mal connaître les bons démagogues. Ces prétendus économistes de la guerre et de l'après-guerre peuvent maintenant se vanter d'avoir créé une économie nouvelle, celle de la banqueroute et du gaspillage financier.

(8) Voir : Les deux articles de M. Gini, *Pathologie Economique. Une interprétation de la politique économique du temps de guerre et de l'après-guerre*. Scientia 1923, VIII et IX.

Il fallait dans cette étude montrer les positions exactes ; nous n'avons pas voulu définir l' « Economiste spécialisé et catalogué comme tel dans la hiérarchie sociale » (9), car il ne lui a pas été encore reconnu le droit de cité. Mais il fallait montrer que « tout le monde » depuis 1914 a voulu diriger l'Economie de la France ; dans les discours officiels il y a des solutions libérales, peu nombreuses, des solutions socialistes, très nombreuses, des solutions étatiques ; au milieu de tant de contradictions l'esprit le plus sensé ne saurait que penser s'il n'avait l'observation des faits comme contrôle. Une étude impartiale nous amènera peut-être à conclure en faveur des principes de la science économique qui restent intacts : ces principes sont-ils enseignés ou appliqués par « les économistes officiels » ? Les « faux économistes » les rejettent-ils ? Pour nous, le véritable Economiste est celui qui étudie les faits, qui en dégage les enseignements ; les enseignements se vérifient, avec de légères variantes, car les problèmes économiques n'ont jamais les mêmes données (la population augmente, la technique se modifie,

(9) M. Oualid, art. déjà cité. Il est curieux de voir à ce propos combien l'Economiste est toujours ignoré, même en ces temps où tout le monde fait de l'Economie Politique comme M. Jourdain faisait de la prose. La librairie Hachette publie une collection « des caractères de ce temps ». Parmi ceux-ci nous trouvons le politique, le financier, l'homme d'affaires, le savant, l'avocat, l'ouvrier. L'Economiste n'a pas encore d'auteur désigné qui traitera de sa profession, de ses qualités, et ajoutons loyalement, de ses défauts.

les formes politiques des Etats évoluent), mais néanmoins il existe toujours des constantes ; dans n'importe quel milieu économique des forces, agissant dans le même sens, s'exercent, et leur répétition, leur inflexibilité font qu'elles prennent le nom de lois. Ce sont ces « lois », qui ont joué, malgré l'organisme de l'économie de guerre, depuis 1914, faiblement d'abord, puis, faute de régulateur, à mesure que l'organisme économique était détraqué par des mesures contraires à sa marche, l'action de ces lois a précipité l'ampleur des « maux » dont se plaignent les peuples, c'est-à-dire l'augmentation des prix résultant de l'inflation, le déséquilibre du change, résultant de la trop grande importation et de la sous-production nationale ; la crise des loyers résultant de l'élévation des prix, de l'impossibilité de construire, de l'impossibilité de récupérer l'intérêt des sommes engagées, et nous allons énumérer par la suite « ces maux ». Mais nous voyons qu'ils ont pour cause le régime économique de guerre. Les peuples devant la complexité des phénomènes n'ont pas cherché les véritables causes du mal ; de même que les animaux de La Fontaine malades de la peste, ils ont accusé le régime qui avait fait leur bonheur auparavant. Et la raison en est simple. M. Liesse dans la préface du livre de M. Décamps « Les changes étrangers » l'a exposée magistralement : « La tendance à nier l'action des lois économiques vient de cette conception fausse que ces lois doivent toujours

avoir des résultats bienfaisants. Le jour où ces résultats, au contraire, ne répondent plus aux désirs de ceux qui ignorent la nature de ces lois, lorsqu'elles pèsent lourdement sur la vie économique de toute la force de sanctions inévitables, les railleurs ignorants se répandent en ironies amères sur la faillite de la science économique ».

Ce sont « ces lois » et leur action qu'il faut étudier maintenant.

CHAPITRE V

LES LOIS ÉCONOMIQUES. LA SCIENCE ET L'ART EN ÉCONOMIE POLITIQUE

« Ce n'est pas être doctrinaire que de croire aux lois économiques, déduites de l'observation des faits, et dont on s'efforce en toute occasion de mieux préciser, à la lumière de l'expérience, la portée et les modalités d'application ».

ARNAUNÉ.

(Des causes de la cherté actuelle de la vie,
p. 125.)

La notion et l'existence de « lois économiques » ont été très discutée. La discussion se prolonge même entre ceux qui admettent l'existence des lois économiques.

La guerre fut à ce point de vue une forme d'expérimentation inespérée ; en effet, comment les lois économiques allaient-elles fonctionner au milieu de la réglementation et du déséquilibre économique ? Bien plus à l'étude de l'action des lois économiques, il faut ajouter celle des réactions, car dans de nombreux cas les lois économiques ont été niées et même

violé (*Lois des débouchés, de l'offre et de la demande, etc.*)

Dans ce chapitre nous sommes obligés de donner une partie de nos conclusions, néanmoins il est indispensable de donner ces précisions, elles éviteront bien des équivoques ou des controverses inutiles. Si les déductions tirées de définitions empruntées à d'éminents auteurs, manquent apparemment d'orthodoxie, c'est parce que l'examen des faits depuis 1914 semble nous conduire à de telles conclusions. En effet, l'Economie de guerre viole inévitablement les Lois Economiques (1), mais c'est une violation momentanée, et par la suite l'action des lois violées est d'autant plus forte, qu'elle a été plus annihilée. Cette constatation nous empêche de dire que les lois économiques sont immuables et que la sanction est immédiate, puisque en temps de guerre il n'en est pas ainsi. Il ne faut pas dire que les lois économiques agissent avec une rigueur mathématique, car il faut tenir compte des phénomènes de résistance, de frictions provenant du milieu économique, social, politique. Les lois économiques agissent bien toujours dans le même sens, mais avec plus ou moins de retard. Ainsi, pendant la guerre, la structure économique et financière des pays riches et dotés d'une économie bien proportionnée a permis à ces pays d'offrir une résistance plus grande au

(1) Voir le Chapitre sur l'Economie de guerre.

point de vue de la durée de la guerre et de la hausse des prix. Restant sur le terrain de l'action des lois économiques nous voyons que si cette action est toujours orientée dans le même sens, son intensité est différente suivant les pays. C'est pourquoi on ne peut pas dire que les lois économiques sont des lois exactes, c'est-à-dire dépendant de causes rigoureusement constantes ; elles sont aussi le résultat des faits sociaux et des faits de l'homme. Comment déterminer, dans une loi économique, la part respective de chacune de ces catégories de phénomènes ? Ce n'est que par approximations, et non numériquement que cette discrimination pourra se faire, puisque non seulement les différentes causes, mais encore l'effet exact de ces causes ne peuvent être dénombrées et mesurées exactement.

Cette situation dans la recherche des lois économiques nous oblige à considérer celles-ci comme des *tendances*, des *constantes* ; c'est afin d'éviter le reproche d'assimiler les lois économiques aux lois mathématiques ou physiques. Les lois économiques se rapprochent bien plus des lois chimiques. M. M. Block note très justement que « le nombre des lois Economiques qui fonctionnent dans un pays dépend de la civilisation de ses habitants. Une loi ne peut se manifester que là où les conditions nécessaires se trouvent réunies. Les lois relatives à l'Industrie, par exemple, ne peuvent pas entrer en action chez un peuple qui n'a pas d'industrie et ainsi de suite.

Mais ces lois existent d'une manière latente, comme les lois de l'électricité à un moment où il n'y a pas d'orage. Il peut y avoir des lois d'une existence temporaire, comme il y en a qui trouvent à se manifester que dans des lieux déterminés, seulement ces lois-là ont également ce caractère distinctif d'être « universelles », c'est-à-dire *d'apparaître chaque fois que la cause de leur action existe.* » (2).

Si les lois économiques agissent de même que les lois chimiques lorsque les conditions prévues pour leur fonctionnement se trouvent réunies, cela ne veut pas dire que pour les lois économiques, les résultats seront identiquement les mêmes.

Les « lois » économiques sont seulement des tendances, des constantes qui s'exercent malgré toutes les réglementations. Elles sont des forces qui produisent toujours les mêmes résultats généraux (3). Ainsi, même en période de taxation, si la production diminue, les prix auront tendance à s'élever ; il s'établira à côté du marché « officiel » un

(2) M. Block. Les Progrès de la Science Economique depuis Adam Smith, 2^e Edition, p. 292.)

(3) Les adversaires de l'Ecole Classique et principalement les socialistes tendent à accréditer l'idée que les lois économiques sont la conséquence du régime capitaliste. Il est certain que l'Ecole Classique a trouvé et mis en lumière ces lois ; mais la loi de l'intérêt personnel, du moindre effort, de la libre concurrence, de l'offre et de la demande sont aussi des lois psychologiques, elles régissent aussi des Economies socialistes, l'exemple de la vie économique en Russie depuis 1918 en est une preuve. De même une Economie de guerre résistante n'est possible que si elle tient compte des lois économiques (voir chapitre : Economie de guerre).

marché clandestin où les prix seront plus élevés ; dans un pays où le cours forcé est établi, l'or sera malgré tout plus recherché, il s'établira un commerce clandestin de ce métal ; dans le même pays, si l'émission des billets de banque dépasse la limite à partir de laquelle ce billet de banque n'est plus gagé par des valeurs réelles, c'est-à-dire s'il y a inflation, les prix augmenteront ; et si dans ce même pays la balance des comptes est déficitaire, la monnaie de ce pays se dépréciera par rapport aux monnaies étrangères dans les transactions extérieures.

Tous ces phénomènes sont désignés sous le nom de « lois ». Nous ne voulons pas dire que tous ces phénomènes se produisent exactement de la même manière dans tous les pays ; les facteurs, les forces économiques, qui par leur union forment ces lois s'exercent bien toujours suivant les mêmes directions ; ils produisent des conséquences toujours semblables, mais nous ne voulons pas dire que les *conséquences* seront *numériquement* les mêmes. Le milieu économique de deux pays n'est pas identique ; leur capacité de résistance n'est pas semblable, c'est parce qu'ils sont composés non seulement de facteurs économiques, mais aussi de facteurs psychologiques, politiques, moraux ; ces facteurs produisent des phénomènes de résistance, de frottement ; un pays politiquement fort résistera plus longtemps que celui où le pouvoir politique est faible, même s'ils avaient tous les deux une économie

identique. Ainsi nous ne disons pas que les résultats des lois économiques auront toujours dans tous les pays, des résultats identiques en nombre. Prenons un exemple : dans deux pays, ayant la même superficie, la même population, mais dont l'un a une forte économie agricole, l'autre une forte économie industrielle, si nous créons une inflation de valeur identique, pouvons-nous dire que la dépréciation de la monnaie sera identique dans les deux pays ; certainement non, car la circulation de la monnaie dans ces deux pays est plus rapide dans l'un, moins rapide dans l'autre. Il y aura une dépréciation des deux monnaies ; la loi économique jouera, dans le même sens, mais plus ou moins fortement.

Nous avons vu de semblables exemples se produire au cours de la guerre ; il ne faut pas par suite crier à la faillite de l'Economie Politique. En effet, les lois économiques ne s'imposent pas sur le moment aux hommes ; ils peuvent les violer, les annihiler, momentanément, et c'est ce qui a fait dire aux adversaires de l'Economie libérale : « nous avons raison de dire que l'Economie Politique a fait faillite puisque les hommes ont violé ses lois ». Mais les lois économiques sont comme ces rivières souterraines des pays calcaires ; elles disparaissent, se perdent, mais pour reparaître grossies, doublées, avec un courant violent au pied des montagnes. Les lois économiques n'ont pas toutes joué pendant la guerre, mais elles ont réussi à briser après la guerre

la contrainte qui les recouvrait ; alors, comme un ressort trop tendu et longtemps immobilisé, elles ont joué avec toute la force que la réglementation avait emmagasiné en elles. Alors le déséquilibre s'est produit, et c'est précisément ce déséquilibre qui fait proclamer la faillite de l'Economie Politique. On l'en rend responsable, mais à qui la faute ? Si ce n'est à ceux qui se sont vantés de transgresser les lois économiques en édictant des décrets et des réglementations qui, s'ils suffisaient aux nécessités du moment, n'étaient que des palliatifs coûteux et des causes de difficultés futures. Il ne s'agit pas de reculer pour mieux sauter lorsque le gouffre s'élargit au fur et à mesure. Que les intellectuels réformateurs, et les politiciens de tous les partis ne viennent pas proclamer la faillite de cette Economie Politique qu'ils ont voulu étouffer dans son action pour la remplacer par le régime étatiste d'une production organisée pour le profit de quelques-uns, à l'abri d'un protectionnisme dit « système du robinet », et qui consiste en dernière analyse à récupérer, par la politique des hauts prix, sur le consommateur du marché national, les frais de production majorés de bénéfices importants ; car nous nous apercevons peut-être que ceux qui proclament la faillite de la vieille Economie Politique sont les premiers intéressés à ne pas voir jouer de nouveau le système qu'ils voulaient détruire. Beaucoup de gens ont cru que les lois économiques devaient toujours avoir de

bons résultats, et c'est par suite de leur ignorance qu'ils en étaient persuadés. « Les maladies économiques, c'est bien souvent affaire de bonne hygiène préventive qu'on a manqué de suivre plutôt que de remède curatif à trouver après coup. » Cette phrase de M. Truchy résume très clairement la situation dans laquelle nous nous trouvons. Après avoir violé les lois économiques, les adversaires de l'Economie Politique accusent ces lois d'être mauvaises dans leur application, dans leur fonctionnement. « Ils ne voient pas, ou ne veulent pas voir, écrit M. Liesse, la part de responsabilité de ceux qui ont contribué, par leur ignorance, leur présomption et par des manœuvres maladroites, par des fautes certaines en un mot, à préparer les conditions nuisibles suivant lesquelles, inéluctablement se sont appliquées ces lois. Quand une maison s'effondre par suite de son manque de stabilité, est-ce à la loi de la pesanteur qu'il faut s'en prendre ou à l'architecte responsable dont l'art se trouve en défaut » (4).

Or pendant la guerre l'édifice étatiste semblait solidement construit ; lorsqu'il s'est écroulé, sous la pression des lois économiques, on avait déjà proclamé la faillite de l'Economie Politique, puisque les peuples avaient vécu pendant quatre ans sous un régime étatiste. *Le retard favorisé par la contrainte*

(4) Préface du Livre de M. Decamps. *Les Changes étrangers*, p. VI.

et la réglementation, montre bien que les lois économiques ne s'appliquent pas toujours mathématiquement et d'une façon absolue. C'est pourquoi nous considérons que les lois économiques sont des tendances, plus exactement des lois tendancielles. Les classiques n'ont pas tenu compte (5) dans le fonctionnement les lois économiques du *degré d'élasticité et de résistance économique d'un pays*, surtout lorsqu'il est en état de guerre. Si nous admettons qu'entre les phénomènes économiques il y ait des relations « présentant un caractère suffisant de constance pour qu'il y ait lieu de les appeler des lois », (6) nous n'accordons pas au fonctionnement des lois économiques un caractère absolu. Nous adoptons la formule de M. R. A. Murray (7). « Toutes les lois des « diverses sciences naturelles, l'Economie comprise, « sont *tendancielles*, quand elles se rapportent aux « faits concrets dans toute leur complexité, et sont « absolument *rigoureuses*, quand elles ont trait à « des phénomènes abstraits, résultant d'hypothèses

(5) L'expression « toutes choses égales d'ailleurs », employée par les classiques montre clairement qu'ils considéraient un état hypothétique, car l'interdépendance des phénomènes économiques entraîne des répercussions dont l'action n'est pas numériquement semblable sur les différents facteurs de l'organisation économique lorsqu'une force agit plus fortement que d'habitude. L'état économique ne reste pas alors « toutes choses égales d'ailleurs ».

(6) H. Truchy. Cours d'Economie Politique, T. I, p. 9.

(7) Leçons d'Economie Politique, selon la doctrine de l'Ecole de Lausanne. Payot 1919, p. 32-33.

« particulières. En disant cela nous entendons par
« rigoureuses les lois vraies pour la totalité des cas,
« et tendanciellles celles qui expriment des unifor-
« mités vérifiées dans la majorité, mais non la to-
« talité des cas : c'est-à-dire pour lesquelles se pré-
« sentent des exceptions ou écarts entre certains
« phénomènes concrets et les dites lois. Elles déri-
« vent justement du fait qu'établies d'après des phé-
« nomènes hypothétiques uniformes, elles ne peu-
« vent refléter qu'approximativement l'infinie va-
« riété des phénomènes concrets ».

Mais ces « phénomènes abstraits » qui sont sou-
mis à des lois « rigoureuses » ne sont-ils pas syno-
nymes de l'expression « toutes choses égales d'ail-
leurs » de l'Ecole Classique. Cette concordance entre
les deux écoles ne s'explique-t-elle pas par le fait
« qu'il y a dans la vie économique un tel entrecroi-
sement de forces que dans beaucoup de cas leur vé-
rification ne peut être qu'incomplète et assez incer-
taine ; il n'est en général possible de formuler une
loi économique qu'en vue d'hypothèses arbitraire-
ment simplifiées et en faisant abstraction de certai-
nes circonstances, de sorte que la loi ne fournit pas
une explication complète des réalités » (8).

M. Murray écrit aussi (9) « En résumé nous

(8) Henri Truchy. Cours d'Economie Politique, 2^e Edi-
tion, T. I, p. 9.

(9) Murray. Ouvrage déjà cité, p. 34.

devons donc affirmer que l'Economie Politique, comme toutes les autres sciences est une science naturelle en ce sens que ses lois sont rigoureuses par rapport à certaines conditions hypothétiques, tendancielles à l'égard des phénomènes concrets ».

J.B. Say, n'était-il pas arrivé à une conclusion qui paraît se rapprocher de la précédente lorsqu'il écrivait : (10) « Les phénomènes dont la Science Economique cherche à faire connaître les causes et les résultats peuvent être considérés comme des *faits généraux* et constants qui sont toujours les mêmes dans tous les cas semblables, ou comme des *faits particuliers* qui arrivent bien aussi en vertu de lois générales, mais où plusieurs lois agissent à la fois et se modifient l'une par l'autre sans se détruire ».

En effet, les lois de l'intérêt personnel, de la libre concurrence, de l'offre et de la demande, sont universelles lorsqu'on les considère abstraitement, en envisageant l'ensemble de l'Economie mondiale. Ce sont des « faits généraux », et l'on peut dire qu'elles sont « rigoureuses ». Mais étudions leurs manifestations dans un pays comme la France : nous pourrions trouver certains cas où elles ne jouent pas ; nous sommes dans le domaine des faits concrets, des « faits particuliers », la loi devient « ten-

(10) Traité d'Economie Politique. Guillaumin, 7^e édition 1861, p. 5.

dancielle », elle exprime « des uniformités » (11) « vérifiées dans la majorité mais non dans la totalité des cas » (12).

Après avoir précisé ce que nous entendons par « lois économiques », il nous faut aborder ce que nous avons déjà mis en lumière : la distinction entre la Science et l'Art.

Bien des adversaires des lois économiques oublient toujours la distinction capitale à faire entre la science et l'art économique.

Il existe une *science économique*, elle étudie les lois qui régissent les individus et les sociétés d'après les principes économiques de la nature humaine. Il existe aussi un *art économique*, mais celui-ci ne peut pas être généralisé pour toutes les situations mondiales; car s'il découle de la science économique, il est aussi et surtout influencé par les facteurs démographiques, ethnographiques, politiques, sociaux ; il est le prolongement de la politique d'une nation, politique qui tente souvent d'asservir les forces économiques à des buts anti-économiques.

Cet art économique empruntant à la science économique ses lois, ses enseignements, ses induc-

(11) « Les actions humaines présentent certaines uniformités et c'est seulement grâce à cette propriété qu'elles peuvent faire l'objet d'une étude scientifique ; ces uniformités portent encore un autre nom, on les appelle des lois » (Pareto. *Economie Politique*. Giard, 1909, p. 5).

(12) Murray, p. 33.

tions et ses déductions n'est pas la science économique ; il en est une forme bâtarde, car il veut concilier la science économique (13) et la politique. Il recherche *l'opportunité, la conformité à l'intérêt national*. Il ne faut pas confondre en effet l'intérêt national et l'intérêt général *en matière économique*. En cette matière, l'intérêt national est souvent l'intérêt de la majorité politique. L'intérêt général se trouve être, la plupart du temps, contre les intérêts de la majorité politique ; il nécessite des sacrifices momentanés, c'est pourquoi il est souvent méconnu. L'intérêt général commande d'établir la justice fiscale, mais l'intérêt national, en France, consiste à exempter les agriculteurs ; c'est pour cela que la solution donnée à une question économique apparaît en contradiction avec la théorie que l'on a voulu appliquer : « La distinction entre la Science et l'Art en Economie Politique est une de ces vérités banales dont il peut être opportun que les Economistes reprennent conscience de temps à autre pour s'en remémorer les conséquences naturelles et d'éviter d'écrire ou de parler comme s'ils les ignoraient ou les avaient oubliées ». C'est en ces termes que le rédacteur de l'« Economiste Français » commentait une discussion de la Société d'Economie Politique

(13) « La Science fournit des directions générales, de hautes règles de conduite, aussi bien individuelles que collectives, et non des solutions précises à toutes les difficultés concrètes ». Leroy-Beaulieu. *Traité d'Economie Politique*. 4^e Edition. Tome I, préface, p. X.

du 5 Novembre 1913, à propos de la communication de M. Deschamps : la Science et les Doctrines Economiques.

L'art économique, disions-nous, s'appelle encore la politique économique d'une nation. Il est un exemple d'application des lois de la science économique. Mais il n'est pas l'application stricte des principes de la science, car il est aussi conditionné par le régime politique, par les lois instituées dans un pays par la volonté de la nation. On peut fort bien violer les lois économiques en faisant de l'Art économique, et les répercussions de cette violation risquent d'être mauvaises plutôt que bonnes. Si nous arrivons à démontrer que la violation des lois économiques au cours de la guerre a créé l'état économique très instable et générateur de conflits intérieurs perpétuels nous aurons ainsi vérifié le bien fondé de la science économique.

Une science est un ensemble de lois (14). Qu'est-ce qu'une loi ? « C'est un lien constant entre l'antécédent et le conséquent, entre l'état actuel du monde et son état immédiatement postérieur ». C'est ainsi que s'exprimait le grand savant H. Poincaré dans son livre « Dernières pensées » (p. 7). C'est cette recherche à laquelle se sont livrés les Economistes. Par l'expérience et par l'étude du passé, ils

(14) « Observer et décrire les phénomènes, en rechercher les lois, cela est proprement la Science Economique ». H. Truchy. Ouvrage déjà cité, T. I, p. 9.

ont établi des lois ; ils ont analysé les conséquences et les sanctions qu'entraînent l'application de ces lois. Ces conséquences et ces sanctions sont les enseignements de l'Economie Politique. Les enseignements de l'Economie Politique ne sont que le contrôle des lois de l'Economie Politique. Or plus d'un enseignement n'a pas son origine première dans la forme propre d'une loi ; il peut être aussi la conséquence secondaire ou indirecte d'une loi ou même de plusieurs lois. De même, la répétition de bien des faits économiques n'a pu être exprimée sous la forme de lois, parce qu'elle est la conséquence de faits où les facteurs économiques sont combinés avec les facteurs politiques, sociaux.

Prenons un exemple typique : la guerre a provoqué une crise de l'habitation, et c'est un enseignement de l'Economie Politique : Les Economistes n'ont pas exposé cette question sous forme de loi, mais elle est la conséquence de différentes lois. Comment explique-t-on cette crise. Tout d'abord par la difficulté de construire ; pendant la guerre, oui, mais aujourd'hui pourquoi ne construit-on pas ? Les causes de cette situation vont faire ressortir le jeu de plusieurs lois économiques : les propriétaires ne construisent plus parce qu'ils n'ont plus intérêt à investir des capitaux qui rapporteront plus placés dans l'industrie. Pourquoi ? Parce que la réglementation, en limitant le taux des loyers, a violé la loi de l'intérêt personnel et la loi de l'offre et de la de-

mande. Le capitaliste préfère placer son argent à un taux de 6 o/o, plutôt qu'à un taux de 3 o/o, car le prix de construction actuel n'est pas en proportion avec le taux des loyers. Il y a un déséquilibre qui provient de l'accroissement du prix des matériaux et de la rémunération faible et réglementée qui revient au capitaliste. C'est une violation de la loi de la liberté du commerce et des contrats. Si nous voulons entrer plus en détail dans l'étude des causes, nous dirons que l'accroissement du prix des matériaux, de la main-d'œuvre provient en grande partie de la violation des lois monétaires ; l'inflation a eu pour conséquence une hausse des prix.

Nous voyons par cet exemple qu'une loi de l'Economie Politique ne correspond pas à un enseignement, mais plusieurs lois peuvent correspondre à un enseignement, et vice-versa.

La succession des faits économiques permet d'étudier le rythme et les sanctions des lois économiques ; l'histoire économique est en quelque sorte comme la pierre de touche qui permet de contrôler l'action parfois cachée des grandes lois. Cette recherche des lois est le propre de la Science Economique. Mais dans cette recherche scientifique ne faut-il pas faire la distinction que nous faisons à propos des lois économiques en général ? Marshall, distingue : « Certaines parties de l'Economie sont d'une Science relativement *pure*, parce qu'elles traitent surtout de grandes questions générales...

« Dans d'autres parties, elle est une Science relativement *appliquée* ; ce sont celles qui traitent plus en détail de questions limitées, qui tiennent compte des éléments de temps et de lieu et qui envisagent les conditions économiques dans leurs relations étroites avec les autres conditions de la vie » (15).

M. Leroy-Beaulieu arrivait à la même conclusion :

« La Constitution de l'Economie Politique en tant que science revient simplement à cette constatation : *qu'il y a des lois de l'esprit humain et de l'activité humaine, et qu'il y a, d'un autre côté, des lois sur la façon dont la Nature en général est influencé par les divers degrés et les diverses méthodes de l'humaine activité.* »

Parmi la première catégorie de lois, les lois de l'esprit humain, que M. Murray appelle aussi des lois rigoureuses lorsqu'elles ont trait à des phénomènes abstraits, sont la loi de l'intérêt personnel, de la libre concurrence, de l'offre et de la demande. Marshall dit en parlant de ces lois qu'elles sont d'une science relativement pure. Etudions maintenant ces lois dans leurs manifestations concrètes ; elles seront « tendancielles », elles seront « d'une science relativement appliquée », elles seront « les lois sur la façon dont la nature en général est influencée par

(15) Marshall. Principes d'Economie Politique, p. 144.

les divers degrés et les diverses méthodes de l'humaine activité ».

Cette distinction, entre les lois rigoureuses, abstraites et les lois tendanciellles, concrètes, est non seulement vraie, mais utile, car dans les lois tendanciellles, il y a une grande partie d'art économique. On ne peut pas séparer nettement l'Art Economique de la Science dans la recherche de l'action des lois économiques surtout depuis 1914. Les lois de la déperdition des forces, des débouchés, de la population, de la dépréciation de la monnaie *n'ont pas joué avec la même intensité suivant les pays*, comme nous le montrera notre étude, parce que la structure économique et sociale, la politique de chaque pays, sont des facteurs qui agissent sur l'action des lois économiques surtout dans les périodes de guerre et d'après-guerre. Les lois économiques, étudiées d'après les faits concrets, n'ont pas une action absolue et mathématique, elles ont une action relative, qui s'exerce toujours dans le même sens, mais dont l'intensité varie suivant le degré de résistance économique de chaque pays.

DEUXIEME PARTIE

L'ACTION DES LOIS ÉCONOMIQUES LES CAUSES DU CONFLIT -- SON ÉVOLUTION

Une étude du fonctionnement des lois économiques depuis 1914, peut être faite, soit en suivant l'ordre chronologique des phénomènes, soit en essayant de faire ressortir les lois qui ont été les plus contestées. Nous avons préféré prendre cette forme d'étude qui nous permet de saisir le sujet dans toute son ampleur.

Tout d'abord nous avons voulu préciser le fait économique qui a eu une si grande place dans la guerre, à savoir : le caractère économique de la guerre elle-même. Puis par une gradation, nous avons d'abord étudié les lois relativement simples,

(si l'on peut employer ce terme, en matière économique, car il y a interdépendance continuelle et impossibilité de pouvoir complètement éliminer un phénomène des autres), pour arriver aux lois complexes. Cette méthode nous a permis de suivre le plan suivant :

Le rôle de la loi de la population dans l'écllosion du conflit et après la guerre. Puis l'étude du problème économique posé par l'Economie de guerre : c'est-à-dire la loi de la déperdition des forces d'un pays en guerre. A côté de cette loi, nous voyons se développer une loi dont l'action se combine et illustre la loi précédente : la loi du moindre effort dans la production du matériel de guerre : sur ces différentes lois, la loi des débouchés a exercé son action, mais cette action aboutit-elle à des résultats en définitive semblables selon que l'on se trouve en présence d'une Economie fermée (ce fut l'exemple de l'Allemagne pendant la guerre) ou en présence d'une Economie ouverte ?

Enfin, à raison de leur complexité même, et du rôle primordial qu'ils jouent, nous avons étudié ensuite les phénomènes monétaires et de la circulation.

Ce plan nous a permis de donner au sujet une forme plus nette ; de la masse des faits nous avons dégagé ceux qui étaient les plus typiques et qui confirment le plus nettement la thèse que nous soutenons.

CHAPITRE PREMIER

LE CARACTÈRE ECONOMIQUE (1) DE LA GUERRE MODERNE

« La guerre elle-même prend un caractère de plus en plus économique dans les moyens d'action qu'elle met en jeu. Elle est devenue métallurgique, chimique, mécanique, alimentaire au point que l'on sait, et elle sera telle dans l'avenir à un degré toujours croissant. On peut avoir beaucoup de mines de houille, de mines de fer, d'industries métallurgiques et mécaniques organisées, de blé, de fourrages, d'engrais, de points d'appui pour sa flotte, de navires de commerce ; tout cela représente un intérêt vital pour la prochaine guerre. Une telle préoccupation conduit à une économie politique qui n'a rien d'économique, qu'il convient plutôt d'appeler stratégique » (2).

Quel est le rôle du facteur économique dans une guerre moderne ? Comment cette transformation dans la conception de la guerre s'est opérée, et

(1) Notons immédiatement qu'il ne faut pas confondre le caractère économique de la guerre avec l'Economie de guerre : le caractère économique de la guerre est aujourd'hui une des données du plan de guerre au même titre que le matériel et les effectifs. L'Economie de guerre consiste à mettre en œuvre les forces économiques du pays selon les indications et les demandes de la stratégie : on peut dire encore que le caractère économique de la guerre est une cause ; l'Economie de guerre, la mise en œuvre de cette cause.

(2) Sageret. Philosophie de la Guerre et de la Paix. Alcan 1919, p. 282.

y a-t-il lieu de la croire durable ? C'est ce que nous allons examiner.

En 1914, la guerre était considérée comme devant être de courte durée, et exclusivement militaire ; la doctrine d'offensive systématique du Plan XVII entraînait la concentration sur la Frontière de l'Est de la presque totalité de l'Armée Française, où devaient se livrer, dans l'esprit des rédacteurs de ce plan, une ou plusieurs grandes batailles, qui décideraient du sort de la guerre pour les deux adversaires.

Pendant ce temps, la vie économique du pays était laissée à l'initiative privée ; la population à l'intérieur du pays vivait sur les stocks ; seuls les transports par fer et par eau, les réquisitions militaires (chevaux, mulets, voitures) l'exploitation des mines étaient réglés par des lois antérieures à 1914 (3).

L'expérience et la durée de la guerre devaient renverser cette conception. Par la suite, le plan de guerre n'est plus seulement militaire mais aussi économique : ou plus exactement la guerre apparaît comme devant être à la fois militaire et industrielle. A la conception de la guerre d'effectifs, s'ajoutait la conception de la guerre de matériel.

Or, une guerre industrielle, une guerre de matériel, nécessite l'emploi de toutes les forces économiques de la nation : il faut produire des armes, des

(3) Voir ce point. Delemer. Le Bilan de l'Etatisme. Payot 1922. Chapitre II.

munitions, des équipements militaires ; pour produire il faut des matières premières ; il faut avoir des disponibilités financières pour acheter à l'Etranger les matières premières et même parfois le matériel ; l'ennemi qui pourra priver son rival de matières premières, détruire ses centres industriels, aura un avantage stratégique et économique : Ainsi le problème de la guerre devient non seulement militaire, mais économique. En 1916, la Guerre Economique a été envisagée et mise en œuvre, elle s'est superposée à la guerre militaire à tel point qu'une controverse non encore éclaircie se pose : La supériorité économique et financière des Alliés a-t-elle été la cause principale ou une des causes principales de la Victoire ? Nous ne voulons pas donner une réponse définitive sur cette controverse plus importante que l'on croit habituellement, car les documents ne sont pas encore mis à la disposition des chercheurs.

Il serait cependant nécessaire de connaître quelle a été l'action exacte de l'arme économique dans le ravitaillement et la vie de l'Allemagne pendant la guerre ; il ne faut négliger aucune arme, surtout celle-là ; il faut pouvoir réunir dès le début de l'entrée en campagne tous les avantages, matériels et économiques, car la guerre a mis en évidence l'importance des facteurs économiques ; on nous objectera que la guerre future aura peut-être un développement diamétralement opposé à la der-

nière. En effet la préparation d'un plan de guerre et son application sont décevantes, car « par son caractère intermittent, la guerre moderne présente ceci de troublant qu'une campagne ne ressemble jamais à celles qui l'ont précédée » (4).

Cette observation est très exacte, en ce qui concerne l'art militaire, la tactique et la stratégie, mais nous croyons au contraire que l'arme économique prendra une place de plus en plus grande dans une guerre future ; en voici les raisons : la faible augmentation de la population, l'importance croissante que les démocraties attribuent à la personne humaine et à sa conservation, entraîneront un développement du matériel. M. Paul-Boncour exprimait avec éloquence cette idée, lorsqu'à la séance du 28 Mars 1922, il s'écriait « Remplaçons dans toute la mesure du possible les poitrines humaines par la machine. Je sais ce que cette opposition a d'arbitraire par quelque côté. Il va de soi que derrière la machine, derrière la cuirasse, derrière la tranchée, dans l'avion, il y aura toujours un cœur humain tendu à se rompre et que c'est sa solidité qui fera toujours pencher la victoire. Mais il faut tout faire pour que dans la mesure du possible une armée devienne des machines servies par des soldats ». Or, une guerre de matériel entraîne une organisation industrielle très poussée, telle qu'elle se trouvait réalisée en 1918.

(4) Comt. Desmazes. L'Evolution de l'Art de la guerre des Origines à nos jours. Ecole Spéciale Militaire 1922-1923.

Un autre aspect du caractère économique de la guerre réside dans le fait que l'évolution économique elle-même entraîne dans la paix, une complexité et une croissance de plus en plus grandes des organismes économiques ; mais si l'organisation économique est de plus en plus importante elle est aussi de plus en plus délicate.

En effet, la structure économique de chaque pays n'est pas complète ; elle dépend toujours, pour une matière première, pour une industrie, d'un autre pays ; en un mot un pays ne se suffit pas à lui-même ; bien plus l'Economie Nationale de List est une conception, non seulement dangereuse au point de vue économique, mais irréalisable. C'est pourquoi le fait d'atteindre la nation adverse dans son Economie de guerre sera une victoire presque au même titre qu'une bataille militaire gagnée.

Nous estimons que l'élément économique est devenu un caractère permanent de la guerre au même titre que la puissance du feu et des engins de destruction ; nos sociétés modernes sont essentiellement industrielles (5) ; il est naturel que dans un conflit où

(5) Il est curieux de faire remarquer à ce propos combien Saint-Simon s'est fourvoyé sur ce point lorsqu'il disait que l'ère industrielle ou pacifique doit succéder nécessairement à l'ère militaire. La guerre 1914-1918 a démontré qu'une nation ayant une grande production industrielle est militairement forte. La guerre est devenue industrielle par suite du développement du matériel ; la proposition de Saint-Simon est contredite : l'ère industrielle et pacifique n'a pas remplacé l'ère militaire.

se joue le sort d'une nation, tous les éléments de destruction soient mis en œuvre, or l'industrie est la créatrice des moyens de destruction. Elle est bien devenue un facteur permanent de la guerre, mais facteur essentiellement vulnérable comme nous l'avons montré. C'est pourquoi il nous semble qu'une prochaine guerre serait autant économique sinon plus que la guerre de 1914-1918.

Le Général Serrigny, directeur du Secrétariat Général du Conseil Supérieur de la Défense Nationale a noté dans son livre « Réflexions sur l'art de la guerre » (p. 67) combien cette méconnaissance de l'Elément Economique nous fut néfaste au début de 1914 : « Faute d'études générales suffisamment poussées, la plupart des officiers du grand Etat-Major étaient incapables de comprendre les problèmes économiques que devait poser une guerre. Certains esprits, cependant s'en étaient préoccupés ; ils ne furent pas suivis. » (6).

L'enseignement de la guerre est confirmé par l'évolution économique d'après-guerre qui se ca-

(6) Voir sur ce point les ouvrages du Général Serrigny antérieurs à la guerre : La guerre et le mouvement économique (1906). Les conséquences économiques et sociales de la prochaine guerre (1909).

Aujourd'hui une réaction s'est produite sur ce point dans l'armée, grâce on peut le dire à l'impulsion du Général Serrigny lui-même, mais il semble que les Gouvernements successifs n'ont pas favorisé son œuvre comme ils auraient dû le faire (Voir sur ce point le Discours de M. Paul-Boncour, Chambre des Députés, 28 Mars 1922, et la préface du Général Duval au livre : (B.A.R.) L'armée nouvelle et le service d'un an (Plon 1921).

ractérise par une course aux matières premières et aux « armes économiques » semblable à la course aux armements de la période qui a précédé la guerre de 1914. C'est pourquoi la part plus ou moins grande que l'Etat-Major sera décidé à faire à l'élément économique dans l'établissement du Plan de guerre sera un élément de force ou de faiblesse pour la France.

Une objection pourra nous être faite. Répondons tout de suite : non seulement beaucoup de personnes nous contesterons la place que nous donnons au facteur économique dans la guerre moderne (sur ce point nous avons apporté des arguments dans les pages précédentes), mais elles nous objecteront qu'une guerre future ne sera pas une guerre de matériel. En l'état actuel de l'armement, des méthodes de combat, nous croyons qu'il en sera ainsi. Nous ne voulons pas dire qu'une guerre de matériel entraînera une guerre de tranchées ; nous ne voulons pas qu'on nous adresse le reproche de nous faire de l'idée d'une guerre future comme le cliché de la guerre de 1914-1918 ; il se peut parfaitement qu'elle soit une guerre de mouvement. Mais n'oublions jamais qu'une guerre de mouvement est imposée par un des adversaires, par celui qui a la supériorité : Guerre de mouvement à notre détriment jusqu'à la Marne : Guerre de mouvement imposée aux Allemands à partir du mois de Juillet 1918. Le problème de la guerre est avant tout la recherche

de la supériorité des moyens et de leur mise en œuvre. La nation qui a la supériorité des moyens impose à son adversaire le mode de guerre ; la supériorité des moyens entraîne elle-même la surprise, qui peut elle-même entraîner la défaite de l'adversaire. Le Général Serrigny (7) le dit en termes très nets « Les nouveaux engins ne conservent en effet toute leur valeur qu'un temps restreint, celui qui est indispensable à l'ennemi pour trouver la parade et construire les moyens de défense nécessaires. Avec le formidable développement industriel moderne, quelques mois suffisent. C'est en quelques mois qu'il faut gagner la guerre. » Cette phrase met en valeur le caractère économique de la guerre moderne. Avoir la supériorité des moyens c'est avoir un matériel supérieur en nombre et en qualité à l'adversaire ; or pour avoir dès le début de l'entrée en campagne (et nous savons combien ce problème est difficile à résoudre) ou tout au moins pour obtenir cette supériorité des moyens dès les premiers mois de la guerre, ce n'est que par une mobilisation économique minutieusement préparée, avec des cadres déjà créés qu'il sera possible d'arriver à ce résultat.

La confirmation de cette idée, nous la trouvons dans la préface du Général Duval au livre : *L'armée nouvelle et le Service d'un an*, et dans le discours de

(7) *Réflexions sur l'art de la guerre*. Lavauzelle 1921 (p. 72).

M. Paul-Boncour. « On n'a pas choisi entre la guerre de tranchées et la guerre de mouvement, écrit le Général Duval (p. 10). Nous n'avons pas été capables d'imposer la première à nos adversaires sur la frontière, à la fin Août 1914, comme l'eût été notre intérêt évident, et nous l'avons subie fin Septembre, lorsqu'elle fut à l'avantage des Allemands, non point parce que nous étions inférieurs en forces morales, mais parce que nous n'avions pas les moyens matériels suffisants ». M. Paul-Boncour disait à son tour : « On doit toujours chercher la manœuvre, seulement il faut avoir le matériel nécessaire pour la mener à bien et, en somme, les hommes n'ont fermenté durant des mois dans la boue et le sang des tranchées que parce qu'on n'avait pas le matériel nécessaire pour poursuivre les avantages acquis au lendemain de la Marne. » Nous sommes persuadés de la puissance du matériel servi par des hommes entraînés, nous croyons aussi qu'il faut développer et exalter au plus haut point le facteur humain, car un matériel et surtout un matériel militaire a un bon rendement par la valeur de ceux qui le mettent en œuvre depuis les chefs jusqu'au soldat de deuxième classe ; mais puisque l'enseignement de la guerre a montré l'importance prépondérante du matériel, et a ainsi développé le côté économique de la guerre, profitons au moins de ces enseignements tandis qu'ils sont encore récents ; le côté décevant de l'art militaire réside dans la déformation des enseigne-

ments lorsqu'on veut les transformer en doctrine. Il faut un juste milieu, mais nous ne croyons pas exagérer et systématiser en mettant ainsi en valeur le caractère industriel de la guerre de 1914-1918 et son importance dans une guerre future (8). N'oublions pas trop tôt les leçons de la guerre, afin d'éviter les erreurs sanglantes de celle qui vient de se dérouler, si notre pays était de nouveau obligé de se défendre. Le vote de la Loi de Recrutement en 1923 a pu faire craindre ce retour aux erreurs passées ; l'opinion a su les désaccords survenus au Ministère de la Guerre lors de l'élaboration des différents projets de lois militaires et le Général Duval n'a pas craint d'écrire : « les lois en projet (9) marqueront sur 1918 un recul et non un progrès ».

(8) « La notion de guerre totale paraît bien devoir rester la formule de l'avenir... On peut affirmer, contrairement aux idées admises avant 1914, que la guerre courte elle-même ne sera pas uniquement militaire. Sans doute la victoire militaire restera la condition première et nécessaire de la victoire complète, mais celle-ci sera certainement conditionnée par une bonne organisation de la mobilisation nationale et spécialement industrielle, car il est probable que plus cette organisation aura été minutieusement préparée plus la guerre aura chance d'être courte ». Commandant A. L. *Revue Politique et Parlementaire* 10 août 1924 (p. 202). Le Conseil Supérieur de la Défense Nationale et la « guerre totale ».

(9) Depuis lors un premier projet de loi sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre (n° 6949) fut déposé en Janvier 1924.

En Juillet 1925, un nouveau projet de loi, faisant une place plus importante encore à l'idée que nous soutenons vient d'être déposé. Il est l'œuvre de M. Paul-Boncour et de la Commission d'Etudes du Conseil Supérieur de la Défense Nationale.

Le caractère économique de la guerre, tel est le fait important qui se dégage de son histoire ; nous ne pouvons pas aborder ici l'étude de l'influence des faits économiques sur la conduite militaire de la guerre ; ils ont exercé une influence parfois primordiale. La question est encore sujette à controverse : d'autres mieux placés que nous pourront approfondir cette importante question. Nous ne faisons qu'en dégager les enseignements.

1°. — Le caractère économique de la guerre moderne se reflète dans l'organisation même de l'armée ; l'armée doit être un ensemble de matériel et de machines servi par des soldats. C'est la conséquence du principe de la supériorité des moyens issu de l'organisation industrielle moderne.

2°. — Mais il ne suffit pas de posséder le matériel au moment de la déclaration de guerre, il faut pouvoir le renouveler, le réparer. Il apparaît ainsi que la puissance militaire d'un Etat dépend non seulement du chiffre de sa population, de la valeur et du nombre de son armée, mais aussi de son organisation économique elle-même et principalement de son organisation industrielle. Le plan de guerre doit alors être établi en fonction des possibilités économiques nationales et de celles de l'adversaire ;

3°. — Les transports de toute nature : maritimes, automobiles, voies ferrées assurent non seulement les possibilités de ravitaillement de l'armée sur

la zone des opérations, mais ce sont aussi aujourd'hui les facteurs principaux de la possibilité de manœuvre et de l'emploi des réserves au moment voulu et à l'endroit précis. Tel est l'enseignement de la « bataille continue » livrée par le Maréchal Foch à partir du 17 Juillet 1918.

4°. — Le caractère économique de la guerre devient un facteur primordial dans la conduite des opérations lorsqu'un adversaire peut par son action économique (isolement de l'adversaire dans son ravitaillement, par le Blocus, action financière sur son change) employer l'arme économique, et livrer une guerre aussi redoutable et démoralisatrice que la guerre militaire. Nous étudierons cette question dans le chapitre consacré à la loi des débouchés sur une Economie fermée : l'Allemagne pendant la guerre ;

5°. — Enfin il faut que dans le plan des renseignements l'Etat-Major par une étude minutieuse de la structure économique et financière de l'adversaire et de ses propres Alliés puisse tenir compte de leur capacité de résistance économique et financière. Ainsi le plan de guerre devient fonction des possibilités économiques et financières non seulement de l'adversaire, mais aussi des Alliés, et de notre nation elle-même. Bien plus il est fonction de la répartition des richesses économiques sur le territoire ennemi et sur le nôtre. Au cours de la guerre nous

avons vu l'importance grandissante qu'attache une armée à la conquête et à la destruction de régions économiques qui deviennent des objectifs principaux. L'avènement de la guerre économique et industrielle superpose l'objectif stratégique à l'objectif économique.

Nous avons abordé sous ses aspects divers et variés le caractère économique de la guerre moderne, il reste à analyser le problème économique de la guerre elle-même : c'est-à-dire l'Economie de guerre. Mais avant d'étudier la mise en œuvre du facteur économique, il faut dégager l'action du facteur humain, c'est-à-dire l'Etude de la loi de la population.

CHAPITRE II

LA LOI DE LA POPULATION

Jusqu'à quel point la guerre a-t-elle confirmé la théorie de Malthus ?

Malthus avait redouté la surpopulation ; en comparant les statistiques, il concluait que livré à son penchant naturel, l'homme se multipliait suivant une progression géométrique, tandis que les subsistances suivent une progression arithmétique ; la conséquence de cet écart entre la population et les possibilités de subsistance doit amener la famine.

La doctrine de Malthus combinée avec les conclusions du système de List fut utilisée par les dirigeants allemands comme une arme au service de la politique militaire.

List concevait la structure d'une économie nationale et complète par le développement parallèle et progressif de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. Or la politique allemande imbue de cette combinaison des deux théories conduisit à l'établissement d'un régime économique qui devait créer des

difficultés en cas de blocus ou d'isolement consécutif à une guerre continentale.

Examinons les faits : l'accroissement de la population de l'Europe fut la suivante :

En 1870	305 millions
En 1890	363 millions
En 1911	452 millions

L'accroissement des naissances de 1890 à 1911 fut de 89 millions, soit 4,2 millions par an.

En Allemagne le tableau est le suivant :

Population en 1871	41 millions
Population en 1890	49 millions 1/2
Population en 1914	68 millions

L'accroissement de la population allemande était pendant la décade 1904-1913 de 8.325.000 soit environ 860.000 âmes par an.

Si nous prenons cet accroissement comme base approximative, la population allemande aurait été par suite :

En 1934 d'environ	85 millions
En 1954 d'environ	102 millions

L'Allemagne pourrait-elle contenir et nourrir cette population sur son sol ? La question se compliquait aussi par suite de l'évolution dans la répartition de la population. Au milieu du XIX^e siècle, à l'époque où List élabore sa théorie, le chiffre global

de la population agricole l'emporte sur la population urbaine et industrielle ; les excédents de naissances étaient normaux, mais de 1895 à 1900 l'augmentation de la population est de 4.087.000 habitants, de 1900 à 1905 l'augmentation de la population est de 4.274.000.

Les campagnes en même temps se sont dépeuplées au profit des villes.

L'évolution économique avait suivi la politique pangermaniste ; l'expansion économique qui eut pour cause le rapprochement des producteurs agricoles et industriels en 1889 amena le développement de la « Weltpolitik ». La production de l'industrie s'accrut : la conquête des marchés commença, la population augmentait en même temps ; mais au lieu de s'expatrier, elle restait de plus en plus dans le pays. Le système de l'économie allemande qui consistait à échanger des produits industriels contre des produits alimentaires pour nourrir sa population était viable en temps de paix, mais en temps de guerre il est certain que le déséquilibre entre la production agricole et la population devait se faire sentir par une insuffisance dans l'alimentation. Néanmoins la théorie de Malthus présentée sous une forme grossière devait faire naître dans l'esprit des masses allemandes la conclusion qu'il était nécessaire pour eux d'obtenir de nouveaux territoires afin d'assurer leur alimentation.

Or ce qui n'avait été qu'un mythe politique

avant la guerre fut une réalité économique au cours de la guerre. Une étude de l'économie de guerre allemande montre que l'alimentation fut une des premières préoccupations du Gouvernement allemand.

La loi du 4 Août 1914 autorise l'établissement de prix minima « pour les objets de besoin journalier, les objets de consommation de tous les jours » (vivres, fourrages, combustible, éclairage). L'ordonnance du 22 Mai 1916 institue l'office impérial de l'alimentation.

Cette politique était la conséquence de la situation économique même, car la production territoriale était déficitaire dans son ensemble ; si certaines productions étaient en excédent (pommes de terre, sucre, bétail) d'autres et des plus importantes marquaient un déficit réel par rapport à la population à nourrir (céréales, fourrages, phosphates et nitrates).

La théorie de Malthus qui avait été une arme dans les mains des dirigeants allemands pour pousser leur pays à la guerre, devenait une réalité pendant la guerre. C'est à la théorie de Malthus que le projet de la « Mitteleuropa » de Naumann doit son origine. C'est par la voie Autriche, Balkans, Turquie, que pourraient être mises en valeur les riches régions de la Mésopotamie. De même à l'Ouest de l'Allemagne, se trouvent les terres du Nord et de l'Est de la France.

La Loi de Malthus apparaît ainsi en quelque

sorte comme un spectre redoutable pour les dirigeants allemands en 1914 ; ils s'en servent alors comme d'une arme pour justifier leur politique. Elle n'a pas agi à tous les instants et avec la même intensité en Allemagne. Mais elle avait tendance à agir. Plus exactement elle causait un déséquilibre latent ; en Allemagne, une crise dans une branche de l'industrie affectait avant la guerre bien plus gravement (1) ce pays surpeuplé qu'un autre à moindre population. La crainte de voir jouer la loi de Malthus a créé en Allemagne un état d'esprit qui s'adaptait fort bien au système de l'expansion économique.

Cette illustration de la théorie de Malthus, n'est pas la seule. Vers la fin de 1922, elle inspirait de nouveau les écrits des Economistes anglais et notamment ceux de M. Maynard Keynes qui explique le chômage anglais par un phénomène de surpopulation à une époque où l'appauvrissement général des peuples, consécutif à la guerre, aboutit à une restriction de consommation. Reprenant la théorie dans un article de l'Illustration du 16 Décembre 1922 (Population et Capital), M. Guglielmo Ferrero soutient que l'Europe (Italie, Angleterre, Allema-

(1) Nous ne voulons pas attribuer uniquement au facteur population, l'intensité des crises allemandes ; le système bancaire, l'emploi intensif de crédits, la distribution de gros dividendes, la part trop faible prélevée sur les dividendes pour les réserves, la faiblesse de l'épargne allemande par rapport à son développement industriel ne permettraient pas à l'Allemagne d'opposer aux crises une résistance comparable à celle de la France.

gne) conserve sa puissance de reproduction de l'espèce humaine.

En effet, l'Italie accuse des excédents de naissance sur les décès (370.000 personnes par an). La Grande-Bretagne 489.000. L'Autriche-Hongrie 538.000. L'Allemagne 866.000 (décade 1901-1910).

Certes, depuis la guerre on constate une légère diminution du taux de natalité en Italie et en Allemagne, mais probablement la puissance productive est de jour en jour amoindrie. « Tant que l'Europe et l'Amérique n'auront pas recouvré leur ancienne capacité d'accumuler du capital, il ne sera pas possible à notre vieux continent, de nourrir une population croissante dans les proportions d'autrefois » : il faut noter aussi que la politique protectionniste vers laquelle ont évolué tous les grands Etats d'Europe et d'Amérique, crée des obstacles au commerce international.

Guglielmo Ferraro notait très justement dans l'article précité : « L'augmentation de la population, l'effort frénétique de travail qu'elle imposait ont été parmi les causes profondes de cette *effervescence psychologique* qui a tant contribué à déchaîner la guerre mondiale ». Aujourd'hui cette loi cause toujours indirectement un déséquilibre réel ; le capital des nations a été gaspillé, elles produisent difficilement : comme le note Ferrero il y a un *déséquilibre entre la population et le capital*. Le manque de capital réduit la faculté de production du pays ; ce

manque de capital a créé depuis 1918 une dépréciation des changes car pour se procurer du capital, les pays ont déprécié leur monnaie par des émissions de papier, par des emprunts ; ils ont importé, ce qui a encore entraîné la dépréciation de leur change, et alors automatiquement, les barrières douanières s'élèvent, chaque pays vit sur lui-même ; le déséquilibre entre la production et la population se fait alors sentir ; le manque de capital entraîne un manque de production ; dans un pays surpeuplé et qui a tendance à ne pas réduire le nombre de sa population, le déséquilibre entre la capacité de la production et la capacité de consommation est une vérification de la théorie de Malthus, vérification non pas directe, mais indirecte ; la production pouvant en effet être augmentée, mais le capital facteur de cette production fait défaut et tend à créer un déséquilibre de plus en plus grand entre la population et la production. C'est bien une confirmation indirecte de la loi de Malthus.

Les pays industriels à population croissante ne peuvent se procurer des biens consommables par voie d'échange, alors que cependant leur production agricole est plutôt décroissante. Et d'ailleurs, même en faisant l'hypothèse d'un retour à des échanges plus intensifs serait-il possible d'alimenter aussi abondamment qu'avant la guerre les populations ? Non, répond Ferrero, parce que la superficie des terres n'est pas le seul facteur de productivité. Il faut

en outre disposer de capitaux. Or depuis la fin de la guerre, ils font défaut. « Le capital manque partout, écrit-il, un peu parce que la guerre a absorbé en quatre ans les réserves du passé et les espérances de l'avenir, un peu parce que le monde a perdu, au cours de ces années de destruction, l'envie et l'habitude de l'épargne ». Une des conséquences de la guerre mondiale aurait donc dû être un arrêt dans l'augmentation de la population du vieux monde, au sein des pays qui, déjà avant la guerre, étaient les plus peuplés. Or la multiplication des êtres ne paraît pas s'être ralentie durant les troubles sanglants de ces dernières années de guerre. Ferrero affirme que si cette situation persiste, l'Europe est menacée par la famine. « Les préoccupations qui, au début du xix^e siècle, quand la surpopulation commençait, troublèrent les sages redeviendraient d'actualité ». De même que Malthus, Stuart Mill, avaient préconisé des remèdes à cet état de choses, Ferrero les trouve dans le fait qu'il faut recouvrer l'ancienne capacité d'accumuler du capital ; en même temps les pays qui étaient déjà avant la guerre les plus peuplés doivent marquer un temps d'arrêt dans leur augmentation de population ce serait ajoute-t-il « une forte garantie de paix et de stabilité sociale ».

Ce raisonnement n'est peut-être pas très exact. Car ce qui importe à la consommation des peuples, ce sont les possibilités immédiates de production. Or une intensité plus grande de la demande des pro-

duits du sol donnerait des profits agricoles élevés, donc, attirerait d'importants capitaux vers la terre et à l'aide de la technique moderne, engrais chimiques, etc... on aurait des possibilités d'augmentation de rendement considérables.

Malgré tout, la conclusion de Ferrero est à retenir. « Il faudrait que l'augmentation de la population se ralentisse dans les parties déjà surpeuplées de l'Europe ; qu'une augmentation raisonnable se fit dans les parties moins peuplées et les plus riches, et en même temps que le capital aujourd'hui dispersé par tant de prodigalités publiques et privées soit reformé en Europe et en Amérique. Si l'Europe ne retrouve pas rapidement un équilibre (2) entre la population et le capital qui ait une certaine stabilité, elle est destinée à voir des jours bien sombres ».

Le cas de l'Angleterre vient confirmer l'idée de Ferrero ; M. Siegfried dans son excellent livre l'Angleterre d'aujourd'hui (3) consacre le chapitre IV (p. 173 à 190) au problème de la population en Angleterre. Il note « que le chiffre normal de la population du Royaume-Uni n'est pas déterminé par les ressources du sol mais par les possibilités qui s'ouvrent à l'industrie, au commerce, à la banque, à la marine marchande de se développer suffisam-

(2) Voir sur ce point le livre de Carli. L'équilibre des nations d'après la démographie appliquée. Payot, 1923.

(3) Grès 1924. Enquêtes du Musée Social.

« ment pour assurer, sur un territoire restreint, le
« maintien d'une des agglomérations les plus den-
« ses que l'histoire ait connues ». « Rien n'empêche-
rait de concevoir plus intense encore cette concen-
tration d'outillage et d'hommes, si toutefois le mon-
de accepte d'absorber, en quantités proportionnelle-
ment accrues, les exportations de l'Angleterre, tout
en continuant d'user de ses services comme trans-
porteur et comme courtier. Mais on peut imaginer
aussi qu'il s'y refuse, et c'est alors l'impossibilité
de soutenir la population britannique au niveau
qu'un siècle de merveilleuse, peut-être d'exception-
nelle prospérité lui avait fait atteindre. » Or depuis
1914, M. Siegfried note, qu'il y a eu en définitive
un accroissement de population en Angleterre. « Il
« n'y aurait eu qu'à se réjouir de cet accroissement
« de capital humain, si les nouvelles circonstances
« économiques eussent permis d'entretenir cette po-
« pulation numériquement accrue sur le même pied
« de confort et de civilisation qu'en 1914. Mais le
« point d'interrogation qui se posait à cet égard
« vers la fin de la guerre eut pour effet de rajeunir
« l'intérêt pris aux théories de Malthus, démodées
« depuis plusieurs générations. »

M. Siegfried pose la question capitale pour l'An-
gleterre en ces termes : « N'approche-t-on pas dans
« ces conditions d'une limite où l'industrialisation
« britannique, devenue excessive, ne justifiera plus
« le développement de la population ? Cette limite

« n'est-elle même pas atteinte, et dès aujourd'hui
« la population des Iles Britanniques n'est-elle pas
« trop nombreuse ? »

La crise des débouchés, que nous étudierons au Chapitre V, donnait un regain de vitalité à la loi de la population en Angleterre car le protectionnisme général d'après-guerre se trouvait en opposition avec la division internationale du travail et l'industrialisation dont bénéficient l'Angleterre. « L'étonnante augmentation de sa population de même que l'extraordinaire édifice de sa prospérité au XIX^e siècle, n'avait en somme été possible qu'en raison d'une période tout à fait exceptionnelle de l'évolution économique ». Ainsi une grande exportation permet à l'Angleterre d'avoir une population dense, mais que le protectionnisme général vienne à sévir alors la décadence économique commence. Le problème suivant se pose : « Pour une Angleterre ayant joué la carte de la solidarité économique internationale et de la division du travail poussée à l'extrême entre les peuples, reste-t-il désormais une place suffisante, dans un monde qui renie l'équilibre sur lequel elle a basé sa fortune ? »

Ainsi la loi de la population ne joue plus aujourd'hui de la façon brutale et simple, dont parlait Malthus ; son action est indirecte ; en effet la rupture d'équilibre entre la production et la consommation fut provoquée en Allemagne et en Angleterre

par une surproduction industrielle ; l'industrialisation du monde fait se présenter la loi de Malthus sous un aspect oblique. Ce n'est pas aujourd'hui l'augmentation plus rapide de la population par rapport aux subsistances qui crée ce déséquilibre, mais une augmentation plus rapide de la production industrielle par rapport à la capacité de consommation de la population intérieure de chaque pays ; l'excédent de la population apparaît lors d'une crise industrielle. Ce n'est plus le problème population-subsistances qui se pose, mais le problème population-crise industrielle.

Ainsi la Loi de la population, comme toutes les Lois Economiques, n'agit pas isolément mais elle se combine avec le principe de la division du travail et avec la loi des débouchés. L'Etude de la loi de la population vérifie l'action de plusieurs autres lois, ce qui prouve que l'interdépendance Economique est une réalité.

CHAPITRE III

L'ECONOMIE DE GUERRE OU LA LOI DE LA DÉPÉDITION DES FORCES

Le problème de l'Economie de guerre (1) est le suivant : produire pour détruire ; or la combinaison des deux opérations : production-destruction est stérile ; la fabrication de millions d'obus, de cartouches, de grenades, etc... n'accroît pas en réalité la production et la richesse d'un pays ; c'est une opération qui en définitive se solde par un déficit pour chaque nation en guerre. N'oublions pas cette vérité économique que Trustee a rappelé dans son livre le « Bilan de la guerre » (2) : « La production annuelle d'un pays ne se compose pas seulement de biens destinés à être consommés à bref délai : pour une part, elle s'applique à entretenir, renouveler,

(1) M. Allix, cours de Doctorat 1922-1923. L'Economie de guerre en Allemagne (p. 54) note que l'« expression d'Economie de guerre s'applique à la fois au milieu économique modifié par le fait de la guerre et à la politique de circonstance qu'impose cette modification du milieu. »

(2) « Le Bilan de la guerre ». Plon 1921, p. 129.

accroître les instruments eux-mêmes de la production. » Or l'Economie de guerre pose le problème économique sur un autre plan : il faut produire beaucoup et vite pour détruire. Cette organisation nouvelle de la structure économique d'un pays entraîne une diminution de la production de paix ; seule la production des armements est intensifiée, hypertrophiée, mais elle a pour fin de détruire ; les engins de guerre une fois produits n'ont plus de rôle créateur dans la vie économique, ils ont un rôle destructeur, ils deviennent des consommateurs insatiables et coûteux dont l'effort n'accroît en rien la force productive du pays : « Tout compté, les fabrications de guerre n'ont pas eu le résultat productif d'une fabrication industrielle proprement dite, celle de machines à vapeur, de machines agricoles, qui une fois livrées et en marche, accomplissent une œuvre de production, créent des richesses. Il y a, en ce qui concerne les dépenses de guerre un *déficit double*, provenant et du non rendement économique des produits fabriqués et de la destruction qu'ils ont pu causer. » (3)

Ainsi lorsque la production a pour but la destruction ; non seulement cette opération économique n'est pas productive de richesse, mais elle vient confirmer en une loi générale, les divers enseignements

(3) André Liesse. « Les conséquences économiques de la guerre ». Conférence de l'Ecole des Sciences politiques. Alcan 1921, p. 102.

de l'Economie de paix. Cette étude, qui a pour but de montrer le fonctionnement des lois économiques depuis 1914 et de dégager la confirmation de leurs enseignements de l'amoncellement des faits en apparence contradictoires du temps de guerre, nous apporte cette constatation : La guerre ou plus exactement l'Economie de guerre n'est qu'une application de la loi générale que M. Leroy-Beaulieu dégageait dans son Traité d'Economie Politique.

Nous tenons à citer intégralement ce passage :
« Que toute consommation ne soit pas utile et que
« tout travail ne soit pas productif, que la consommation qui consiste à détruire intentionnellement
« un objet pouvant avoir une utilité prolongée et
« le travail qui n'a pour but que de le reconstituer,
« comme le bris d'une vitre ou d'un verre à boire
« et la réfection d'un objet similaire, *que ces deux*
« *opérations liées constituent un ensemble stérile,*
« *une déperdition de force, que par conséquent, un*
« *incendie, un naufrage ne puissent jamais être*
« *pour une société productifs de richesse, n'est-ce*
« *pas là une loi naturelle, et la volonté soit du légis-*
« *lateur en particulier soit de tous les hommes en*
« *général, y peut-elle quelque chose » (4) ?*

Que l'on remplace les expressions « bris d'une vitre ou d'un verre à boire » par l'expression « consommation de munitions », que l'on remplace aussi

(4) Leroy-Beaulieu. Traité d'Economie Politique, 4^e Edition, p. 22 et 23. T. I.

le mot incendie, naufrage par celui de guerre, nous estimons que nous ne faussons pas le sens de ce passage du Traité de M. Leroy-Beaulieu. Si nous avons remplacé les mots de l'exemple concret de M. Leroy-Beaulieu par des mots synonymes mais d'une portée plus générale et plus exacte puisque nous parlons de la guerre, c'est pour éviter les critiques certaines de nos adversaires, et répondre déjà à l'équivoque qu'ils pourraient créer. L'exemple concret pris par M. Leroy-Beaulieu : le bris d'une vitre ou d'un verre à boire, un incendie, un naufrage paraît disproportionné dans les mots lorsqu'on veut le comparer à la guerre elle-même, mais l'opération économique est toujours semblable ; nous sommes en face de la *loi naturelle de la déperdition des forces* lorsque la production a pour but la destruction. Cette déperdition des forces a-t-elle été réelle pendant la guerre ; c'est ce que nous estimons montrer dans toute notre thèse. S'il n'y avait pas eu déperdition des forces, amoindrissement de la capacité de production du pays aurions-nous été obligé de nous endetter et d'acheter à l'étranger non seulement pendant la guerre mais surtout après la guerre ? Les chiffres le prouvent (5). De 1914 à 1923 le déficit de la balance commerciale française a été de

(5) Voir sur ce point. L'Inventaire de la situation financière de la France au début de la 13^e législature. Imprimerie Nationale 1924, et Germain-Martin : « Les Finances Publiques de la France et la Fortune Privée » (1914-1925) Payot 1925.

116.840 millions. De même alors qu'en 1913 on estimait la dette perpétuelle intérieure à 32 milliards environ, aujourd'hui elle se monte à 149.394.865.000 francs. Déduisons les 32 milliards d'avant-guerre, nous obtenons un total de 117 milliards. La dette flottante était au 31 Décembre 1913 de 2.081 millions : au 31 Juillet 1924, elle était de 91.281 millions. Nous comprenons dans la dette flottante les bons ordinaires du Trésor, les fonds particuliers des Trésoreries générales, le montant des comptes courants et divers particuliers au Trésor, et la masse des Bons de la Défense Nationale qui s'élève à la somme de 56 milliards environ. Retranchons les 2.081 millions de dette flottante : nous obtenons comme accroissement de la dette flottante depuis 1914 : 89.200 millions. Ajoutons la dette à court terme (obligations à 5, 6 et 10 ans, bons du Trésor à 2, 3, 5 et 10 ans, Titres des Emissions du Crédit National) soit 36.621 millions.

Ainsi après les déductions de la dette d'avant-guerre nous obtenons les chiffres suivants :

Endettement intérieur jusqu'au 31 Juillet 1924 :

Dette perpétuelle	117.000 millions
Dette flottante	89.200 millions
Dette à court terme ..	36.621 millions

Total	242.821 millions
-------------	------------------

Pour obtenir le total de la dette de guerre, il faut ajouter la dette extérieure (en francs-or) inconnue avant la guerre :

FRANCS-OR

Dette politique	30.815 millions
Dette commerciale	5.149 millions

Mais il ne faut pas considérer le total de ces chiffres comme étant celui du coût de la guerre. Il faudrait y ajouter (6) la perte en capital humain, dont la traduction en chiffres est à peu près impossible, l'usure de notre outillage économique, les arrérages destinés à la reconstitution du Nord, prélevés sur la fortune présente et future de la France entière, les déficits de la balance des comptes depuis 1914, etc... Retenons seulement, pour l'instant, que l'Economie de guerre moderne engendre une perte réelle, une diminution de la production et de la richesse d'un pays. M. Klotz soutenait après la guerre cette hérésie économique de l'enrichissement de la France pendant la guerre ; il y a eu au contraire une diminution de la richesse totale de la France, et en même temps une répartition nouvelle des capitaux et des revenus provenant à la fois de la transformation de la vie économique du pays pendant la guerre et des fluctua-

(6) Voir sur ce point Trustée. Le Bilan de la guerre. Ouvrage déjà cité.

tions monétaires (7) qui ruinent automatiquement les détenteurs de valeurs à revenus fixes, tandis que les bénéficiaires de revenus qui croissent avec la dépréciation monétaire et la hausse des prix ne sont pas directement atteints.

Ce qui est certain c'est « qu'une armée moderne est une entreprise de destruction qui suppose une entreprise de production » (8) mais cette œuvre de production se solde en définitive par un passif certain ; car si les sommes payées aux fournisseurs de l'Etat retournent dans la circulation, si ces mêmes sommes sont récupérées en grande partie par des impôts extraordinaires, il en résulte toujours une diminution de la production. Les matières premières nécessaires aux fabrications de guerre, les produits fabriqués sous forme de munitions, matériel, ne sont plus des facteurs de production ; ils passent au rang des consommations improductives. C'est pourquoi l'Economie de guerre se rattache au type de l'Economie destructive, et est en opposition avec l'Economie progressive (9).

(7) Voir sur ce point Keynes. « La Réforme monétaire », Paris 1924. Principalement le Chapitre I : « Les conséquences sociales des fluctuations monétaires » — Germain-Martin : « Les Finances Publiques et la fortune privée » (1914-1925).

(8) Trustée, ouvrage déjà cité, p. 16.

(9) « L'Economie destructive est celle qui consomme sans les entretenir et les reconstituer, les quantités de matière et d'énergie... elle sacrifie l'avenir au présent. L'Economie progressive au contraire est celle qui modifie la nature de façon à y accroître la somme des utilités ». H. Truchy. Cours d'Economie Politique, T. I, 2^e Edition, p. 25.

Quelle est en effet l'action de l'Economie de guerre sur la vie économique d'un pays, et principalement sur la production ?

« La guerre modifie profondément l'équilibre économique d'un pays ; elle affaiblit sa puissance de production agricole, elle développe certains besoins, elle en crée de nouveaux, elle en supprime peu ; elle oppose au jeu normal des lois économiques des obstacles difficiles à franchir ; par là, elle fait naître des causes supplémentaires de déséquilibre : le resserrement de la production et des échanges, la hausse des prix, le commerce clandestin, la spéculation, la panique du consommateur, etc... » (10)

Cette situation provient non seulement de la guerre elle-même mais aussi des conditions économiques nouvelles qui entraînent un déséquilibre dans la production.

La production du temps de guerre diffère de celle du temps de paix par le fait que les besoins militaires deviennent prépondérants, et les besoins civils secondaires. L'armée devient le consommateur le plus important : mais notons que la consommation de l'armée ne crée pas intégralement des besoins nouveaux. La production consommée par les troupes au point de vue alimentaire, n'entraîne pour

(10) Exposé des motifs du projet de loi n° 6949 (session de 1924), sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, p. 3.

le pays un déficit que dans la mesure où il y a du gaspillage car cette alimentation des hommes existait déjà en temps de paix. Il y a simplement déplacement du lieu de consommation, et accroissement du prix des denrées par suite des frais de transport, et du gaspillage. Mais déduction faite de l'alimentation de l'armée, la guerre entraîne une augmentation de production dans les fabrications de guerre, il y a même une hypertrophie des industries métallurgiques (11) et mécaniques travaillant pour la défense nationale. Cet accroissement de la production de guerre ne peut se produire qu'au détriment de la production de paix. Le trait caractéristique des fabrications de guerre est d'entraîner une surproduction (12). Mais cette surproduction est consommée improductivement. Elle a eu comme contrepartie, non pas une création nouvelle de biens, mais une émission correspondante de moyens de paiement, qui ont acquis un pouvoir d'achat au détriment de la valeur du papier monnaie déjà existant. Même si le territoire français n'avait pas été envahi, il y aurait eu nécessairement un déficit, un amoindrissement du capital français, puisque les matières premières servant aux productions de guerre sont retirées de la circulation et n'y retournent plus.

(11) Voir Arthur Fontaine « L'industrie Française pendant la guerre ». Lieutenant-Colonel Reboul « Les fabrications de guerre en France de 1914 à 1918 ».

(12) Voir Delemer « Le Bilan de l'Etatisme », Payot, 1922. Chapitre IV « L'Economie de guerre et l'Economie de paix ».

Les fabrications de guerre entraînent un prélèvement automatique sur la fortune générale d'un pays; l'augmentation de moyens de paiement correspondants pour payer cette production entraîne une inflation, car le total des biens produits est moindre qu'auparavant.

Un autre facteur d'appauvrissement dans l'Economie de guerre se trouve dans l'« accélération du rythme de la consommation » (13) des biens correspondants aux besoins militaires (munitions, équipements, matériels). Non seulement la consommation de matériel militaire est intense par rapport à la consommation de paix, mais l'outillage qui produit ce matériel s'use rapidement par suite du travail intensif qui lui est demandé. Nous verrons en étudiant la loi du moindre effort comment les usines qui avaient une fabrication de paix, l'ont transformée en fabrication de guerre ; il en résulte un déficit de la production du temps de paix, d'où un accroissement du déséquilibre ; M. Supino (14) résumait justement cette idée : « Une grande partie de l'activité économique change de direction et à l'Economie de paix on substitue l'Economie de guerre qui est caractérisée par une diminution de la production et la consommation de tout ce qui ne sert pas aux combattants, et par une extension de toutes

(13) Allix. Ouvrage déjà cité, p. 56.

(14) Les Sources Economiques de la guerre. Scientia, 1916, p. 115.

les branches qui pourvoient directement aux besoins de la guerre, ou indirectement, produisant des marchandises demandées par d'autres pays, d'où nous pouvons faire venir en échange les produits indispensables à l'armée. »

En est-il ainsi dans tous les cas ? En 1918, M. Guebhard soutenait qu'un pays se suffisant à lui-même (15), « sans détruire ses stocks, ni détériorer son outillage, se retrouverait à la fin des hostilités ni plus riche, ni plus pauvre, abstraction faite, bien entendu des pertes de vies humaines et des ravages matériels ». M. Guebhard citait comme exemple les Etats-Unis, mais il ajoutait qu'une pareille situation n'était due qu'à un ensemble de circonstances exceptionnelles. Cela revient à dire qu'un pays en guerre, pour ne pas s'appauvrir doit avoir une capacité de production telle que la production de paix s'accroisse dans la même proportion que la production de guerre, mais cette production devra s'écouler à l'extérieur sous peine d'entraîner une surproduction intérieure. Dans cette hypothèse unique, nous dirons même théorique, la déperdition des forces ne se produirait-elle pas malgré tout. La production et la consommation du matériel de guerre ne s'accompliraient-elles pas plus rapidement que la production et la consommation ordinaires, d'où un déficit certain ? C'est pourquoi cet équilibre

(15) P. Guebhard. « L'aspect économique des dépenses de guerre ». Société d'Economie Politique. 8 octobre 1918.

théorique semble non seulement très difficile à obtenir, mais surtout à maintenir. Si, d'après M. Guebard « les Etats-Unis ont pourvu à l'aide de leur seul revenu à leurs dépenses de guerre », c'est parce qu'en plus de la situation économique exceptionnelle dont ils ont bénéficié jusqu'en Avril 1917, ils n'ont pas eu proportionnellement aux autres pays belligérants un nombre d'hommes mobilisés aussi important et c'est pourquoi ils ont pu momentanément maintenir leur capacité de production. Si un tel accroissement de capacité de production a pu être réalisé aux Etats-Unis par une réunion de facteurs nombreux et exceptionnels, l'exemple n'est pas probant pour cela : si les Etats-Unis étaient entrés en guerre en Juillet 1914 la comparaison pourrait se faire : lorsque on étudie les Economies de guerre française, anglaise, allemande, on aperçoit nettement un déficit réel, la réglementation de la vie économique par l'Etat entraîne une Economie fermée : en effet une Economie fermée ne peut pas réaliser l'état de surproduction dont nous parlions tout à l'heure, nécessaire à une économie de guerre afin de ne pas épuiser un pays. Vivant sur lui-même, un pays en guerre se crée un passif correspondant aux dépenses improductives de l'Economie de guerre. L'équilibre économique de la nation est rompu dès la mobilisation, non seulement par le départ d'une grande partie des travailleurs, mais aussi par l'intervention de l'Etat dans la vie

économique. Bien plus, les mesures prises ne le furent pas seulement par les pouvoirs centraux, par lois ou décrets, mais aussi par les pouvoirs locaux ; il y eut de même, en bien des cas, association entre l'Etat et les entreprises privées. Toutes ces interventions ne furent pas conçues d'une façon logique, méthodique, excepté en Allemagne; elles furent d'abord dispersées, sans plan d'ensemble. Cette politique économique au jour le jour s'explique par son caractère de nouveauté. Elle répondait à des besoins soit militaires soit économiques; la situation demandait parfois une solution immédiate; ce furent les mesures que l'on pourrait classer sous le nom de *mesures obligatoires*, c'est-à-dire prises sous la pression des circonstances. Une seconde série de mesures peuvent être appelées les *mesures préventives* c'est-à-dire en vue des difficultés futures. Une troisième catégorie comprend les *mesures complémentaires* en ce sens qu'elles furent prises par mesure de solidarité ou par imitation d'un autre pays allié ou ennemi. Une dernière catégorie peut être appelée : *les mesures de solidarité ou internationales*, c'est-à-dire qu'elles furent prises pour venir en aide à un pays allié, ou pour faciliter la vie des pays neutres.

L'Etat Français exerça ainsi une intervention dans la vie économique du pays par les réquisitions et les monopoles d'achat et de vente à l'intérieur et à l'extérieur, par l'interdiction d'importer et d'exporter sans son autorisation.

Dans le domaine de la production, l'Etat (16) recrute et répartit la main-d'œuvre dans les établissements producteurs ; il crée par lui-même, ou en prêtant de l'argent aux industriels des usines nouvelles ; il coordonne et répartit les commandes entre les entreprises ; il achète, fournit et répartit les matières premières par l'intermédiaire des consortiums ; il fixe les salaires, les prix et les conditions de travail dans les usines travaillant pour le Ministère de l'Armement.

L'Etat réglemente et taxe les produits alimentaires et agricoles (blé, viande, sucre, café, huile, pommes de terre, lait, légumes secs).

Du domaine de la production, l'Etat passait au

(16) Parmi les différents livres cités dans notre bibliographie, notons surtout :

Delemer : Le Bilan de l'Etatisme. Principalement le Chapitre II où sont énumérés dans l'ordre chronologique toutes les interventions économiques de l'Etat.

Pommereuil : La Guerre Economique 1914-1918 (Législation et réglementation douanières française et étrangère.

Olphe Galliard : Histoire Economique et Financière de la guerre 1914-1918.

Trustée : Le Bilan de la guerre. Principalement le chapitre II^e : La guerre considérée comme entreprise économique.

B. A. R. L'armée nouvelle et le service d'un an. Deuxième partie. Chapitre III. La mobilisation industrielle.

Meillac : L'effort du Ravitaillement Français. Alcan, 1920.

D'excellentes monographies ont été faites sur des interventions particulières de l'Etat.

Olivier : La Politique du Charbon. Alcan 1922.

Beaucourt : La Politique du Pain. Rousseau 1919.

Lugand. L'immigration des ouvriers étrangers en France pendant la guerre. Thèse, Paris 1920.

Roubion. La Flotte d'Etat en France 1914-1921. Thèse Paris, 1923.

contrôle de la répartition et de la consommation par la création des cartes, par la fixation des prix.

Puis il établissait le contrôle et le monopole du Commerce Extérieur par les mesures douanières, la réglementation du prix du fret. Les transports intérieurs étaient aussi sous son contrôle.

Par des mesures sociales (moratoria, indemnités, allocations), il permettait à une partie de la population de pouvoir subsister par des appuis pécuniaires. Mais le principal élément de déséquilibre se trouvait non seulement dans les mesures financières (17) (Interdiction des émissions des entreprises privées; drainage de l'épargne par les souscriptions de bons du Trésor, de la Défense Nationale, d'emprunts), mais surtout dans l'émission progressive de billet qui ne correspondaient pas à la création de richesses.

Toutes ces mesures, qui sont nécessaires et forcées dans une Economie de guerre, produisent des effets plus ou moins violents, suivant la façon dont elles sont prises. Lorsqu'on veut réglementer un organisme économique, il faut le faire entièrement et non partiellement, sous peine de voir se créer des fissures qui annihilent ou empirent les effets de ces mesures.

Dans tous les cas, ces mesures entraînent des

(17) Voir sur ce point les ouvrages déjà cités de M. Decamps, Germain-Martin, Jèze, Lachapelle, Liesse, Nogaro, Raphaël-Georges-Levy (articles de la « Revue des Deux-Mondes », Rist).

perturbations dans le fonctionnement de la production, de la répartition et dans l'établissement des prix. La rareté de la main-d'œuvre, la diminution de la production normale, la surproduction des usines de guerre, la difficulté et le manque de transports terrestres et maritimes sont les conséquences inévitables de telles mesures ; mais ces facteurs de déséquilibre économique agissaient plus fortement sur le fonctionnement des prix par suite de la constitution d'une Economie fermée, résultant de l'Economie de guerre ; les marchés régionaux ont eux-mêmes des caractéristiques plus nettes qu'avant la guerre, par suite de la difficulté et de la rareté des transports : « C'est un régime de fractionnement, de séparation, de fermeture des marchés économiques » (18) qui subit les oscillations des cours provenant à la fois du déficit de production, de la fixation des prix et de l'inflation sans pouvoir réagir dans le sens de l'égalisation des cours.

Ainsi, l'Economie de guerre crée non seulement une déperdition de forces provenant de l'affectation à la production de guerre de la majeure partie des forces productives, mais encore un déséquilibre économique provenant de la diminution constante de la production et de l'augmentation croissante des moyens de paiement, dont les effets se font surtout sentir dans la période de liquidation finan-

(18) Allix, ouvrage déjà cité, p. 59.

cière de la guerre ; cette situation est inévitable, elle peut être plus ou moins grave, selon la justesse, la rapidité, l'à propos des mesures prises, néanmoins c'est en définitive un état pathologique qui se crée à tel point que M. Gini a pu écrire très justement :

« L'étude de l'Economie du temps de guerre et de l'après-guerre et de la politique économique et financière pratiquée durant ces périodes par les gouvernements, pourra conduire à la construction d'une nouvelle branche de Science Economique qui serait par rapport à l'Economie classique ce que, dans le domaine des sciences biologiques, la pathologie est par rapport à la physiologie (19) ».

Cet état pathologique a pour cause principale la déperdition continuelle des forces économiques d'un pays affectées à la production de guerre, laquelle est en définitive une production stérile.

(19) Gini, « Pathologie Economique », Scientia, 1923, p. 197.

CHAPITRE IV

LA LOI DU MOINDRE EFFORT

Cette loi n'a-t-elle pas été illustrée d'une façon saisissante au cours de la guerre par le développement des inventions et des usines de guerre ? La cause principale réside d'ailleurs dans le fait que cette guerre fut surtout une guerre industrielle, une guerre de matériel. Les conditions dans lesquelles se posait le problème économique de la guerre : produire beaucoup et vite, n'étaient cependant pas favorables pour donner une solution à ce problème, mais la rareté de la main-d'œuvre, par suite de la mobilisation générale a entraîné une substitution du moteur à la force humaine. L'outillage s'est perfectionné ; l'application de nouveaux procédés techniques a entraîné cette économie de main-d'œuvre et l'accroissement désiré de la production. Ainsi le développement du machinisme depuis 1914 a été la confirmation de la loi du moindre effort. Mais ce n'est pas le seul aspect de cette loi. A la guerre, il est démontré qu'une invention assure une supériorité momentanée au pays qui la détient ; le

pays ennemi travaille aussitôt à trouver l'invention qui annihilera les efforts de son adversaire. Ainsi non seulement dans le domaine des inventions la loi du moindre effort a joué, mais il faut voir encore l'action de cette loi pendant la guerre dans l'accroissement prodigieux du machinisme, dans la standardisation de la fabrication, la spécialisation dans les recherches et l'exécution.

Le journal « La Victoire Economique » (1), d'après les renseignements de l'Inspection du travail, donnait à la fin de la guerre les exemples généraux suivants, qui manifestent l'action de la loi du moindre effort dans la vie économique du pays.

- 1°. — Installation de turbo-alternateurs ;
- 2°. — Développement des pétrins mécaniques dans les boulangeries ;
- 3°. — Mise en service de machines américaines à grand rendement dans l'industrie textile pour remplacer les anciennes ;
- 4°. — Remplacement dans les ateliers métallurgiques des vieilles machines-outils par des machines automatiques anglaises et américaines susceptibles d'être confiées à des salariés non spécialisés ;
- 5°. — Création des monte-charges électriques et de moyens de transport mécaniques pour les fardeaux autrefois véhiculés à bras et dont les fem-

(1) Numéro du 16 Novembre 1918.

mes seraient aujourd'hui incapables d'opérer le déplacement ;

6°. — Fonctionnement de fours électriques assurant la fabrication des moulages d'acier et des aciers spéciaux ;

7°. — Installation de scies à chaud pour blooms avec table à rouleaux ;

8°. — Construction de ponts roulants ;

9°. — Ouverture de laminoirs à tôle actionnés électriquement ;

10°. — Mise en service de portiques roulants avec bennes à charbon électro-aimant.

Passons maintenant aux exemples concrets surtout en France.

La Chimie et la Guerre

Ce premier exemple peut être typique. Si les divers modes de production nous étaient connus dans certains cas (produits métallurgiques, substances explosives), par contre des problèmes nouveaux et imprévus se posaient, et dont la solution devait être nouvelle et rapide ; cette partie de la chimie nécessitait à la fois un effort d'invention et une mise en œuvre de procédés qui n'avaient eu jusqu'ici qu'une réalisation de laboratoire et non de production industrielle. Les principaux problèmes en cette matière furent ceux de la guerre des gaz, de l'aéronautique et du camouflage. En effet, avant la guerre, la concurrence et la supériorité de la chimie alle-

mande étaient très marquées (2). Beaucoup d'inventions allemandes nous étaient inconnues ; il fallut monter les usines ; dans certaines branches tout était à créer (3). C'est ainsi qu'au début de la guerre, on fut obligé d'importer le chlore d'Angleterre et d'Italie ; si « avant 1915 aucune usine en France n'était en état de faire du chlore liquide », en 1916, on mit en route une puissante usine produisant du chlore pour la Société chimique des Usines du Rhône. A Saint-Auban, une usine du groupe Péchiney, organisée en moins de huit mois produisit 15 tonnes par jour. En mars 1916, la Société du chlore liquide met en marche la principale usine à Pont de Chaix. En tout, onze usines furent créées, qui à la date du 11 novembre 1918, avaient produit 24.000 tonnes de chlore. On remarquera que, outre les usines précédemment citées, toutes se trouvaient dans les Alpes ou dans les Pyrénées (sauf deux) : Usine de Plombières St-Marcel (Haute-Savoie), usine de Baus-Roux (Alpes-Maritimes) usine du Roussillon (Isère), usine de Jarrie-Vizille (Isère), usine de Mancieux (Haute-Garonne). Toutes ces usines ont été ouvertes de mars 1916 à mars 1917.

Il en fut de même pour le brome et pour les

(2) Voir Grandmougin. L'Essor des Industries Chimiques en France. Dunod 1917. Moureu, La Chimie et la guerre. Masson, 1920.

(3) Voir le livre du Lieutenant-Colonel Reboul : La Mobilisation Industrielle. Tome I. Des fabrications de guerre en France de 1914 à 1918.

différents gaz de combat (Phosgène, Vincennite, Acroléine, Chloropicrine, Bromacétone, Sulfure d'éthyle dichloré (ypérite). L'effort d'invention, en cette matière, est doublement méritoire, car l'Allemagne connaissait notre infériorité au point de vue chimique. Nous ne parlerons pas ici de l'effort fait au point de vue des explosifs et de la métallurgie, car en ces matières l'invention fut relativement peu de chose en comparaison de celles qui furent trouvées dans la fabrication des gaz et dans l'aéronautique.

Il peut paraître au premier abord surprenant de voir que des rapports étroits existent entre la chimie et l'aéronautique. En effet, « toutes les pièces constituant les avions ou les dirigeables (métaux des moteurs, essences, huiles lubrifiantes, vernis, enduits des enveloppes de dirigeables et des ailes d'avions) ressortissent directement de la chimie, qui se trouve avoir une part considérable à la conquête de l'air. » (4)

Il en est de même de la photographie aérienne qui est un problème chimique.

Pendant la guerre la chimie s'occupa de la fabrication de l'hydrogène, de l'hélium. De même il fallut améliorer la fabrication des métaux pour les moteurs d'aéroplanes. On obtint des aciers présentant des qualités habituellement contradictoires (par exemple la dureté et la résilience). On obtint des

(4) Moureu. Ouvrage déjà cité, p. 86.

aciers au nickel chrome pouvant travailler au-dessus de 600°, pour la construction des soupapes d'échappement. De même le camouflage relève de la chimie et de la physique par l'emploi de nuages artificiels, et les combinaisons de couleurs variées imitant les paysages naturels. Les teintures étaient très peu fabriquées avant la guerre ; les Allemands avaient en cette matière un quasi-monopole. Là encore l'effort d'invention fut immense.

En ce qui concerne l'alimentation, nous avons eu pendant la guerre des exemples frappants principalement dans les procédés de conservation des denrées, de la congélation et du séchage.

Des méthodes nouvelles de fabrication du pain, lors de la réglementation des farines, empêchèrent les fermentations acides dues aux « farines bises ».

Voici quelques exemples d'inventions qui montrent que la nécessité a fait jouer la loi du moindre effort : mais c'est surtout dans le domaine de la grande industrie que nous allons étudier maintenant, que la loi du moindre effort s'est manifestée par le développement du machinisme, par la standardisation et la spécialisation.

Le Machinisme (5)

Il fallut se procurer un matériel nouveau,

(5) Voir sur ce point le volume déjà cité du Lieutenant-Colonel Reboul. T. I. La Mobilisation Industrielle.

il fallut surtout produire beaucoup et vite. Pour la fabrication des pièces de guerre nous avons fait venir des machines-outils d'Amérique, mais le procédé le plus nouveau fut celui de l'emboutissage des pièces.

Le machinisme devait présenter le double avantage d'accroître la production et d'employer moins de main-d'œuvre, puis d'entraîner la spécialisation dans les fabrications et le travail en série.

Nous n'avions pas pu développer le machinisme suivant nos désirs, parce que nous étions distancés avant la guerre par les concurrents étrangers dans la fabrication de machines-outils, et notamment par les Allemands.

La guerre devenant une guerre de matériel rendait cette crise encore plus aiguë ; c'est dans la fabrication de l'armement et des munitions que se sont fait sentir le plus nettement les résultats du machinisme. L'outillage du début fut remplacé par l'outillage moderne. C'est dans les résultats que nous pourrons contrôler le développement du machinisme.

La production journalière d'obus de 75 vides usinés en France passa de 10.000 en 1914 à 250.000 en 1917 ; par la suite, la mise en œuvre du matériel d'artillerie lourde réduisit la production et la consommation de projectiles de 75. En 1918, la production variait entre 150.000 à 200.000 obus par jour. Si

nous considérons les graphiques des productions (6) journalières moyennes pour les obus de 120 et de 155, nous voyons la production passer d'un chiffre voisin de 0 à 30.000 obus au milieu de Juillet 1917 (obus de 120) et de 50.000 à la même époque pour les obus de 155.

Le fait est encore plus frappant en ce qui concerne les obus de 370 et de 400. Le stock de munitions mis à la disposition des armées, passe de 1.000 au début de 1916, à 14.000 au moment de l'armistice (obus de 370), aux mêmes époques d'un chiffre voisin de zéro à 10.000 (obus de 400).

Enfin il fallut produire toutes les pièces et machines que les Allemands nous fournissaient avant la guerre (exemple les magnétos). Un effort industriel semblable se produisit grâce à l'extension des usines anciennes, et la création de nouvelles dans lesquelles l'outillage était très perfectionné.

La Standardisation

La guerre a eu pour effet de provoquer une application plus serrée de la standardisation (7) ; ce procédé de fabrication que l'on appelle aussi « Nor-

(6) Voir Léon Guillet et Jean Durand. *L'industrie Française*. Masson, 1920.

(7) Nous avons pris surtout nos exemples en France, mais il en fut de même en Allemagne : voir sur ce point Olphe-Gallard. *Histoire Economique de la guerre*, p. 232.

malisation », « Unification », a pour but l' « amélioration en qualité des types définis, unifiés en tant que forme ». L'effort de standardisation pendant la guerre fut d'abord un peu dispersé puis coordonné par la suite.

Dans la première phase, ce fut le consortium des marchands de fer français qui prit deux mesures très sages ; il simplifia les types des poutrelles et des profilés. La simplification des types facilita les prix des réparations et diminua les prix de revient ; pendant la guerre, les laminoirs durent fournir une production intensive ; le montage et le démontage des cylindres faisaient perdre beaucoup de temps, à tel point qu'on songea à répartir les laminés entre les différentes forges, de façon à leur assurer une fabrication presque continue. Après une réduction du nombre de profilés, le consortium des marchands de fer demanda au Ministère de l'Armement de restreindre le nombre des dimensions à demander aux laminoirs français. C'est ainsi que les dimensions de profilés ronds furent ramenés de 491 à 30, les profilés carrés de 35 à 17, les profilés plats de 471 à 81. Les T simples de 58 à 15. Auparavant les types de poutrelles avaient été ramenés à une quarantaine ; on obtenait ainsi l'interchangeabilité des pièces, un approvisionnement plus facile des magasins, et une rapidité, une simplicité de production appréciables.

M. Carlioz dans son rapport sur la sidérurgie à la 1^{re} Section du Comité Consultatif des Arts et Ma-

nufactures démontre comment par l'unification des profilés on pouvait obtenir une réduction importante d'outillage ; il prenait ses exemples dans les chemins de fer ; sur six Compagnies de Chemins de fer, trois employaient des rails à patin, les trois autres des rails à double champignons. « Pourquoi encore, écrivait-il, les trois premières compagnies ont-elles chacune une série spéciale de rails à patin, et les trois secondes, chacune une série différente de rails à double champignon ? Si les rails des voies ferrées en France ne se faisaient plus que suivant deux séries de profilés au lieu de six, l'importance de l'outillage nécessaire pour leur laminage serait immédiatement diminuée des deux tiers ». M. Carlioz prenait comme second exemple plus typique encore celui des ressorts de suspension des tenders, locomotives et wagons : Nous n'entrerons pas dans l'énumération donnée.

M. Charpy dans un autre rapport demanda la standardisation des cahiers des charges pour la raison que les administrations compliquent les épreuves et les essais, « sans plus de souci de la logique que du prix de revient. »

Des organismes indépendants étudient aussi l'unification des types. En mars 1918, c'est la Conférence Internationale pour l'unification de l'aéronautique ; c'est la Commission des chemins de fer du Ministère des Travaux Publics ; c'est le Congrès du Génie Civil, ainsi que de nombreuses chambres

syndicales (boulonnerie, décolletage, automobiles, etc...).

Tous ces efforts furent coordonnés, une nouvelle phase s'ouvrit en 1918. Sur la proposition du Ministère du Commerce, le Gouvernement créa, une commission des cahiers des charges des produits métallurgiques, une commission des cahiers des charges des matériaux de construction autres que les produits métallurgiques. Enfin le décret du 10 Juin 1918, créa l'organisation de coordination générale : la Commission permanente de Standardisation. Le but proposé fut d'unifier les produits servant à un même usage, de limiter le nombre des différents types et d'élever le niveau des qualités demandées. Le résultat des travaux de la Commission devait être mis en œuvre par les grandes administrations, par tous les services publics, toutes les affaires industrielles ayant un monopole ou une garantie d'intérêt. Des rapports furent présentés dont les deux principaux portaient sur l'unification des rails et profilés, ainsi que l'unification de la rédaction des cahiers des charges français.

Ces résultats auraient dû permettre une spécialisation plus grande entre les usines françaises, mais si cette spécialisation ne réussit pas parfaitement, c'est parce qu'il n'existait pas un organe centralisateur, un Comptoir général de vente en commun groupant tous les producteurs de la métallurgie *dans le sens de l'intégration*. Néanmoins nous devons

noter que la *spécialisation* à l'intérieur de l'usine s'est développée d'une façon plus nette, au cours de la guerre.

C'est ainsi que nous allons étudier les rapports entre la science et l'industrie, c'est-à-dire entre le laboratoire et l'usine, la séparation très nette entre la production et le contrôle.

Nous envisageons simplement des laboratoires industriels privés. Pendant la guerre, à côté des laboratoires anciens (St-Jacques à Montluçon, Le Creusot, St-Chamond, Imphy, les usines de Dion), les usines d'Ugine et Citroën étudièrent les phénomènes de trempe, de résilience des aciers spéciaux, qui eurent pour résultats un degré de perfection dans la technique de fabrication. L'enjeu de la lutte animant tous les esprits permit une collaboration étroite entre le laboratoire et l'atelier ; l'étude expérimentale en laboratoire permit de transporter les solutions obtenues dans la pratique, sans perte de temps et surtout sans laisser aux exécutants une indétermination dans la réalisation et dans les résultats.

Mais la partie dans laquelle la spécialisation se développa le plus, fut celle des *contrôles* et des *essais*. En effet pendant la guerre il fallait produire en vitesse et en grande quantité, mais en même temps, il fallait donner toutes les garanties nécessaires aux produits livrés. On appliqua le procédé du contrôle individuellement à chaque pièce finie.

Pour arriver à rendre ces opérations possibles, on adopta des jeux de jauges et de calibres de vérification ; des machines furent établies pour les mesures de dureté ; on arriva ainsi à vérifier un à un les projectiles livrés aux armées.

Le contrôle était entièrement indépendant de la fabrication, en ce sens que le contrôle n'était pas fait par l'exécutant. On employa la main-d'œuvre féminine qui rendit dans cette branche des services excellents, parce qu'elle avait des qualités qui s'adaptaient particulièrement à ce travail.

Tous ces exemples viennent illustrer la loi du moindre effort qui, comme presque toutes les lois économiques, se trouve au début dans un milieu où son action paraissait nulle ; mais l'organisation reprit rapidement le dessus. Les chiffres et les faits le montrent clairement. Essayons de voir si la loi des débouchés nous apportera les mêmes conclusions.

CHAPITRE V

LA LOI DES DÉBOUCHÉS

« Souhaiter de la prospérité aux autres peuples, c'est à la fois chérir et servir son pays. »

J.-B. SAY (Cours d'Economie Politique
Tome I, p. 343.)

« En dépit des apparences, les intérêts de l'humanité sont harmoniques. »

BASTIAT.

L'étude de la loi des débouchés fera encore mieux ressortir le jeu des différentes lois économiques au cours de la guerre et surtout de l'après-guerre ; la loi des débouchés étudie en effet les mouvements commerciaux nationaux et internationaux, or la guerre a eu pour effet de bouleverser le commerce international au détriment des belligérants d'une part, au profit des neutres, d'autre part. Une telle situation n'était pas favorable au libre échange et entraîna une recrudescence générale du protectionnisme, principalement aux Etats-Unis et dans les nouveaux Etats de l'Europe. Ce fut une conséquence fatale de la guerre : l'exportation européenne durant quatre années fut inexistante ; des pays comme les Etats-Unis, le Japon, profitèrent de cet état de choses pour conquérir les marchés que laissaient libres les belligérants. D'autres pays, comme les Etats de l'Amérique du Sud en profitèrent pour monter des industries nouvelles, pro-

duisant ainsi ce qu'ils achetaient avant 1914 à l'extérieur ; après la guerre, les tarifs douaniers de la plupart des pays eurent pour but de protéger une situation qu'avait créée l'état de guerre en Europe. Au lieu de laisser les lois économiques régulariser les échanges, chaque pays ferma ses frontières aux marchandises étrangères. De nombreuses contradictions économiques que nous signalerons furent le résultat d'une telle politique.

I. La Loi des débouchés dans une Economie fermée.

L'Allemagne et la loi des Débouchés depuis 1914

Pendant la guerre, le cas de l'Allemagne semble avoir apporté à cette loi un démenti. Comment un pays qui avant la guerre (année 1912) exportait et importait pour un chiffre total de 20.800 millions de marks dont 10 milliards de marks (exportation) et 10 milliards 800 millions de marks (importation) a-t-il pu modifier son économie interne au point de réaliser un système d'économie fermée ? Pendant la guerre nous avons vu l'Allemagne isolée vivre cependant, mais n'est-ce pas au prix d'une réglementation à outrance et surtout au détriment de ses forces internes et de ses énergies humaines. Les contempteurs de l'Economie Politique avaient pris un fait immédiat pour soutenir leur attaque, ils n'ont pas examiné les résultats et les conséquences de ce fait. C'est l'étude que nous allons entreprendre.

L'Allemagne avant 1914 vivait grâce à un courant d'échanges important ; elle achetait des produits alimentaires et des matières premières ; elle vendait des articles manufacturés ; en 1912 on pouvait dresser le tableau suivant :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Matières premières	5 milliards	1.500 millions
Objets demi-maufacturés ..	1.200 millions	1.100 millions
Objets manufacturés	1.500 millions	6.400 millions
Matières alimentaires	2.800 millions	1 milliard
Bétail	300 millions	
Total	10.800 millions	10 milliards

Il résulte de ces chiffres que l'Allemagne avait besoin de produits agricoles et de matières premières. Pendant la guerre, elle va être privée de la presque totalité de ses importations. En effet, si nous prenons en 1913 la valeur des importations en Allemagne par les Alliés (non compris les Etats-Unis) nous obtenons les chiffres suivants :

	MILLIONS DE MARKS
Russie	1.470
Grande-Bretagne	876
France	584
Indes Britanniques	542
Italie	318
Australie	306
Afrique Britannique	222
Canada	64
Japon	47

Soit un total de 4.429 millions de marks.

Les Allemands ont dû accomplir un véritable chef-d'œuvre d'organisation méthodique et de restrictions pour parer au déficit provenant de la rupture des relations commerciales et au déséquilibre créé par le non-fonctionnement de la loi des débouchés.

En effet, les Allemands ont eu à faire face, d'une part à un déficit de produits alimentaires principalement le seigle, le blé, l'orge, l'avoine, d'autre part à un déficit de produits nécessaires à l'industrie : la laine, le coton, la soie, le jute, le caoutchouc, les métaux et les matières grasses (1).

Cette dépendance vis-à-vis des nations étrangères ne permettait l'institution d'une économie nationale pour l'Allemagne qu'au prix de privations risquant de nuire gravement à l'état sanitaire et au développement normal de la nation entière.

Tout en tenant compte du jeu de la loi de substitution (2), en définitive, l'Allemagne a été gravement atteinte par le non-fonctionnement de la loi

(1) Voir sur ce point Comt. M. : L'Arme Économique des Alliés. Le Fait de la Semaine, n° 14, 9 mars 1918, Grasset.

(2) Voici quelques exemples de la loi de substitution : Le procédé industriel de la fabrication de l'azote atmosphérique qui affranchit l'Allemagne de l'importation des nitrates ; l'emploi de matières premières indigènes au lieu de pyrites pour la fabrication de l'acide sulfurique ; les filés de jute remplacés par ceux de papier, l'exploitation industrielle des orties comme textile ; les huiles légères produites par la distillation du goudron furent transformées par des procédés spéciaux en huiles de graissage. Voir sur ce point la II^e Partie du livre de M. de Tarlé : La préparation de la lutte économique par l'Allemagne. Payot, 1919.

des débouchés. En se rapportant aux années prospères les Economistes allemands ont cru pouvoir tenir facilement ; ils oubliaient que l'Economie de guerre est une machine très délicate à faire fonctionner et où les répercussions en un point ébranlent rapidement toute la machine.

*Les Effets de la Guerre sur la Consommation
et la Population allemandes (3)*

Ce ne fut pas seulement sous la pression de la nécessité que les Allemands organisèrent dès le début de la guerre leur vie économique au point de vue des matières premières, alimentaires et industrielles.

Déjà au mois de mai 1914, les représentants de l'industrie, de l'agriculture et du commerce avaient tenu un Comité secret sous la présidence du docteur

(3) Voir sur ce point : Allix : L'Economie de guerre allemande. Cours de Doctorat 1922-1923.

Reinach : La Législation Economique allemande pendant la guerre. Imprimerie Nationale, 3 volumes 1916-1917 et 1918.

Rapport de M. Louis Marin. (Chambre des Députés, n° 4802, 1918).

André E. Sayous : Les Effets du Blocus Economique de l'Allemagne, Payot, 1915. Consett et Daniel : Le triomphe des Forces Economiques 1914-1918, Sociétés d'Editions géographiques, maritimes et coloniales 1924. Articles du Lieutenant-Colonel Reboul dans le « Temps », Janvier et février 1925 : L'organisation de la lutte économique en Allemagne de 1914 à 1918. Nous devons enfin à l'obligeance de MM. Girard et J.-L. Puech d'avoir pu consulter les Etudes Economiques faites pendant la guerre par le Service de l'Information Diplomatique du Ministère des Affaires Etrangères sur l'Economie de guerre et la vie économique allemandes.

Delbruck, ministre de l'Intérieur, pour examiner la création d'un état-major économique chargé de préparer la mobilisation économique ; mais rien ne fut fait, et à la déclaration de guerre il fallut monter une organisation économique. Par suite de l'entrée en guerre de l'Angleterre, l'Allemagne allait presque se trouver dans la situation d'une « forteresse assiégée ». Mais le blocus économique ne fonctionna pas immédiatement, il ne fut sérieusement appliqué qu'à partir du milieu de l'année 1915 et encore avec des dérogations pour les pays neutres (4). C'est ainsi que l'état de demi-blocus de la première année de guerre permit à l'Allemagne de compléter son ravitaillement, et de mettre sur pied une organisation économique adaptée à la situation dans laquelle elle se trouvait.

On a beaucoup reproché aux Economistes d'avoir sous-évalué la faculté de résistance d'un pays, mais ce que nous venons de voir, au sujet du blocus de l'Allemagne, n'est-il pas une preuve de la légèreté des attaques ; les journalistes ont parlé du blocus économique (ou plutôt c'était leur formule) de l'« encerclement économique de l'Allemagne » ; dès 1914, ils en discutaient tandis que la réalisation des mesures de blocus était encore à l'état de projet. L'attitude des Alliés s'explique par les raisons sui-

(4) Voir sur ce point l'ouvrage déjà cité de Consett et Daniel, notamment de la page 233 à 288, les statistiques scandinaves officielles du Commerce extérieur.

vantes : la croyance à une guerre courte, le désir d'éviter des mesures de représailles de la part des neutres. M. Victor Boret, dans un article de la « Nouvelle Revue » (15 mai 1917) sur le blocus, s'appuyant sur les déclarations de lord Robert Cecil et de M. Denys Cochin, répondant aux interpellations du commandant Bellais à la Chambre des Communes, et de M. André Tardieu à la Chambre des Députés, écrivait : « On ne pourra savoir que plus tard, lorsque les archives de la présente guerre seront accessibles aux historiens, combien le désir de ne pas froisser les intérêts des neutres fut pour les Alliés un empêchement d'organiser rapidement un blocus véritablement strict et nécessaire ». Il est facile de comprendre que l'attaque précitée contre l'Economie politique à propos de l'erreur de la capacité de résistance d'un pays comme l'Allemagne ne porte pas. Ce qui est certain, c'est que par suite de la durée de la guerre et de l'application plus stricte du blocus, l'état sanitaire allemand fut gravement compromis ; malgré la création d'organismes de centralisation et de répartition, qui devaient suppléer à l'insuffisance de la production intérieure, la loi des débouchés se fit cruellement sentir. Les ruptures des anciens courants d'échanges prouvèrent par leurs répercussions que l'Allemagne ne pouvait pas se suffire à elle-même.

Les faits montrent, en effet, que la gêne en Allemagne fut d'ordre matériel parce qu'elle n'a pas

pu se procurer des marchandises en quantités suffisantes provenant de l'extérieur. Ce qui lui fit le plus défaut ce fut les matières premières qui ne pouvaient pas être remplacées par des succédanés. C'est pour cela qu'une longue guerre d'usure devait effriter ses forces vives et modifier son régime normal d'alimentation par suite d'insuffisances matérielles, qui se sont fait sentir dès la fin de 1915.

Les Conséquences des Restrictions

La politique alimentaire allemande passa, pour presque tous les produits, par une action sur les prix, puis ensuite par le rationnement des denrées, régime complexe entraînant une multiplicité d'organismes créés les uns sous la pression de la nécessité, les autres pour compléter le système de taxation. En effet, la taxation va à un échec si elle n'est pas générale, car il s'établit un déséquilibre entre les prix des matières taxées et celles non taxées ; bien plus, il faut même, dans le cas de la taxation générale, que les prix de toutes les denrées soient dans un rapport d'équilibre entre eux, rapport presque impossible à établir. Mais si la taxation protège le consommateur, elle restreint d'autre part le marché. La demande dépasse l'offre ; il faut alors soumettre au rationnement tous les individus si l'on veut que les moins riches puissent avoir aussi les produits de première nécessité.

En mars 1915, les Allemands espérèrent permettre la levée du rationnement en enregistrant les

pronostics de la récolte future en céréales et en pommes de terre, mais la récolte fut trop insuffisante. En même temps, le manque de fourrage, entraînant l'abattage progressif du troupeau, nécessite par l'ordonnance du 28 octobre 1915, deux jours sans viande, sans graisse, et un jour sans viande de porc ; la hausse des prix détermina un mécontentement violent de la part des classes ouvrières et notamment des familles de mobilisés ; ce furent les manifestations dans les rues de Berlin, de Leipzig. La situation était devenue critique, et pour les raisons suivantes : les stocks de marchandises diverses existant à la déclaration de guerre s'étaient épuisés progressivement malgré la contrebande des neutres ; de plus, l'Allemagne en réduisant dans une large mesure son troupeau de bœufs, de porcs, de chevaux, ne pouvait pas le reconstituer en un an comme une récolte.

D'autre part, le rendement des récoltes allemandes fléchissait par suite du manque d'engrais (nitrates et phosphates) (5). Enfin la mobilisation devait raréfier la main-d'œuvre, malgré l'appoint

(5) Annuaire statistique de la France, 38^e volume 1922 (Allemagne, p. 220 * et suiv.) Rendement par hectare (en quintaux) :

	FROMENT	SEIGLE	ORGE	AVOINE
1913	25,6	19,1	22,2	21,9
1914	19,9	16,6	19,8	20,6
1915	19,2	14,3	15,3	13,0
1916	18,8	14,9	18,3	19,4
1917	18,3	12,6	12,8	10,4
1918	17,1	13,9	15,5	14,3

fourni par les prisonniers. Notre situation intérieure était presque semblable, mais nos importations de plus en plus importantes nous permettaient de combler les déficits.

La situation était tout autre en Allemagne ; si la loi des débouchés ne fonctionnait plus, son non-fonctionnement n'entraînait-il pas des conséquences terribles pour l'Economie interne de l'Allemagne ? Une preuve évidente se trouve dans le but essentiellement économique de l'expédition balkanique décidée par l'Etat-major allemand, expédition dont les résultats ne confirmaient pas entièrement les espérances, mais qui eut pour effet d'atténuer la situation critique dans laquelle se trouvaient les Empires centraux (6).

Les Vivres et les Fourrages. — Le rationnement en pain, organisé dès 1915, permettait de faire la soudure entre les récoltes, mais il équivalait à une réduction de plus d'un tiers de la consommation normale (soit 200 à 225 grammes de farine par jour et par habitant par rapport à 340 grammes avant la guerre). Un supplément de 500 grammes de pain par semaine était alloué aux ouvriers se livrant à des

(6) Voir sur ce point : les clauses économiques du Traité de Paix germano-russe, du Traité économique du 7 Mai 1918 entre l'Allemagne et la Roumanie, du Traité entre l'Ukraine et la Quadruplice (Ministère des affaires étrangères. Information Diplomatique. Etude n° 903-929).

Voir aussi sur ce point : Erich Ludendorff : documents du G. Q. G. allemand sur le rôle qu'il a joué de 1916 à 1918. 2 volumes, Payot, 1922.

travaux pénibles, soit 600.000 personnes profitant de ces mesures, pour Berlin. Par suite de la rareté et de la cherté de tous les autres objets de large consommation, à la session du Reichstag de 1916, les représentants demandèrent une augmentation de la ration de pain, mais le Gouvernement refusa de donner satisfaction en invoquant le résultat du recensement de la récolte.

Le pain ne fut pas vraiment le point faible du ravitaillement allemand, mais plutôt l'insuffisance de fourrages. L'Allemagne importait, en temps de paix, 40 0/0 de sa consommation de fourrages et seulement 10 0/0 de sa consommation de farine. Le déficit de fourrage obligea l'Allemagne à abattre une grande partie de son troupeau et elle ne put le reconstituer par suite de la pénurie de fourrage pour nourrir les jeunes têtes. C'est pourquoi, dès le mois d'octobre 1914, on prévoyait une réduction considérable du troupeau allemand et une sérieuse disette de viande, de beurre, de lait et de saindoux. Ce fut par là que l'Allemagne fut vraiment atteinte dans ses forces vives. Faute de fourrages, l'Allemagne ne put refaire son troupeau de porcs décimé de février à mai, par l'application du décret du 25 janvier 1915, ordonnant des abattages. Faute de fourrages, elle abat ensuite son troupeau de vaches, de bœufs et de veaux. Par suite, la viande de bœuf et de veau remplaça dans la consommation et la fabrication des conserves la viande de porc. Ainsi le

résultat de cette Economie fermée fut la destruction partielle du troupeau de bovins et de porcs. Au 1^{er} décembre 1914, on avait recensé 25 millions de têtes, au 1^{er} octobre 1915, 20 millions, au 1^{er} avril 1915, 16 millions 1/2 ; ce chiffre était le résultat de l'application du décret du 25 janvier 1915, prescrivant les abattages. Si l'on compare cette situation avec celle du temps de paix, on voit que l'Allemagne consommait en un an 18 millions de porcs ; en 6 mois, du temps de paix, elle élevait plus de 9 millions de porcs ; de mai à novembre 1915, 3 millions 1/2 seulement. Ainsi l'élevage a considérablement décru, non seulement en nombre, mais aussi en qualité, faute de fourrages albumineux (maïs). Le résultat définitif pour le troupeau allemand fut une augmentation d'abattages de bovins et un fléchissement du nombre de porcs abattus ; la cause réside bien dans le manque de fourrages.

Prenons les chiffres : A Berlin, pendant le mois d'octobre-novembre 1915, on a abattu, dans les seuls abattoirs municipaux, 53.000 bœufs et vaches alors que pendant toute l'année 1913 on n'en avait abattu que 93.000. Pendant les onze premiers mois de 1914 à 1915, les chiffres représentant les vaches et génisses sur le marché de Berlin, furent les suivants :

11 premiers mois de 1914.....	50.000
— — — 1915.....	150.000

Cette proportion ne se retrouvait pas aussi forte sur les marchés de Munich, Cologne, Francfort, Essen, sans cela le troupeau allemand de vaches aurait été complètement décimé, néanmoins, cette réduction du troupeau compromit non seulement l'élevage et le ravitaillement en viande, mais aussi le ravitaillement en lait et en laitage (beurre et fromages) ; cette situation provoqua une disette sérieuse de lait et de beurre dans les villes allemandes, disette rendue plus grande par suite du manque de fourrages favorisant les rendements en lait (son, tourteaux, farine de maïs). Une ordonnance du 4 novembre 1915 autorisa la création de cartes de lait au profit des jeunes mères, des nourrissons et des malades. Certaines villes établirent des cartes de beurre. Enfin l'ordonnance du 28 octobre prescrivit les « deux jours sans viande et sans graisse ». Mais cette décision fut mal respectée. Des provisions furent faites, par les classes aisées, la veille des jours sans viande et sans graisse. Les classes pauvres ne consommaient, pour ainsi dire, plus de viande. Aussi, les socialistes, puis les progressistes, les nationaux-libéraux préconisaient-ils l'institution des cartes de viande, de saindoux, de beurre, de margarine, sur le modèle de la carte de pain.

Le rationnement. — La rareté des produits impliquait le rationnement ; les moyens à employer pouvaient être la hausse des prix, d'où la restriction de la consommation, ou la réquisition et la réparti-

tion au moyen de cartes. Jusqu'en 1916, l'Allemagne se borna à édicter les *prix maxima* ; en décembre 1915, ils furent fixés à Berlin pour presque tous les objets essentiels d'alimentation : viande de porc fraîche ou conservée, saucisse, poisson, gibier, légumes, beurres, saindoux, etc...

Mais l'établissement des prix maxima ne donnait pas une solution à la crise alimentaire car la hausse du prix de la vie tenait à l'insuffisance des approvisionnements, ils pouvaient même l'aggraver en décourageant les producteurs. Les paysans s'abstiennent de paraître au marché dès que le prix maximum entre en vigueur ; ils renoncent aussi à produire , et à faire l'élevage, s'ils ne retrouvent pas dans leur prix de vente leur coût de production.

De là est né en Allemagne un conflit intérieur entre la population rurale et la population urbaine. La ville accusait la campagne de retenir les vivres ; les agriculteurs répondaient que malgré leurs efforts ils ne pouvaient ravitailler les villes à un prix raisonnable. Le Gouvernement prit, dans ce débat une attitude d'abord équivoque, mais plutôt « agrarienne » ; il affirmait que la crise alimentaire était simplement une crise de répartition et qu'elle avait sa cause dans une imparfaite distribution des stocks ; cette affirmation était vraie en partie, mais la crise avait sa cause principale dans *l'insuffisance des stocks*, insuffisance due à l'Economie fermée du pays et à l'impossibilité de se ravitailler à l'étranger.

L'insuffisance des stocks. — Le disponible des récoltes de fourrage 1915-1916 fut inférieur à celui de 1914-1915. La sécheresse rendit la récolte de foin très mauvaise en 1915-1916 ; le seigle dût être réquisitionné dès la récolte la même année et réservé exclusivement à la fabrication du pain ; on réduisit le blutage des farines de froment et de seigle de 82 o/o à 75 o/o, les quantités de froment et de seigle à moudre furent inférieures à celles de la première année de guerre (11 millions de tonnes), en 1914 : 14 millions 1/2 de tonnes. La quantité de son en 1915-1916 fut aussi inférieure à celle dont l'Allemagne disposait en 1914-1915. Pour l'orge, les tourteaux, le maïs, par suite du blocus, le ravitaillement fut moindre qu'en 1914-1915. Pour le sucre, les ordonnances destinées à atténuer la crise entraînèrent une récolte déficitaire. C'est ainsi qu'en 1915-1916, la consommation du sucre fut réservée à l'alimentation humaine, et non aux animaux. Or en 1914-1915 les fourrages dits « fourrages sucrés » et la mélasse jouèrent un grand rôle dans l'alimentation du bétail ; ce succédané disparaît en 1916, par suite de l'insuffisance de stocks et de production. La récolte de pommes de terre en excédent ne compensait pas le déficit des autres récoltes.

Pour les produits industriels (cuivre, nickel, étain, pétrole) l'Allemagne dépendait de l'étranger. En ce qui concerne le cuivre pour une consommation de 8.700 tonnes, la production n'atteignait que

5.000 tonnes ; si l'Allemagne put au début se suffire à elle-même ce fut grâce au stock de cuivre qu'elle avait et à celui de Rotterdam, (7.400 tonnes) ; puis en 1916, ce fut la collecte de cuivre insuffisante, et l'on sait combien le défaut de cuivre gêna le ravitaillement allemand en munitions.

Même situation pour le coton, le jute, le lin, le chanvre, la laine, le caoutchouc, le liège. Notons que les services des stocks allemands ne purent fournir à l'industrie les matières que grâce aux réquisitions prélevées dans les pays occupés (Nord de la France, Belgique, Balkans, Roumanie, Russie). C'est ainsi, par les restrictions et les réquisitions à l'Etranger, que le ravitaillement allemand a pu s'approvisionner.

Cette situation a été rendu de plus en plus critique par le blocus économique.

Nous avons vu que ce ne fut qu'à partir de 1916-1917 que le blocus fut mis réellement en vigueur ; grâce aux neutres (7) l'Allemagne parvint à constituer des approvisionnements pendant la première année de guerre. Malgré cet appoint, dès la fin de 1915 et dans les deux premiers mois de 1916, c'est l'apparition des cartes de viande et de sucre, de pommes de terre, de pain, de lait, de saindoux, d'œufs, de savon, de café, de pétrole, suivant les Etats et les

(7) Voir Consett et Daniel (ouvrage déjà cité).

villes, puis le système des cartes s'unifia par la force des choses. Les citadins furent les plus atteints dans la réglementation ; de là surgit un conflit entre les consommateurs urbains, les agriculteurs et les intermédiaires. Malgré l'organisation alimentaire allemande, les conséquences de la disette et des prix maxima furent endurées par la classe ouvrière et surtout par la petite bourgeoisie. En septembre 1916, la hausse des prix s'éleva pour la viande à Berlin à 200 o/o, pour le beurre à 100 o/o, pour les œufs, à 350 o/o. Le beurre passe en 1914 de 1.27 la livre à 5,20, le café passe de 1,50 la livre à 5 marks, le cacao passe de 4,20 la livre à 6 marks, le pain de savon passe de 0,40 à 1,50.

Les salaires des ouvriers augmentèrent aussi, mais si la cherté était supportable, la disette empêchait les ouvriers d'acheter les produits qui n'étaient vendus que par petites quantités (les œufs à raison d'un par quinzaine et par tête, le beurre à raison de 75 grammes par semaine et par tête). Les réclamations et les plaintes qui furent enregistrées par les journaux à cette époque proviennent d'habitants des grandes villes. Le blocus agissait de plus en plus en 1916-1917, la soudure entre les récoltes était très difficile à faire ; tandis que la récolte de 1915 fut très belle, celle de 1916 fut, faute de soufre, très médiocre. A partir de l'entrée en guerre des Etats-Unis, les Empires Centraux ne purent plus compter que sur eux-mêmes ; le déséquilibre de leur Economie

fermée apparut à leurs yeux ; l'œuvre du blocus avait été lente et longue, elle aurait pu être plus immédiate si les Alliés avaient pris des mesures solidaires rapides, énergiques et complètes, mais elle avait abouti enfin à l'usure la plus redoutable pour un peuple, l'usure physique et morale de la population.

L'Usure en Hommes et l'Etat Sanitaire. — Dans tous les pays belligérants la guerre a exercé une influence perturbatrice plus ou moins profonde sur le mouvement de la population, même si l'on met à part les pertes d'hommes subies par les armées ; c'est ainsi que la morbidité, la mortalité qu'on était habitué à ne voir soumises qu'à des fluctuations très lentes se sont brusquement et profondément modifiées. Ce phénomène a été particulièrement sensible chez les peuples, tels que le peuple allemand et ses alliés qui, durant quatre années furent engagés avec le plus d'activité dans les opérations militaires, et qui en même temps souffraient à l'intérieur des privations imposées par la diminution de leur production propre et par le blocus des alliés.

La Natalité. — La guerre, commencée au mois d'Août ne pouvait avoir aucune influence sur le nombre des naissances de l'année 1914, aussi ce nombre des naissances de l'année 1914, ne présente par rapport à celui de 1913 (1.838.750) qu'une faible diminution, il atteint 1.820.250. Pour les années suivantes, les seules statistiques authentiques

sur lesquelles on puisse s'appuyer sont celles que publiait chaque semaine, pour les principales villes, l'office sanitaire impérial allemand, cette publication cessa d'ailleurs de paraître dans la presse au début de 1918, sans doute en raison du découragement que pouvait causer la lecture de chiffres de plus en plus défavorables. D'autre part, les renseignements d'ensemble publiés dans la presse et apportés à la tribune du Reichstag présentent avec les précédents une concordance suffisante pour qu'on les admette comme l'expression de la vérité officielle, en ce qui concerne la natalité allemande. Ils se résument ainsi :

	Villes de plus de 200.000 habitants	Villes de 15.000 à 200.000 habitants	Localités de moins de 15.000 habitants	TOTAL
1914 ..	256.800	365.000	1.198.400	1.820.200
1915 ..	207.300	283.000	925.000	1.415.700
1916 ..	157.700	218.500	727.000	1.103.200
1917 ..	»	»	»	900.000 environ

Par rapport aux chiffres de 1914, la diminution ainsi constatée dans le nombre des naissances atteint 22 0/0 en 1915, et 39 0/0 en 1916. En 1917, elle s'élève à 50 0/0 environ.

Le déficit dû à la guerre atteint donc par rapport à la normale les chiffres suivants :

1915	364.000
1916	637.000
1917	800.000
Total	1.801.000

Les 1.801.000 enfants dont l'Allemagne se trouvait ainsi privée représentaient 35 o/o environ du nombre de ceux dont elle devait normalement attendre la naissance pendant la période triennale envisagée. Etant donné que normalement 72 o/o seulement des enfants nés vivants atteignent en Allemagne l'âge de 20 ans, on pourrait évaluer à 1.300.000 habitants environ le déficit qui résultera pour l'Allemagne vers 1935 ou 1940, de la baisse de la natalité pendant la guerre, mais la grande mortalité infantile que nous étudierons plus loin accentuera encore ce déficit, qui augmentait de plus en plus rapidement à mesure que la guerre se prolongeait. Les causes de ce déficit sont dues au nombre de soldats tués sur les champs de bataille ; à la diminution des mariages, à la restriction volontaire par suite des difficultés de l'existence et surtout de l'alimentation. Mais ce ne sont pas les seules conséquences de la guerre au point de vue ethnographique ; la Société Danoise pour l'étude des conséquences sociales de la guerre, dans l'ouvrage intitulé « Le Mouvement de la population pendant la guerre mondiale » estime que parmi la population âgée de 17 à 45 ans, il y avait en Allemagne avant la guerre, 1.005 femmes pour 1.000 hommes, et que cette proportion s'éleva pendant la guerre à 1.100 femmes pour 1.000 hommes.

Devant la crise de plus en plus inquiétante de la natalité, le Gouvernement allemand a cherché à

réagir ; en 1917 le Reichstag se préoccupait de la création d'un office impérial pour les questions relatives à la population. Les remèdes proposés pour combattre la dépopulation visèrent principalement les modifications à la législation en faveur des familles nombreuses, la lutte contre le malthusianisme et contre les maladies vénériennes qui se développèrent énormément pendant la guerre.

La Mortalité infantile. — Au début de la guerre le blocus n'ayant qu'une efficacité restreinte, la mortalité infantile se traduisit par un chiffre plus bas qu'en temps de paix : voici les statistiques d'après l'office sanitaire impérial allemand :

Mortalité infantile	1913		151	pour mille
—	—	1914		156 pour mille
—	—	1915		145 pour mille

Mais, en 1916, les restrictions alimentaires imposèrent à l'allaitement maternel des conditions défavorables, d'autre part la pénurie de lait aggrava encore plus fortement les difficultés de l'allaitement artificiel. C'est ce qui explique la recrudescence de la mortalité infantile qui passe, à Berlin (mois d'Octobre) de 9,25 pour mille en 1915 à 10,25 en 1916. Pour le mois de Juin, de 11,72 en 1916 à 13,52 en 1917 et la progression est analogue pour les autres mois. En Bavière, le nombre des décès d'enfants de moins d'un an représentait le tiers de la mortalité générale. D'après le professeur Liszt, la mortalité

infantile aurait atteint 40 o/o dans les campagnes, chiffre paraissant exagéré mais probable car il provient d'observations faites sur les enfants des villes envoyés à la campagne et élevés à l'allaitement artificiel parce que leurs mères ne pouvaient les nourrir elles-mêmes.

Les efforts pour combattre cette mortalité infantile furent faits par les œuvres d'assistance aux mères et aux nourrissons (consultations gratuites, « gouttes de lait », crèches); la Société de Protection des enfants en bas âge créa 800 centres d'assistance, pour atténuer les répercussions de la guerre sur l'état sanitaire des nourrissons.

L'Etat sanitaire général. 1° *Croissance des enfants.* — Le développement normal des enfants ne fut pas entravé de façon appréciable jusqu'en 1916, mais à partir de cette époque, l'Association allemande pour l'hygiène scolaire avoue dans ses rapports une diminution du poids moyen des élèves, diminution plus accentuée d'ailleurs pour les enfants de petits fonctionnaires et d'instituteurs que pour ceux de la classe ouvrière, et sensible uniquement dans les villes tandis que les enfants d'ouvriers se portaient bien. On attribuait en Allemagne cet état des enfants à l'augmentation extraordinaire des prix notamment pour les vivres dont la vente est libre et qui devenaient ainsi inaccessibles aux personnes vivant d'un revenu fixe; au contraire, les enfants des ouvriers profitant de l'augmentation des

salaires pouvaient se tirer d'affaire, grâce à des suppléments de vivres achetés pour compléter les rations. On constate par la suite une aggravation progressive de la situation ; de 1916 à 1917, la proportion des sujets examinés dont l'état de santé n'était pas satisfaisant passa de 4,9 o/o à 8,7 o/o pour les enfants ; de 4,6 o/o à 8,7 o/o pour les adolescents de 14 à 15 ans.

On enregistre aussi une fréquence croissante de la tuberculose que résume le tableau suivant :

Nombre de tuberculeux sur 100 sujets :

	ENFANTS	ADOLESCENTS
1915	1.07	1.51
1916	2.10	4.17
1917	2.35	4.90

La population des enfants anémiques, qui était en 1913 de 22,48 à l'entrée à l'école, s'élevait en 1917 à 25,50 o/o ; à l'âge de 15 ans elle passait de 21,74 à 31,20 o/o. Une enquête faite en 1917 dans les écoles primaires et secondaires de Strasbourg a révélé des retards de croissance qui ne s'étaient pas manifestés jusque là (taille inférieure de 2 o/o à la normale), la diminution de poids aurait atteint 500 grammes à un kilogramme, dans les plus basses classes des écoles primaires et jusqu'à 5 kilogrammes pour les élèves plus âgés.

Ces constatations, confirmées par les observations faites dans diverses autres régions de l'Allema-

gne inquiétèrent les autorités allemandes, non seulement sur le moment mais pour l'avenir. « Il est à craindre, écrivait un médecin inspecteur, que les troubles de la croissance auxquels se trouvent exposés les enfants et les jeunes gens pendant une longue période sous-alimentaire, ne puissent plus être réparés dans un avenir heureux ». Pour remédier à cet état de choses, on envoya à la campagne les enfants des villes pour des séjours plus ou moins prolongés.

2° *Tuberculose.* — Les difficultés de l'alimentation qui ont eu une influence fâcheuse sur le développement physique des enfants ont également contribué puissamment, avec une application moins rigoureuse de l'hygiène, et dans certains cas, avec un travail plus intense, au développement de la tuberculose dans la population adulte. En même temps, les fatigues de la campagne ont provoqué dans l'armée une extension de cette maladie.

3° *Autres conséquences du régime alimentaire défectueux.* — Par suite de l'insuffisance de l'alimentation, non seulement un certain nombre de maladies comme la tuberculose ont pris un développement anormal dans la population allemande, mais on a vu en outre apparaître des symptômes morbides inconnus jusque là. (Affections intestinales dues aux modifications apportées à la composition des aliments : principalement le pain de guerre. Trou-

bles fonctionnels du rein ; neurasthénie dont la fréquence aurait eu pour cause la sous-alimentation non moins que les deuils).

Enfin, on constate, tant au front qu'à l'intérieur une grande extension de l'artériosclérose.

On assista également à l'éclosion de maladies nouvelles dont la plus connue fut l'œdème de guerre signalé au cours des premiers mois de 1917, attribué à l'absorption d'aliments trop riches en eau, mais surtout au manque de graisse ; une maladie jusqu'alors inconnue fut dénommée la fièvre valhy-nienne, ainsi dénommée de la partie du front où elle s'est manifestée d'abord, ce fut une fièvre intermittente avec accès tous les 5 jours. Enfin, l'amaigrissement général de la population a été la conséquence naturelle du régime alimentaire défectueux auquel elle fut soumise. Alors que la ration alimentaire moyenne d'un adulte correspond à 2.700 calories par jour environ, on ne peut guère estimer à plus de 1.500 calories, la valeur physiologique des denrées dont pouvait disposer en 1917 un Berlinoïse, s'il recevait la totalité des rations qui lui étaient théoriquement allouées. En fait, une grande partie de la population **ne devait pas disposer de plus de 1.200 à 1.300 calories par jour**. Les médecins conseillèrent de se coucher tôt, de se reposer à midi, d'éviter tout effort inutile, de se couvrir de vêtements chauds, etc... Mais l'observation de ces prescriptions n'était guère compatible avec l'effort physi-

que demandé à une grande partie de la population allemande, notamment celle qui travaillait dans les usines de guerre ; la sous-alimentation provoquait ainsi une diminution de la capacité de travail.

Ainsi la sous-alimentation et le surmenage ont été les principaux facteurs de la destruction anormale des vies humaines dont a souffert la population civile allemande. L'Allemagne a été placée dans une situation particulière aux Empires Centraux isolés par le blocus allié de la majeure partie des centres d'importation ; les difficultés de ravitaillement entraînèrent les conséquences que nous avons examinées plus haut. N'est-ce pas une vérification de la loi des débouchés ?

Pendant la guerre, et c'est une équivoque que nous avons déjà notée dans notre première partie, les lois de l'Economie politique ont paru faire faillite parce que les anciennes conditions de leur fonctionnement avaient disparu ou s'étaient transformées, mais les lois de l'Economie politique agissent malgré les obstacles ; elles sont des lois de l'Economie de paix ; elles ne s'adaptent pas, ou elles ne peuvent pas s'adapter complètement à l'Economie de guerre, et alors leur non fonctionnement entraîne des conséquences défavorables pour les pays qui veulent les transgresser. L'exemple de l'Allemagne pendant la guerre en est une illustration. Nous venons de faire l'étude de cette loi sur une Economie fermée, étudions maintenant les effets de la loi des débouchés.

sur une Economie ouverte. Si le régime de l'Economie de guerre est désastreux pour l'Economie nationale de chaque pays, ne l'est-il pas encore plus pour l'Economie mondiale ?

II. La Loi des Débouchés en France et dans les Rapports Economiques Mondiaux (8)

« Les vérités acquises à la science économique, non seulement n'ont pu recevoir et n'ont reçu aucune atteinte des événements de ces dernières années ; mais l'application des principes qui s'en dégagent s'impose plus que jamais. »

Yves GUYOT.

Allocution prononcée à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de sa naissance. 25 octobre 1923.

Pendant la guerre, la plupart des dirigeants de la politique française ont proclamé qu'après l'armistice il allait y avoir en France un développement économique sans précédent.

Préparez-vous, disaient-ils aux industriels, à la conquête des anciens marchés allemands. Mais après l'expérience socialiste de la guerre, lorsqu'on annonça le retour à la liberté, liberté d'ailleurs bien

(8) Joseph Magnan, Essai sur la politique douanière de la France, Payot, 1919.

Robert Gouget, le Protectionnisme en France depuis la guerre. Thèse Paris 1922.

G. J. Gignoux, l'Après-guerre et la Politique commerciale. Armand Colin 1924.

relative, les producteurs s'aperçurent que la solidarité économique interalliée n'existait plus ; le change nous devenait défavorable ; l'égoïsme économique d'avant-guerre, entre nations, reprenait ses droits ; les industriels renoncèrent à affronter de nouveau individuellement les risques de la concurrence. Aux consortiums obligatoires, créés pendant la guerre, les industriels substituèrent le cartel : « Seules les organisations collectives pouvaient « assurer à la France l'avenir économique que la « victoire lui faisait espérer. Ce fut l'ère des grands « espoirs. Dans les discours officiels, dans la presse, « on entendait retentir l'hymne à la produc-
« tion » (9). Mais l'émission de papier-monnaie entraînait la hausse des prix et le triomphe des agriculteurs ; les consommateurs français réagissaient devant les hauts prix par l'abstention dans les achats ; la crise se déclanche sur notre marché intérieur ; alors notre industrie essaye d'exporter, puisque le marché français se dérobaît ; mais n'allions-nous pas dépenser, en vain, des forces déjà affaiblies par la guerre et surexcitées par des erreurs et des illusions économiques ?

Qu'était devenu notre commerce extérieur depuis 1914 ?

Le bilan des quatre années de guerre se soldait

(9) De Tarde et de Jouvenel, *La Politique d'aujourd'hui*, p. 12. *La Renaissance du Livre*, 1923.

par un chiffre d'importations dépassant de beaucoup celui des exportations.

Commerce extérieur de la France, en millions de francs :

ANNÉES	IMPOR- TATIONS	EXPOR- TATIONS	TOTAL
1914	6.402	4.869	11.271
1915	11.036	3.937	14.973
1916	20.640	6.215	26.855
1917	27.554	6.013	33.567
1918	22.301	4.723	27.024

Notre change aurait dû subir une dépréciation, mais la solidarité financière et le mécanisme des achats entre alliés permirent de le maintenir à un niveau en quelque sorte factice, voisin de la normale.

La loi des débouchés dont le change est l'expression arithmétique semblait ne pas fonctionner. Mais à partir de la signature du traité de paix, les trésoreries américaine et anglaise ne soutenant plus le franc, le jeu de la loi des débouchés, régit de nouveau le commerce extérieur. Le Gouvernement rapporte en partie les prohibitions générales d'importation et d'exportation ; les Comités chargés d'examiner les diverses demandes de dérogations disparurent ; la perception des surtaxes ad valorem, en sus des droits spécifiques, fut appliquée ainsi que les droits d'entrée sur l'avoine, l'orge, le maïs ; c'était le retour au néo-protectionnisme d'avant-guerre, toutefois, les prohibitions

d'entrée et de sortie subsistent pour certaines marchandises ; le 8 juillet 1919, les coefficients de majoration des droits spécifiques remplacèrent les taxes ad valorem.

Ces mesures furent la conséquence de l'inflation et de l'essai de réduction de notre dette vis-à-vis de l'étranger. En effet, la solidarité financière de l'Amérique, puis de l'Angleterre, a été rompue dès les premiers mois de 1919. Il fallut prendre alors conscience des réalités ; la loi des débouchés joua, les produits durent être échangés contre des produits ; nos importations entraînent une baisse encore plus accentuée de notre change. La réaction se produit : les achats à l'étranger diminuent, mais les producteurs français veulent vendre et vendre beaucoup à l'étranger, car les crédits de spéculation qui affluèrent de l'étranger en 1919 et 1920, pèsent lourdement sur notre situation économique et politique.

Notre industrie va donc exporter, mais nous ne sommes pas prêts, nous avons nos régions dévastées, la crise sociale de 1920, les conflits entre patrons et ouvriers, autant de facteurs contraires à une politique d'exportation.

Bien plus, notre effort pour conquérir les marchés extérieurs ne s'exerçait pas à un moment opportun ; depuis 1919, il règne, en effet, en matière de politique commerciale mondiale, une contradiction entre toutes les nations qui est une conséquence de la guerre.

D'une part, chaque pays veut faire de l'omni-production et s'enfermer dans un nationalisme économique ; d'autre part, chaque pays veut exporter et conquérir les marchés étrangers ; la guerre a forcé, en effet, les pays belligérants à transformer les industries de guerre en industries de paix, tandis que ceux qui ne prirent part à la guerre que tardivement ou pas du tout, créèrent, chez eux, pendant les années 1914-1918, une industrie nationale. Le commerce des nations belligérantes n'existant plus, il se produisit chez les peuples qui achetaient à ces nations des produits ou des matières premières, une crise économique ; pour y remédier, ils créèrent, à grands frais, des industries nationales, fabriquant ce que les belligérants ne pouvaient plus leur livrer. A la reprise des relations commerciales, il était inévitable de voir le protectionnisme régir les rapports commerciaux entre les nations, mais cette politique n'était pas faite pour faciliter la solution des problèmes.

L'étude d'une seule branche d'industrie va nous montrer combien la méconnaissance de la loi des débouchés risque d'entraîner une crise et un déséquilibre.

La Loi des Débouchés et l'Industrie Métallurgique

L'industrie métallurgique en est un exemple typique. Dès le début de la guerre, l'invasion alle-

mande dans les régions du Nord et de l'Est nous prive de 64 o/o de notre production en fonte et de 62 o/o de notre production en acier.

La guerre, en devenant une guerre de matière¹, obligea les belligérants à développer leur production de fonte et d'acier ; en France, on remit en activité les hauts-fourneaux éteints du Centre qui ne marchaient plus, à cause du coût élevé du prix de revient de leur production ; on développa les anciennes et on créa de nouvelles usines électrométallurgiques dans les Alpes ; ce fut la période où, suivant la juste observation de M. Robert PINOT, vice-président du Comité des Forges : « Le problème de la production n'était plus qu'un problème technique. La notion des prix de revient disparut. La question des salaires n'existait pas plus que celle des débouchés ; le patron a été éclipsé par l'ingénieur. » C'est ainsi que furent construits à la Société des hauts-fourneaux de Rouen, 120 fours à coke et deux hauts-fourneaux de 250 tonnes ; aux hauts-fourneaux de Caen, 42 fours à coke et deux hauts-fourneaux capables de produire 400 tonnes par 24 heures. Ces deux usines, après la guerre, furent mises dans une situation nécessitant un coût de production bien plus élevé que partout ailleurs, car leur charbon, venant d'Angleterre, leur revenait à des prix supérieurs, par suite du change, à celui payé par les autres usines, aux mines de charbon à proximité de ces usines.

M. Robert PINOT résumait ces faits dans cette idée : « De là cette industrie soufflée, artificielle, créée sans souci du prix de revient. Le même phénomène s'est produit, du reste, en tout pays. Le monde s'est couvert d'industries artificielles, c'est-à-dire qui n'ont aucun rapport avec les besoins réels, et qui sont condamnés par leur prix de revient. » (10).

En ce qui concerne la France, d'après les statistiques du Comité des Forges, il résulte que, pour la grande métallurgie française, 106 fours Martin furent mis en construction pendant les hostilités, ce qui correspondait à un accroissement de capacité de production de 100 0/0 par rapport à 1914, de 102 0/0 pour les convertisseurs, de 90 0/0 pour les fours électriques et de 105 0/0 pour les fours au creuset. Au total, l'accroissement de capacité de production était de 100 0/0 par rapport à 1914. Ce chiffre ne doit pas étonner, il s'explique très facilement car les hauts-fourneaux construits furent remarquables par l'ampleur de leurs dimensions (Rouen, Caen, Gisors, Le Pouzin) ; alors qu'avant la guerre, la capacité normale d'un haut-fourneau était de 200 tonnes avec une production annuelle d'environ 70.000 tonnes, pendant la guerre la capacité des hauts-fourneaux construits

(10) De Tarde et de Jouvenel, ouvrage déjà cité, page 78, Réponse de M. Robert Pinot, à l'enquête de M. de Tarde.

fut portée à 300 tonnes : hauts-fourneaux de la Société métallurgique de la Basse-Loire à Trignac (300 tonnes), hauts-fourneaux de Gisors (300 à 350 tonnes). Au moment où ils furent construits en 1917, les hauts-fourneaux de la Société Normande de métallurgie de Caen étaient les plus puissants d'Europe (type de 400 tonnes et pouvant produire jusqu'à 450 tonnes).

Lors de la rédaction du Traité, la métallurgie française, par l'intermédiaire du Comité des Forges, montra combien la situation qui allait nous être faite, risquait de nous être préjudiciable. Avec l'accroissement de la capacité de production des usines non envahies pendant la guerre, soit d'après M. Robert PINOT, 600.000 tonnes, avec la production de l'Alsace-Lorraine et de la Sarre, qui s'était élevée en 1913 à 5.241.000 tonnes de fonte dont 739.000 tonnes consommées à l'état de fonte et 4.502.000 tonnes transformées en acier, la capacité de production française arrivait à un total de 11 millions de tonnes de fonte. Or, cette capacité dépassait de beaucoup les besoins du marché intérieur. Le retour de la Lorraine et éventuellement celui de la Sarre provoquait une surproduction de la sidérurgie française (11).

(11) Voir sur ce point P. Grillet, *La Métallurgie du fer, Enquête sur la production française*. A. N. E. E. 1919, principalement la 4^e partie.

Brelet, *la Crise de la Métallurgie*, Sagot, 1923.

A la fin de la guerre, des métallurgistes firent remarquer que cette situation ne se produirait pas immédiatement, qu'il fallait tenir compte des destructions des usines métallurgiques dévastées ; la remise en état des usines du Nord et de l'Est allait exiger un temps assez long et ce ne serait qu'au bout de quelques années que les productions de ces usines feraient sentir leur influence sur la vie industrielle du pays.

Or, on reconstruisit immédiatement toutes les usines du Nord et de l'Est car elles bénéficient de leur position géographique par suite de la proximité soit du charbon, soit du minerai. De plus, le mécanisme de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages de guerre, était une véritable prime à la reconstruction. En effet, elle accorde le prix de remplacement en faveur de celui qui s'engage à remployer, et seulement une indemnité égale au prix de la valeur vénale d'avant-guerre pour celui qui ne le veut pas.

Les sociétés métallurgiques acceptèrent le remploi car elles espérèrent être dans une situation bien plus favorable que les usines de l'intérieur, en ce qui concerne leur coût de production, leur machinisme étant bien plus perfectionné et dans un état neuf par rapport à ces dernières.

On pourrait nous objecter que le problème des matières premières au point de vue de la grande

métallurgie française, n'ayant pas été complètement mis au point par le traité de paix, il allait en résulter une diminution de la production par rapport aux chiffres donnés plus haut.

Il est certain que la France qui aurait pu, si elle avait eu, après la guerre, les charbons et le coke en quantités suffisantes, développer sa production métallurgique au point de lutter avec la Grande-Bretagne et même les Etats-Unis sur les marchés mondiaux, vit sa métallurgie passer par une crise qui est, d'ailleurs, intimement liée au problème des réparations et à la rivalité commerciale de l'Angleterre.

Malgré tout, en 1919, la production de la métallurgie française dépassait la capacité d'absorption du marché français.

La crise de 1920, sous ses multiples aspects, réduisit le marché intérieur de la sidérurgie ; il fallait placer à l'extérieur cet excédent de production, mais notre expansion économique se produisait à un mauvais moment.

L'Allemagne reprenait déjà sa place sur les anciens marchés qu'elle approvisionnait autrefois ; elle bénéficiait de l'avantage à l'exportation que procure momentanément un change déprécié. Mais les pays hantés par l'idée des nations autonomes, tâchèrent de réaliser cette chimère en élevant devant les produits étrangers des barrières douanières, que

seul le commerce allemand pouvait franchir, grâce à la prime à l'exportation provenant de la situation de son change.

Sur les marchés extérieurs c'était à ce moment une concurrence effrénée. Les grands producteurs d'acier avaient, à leur tour, protégé leur marché par des droits de douane élevés et pratiquaient le dumping sur les marchés mondiaux, pour soutenir leurs industries de guerre, transformées en industries de paix.

Or, comme le notait très bien M. SCHELLE, dans sa communication du 5 octobre 1921, à la Société d'Economie politique, sur les « Aspects actuels du protectionnisme », ce système créait une politique de cherté à l'intérieur et une politique d'isolement malveillant à l'extérieur. Les ouvriers demandaient des augmentations de salaires qui provoquaient une hausse du prix de la vie ; les prix des denrées et des salaires montaient par à-coups. Cette instabilité des prix entraînait un état démoralisant dans le pays, la précarité des fortunes, la ruine automatique des rentiers, la perte de la notion du prix de revient et de la stabilité des cours dans l'avenir ; sur tous ces phénomènes économiques, le change déprécié ajoutait encore ses effets de déséquilibre ; c'était une « course éperdue », une « spirale montante », au bout de laquelle il y avait le gouffre financier : comme palliatifs, les ouvriers proposèrent la « nationalisation industrialisée des services pu-

blics », les industriels, la conquête des marchés extérieurs.

Mais dans tous les grands pays, des crises économiques et sociales semblables, bouleversaient leur économie. La France fut le pays qui résista le mieux à cette secousse, grâce à la répartition harmonieuse de ses forces économiques, que troubla cependant, en 1919 et 1920, la tentative de réalisation du rêve de M. Loucheur : La France, grand pays industriel. La situation particulière que créait la reconstruction du Nord, comme débouchés certains de l'Industrie française, atténua aussi la crise ; mais nous allons voir qu'on avait fait que déplacer le problème ; l'industrie française allait reconstruire le Nord, mais au détriment du paiement des Réparations.

En résumé, la métallurgie française (12) se trouvait devant les difficultés suivantes : la concurrence allemande, la politique contradictoire des Etats étrangers qui voulaient exporter sans acheter, le manque de coke pour transformer le minerai de fer. De plus, notre sidérurgie n'était pas la seule à avoir une surproduction.

La métallurgie anglaise (13) s'était aussi développée pendant la guerre ; elle aussi avait la

(12) Voir Pierre Bezard-Falgas. Les Syndicats patronaux de l'industrie métallurgique en France, p. 387 à 403. Thèse, Paris, 1922.

(13) Voir thèse Le Léon, la Métallurgie anglaise depuis la guerre, Paris 1925 ; André Siegfried, L'Angleterre d'aujourd'hui, Paris, 1924.

croyance en la conquête des marchés extérieurs. Pour réussir dans cette entreprise, elle adopta la politique des hauts prix de vente de la houille à l'étranger (printemps 1919) et de limitation du contingent de charbon, alloué à l'exportation (juin 1920). C'était une attaque en règle contre la métallurgie française ; à Spa, en juillet 1920, l'Angleterre ne nous soutenait que mollement dans nos réclamations de livraison des charbons allemands.

On peut dire que le problème métallurgique a tenu une grande importance, pendant et après la guerre. La politique extérieure anglaise peut s'expliquer par l'évolution du problème de sa métallurgie. Les mesures que nous venons de signaler, favorisaient nettement la métallurgie anglaise au détriment de la nôtre, et la Commission de Direction du Comité des Forges pouvait très justement écrire dans son rapport de 1921 : « C'étaient là des mesures protectionnistes plus efficaces que toutes les barrières douanières ». La crise de 1921, aggravée en Angleterre par la grève des charbonnages, porta une atteinte profonde à sa production métallurgique, mais par la suite, l'Angleterre élimina de son marché intérieur la concurrence étrangère. Ce n'était donc pas en Angleterre que nous aurions pu écouler notre surproduction.

On peut en dire autant des Etats-Unis. Pendant la guerre, le développement de leur métallurgie fut dû à la demande des Alliés et à la conquête des mar-

chés que les belligérants avaient laissés libres (Amérique latine, Japon, Chine, Indes hollandaises). En 1921, les métallurgistes américains virent leurs exportations diminuer de 50 o/o ; leur change élevé leur faisait perdre les marchés que la Belgique et l'Allemagne leur reprenaient. Ce n'était donc pas aux Etats-Unis qui devenaient, à leur tour, protectionnistes, que notre métallurgie trouverait un débouché. Bien plus, le tarif « Underwood » de 1913 fut remplacé en 1920 par l'« Emergency Tariff » et le « Fordney Tariff » qui renforçaient les tarifs précédents.

La Belgique ne pouvait pas non plus devenir un marché extérieur pour notre métallurgie ; elle avait déjà une grande industrie qui sut entretenir avec sa clientèle étrangère des relations précieuses et profita de l'arrêt temporaire de la métallurgie anglaise.

Elle était aussi pour notre industrie une rivale, à laquelle s'ajoutait l'industrie sidérurgique allemande qui s'était rétablie avec une rapidité étonnante, grâce à la concentration entre producteurs et aux qualités indéniables de ses métallurgistes, pour conquérir les marchés extérieurs. Cette conquête était d'ailleurs facilitée par la dépréciation du change allemand, dépréciation momentanée, comme le démontrait très clairement M. DÉCAMPS dans sa communication à la Société d'Economie Politique du 4 mai 1921 sur la « Crise des Changes et le Com-

merce extérieur », mais dépréciation qui n'en était pas moins un obstacle difficile à surmonter pour l'exportation des produits de notre métallurgie.

Souvenons-nous aussi que l'Italie qui avait créé à grands frais, pendant la guerre, une industrie métallurgique, considérait cette dernière comme une industrie nécessaire à sa défense nationale. La question de son existence fut posée devant le Parlement italien qui résolut de maintenir cette industrie pour assurer l'indépendance économique et politique du pays.

Le Japon, (14) l'Australie, le Brésil, avaient créé eux aussi par suite de la guerre, une industrie métallurgique et voulaient résister à l'invasion des produits étrangers.

Allions-nous nous rabattre sur les petits pays, comme la Serbie et la Roumanie, mais leurs marchés ne suffisaient pas à absorber notre excédent de production. De plus, leur change déprécié par rapport au nôtre était un obstacle à notre importation.

La Tchécoslovaquie avait aussi des usines métallurgiques, de plus elle demandait le traitement réciproque pour ses produits.

Quant à l'industrie polonaise, comme le notait très bien M. R. PINOT, elle était prussienne d'approvisionnements et de débouchés.

(14) Voir Demangeon, *le Déclin de l'Europe*, Payot, 1920, p. 135 à 156.

Le marché russe nous était fermé. Il ne nous restait plus qu'à abandonner nos illusions sur l'avenir de notre commerce extérieur métallurgique. Il a fallu la crise de 1920, pour faire perdre à la métallurgie française ses espoirs et ses rêves (14 B). A la fin de la guerre, nombreux furent ceux qui croyaient en l'avenir de la France, grande productrice et exportatrice de fonte et d'acier. On parlait de rivaliser avec l'Angleterre, les Etats-Unis mêmes, mais en attendant on maintenait pour le marché intérieur la politique des hauts prix, que la concurrence étrangère ne pouvait réduire, car les barrières douanières furent savamment établies. Nous allions au déséquilibre des forces économiques de la France. La main-d'œuvre rurale s'appêtait à abandonner les champs et à laisser le paysan exploiter seul son sol. C'était le mirage chanté par VERHAEREN dans son livre « Les campagnes hallucinées et les villes tantaculaires », qui surgissait devant les ouvriers agricoles français. Cet équilibre de la production française qui nous a sauvés de la crise aigüe, allait-il disparaître ? Allions-nous adopter une politique semblable à celle de l'Angleterre provoquée par son déséquilibre entre ses forces agricoles et industrielles ?

Le problème des Réparations étroitement lié au problème de la métallurgie allait nous empêcher de

(14 B) « Il faut maintenant revenir à l'équilibre. Il faut adapter notre production à notre consommation et à une exportation modérée » Robert Pinot. (15 mai 1922 Revue de France).

commettre cette erreur économique et par là, nous permettre de prendre plus nettement conscience de la loi des débouchés et de son fonctionnement.

Rappelons d'ailleurs que la métallurgie française eut la chance d'avoir dans son comité de direction, en la personne de M. Robert PINOT, un homme, dont les vues ne furent, malheureusement pas toujours suivies, mais qui, par des mesures énergiques, permit d'atténuer la crise terrible dans laquelle nous nous engageons. Malgré tout la majorité des Maîtres de Forges ne voulaient voir que leur intérêt immédiat et non leur intérêt futur.

Déjà avant la guerre, ceux-ci se confinaient dans l'étude de la technique métallurgique, bien plus que dans l'étude de la recherche des débouchés. Cette erreur d'avant-guerre subsista pendant et après la guerre. Pendant la guerre, nous avons vu que le problème technique primait, en effet, le problème des débouchés qui était assuré. Lorsque, en 1919, la métallurgie française s'accrut de celle de la Lorraine et de la Sarre, elle s'attendit à un avenir prospère, mais elle était dans une mauvaise position de production, par suite de la pénurie de coke.

On a pu écrire justement : « S'il y avait eu au Congrès de la Paix, un homme politique résolu à aborder le problème de la métallurgie et à demander l'étude approfondie, nous serions peut-être en pleine paix ». Le problème des réparations, le problème

de la métallurgie furent en effet des problèmes solidaires.

La Loi des Débouchés et le Problème des Réparations

Le problème des débouchés conditionne celui des réparations ; si nous avons eu de grandes difficultés à faire aboutir le règlement de l'indemnité allemande, n'est-ce pas à cause du protectionnisme français et mondial, n'est-ce pas à cause du problème des transferts de richesses ?

Dans le problème des réparations, il fallait que l'Allemagne payât aux alliés d'après les accords de Londres une somme de 132 milliards. Comment pouvait-elle le faire ? M. RIST, dans son livre « les Finances Allemandes pendant la guerre », et la plupart des économistes s'attachèrent à montrer qu'un pays ne peut pas transférer dans un autre pays des sommes d'argent aussi élevées s'il n'a pas un commerce extérieur prospère. Certes, ce ne sont pas les seuls moyens de paiement, il y a le numéraire, soit pour l'Allemagne en 1918 : environ 3 milliards, mais ce mode de paiement aurait eu pour résultat de hâter sa faillite financière, ainsi que de troubler sérieusement son économie. Un autre moyen de paiement et que nous avons laissé échapper, résidait dans le portefeuille allemand sur l'étranger, évalué avant la guerre à plus de 25 milliards. Quelle était en 1919 la valeur de ces fonds et

comment les récupérer ? Problème qui ne reçut pas de solution, car il nécessitait l'intention par les Allemands de nous payer ainsi que l'aide des nations neutres dans la recherche des capitaux allemands investis dans leurs entreprises. De plus, l'Allemagne a aliéné pendant la guerre une partie de son portefeuille pour solder l'achat des denrées et de matières premières chez les neutres. Le Morning Post du 3 décembre 1918 estimait que le portefeuille allemand était tombé de 25 milliards (15) en 1914, à 12.500 millions, et ce chiffre paraissait à ce moment exact. Mais une fois que l'Allemagne aurait versé à la Commission des Réparations son or en totalité ou en partie, et ses valeurs mobilières étrangères, il resterait malgré tout un solde déficitaire à la charge de l'Allemagne. De plus, ces richesses précédemment énumérées ne pouvaient plus entrer en ligne de compte dans l'estimation de la capacité financière de l'Allemagne, ce qui risquait de provoquer plus tard une diminution de notre créance.

Il fallait recourir à un mode de paiement grâce auquel l'Allemagne nous livrerait une somme importante chaque année, somme provenant de biens fournissant un intérêt annuel. Il fallait recevoir la rémunération d'une partie du travail et de la production allemande. Le transfert des biens ou plus exactement de devises représentant le produit de

(15) La première annexe du Rapport des Experts (1924) donne le chiffre de 28 milliards en 1914.

l'exportation allemande est le seul moyen de faire passer de la richesse d'un pays dans un autre.

En effet, la loi des débouchés dans sa simplicité s'énonce ainsi « les produits s'échangent contre des produits ». Dès lors, deux solutions se présentaient : l'Allemagne travaillerait et exporterait sur les grands marchés extérieurs et elle nous remettrait les devises qu'elle se procurerait par sa situation d'exportatrice, mais ce système permettrait à l'Allemagne de se relever très rapidement au point de vue économique. Or la guerre avait montré qu'un pays économiquement fort, acquiert par là même, une force militaire importante par suite de son outillage et de ses ressources diverses. C'était revenir à l'état que nous ne voulions pas revoir : une Allemagne économiquement forte. De plus, la concurrence allemande sur les marchés extérieurs évinçait les produits de notre propre industrie. La concurrence allemande dont beaucoup d'industriels espéraient ne plus entendre parler allait donc redevenir plus forte après, qu'avant la guerre.

Une deuxième solution était possible : l'Allemagne travaillerait pour reconstruire la France; elle fournirait les matériaux, la main-d'œuvre. On se souvient des protestations des populations du Nord, mais on se souvient encore plus des protestations de l'industrie française. Celle-ci, peut-être volontairement, méconnaissait, une fois de plus, le mécanisme de la loi des débouchés. Il était démontré que les

paiements allemands ne pouvaient s'effectuer que sous la forme de travail ou de marchandises, par des moyens directs ou indirects. On entendait par moyens directs, le paiement en travail, en marchandises, venant directement de l'Allemagne ; et par moyens indirects, les matières premières et marchandises venant d'Angleterre, de l'Amérique, et payées à ces pays par les devises résultant des exportations allemandes. En définitive, le problème se posait ainsi : ou l'Allemagne réparera les régions dévastées, en nous fournissant son travail et le produit de ses exportations, et nous serons payés ; ou l'Allemagne essaiera de nous remettre des espèces et nous ne serons pas payés ; c'est ce qui est arrivé. De plus, entre temps, par une savante politique financière les capitaux allemands sont partis à l'étranger (16) ; la richesse privée n'existait que sous la forme des usines, des mines, biens dont la propriété était difficile à nous transférer, biens onéreux à exploiter par nous-mêmes, si nous voulions toucher des revenus qui ne soient pas des marks dépréciés. L'exemple de la Ruhr est probant. Au total, ce furent des frais pour nous et le problème des réparations n'avancait pas dans le sens des réalisations définitives.

Comment était-on arrivé à cette situation pa-

(16) Voir sur ce point : Wulfsohn et Wernlé. L'évasion des capitaux allemands. Soc. An. d'Éditions, 1923.

radoxale ? M. VALOIS exposait franchement et sans réticences le problème dans son petit livre « l'Etat et la production » en ces termes : « Il a été commis « par l'Etat une faute initiale formidable. A la fin « de 1918 le problème des réparations était relative- « ment simple. On a commis la faute de le regarder « beaucoup plus comme un problème financier que « comme un transfert de produits et de marchan- « dises d'un pays à un autre. Et par surcroît, on a « regardé (c'est M. LOUCHEUR au début) les régions « libérées comme un grand chantier pour l'indus- « trie française pendant dix ans. C'est-à-dire que, « dès ce moment là, on a fait soi-même à l'intérieur « du pays, une politique destinée à rendre les répa- « rations de plus en plus difficiles » (17). Si nous reprenons cette situation dans laquelle se trouvait l'industrie française et plus spécialement l'industrie métallurgique, nous apercevons que cette solution était le seul palliatif possible pour échapper à la crise de surproduction, sans provoquer la faillite ou du moins la situation très gênée dans laquelle allait se trouver les principales sociétés industrielles. Mais ce n'était qu'une solution d'attente et qui ne faisait qu'accumuler les difficultés.

La cause fondamentale de cet état de fait peut être attribuée au protectionnisme mondial.

(17) Valois, l'Etat et la Production, p. 22. Nouvelle Librairie nationale, 1922. On pourra retrouver les mêmes idées dans la deuxième partie du livre de M. Alfred Fabre-Luce : La Victoire : cette 2^e partie s'intitule, la Paix manquée.

Comment pouvait-il provoquer cette situation ? En France la politique de la vie chère renforcée par les émissions de papier-monnaie entraînait les augmentations de salaires ; le syndicalisme ouvrier se présentait en face des gouvernants comme une puissance aussi forte que celles des patrons ? Si on voulait éviter la crise de surproduction il fallait fermer des usines et désavouer la politique d'expansion économique, que les dirigeants avaient prôné pendant la guerre. Le Gouvernement aux prises avec les forces économiques d'alors recula devant une politique qui risquait de froisser les intérêts des patrons et des ouvriers.

Après les diverses tentatives de conquête des marchés extérieurs, producteurs et gouvernants se retranchèrent derrière les barrières d'un protectionnisme qui leur laisserait libre le marché français. On pouvait écrire en parlant de la guerre « qui donc ignore que ce fut le grand pillage » ? Cette opinion n'est pas non plus exagérée en parlant de l'après-guerre. Le protectionnisme français pouvait se justifier, s'il avait été modéré, il fut trop « avancé ». Les conséquences furent néfastes (18). On a voulu conserver après la guerre la politique de l'omni-production dans chaque pays au lieu de revenir à l'ancienne division du travail « Illogisme évident :

(18) Voir pour l'ensemble de ce problème, le livre de J. Caillaux. *Où va la France, où va l'Europe*. Edition de la Sirène, 1924.

« L'ancienne division mondiale du travail
« (l'Angleterre produisant les tissus de coton et les
« lainages, l'Allemagne, la houille et le fer, la
« France, les soieries et les objets de luxe) exprimait
« un ordre lentement introduit dans les échanges
« des nations. On pouvait tendre à une division nou-
« velle, mieux appropriée aux conditions économi-
« ques créées par la victoire. Mais il était contradic-
« toire d'aspirer au marché international et de clore
« de barrières, son propre marché. Cette incon-
« séquence ne pouvait aboutir en tous pays
« qu'à l'engorgement, à l'accumulation des stocks,
« à l'écroulement des cours ». C'est en ces
termes précis que MM. de Tarde et de Jouvenel
résumaient la situation : En effet, l'omni-production
entraîne fatalement des barrières douanières, car
toutes les industries ne peuvent pas trouver réunies
toutes les conditions favorables à leur développe-
ment dans un même pays. Mais il y a une différence
entre des droits de douane partiels protégeant une
industrie nécessaire à la défense nationale pour pro-
curer une rémunération raisonnable aux capitaux
engagés et des droits de douane généraux livrant le
marché intérieur d'un pays entier, à une politique
de vie chère, grâce à la coalition des grands groupe-
ments économiques.

Cette politique pratiquée en France, et d'ail-
leurs sur une même échelle dans les autres pays,
provoque le désordre économique et politique. Nous

vivons dans un état de compromis, dans une situation bâtarde, dans une politique économique qui veut ménager tous les producteurs tout en ne mécontentant pas les consommateurs; chaque pays veut que son industrie exporte, mais ne veut rien recevoir du dehors. Il résulte de cette situation une déperdition d'efforts, une augmentation du coût de la vie, et les producteurs exigent des prix d'autant plus élevés qu'ils sont à l'abri de la concurrence étrangère. Bien plus, les impôts au lieu d'être payés par les producteurs sont rejetés sur le consommateur qui devient la victime d'une gigantesque iniquité fiscale.

L'ouvrier, principal consommateur, demande une augmentation de salaires; le producteur incorpore cette augmentation de salaire dans le prix de vente de ses produits, en l'élevant proportionnellement. Et ainsi nous sentons tout le poids de cette économie qui ruine petit à petit les ressources financières des classes consommatrices aux bénéfices des producteurs; c'est le protectionnisme outrancier qui nous vaut cette situation, situation qui s'est trouvée bientôt en contradiction avec notre politique des réparations, à un tel point que M. Valois pouvait écrire, très justement. « Le problème des réparations qui
« aurait dû unir les Français oppose aujourd'hui les
« groupes les uns aux autres et en oppose quelques-
« uns à l'intérêt national le plus évident. On a abouti à ce résultat paradoxal que, aujourd'hui il y a
« beaucoup de corporations pour lesquelles le paie-

« ment des réparations constitue une gêne considé-
« rable. Pourquoi ? Parce que l'on a laissé l'indus-
« trie française s'organiser pour une grosse partie
« de la reconstruction des régions libérées, si bien
« que c'est la France elle-même qui fournit le tra-
« vail, les produits, les marchandises que l'Allema-
« gne devait fournir. Ce qui est absurde. Mais com-
« me des entreprises se sont montées, ont engagé
« des capitaux, ont fait des installations pour ces
« fournitures, on ne peut plus les en priver sans les
« mettre en grande difficulté, ce qui serait non
« moins absurde. Plus cette organisation durera, se
« développera, plus le problème des réparations de-
« viendra difficile ».

Les exemples illustrent cette thèse : lorsque les accords de Wiesbaden furent signés, on se souvient de la campagne violente que mena toute l'industrie française. Lorsque nos troupes pénétrèrent dans la Ruhr, notre grande métallurgie ne put plus s'approvisionner de coke Rhénan-Westphalien : elle fut obligée d'éteindre beaucoup de hauts fourneaux et de diminuer sa production ; elle ne soutint pas très fermement à ce moment M. POINCARÉ. Un exemple récent (fin avril 1925) montre que cette politique a encore de nombreux partisans : la Chambre syndicale métallurgique de Lille protesta auprès du Président du Conseil contre les commandes de matériel de chemins de fer en Allemagne. La Chambre syn-

dicale suggérerait la solution suivante : « Ne pourrait-on envisager, au titre des réparations, l'importation du sucre allemand, du cuivre allemand en lingots, de colorants allemands, de bois allemands et surtout de charbons allemands ? »

Au fond, les protectionnistes français visent à un but : ne laisser entrer en France que les matières premières allemandes qui servent à leur production, mais empêcher l'entrée des produits qu'ils fabriquent. Situation paradoxale, grosse de difficultés futures. Est-ce la faute des industries ? C'est la faute de l'Etat répond M. VALOIS. Il est certain que le régime démocratique se transforme vite en démagogie économique, dans les périodes qui suivent les grandes guerres. Par peur d'une crise ou d'un changement de politique, les gouvernements successifs se sont laissés entraîner à l'établissement d'un régime protectionniste qui mécontentait aussi les pays étrangers comme l'Angleterre et les Etats-Unis.

Ce n'est pas avec les vieux procédés du protectionnisme qu'on sauvera le monde du bouleversement qui l'a ébranlé ; mais les solutions énergiques, atteignant certains intérêts n'étaient pas possibles après la guerre. Il fallait laisser passer la crise sociale ; aujourd'hui le problème est de savoir si nous aurons le courage de revenir à un état économique sain par l'adoption d'une politique économique et financière, sévère et sans privilèges, qui place l'ave-

nir de la production française au-dessus des intérêts immédiats des industries factices nées pendant la guerre.

Ainsi, malgré les tentatives protectionnistes la loi des débouchés n'a pas fait faillite. Elle a confirmé péremptoirement ses enseignements. M. RIST dans la « Revue d'Economie Politique », examinant l'évolution du problème des Réparations et les nombreuses erreurs économiques dont il fut inutilement compliqué, écrivait : « L'erreur doit être cherchée à l'origine des négociations et non pas à la fin. La faute lourde a été de persuader une opinion si fâcheusement disposée d'ailleurs à l'illusion, qu'elle pouvait compter sur 463 milliards (chiffre de M. KLOTZ) ou sur 18 milliards par an (chiffre de M. LOUCHEUR), quand le bon sens et l'Economie politique démontraient l'impossibilité de pareils versements. Tout esprit modérément renseigné savait qu'il fallait choisir entre une indemnité immense, mais répartie par l'inéluctable nécessité des conditions économiques, sur un nombre infini d'années, ou une indemnité limitée, mais certaine et recouvrable. Les premiers négociateurs français ayant refusé de faire ce choix, les clauses du traité de Versailles étaient caduques dès le premier jour. Il restait une inconnue : le temps qu'il faudrait pour substituer les clauses réellement applicables à de simples déclarations de droits. L'histoire dira qu'il a fallu deux ans. Et l'Economie politique aura eu

une revanche dont elle se serait passée bien volontiers » (19).

L'observation des faits nous a montré le mécanisme de la Loi des Débouchés dans les importants problèmes français d'après-guerre : le problème de la Métallurgie, le problème économique des Réparations. Les essais tentés pour donner une solution à ces deux problèmes ont été voués à un échec tant qu'ils ne tenaient pas compte de la Loi des Débouchés. Après bien des erreurs, l'industrie métallurgique française a été obligée d'avoir une production modeste, proportionnée à ses possibilités d'approvisionnement en matières premières, à son coût de production, et à la capacité d'absorption des différents marchés. Le problème des Réparations a reçu à son tour une solution rationnelle dans l'approbation et dans l'exécution du plan Dawes, mais après combien d'erreurs économiques et de tensions

(19) Dans son livre, les « Finances de guerre de l'Allemagne », Payot, 1921, M. Rist écrivait : « L'une des tâches les plus importantes qui s'imposent aux alliés est de rattacher les fils brisés des relations économiques internationales. C'est là un des plus dramatiques paradoxes de l'après-guerre. Il faut avoir le courage de le regarder en face », p. 271-272.

En 1923, dans le Bulletin de la Conciliation Internationale : Les Réparations, M. Rist remarque l'évolution et la substitution de la formule : l'Allemagne paiera : « Si l'on persiste à ignorer le problème des échanges internationaux autant avouer qu'on renonce aux réparations. C'est peut-être justement ce que veulent dire les Economistes d'occasion qui, après avoir crié très haut « l'Allemagne paiera » ont découvert aujourd'hui les vertus d'une formule nouvelle et non moins profonde : « Le Politique prime l'Economique ». L'avenir dira laquelle de ces deux formules nous aura coûté le plus cher. »

politiques avec nos alliés et nos ennemis. Parmi les illusions perdues dont parlait le Président Painlevé au discours de Grenoble, se trouvaient les solutions des deux grands problèmes que nous venons d'étudier. Après ces analyses partielles, mais probantes du fonctionnement de la loi des débouchés, il nous faut étudier le phénomène mondial de la crise de 1920 qui n'est que l'illustration générale de la loi des débouchés.

La Loi des Débouchés et le Commerce Mondial (20)

La Crise de 1920

Si la crise de 1920 a présenté le trait original d'être précédée d'une période de hausse très courte, c'est par suite du jeu de la loi des débouchés. Comment s'explique cette courte période de hausse ? Pendant la guerre, les Etats belligérants achètent à crédit à l'intérieur et à l'extérieur de leur pays. C'est le crédit qui a permis de soutenir une guerre longue (21). L'Etat, par le mécanisme des avances de Trésorerie à Trésorerie, des émissions de billets de banque, a un pouvoir d'achat qui paraît illimité. Puis, à partir de mai 1919, la production mondiale sert à reconstituer les stocks et les moyens de pro-

(20) Voir sur ce point l'Enquête sur la Production. Bureau International du Travail, T. III, 1924, 5^e partie : la crise des débouchés, p. 463 à 707 ; voir les articles de M. Oualid dans la Revue des Etudes Coopératives, janvier, mars, avril, juin, sur l'enquête du B. I. T.

(21) Voir chapitre III, 1^{re} partie.

duction de la plupart des pays d'Europe, mais grâce aux importations et aux achats à crédit. Les importations dépassent, en effet, les exportations, parce que « les pays intacts et riches vendent à crédit. « Sans doute, dès le printemps de 1919, les trésoreries américaines et anglaises suspendent les avances de trésorerie à trésorerie. Mais le *crédit* « *privé* se substitue au crédit des Trésoreries. Américains et Anglais vendent leurs produits en France, en Allemagne, contre des francs et des marks. Une énorme dette extérieure, en francs, se constitue. L'Allemagne exporte des marks par milliards !... La demande de tous les produits reste intense ; et cette demande reste effective tant que les crédits sont consentis par l'acheteur étranger » (22). Puis, chaque pays répare les dommages de la guerre ; la rapidité des reconstructions entraîne une demande qui dépasse l'offre. C'est alors la hausse générale des prix.

Ainsi depuis l'armistice jusqu'à la crise de 1920 la politique commerciale mondiale fut la négation de la loi des débouchés. Les pays atteints par la guerre vivent d'importations (23). Le déficit de la balance commerciale s'accroît pour ces pays qui courent à

(22) Lescure. Les crises périodiques et générales de surproduction. Sirey, 1923, 3^e édition p. 256. C'est dans le livre de M. Lescure (p. 253 à 288) que l'on trouve la meilleure étude de la crise de 1920.

(23) Voir dans le livre de M. Décamps, les chiffres pour la France et pour l'Angleterre.

la ruine. Bien plus, les consommations de luxe augmentent dans ces mêmes pays. La crise économique et sociale d'après-guerre ne fait qu'empirer ; les dirigeants n'ont plus l'influence et l'autorité nécessaires pour faire comprendre aux masses ouvrières qu'il faut restreindre les dépenses et accroître la production ; les banques américaines et anglaises adoptent alors une politique de prudence et de raison en restreignant les crédits, car au même moment c'est la crise américaine et anglaise qui éclate pour se répercuter en France. Le résultat de la crise est qu'« à dater de 1920, on a cessé de vendre des « marchandises contre des papiers-monnaie ou « d'autres titres de crédit. On a de nouveau échangé « produits contre produits. Il faut, désormais, produire et vendre pour acheter. La production ayant « fléchi dans une bonne partie de l'Europe, les « débouchés se sont restreints. En limitant ou en « resserrant le crédit, les banques anglaise et américaine ont mis à nu cet axiome » (24).

Cette politique sévère mais juste, est préconisée à son tour par les experts financiers réunis à Bruxelles pendant l'été de 1920 qui condamnent, en termes nets et précis, la politique d'inflation et de crédits, et demandent une politique de production et d'économies de la part des pays atteints par la guerre.

(24) Lescure. Ouv. déjà cité, p. 264.

La crise de 1920 entraîne alors une diminution de la consommation et des importations dans les pays de l'Europe, un arrêt de la production dans les pays exportateurs ; c'est pourquoi M. LESCURE a pu écrire très justement : « La surproduction chez les uns a sa cause dans la sous-production chez les autres. »

La crise de 1920 a arrêté brusquement le mouvement commercial, car la loi des débouchés avait été trop méconnue. D'une part, l'état de guerre avait créé une vie artificielle, et faussé le mécanisme économique dans son ensemble. D'autre part, la politique d'endettement des anciens belligérants en 1919 et 1920 devait entraîner rapidement l'état de crise. Les éléments de déséquilibre après la guerre étaient en nombre bien plus grands qu'avant la guerre. Au lieu de prendre conscience des réalités, les peuples nient la loi des débouchés ; ils veulent importer sans exporter et inversement ; ils réduisent le nombre d'heures de travail, et entraînent ainsi une diminution de la production alors qu'elle aurait dû être intensifiée.

Mais alors la crise de 1920 fait sentir l'action de la loi des débouchés que les peuples voulaient méconnaître. A ce moment « les lois économiques reprennent leurs droits et même, parfois, les reprennent brutalement » (25). L'effet est rapide en

(25) Décamps. Ouv. déjà cité, p. 284.

France ; le déficit de la balance commerciale passe de 22.400 millions en 1920 à 2.900 millions en 1921 ! Un autre indice économique venait d'ailleurs confirmer la nécessité de cesser cette politique qui niait la loi des débouchés. La hausse du change indiquait la dépréciation rapide de la monnaie des pays débiteurs. Depuis avril 1919, les Trésoreries anglaises et américaines avaient cessé leur coopération ; la solidarité financière qui avait permis d'éviter entre les alliés une baisse plus profonde de leurs devises n'existait plus ; le change reflétait la balance des comptes ; les crédits de spéculation (26) qui nous furent indispensables pour solder notre balance déficitaire surtout en 1919 et 1920 devaient être un élément nouveau et primordial de déséquilibre. En effet, l'« entrée en jeu des crédits de spéculation a » transposé le problème. Du domaine de l'économie individuelle, elle l'a porté dans celui de l'économie publique et de la politique ». *La violation de la loi des débouchés nécessitant le secours de ces crédits de spéculation entraînait la création d'une économie française instable et qui nous obligeait à suivre les suggestions et les ordres de nos créanciers.*

L'interdépendance économique et spontanée d'avant-guerre allait devenir pour la France une dépendance financière forcée. Nos créanciers étrangers deviennent les observateurs attentifs de notre poli-

(26). Voir Décamps, ouvrage déjà cité, chapitre II.

tique financière et monétaire. Ils suivent les mesures prises par le Gouvernement ; ils agissent alors sur notre change en liquidant leurs positions, si les mesures aggravent notre situation financière intérieure. Cette situation entraîne une pénétration des problèmes financiers et des problèmes politiques ; bien plus, la situation financière entraîne une liaison étroite entre les finances publiques et les finances privées (27), les variations de puissance d'achat du franc dépendant de la bonne ou mauvaise politique financière ; or, la valeur d'une monnaie régit tout l'organisme économique d'une nation et ainsi apparaît l'étroite interdépendance économique non seulement entre les peuples, mais entre les différents facteurs économiques d'un pays. La négation de la loi des débouchés entraîne un endettement extérieur lequel réagit sur le change ; à son tour, le change, (dans un pays à monnaie de papier) réagit sur la puissance d'achat de la monnaie, sur la situation financière et sur l'équilibre budgétaire. Nos créanciers connaissent parfaitement ce mécanisme déséquilibré dans lequel les régulateurs d'avant-guerre ne peuvent plus jouer (taux de l'escompte, exportations d'or). Mais nous ont-ils facilité le retour à l'équilibre économique, le rétablissement de notre balance commerciale, la liquidation de nos dettes, par une compréhension large de la loi des débou-

(27) Voir sur ce point l'ouvrage de M. Germain-Martin, déjà cité.

chés ? Nous-mêmes, avons-nous facilité le retour à l'équilibre économique dans les relations internationales ? Le problème des Réparations, le problème de la Métallurgie ont reçu de notre part des solutions peu conformes à ce fonctionnement de la loi des débouchés ; les différentes crises par lesquelles ont passé ces problèmes, ont montré les nombreuses erreurs commises.

Les pays étrangers aussi n'ont pas compris la situation véritable ; ils suivent notre exemple ou le devancent. M. SCHELLE (Société d'Economie Politique, séance du 5 octobre 1921) dans sa communication : « les aspects actuels du protectionnisme », résume ainsi le bilan du protectionnisme mondial.

Après avoir examiné le protectionnisme aux Etats-Unis « les autres pays, disait-il, ont renforcé
« aussi leurs tarifs ; l'Allemagne les a triplés ; la
« Belgique s'est rangée au régime des coefficients et
« dans le dernier arrêté royal rendu à ce sujet, on
« trouve des coefficients allant jusqu'à 6. Enfin, en
« Angleterre, à la politique du blé, à la politique du
« charbon, suivies pendant la guerre, est venue
« s'ajouter une politique protectionniste. Les indus-
« tries-clés ont été protégées par des droits
« de 33 1/3 p. 100 et des mesures particulières ont
« été prises contre les dumpings. Chacun se rap-
« pelle les discussions qui ont eu lieu à la Chambre
« des Communes et à la Chambre des Lords.

« M. ASQUITH a fait observer qu'en visant l'Alle-
« magne on frappait la France, et M. CHAMBERLAIN
« a répliqué : « La France a préparé un tarif prohi-
« bitif sans nous consulter, elle est mal venue, de
« se plaindre du tarif que nous avons préparé ».
« Ainsi, il est établi qu'il y a des conflits écono-
« miques, non seulement entre les anciens enne-
« mis, mais entre les Alliés. Des arrangements
« durables pourront-ils l'améliorer ? On peut avoir
« la crainte de n'y point parvenir. Les exigences
« protectionnistes n'ont peut-être jamais été aussi
« impérieuses. C'est à qui demandera l'élévation du
« coefficient qui le touche. Chacun cherche à empê-
« cher le commerce de son voisin en oubliant que
« toute prohibition et tout droit de douane frappe
« les consommateurs indigènes par l'élévation des
« prix à l'intérieur et qu'en pratiquant la protec-
« tion, on pratique le duel japonais qui consiste à
« s'ouvrir le ventre pour vexer son adversaire. »

Après avoir montré les dangers de la politique économique actuelle à l'intérieur des pays, dangers accrus par l'inflation, M. SCHELLE termine son réquisitoire par ces phrases dures, mais justes : « C'est à ce moment si critique, si hérissé de difficultés que l'on greffe sur la cherté actuelle une politique de cherté. »

La question du protectionnisme d'après-guerre devint à son tour une question de politique générale internationale. L'Angleterre, par sa structure écono-

mique, (28), fut la plus gravement atteinte dans son commerce extérieur : ses exportations passent de 1.334.469.269 £. en 1920 à 793.399.542 £ en 1921, à 720.696.426 £. en 1922, à 767.328.686 £ en 1923. Les commerçants, les industriels travaillant pour l'exportation, les financiers de la Cité font faire dans la presse anglaise et principalement dans le *Manchester Guardian*, une campagne contre l'intransigeance de la politique française qui empêche l'Allemagne de redevenir un marché pour les produits anglais. Le thème d'attaque est le suivant : la politique française s'oppose à la Reconstruction de l'Europe (29). A la Conférence de Gênes, le problème de la Reconstruction de l'Europe est placé au premier plan. La situation était, en effet, complexe. Le protectionnisme général d'après-guerre se compliquait de la dépréciation monétaire qui entraîne une prime momentanée à l'exportation. Pour protéger leurs industries contre le « dumping » du change, les différents pays ont élevé leurs tarifs douaniers. En même temps, la consommation augmente dans chaque pays ; la production reste stationnaire, les salaires ne s'adaptent pas à la productivité du travail. La solution se trouvait dans le

(28) Voir l'ouvrage déjà cité de M. Siegfried.

(29) « Reconstruire l'Europe, vastes mots qui traduisaient un désir de stabilité dont les conditions restaient équivoques : « Vladimir d'Ormesson. *Le Temps*, 4 juillet 1925 (La Reconstruction de l'Europe).

dilemme suivant : ou produire plus, ou consommer moins.

Les Etats-Unis, à leur tour, réclament, après l'Angleterre, la liquidation de cette situation économique désordonnée ; il faut que chaque pays règle ses dettes, mais, comment les régler, si ce n'est par une exportation des biens et des services des débiteurs. Les droits de douane empêchent ce mode unique de règlement.

Comment atténuer le déséquilibre mondial (30) provenant de cette négation perpétuelle depuis 1914 de la loi des débouchés ? Par leur situation économique exceptionnelle la solution pouvait venir des Etats-Unis. Or, l'attitude intransigeante des Etats-Unis constitua un véritable défi à la loi des débouchés. Ils ont paru vouloir, à la fois, conserver les richesses qu'ils ont amassées au cours de la guerre, cause du taux élevé de leur change qui leur ferme les débouchés, et défendre la prospérité de leur industrie en exportant leurs produits dans le monde entier. Le commerce est un courant d'échanges. Il est impossible et paradoxale pour un négociant riche

(30) M. Oualid dans ses articles déjà cités de la Revue des Etudes Coopératives résumait très judicieusement les contradictions économiques d'après-guerre en ces termes : « Le bouleversement de la guerre semble être le point de départ d'un monde économique nouveau, et dont le trouble est si profond, qu'on peut se demander si lui donner et donner à ses différents aspects le nom de crises ne risque pas de qualifier inexactement un pénible et très long rétablissement d'équilibre fondé sur des bases nouvelles » (p. 5).

de vendre à des clients ruinés, sans vouloir accepter d'eux une contre-partie qui leur permette de solder leurs dépenses.

Ou bien les Etats-Unis recouvrant les créances que les Gouvernements européens ont contracté envers eux, se feront payer en marchandises et seront inondés des importations des nations où la monnaie est dépréciée, consacrant ainsi la ruine de leur industrie et de leur commerce : ou bien ils feront remise d'une partie de leurs dettes à leurs alliés, rétablissant ainsi en partie, l'équilibre économique troublé par la guerre, et assurant à la fois la prospérité de leur pays et celle des autres nations. De toute manière, les Etats-Unis, devenus les banquiers du monde, ne peuvent se désintéresser de la situation de l'Europe. Devant les effets si rigoureux de la loi des débouchés et les mises en demeure de nos créanciers, les Politiciens s'écrient : « la Politique sera-t-elle dominée par l'Economique, subissons-nous ses lois inflexibles sans nous révolter ? ». L'erreur initiale a été de croire que la guerre économique pouvait persister après les hostilités. Cette attitude s'explique par les promesses faites pendant la guerre. Deux idées ont dominé la politique économique des gouvernements depuis 1914. Tout d'abord assurer le fonctionnement de l'économie de guerre et la production pour les armées, mais en même temps, le gouvernement et la presse exhortaient le pays à créer une industrie et à développer

toutes les branches de la production en vue de l'expansion économique de l'après-guerre, qui, dans leur esprit, devait se résumer par cette formule : la conquête des marchés allemands.

Cette double tendance explique bien des attitudes qui paraissaient contradictoires ; elle est aussi la preuve de la croyance au partage économique du monde entre les alliés ; puisque la guerre devenait mondiale pourquoi ne pas la transporter dans tous les domaines ? De là, certains économistes parlèrent de la guerre économique subsistant après la fin des hostilités et la mise à l'index de l'Allemagne.

Les faits ont infligé un démenti formel aux théories, soi-disant économiques, d'autarchie, en montrant que l'interdépendance n'existe pas seulement entre alliés mais entre tous les peuples. Croire à la ruine de l'Allemagne et à son isolement économique était réalisable pendant la guerre, mais croire que cet état durerait par la suite, était contraire à tous les enseignements de l'Economie, car c'était entraîner une déperdition de forces. C'était nier le principe de la spécialisation des peuples, donc gêner les courants commerciaux. C'était méconnaître la loi de J.-B. SAY et faire de l'Allemagne un pays à économie fermée qui vivrait dans la misère sans acheter au dehors.

Les mesures qui se justifiaient pendant la guerre risquaient par la suite de devenir dangereuses. La preuve en est faite, mais la plupart de ceux qui

se sont trompés refusent de le reconnaître. Nous ne pouvons reprendre tout au long cette histoire de la « guerre économique ». M. GIDE, dans une brochure vraiment prophétique, intitulée « La politique commerciale après la guerre », et parue en 1917, dénonçait en termes très mesurés mais clairs qu' « une politique commerciale qui se donnerait comme but l'étranglement économique de l'Allemagne, paraissait devoir être plus dangereuse qu'efficace ». Guerre économique défensive, disait-il en substance, mais non offensive. Nous avons montré les résultats de cette politique. Ainsi, le monde est arrivé par la violation continuelle de la loi des débouchés, à créer un état de déséquilibre tel, que l'examen du problème économique mondial donne plutôt la notion de l'incohérence et du désastre futur plutôt que l'espoir d'une paix définitive, à tel point que, dans le journal le *Temps*, paraissaient ces lignes : « L'Etat économique du monde est une sorte de chaos. Certains peuples ne savent que faire de l'or qu'ils ont accumulé pendant la guerre, d'autres n'ont dans leur bourse que du papier. Les uns produisent plus qu'ils ne peuvent consommer, les autres manquent des produits les plus indispensables à l'existence, et ce que l'un a d'ailleurs, l'autre ne l'a pas. »

Tel fut le résultat de la négation de la loi des débouchés.

TROISIEME PARTIE

L'ART ÉCONOMIQUE

« La science montre ce qui devrait être, l'art fait ce qui peut être. »

FR. PASSY.

L'étude de la taxation des denrées, de la fixation des prix, des phénomènes monétaires, nous entraîne dans le domaine de l'art économique. Cela ne veut pas dire que les lois économiques n'ont pas d'action dans ce domaine ; bien au contraire : leurs effets sont encore plus violents, car leur action est encore plus étroitement réglementée, annihilée, par les mesures gouvernementales et législatives. C'est dans le domaine des prix et de la monnaie que l'intervention de l'Etat peut s'exercer avec le plus d'intensité, mais c'est aussi celui dans lequel les erreurs économiques sont les plus dangereuses : une mauvaise

politique monétaire entraîne rapidement l'effondrement et la ruine, non seulement du crédit et des finances publiques, mais encore des fortunes privées. La diminution de puissance d'achat de la monnaie depuis 1914 a eu pour cause, non seulement, la guerre elle-même et ses conséquences, mais surtout les mesures financières et la politique économique dont les représentants du pays ont pris la responsabilité, responsabilité d'ailleurs verbale, comme l'ont prouvée des événements récents.

En présence des situations inéluctables, créées par les phénomènes monétaires et financiers, ceux qui ont pris les mesures néfastes et démagogiques créatrices de ces situations ont voulu rejeter sur la Science Economique ce qui était le résultat de leurs erreurs d'Art Economique.

Depuis 1914, la faillite de l'Economie Politique n'a-t-elle pas été envisagée, surtout dans les sphères politiques, sous les aspects résultant du conflit de l'Art et de la Science Economique (1), mais au lieu d'appeler les choses par leur nom, les auteurs ont appelé la science du nom d'« Economique » et l'art du nom de « Politique ». Après le bouleversement économique de la guerre, l'erreur fut de méconnaître l'influence et l'importance des facteurs économiques. M. Tardieu, dans la séance du 23 mai 1922, à la Chambre des Députés, opposait à la thèse anglo-

(1) Voir Chapitre 5 de la première partie.

saxonne : l'Economique domine le Politique, la thèse française : le Politique domine l'Economique : « Les faits économiques doivent être placés à leur rang qui est le second. Ils ne doivent pas prévaloir sur les volontés nationales », disait-il. Or, la grande erreur réside dans l'établissement d'une politique française aux vues trop vastes et aux conséquences trop lourdes pour nos possibilités économiques et financières. L'« Art économique » ne consiste pas seulement à mettre en œuvre les ressources économiques d'un pays, mais aussi à adapter la production et l'expansion d'un pays aux circonstances économiques mondiales. Nous avons vu que les échanges internationaux obéissent à des principes constants, il en est de même des échanges intérieurs et de la valeur d'une monnaie en période de bouleversement économique et monétaire. En l'état actuel de notre situation politique et économique, les questions de prix et de monnaie dépendent de la bonne ou mauvaise politique faite par nos législateurs. Lorsque ces problèmes essentiels ne reçoivent pas les solutions appropriées, le mal s'aggrave si rapidement, qu'il devient alors nécessaire de procéder à une réorganisation monétaire et financière. Devant l'incompétence technique du Parlement, le problème de la création du Parlement Economique s'est posé ; mais est-ce une solution vraiment économique ? Le mal est plus profond. Les prix et la monnaie ne deviendront stables que si le pays

entier, par un effort économique et fiscal, adopte une politique qui tiendra compte des enseignements des lois économiques. Il faudra, en même temps, renier tous les sophismes économiques et financiers qui ont bercé les masses : sous l'apparente richesse du papier-monnaie, les peuples n'ont pas compris qu'ils sortaient ruinés d'une longue guerre, et que la longueur même de cette guerre laissait chez les vainqueurs et les vaincus un déficit que toutes les stipulations d'un traité ne parviendraient jamais à combler.

CHAPITRE PREMIER

LA TAXATION ET LES PRIX

« Pensez-vous que les Américains, vos alliés, vous apporteront des grains au prix de votre maximum ? C'est sur les fermiers seulement que portera ce nouveau genre d'oppression, et si vous ne payez pas le blé à son prix, le fermier n'en sèmera pas. »

Ces paroles furent-elles prononcées par un député, pendant la guerre ? Elles sont d'un autre temps, non moins critique. Elles furent prononcées par BARBAROUX, exposant devant la Convention, les dangers de la taxation, en avril 1793.

La question que nous allons étudier, dans ce chapitre, illustre en effet la maxime bien connue : « L'histoire n'est qu'un perpétuel recommencement ». Dans les périodes de disette, de guerre, l'Etat taxe les principales denrées agricoles, afin de protéger les classes moyennes et pauvres contre une hausse exagérée des denrées de première nécessité. La taxa-

tion consiste dans le fait que l'Etat fixe, pour les marchandises désignées, un prix de vente, par voie d'autorité. C'est une atteinte à la loi de l'offre et de la demande, puisque les prix ne peuvent plus s'établir librement. La violation de cette loi économique a-t-elle produit l'effet attendu par les pouvoirs publics ou l'effet contraire ? « Une fois de plus, la preuve a été faite que la politique des taxations, avec tout ce qu'elle traîne après elle d'arbitraire, est impuissante à assurer le résultat qu'elle poursuit, à savoir : un bon marché relatif, d'abord parce que le produit taxé se cache au lieu de se montrer, dans l'attente d'un relèvement toujours escompté par la taxe, ensuite et surtout, parce que la taxe, en comprimant les profits, décourage le producteur qui réduit la production de la denrée taxée, pour se porter sur les produits laissés libres. » Tel est le jugement de deux spécialistes en la matière, MM. H. et J. Hitier, dans un article de l'Expansion Economique, d'avril 1918, intitulé « l'Intervention de l'Etat dans le domaine agricole ». On peut porter le même jugement sur les effets de la taxation en Allemagne, en Italie. C'est donc bien la confirmation que la violation d'une loi économique telle que celle de l'offre et de la demande produit en définitive les mêmes effets avec une intensité plus ou moins rapide dans des pays différents, car, en ce domaine, nous voyons que les pays de grande production sont moins atteints par la taxation que les pays défici-

taires (1). Rien n'est plus naturel, car la taxation contient dans son principe même la cause de son échec inévitable. C'est parce qu'elle empêche les prix de s'établir en fonction du milieu économique.

Peut-on obliger un agriculteur de vendre 50 francs les 100 kilos de blé, par exemple ; alors que la hausse des prix, des engrais, des machines, des semences, de la main-d'œuvre, créée, par suite de l'état de guerre, une situation telle que le coût de production de 100 kilos de blé, sera de 45 ou même de 50 francs ? Quel sera le bénéfice de cet agriculteur, en ce cas ? Il sera nul ! Bien plus, le capital engagé dans l'entreprise agricole, et son travail personnel ne seront pas rémunérés. Qu'arrivera-t-il ? L'année suivante, le producteur ne fera plus la culture du blé sur ses terres, mais celle d'une plante agricole dont la vente ne sera pas taxée : l'avoine, le maïs, par exemple. L'Etat étendra la taxation à ces récoltes, mais comme le blé est nécessaire à l'alimentation d'un peuple, il portera le prix de taxation du blé à un taux dépassant de beaucoup le coût de production, soit 75 francs, afin d'encourager la culture de cette céréale.

(1) Voir sur ce point l'article déjà cité de Gini : *Pathologie économique*, p. 192. « La taxation, de même que les remèdes violents dans les maladies, n'est, à conseiller, ou du moins ne réussit bien que dans des organismes sociaux particulièrement compacts et solides. En Italie, elle a indubitablement mal réussi, le résultat a été bien moins mauvais en Allemagne et en Angleterre, et il a été, paraît-il satisfaisant aux Etats-Unis d'Amérique. »

Que va faire l'Etat vis-à-vis du consommateur ? Laissera-t-il augmenter le prix du pain ? Mais alors le but même de la taxation n'existe plus. L'Etat est obligé, s'il veut maintenir le prix du pain à un taux fixe, d'acheter toute la récolte de blé aux agriculteurs, au prix de 75 francs les 100 kilos et de la revendre aux meuniers, au prix de 43 francs. Mais qui payera cette différence sinon l'Etat, lequel essayera de récupérer cette somme par la perception future d'impôts ou au moyen d'autres artifices financiers.

En résumé, ce procédé de la taxation retarde théoriquement la hausse des prix, mais il crée pour plus tard un déficit certain, dans le budget de l'Etat, déficit qui se traduit par une augmentation des charges fiscales. Ces charges peuvent être réparties équitablement entre toutes les classes, ou bien sur la classe fortunée, mais en définitive, elles sont une cause de perturbation, d'augmentation des prix, de sous-consommation, pour le milieu économique.

Nous ne voulons pas dire par là, que la taxation ne peut pas se justifier, en temps de guerre ; mais il faut dire que c'est une mesure politique, ou plus exactement une mesure de politique sociale ; au point de vue économique et financier, on peut dire qu'elle est toujours mauvaise ; entraver la formation des prix par voie d'autorité et croire, qu'ainsi, le coût de la vie diminuera, est une chimère socialiste. Les faits de la guerre mondiale viennent

d'apporter, une fois de plus, la confirmation des enseignements du passé (2).

La taxation en France

La taxation est un remède économique connu depuis bien des siècles. Les recherches historiques (3) ont montré que Dioclétien, Charlemagne, Philippe-le-Bel (ordonnance de 1304) en firent usage. Au XVII^e et au XVIII^e siècle, la fixation du prix des grains fut demandée, mais toujours refusée. Mais l'exemple le plus célèbre de taxation fut institué en 1793, par la Convention. Le souvenir de cette désastreuse opération subsistait dans l'esprit de nos parlementaires, lorsqu'en 1915, le Gouvernement a proposé aux Chambres de taxer le prix du blé à 30 francs les 100 kilos. Beaucoup d'arguments présentés par nos honorables députés se trouvaient déjà exprimés dans les discours de BARBAROUX, de DUCOS, de SALLIER. Enfin, TAINÉ n'avait-il pas jugé ainsi la politique du maximum : « Cette politique de sauvages qui abattait l'arbre pour avoir le fruit ».

La guerre, entraînant, comme conséquence, la vie chère et par ce fait un abaissement du moral du pays, devait amener le Gouvernement à prendre des

(2) Voir d'Avenel, *Les Enseignements de l'histoire des prix*. Payot, 1925.

(3) Voir R. Duval : *la Taxation des Denrées par l'autorité*, thèse, Caen 1921.

mesures pour enrayer la hausse des prix et assurer le ravitaillement de la population civile. L'autorité pouvait intervenir pour fixer les prix, en vertu d'un texte de l'héritage législatif de la Révolution. Nous voulons parler de l'article 30 de la loi des 19-22 juillet 1791 ; cet article donne au maire de chaque commune le droit de taxer le pain et la viande. C'est ainsi que pendant la première année de guerre, ce texte fut appliqué dans un millier de communes sur trente-six mille.

Malgré cette mesure, la hausse des prix, des denrées et des objets nécessaires à la vie, les enrichissements rapides de commerçants firent accréditer, dans le public et au Parlement, l'idée que la spéculation était seule la cause de cette hausse des prix. Pour remédier à cet état de choses, et pour satisfaire l'opinion publique, le Gouvernement décida d'employer l'arme de la taxation. Les gouvernants n'ont-ils pas vu ou voulu voir que la spéculation était l'effet de causes multiples ? En effet, il y eut diminution de la production nationale, augmentation de la demande ; pour certains produits, l'Etat seul eut le droit de les acheter. La notion du prix de revient fut perdue de vue. Cette situation fut encore aggravée par l'impossibilité de développer toutes les productions ou de faire venir de l'étranger les produits qui faisaient défaut. La rareté de la main-d'œuvre, son affectation aux usines de guerre, le manque de navires susceptibles de combler le déficit

de la production par les importations, et, à l'intérieur, le ralentissement des transports terrestres, étaient de nouveaux facteurs de hausse de prix. Enfin, la consommation improductive résultant du mécanisme même de la guerre moderne, les destructions matérielles étaient des causes durables et futures de hausse de prix. A toutes ces causes qui ont eu une action certaine sur les prix, il faut ajouter l'action la plus importante de l'inflation par le billet de banque ou le crédit, sur les prix.

C'était une idée un peu simple de croire que la spéculation qui trouvait, en effet, un terrain favorable pour s'exercer, était le seul facteur de hausse, et qu'en la frappant par la taxation, la hausse des prix serait enrayerée. Nous ne voulons pas soutenir que la taxation n'est pas à employer pendant la guerre, elle est inévitable ; mais elle n'est qu'un remède temporaire et violent qui ne doit être employé qu'en dernier lieu. On a dit, très justement, qu'« elle est comme la morphine qui commence par endormir le mal, puis le réveille aggravé ».

M. Gini (4) soutenait que la taxation, pendant la guerre, avait eu son utilité. Il est certain qu'à certains moments, elle peut présenter une utilité, elle peut être un remède, mais, c'est un remède temporaire qu'il faut employer pendant peu de temps et qu'il ne faut pas considérer comme le *seul* remède

(4) Voir article déjà cité dans Scientia.

possible dans le cas de hausse des prix. Il faut lutter contre tous les facteurs de hausse, en même temps et non pas partiellement avec la seule arme de la taxation, sinon, on empire la situation économique, et, au lieu de circonscrire le mal, on ne fait que l'étendre et l'aggraver.

Les résultats de la Taxation en France (4 bis)

Le régime de la taxation entraîne la suspension de la liberté du commerce ; car une réglementation n'est efficace que si elle prend le produit au lieu de fabrication, de production, d'importation, si elle le suit dans toutes ses transformations et déplacements

(4 bis) L'étude de la technique de la taxation nous entraînerait hors de notre sujet. V. sur ce point: Ledan: La détermination des prix par l'autorité publique, Paris, thèse, 1919. La Taxation en France s'est exercée suivant des formes nombreuses (lois, décrets, arrêtés ministériels, arrêtés préfectoraux ou municipaux). De même la multiplicité et la nature même des produits taxés ont entraîné des modalités différentes d'application (taxation au lieu de production, de fabrication, d'importation, système de la péréquation).

Les nombreuses mesures d'intervention de l'Etat en matière de taxation et de ravitaillement se trouvent réunies dans les 4 volumes du Recueil publié par le Ministère du Ravitaillement ainsi que dans le livre de M. Legendre, Alimentation et Ravitaillement, Masson 1920.

L'historique du Ravitaillement en France a été fait par M. Meillac, Parturier et Louwyck : L'effort du Ravitaillement français, Alcan, 1921. — L'exposé général et le plus complet du ravitaillement en France et dans les pays belligérants Grande-Bretagne, Etats-Unis, Italie, Allemagne, Autriche-Hongrie, Turquie, Suisse), se trouve dans le rapport Marin (n° 4.802) Chambre des Députés, juin 1918 : Compte spécial du Ravitaillement.

jusqu'au moment où il est vendu au consommateur. Ainsi la taxation ne donnera de bons résultats que pour les marchandises dont la production peut être centralisée, c'est-à-dire le charbon, le sucre, le chocolat. Les prix peuvent être établis plus équitablement par le fait de cette production centralisée, car le contrôle est plus facile, aussi bien au moment de la fabrication, de l'extraction, de l'importation qu'à celui de la vente. Donc, pour que la taxation réussisse, il faut pouvoir établir le contingentement et le rationnement. Lorsque l'autorité connaît la production, elle peut la répartir équitablement entre les consommateurs. Ainsi la vente au-dessus du cours est moins importante que pour les produits comme le beurre, les œufs, car l'établissement du marché clandestin est plus facile pour ces dernières denrées que pour les autres denrées comme le sucre, le chocolat, etc... Enfin, pour que la taxe ait un bon résultat pour le consommateur, il faut qu'il s'institue un prix unique et que tout le monde s'y conforme ; mais peut-on dire qu'elle empêche les prix de s'élever. Nous avons vu que pendant la guerre le prix de la vie a augmenté malgré tout ; la taxe peut donc entraîner un prix uniforme ; mais elle n'est pas un obstacle réel contre la vie chère (5).

Nous ne voulons pas dire par là que la taxe est

(5) Voir sur ce point : Souchon, Cherté et Taxation. (Société d'Economie Politique, 5 janvier 1916).

seule cause de l'augmentation du prix de la vie, mais elle est une des causes. En effet, lorsqu'une production est réglementée, le prix de vente n'est plus le résultat de l'offre et de la demande, il est le résultat d'une estimation administrative que l'on essaye de déterminer, en s'entourant de toutes les garanties possibles ; or, cette estimation, au cours de la guerre, n'a jamais été exacte, tantôt elle était trop forte, tantôt trop faible. Lorsqu'elle est trop faible, l'autorité est obligée d'élever les prix, car une taxation trop faible décourage le producteur ; l'Etat deviendra producteur, répondent les partisans de la taxation. Sans doute, le procédé est possible, mais il est long à établir et très coûteux. Nous le montrerons plus loin. L'Etat, pour encourager le producteur, augmente alors le prix du produit, mais pour ne plus pêcher dans un sens, il pêche dans l'autre ; il augmente les prix dans des proportions telles qu'il laisse un bénéfice très important au producteur ; cette augmentation de prix d'achat au producteur sera-t-elle couverte par les finances de l'Etat ? Dans les deux cas l'augmentation est immédiate ou future, mais en définitive, c'est une augmentation du prix de la vie ; nous pouvons donc dire que lorsque la taxation établit un prix uniforme, elle entraîne, le plus souvent à son tour, une demande de hausse du prix d'achat par le producteur, une rarefaction des produits, qui déterminent, à son tour, l'élévation du prix de vente par l'Etat. En régime de

liberté, les prix s'élèvent progressivement. En régime de taxation, les prix s'élèvent par bonds successifs. Ces à-coups, résultant de la hausse des prix, créent des déséquilibres et des crises moins répétés pour le consommateur, mais plus coûteux pour l'Etat.

Mais si le mécanisme de la taxation maintient un prix uniforme et respecté, pour une marchandise ayant une production centralisée, elle nécessite d'autre part pour son fonctionnement des organes de répartition existant sur tout le territoire, ainsi que l'établissement des cartes. On aboutit ainsi au développement de l'étatisme, et même à la création d'un système socialiste, à tel point que l'on a pu appeler, très judicieusement, le régime économique de la guerre : une expérience socialiste.

Cette expérience a prouvé que la taxation ne peut fonctionner que pour des produits contingents et dont la production est centralisée ; on entendit par contingentement, le fait par un groupement, (en général départemental), de déterminer mensuellement la quantité du produit désigné revenant à chaque commune. Le groupement livrait aux marchands désignés par le maire la part qui leur était allouée : pour éviter la fraude, la répartition entre les ménages devait se faire à l'aide de cartes délivrées par l'autorité. On s'explique facilement la raison qui fait que ce fonctionnement soit le seul viable au point de vue de la juste répartition entre les

consommateurs, puisqu'il n'existe pas de lieux de production qui ne soient pas contrôlés par l'autorité. D'autre part, la loi de l'offre et de la demande ne peut pas fonctionner en ce cas, puisque la demande doit se régler sur la production. Au contraire, on ne peut pas en dire autant pour les marchandises et denrées dont la production est éparpillée presque à l'infini sur le territoire d'un pays, par exemple : le lait, le beurre, les œufs, etc., car le contrôle est ici impossible. Chaque fois que l'autorité a tenté un essai de répartition de ces denrées, la faillite du système a été rapide. En effet, il se créait un marché clandestin, celui que l'on a appelé le marché de l'« arrière-boutique », marché sur lequel on vendait le produit à un prix bien supérieur à celui de la taxe et au coût de production réel.

Lorsque l'autorité décide de recourir à la taxation d'un produit ou d'un ensemble de produits, encore faut-il que la taxation soit obligatoire, et s'étende, en même temps, à tout le territoire, si l'on désire qu'elle soit effective. En France, la division en département, le système de la taxation facultative, c'est-à-dire, suivant la décision du Préfet, créent le résultat suivant : les marchandises taxées dans un département étaient vendues dans les départements limitrophes où elles ne l'étaient pas, d'où pénurie sur un marché, abondance sur l'autre. Il fallait alors créer une surveillance étroite des transports. Le

beurre, les œufs, y échappaient en partie ; leur marché devint beaucoup plus clandestin qu'officiel.

Prenons l'exemple de la vente du beurre, à Paris. Les mandataires des Halles étaient étroitement surveillés par la Préfecture de police. Lorsque les prix s'élevèrent, la taxe intervint. Les mandataires ne purent plus acheter aux producteurs, car ceux-ci trouvaient preneurs à un prix plus élevé que le prix officiel. Ce furent les courtiers marrons, appelés aussi « mercantis » qui achetaient directement aux producteurs et vendaient dans l'arrière-boutique. Le beurre allait directement chez le détaillant, au lieu de passer par les mandataires des Halles. Pour cette denrée, il se produisit le fait suivant : seuls, les beurres ordinaires arrivaient aux Halles et étaient vendus au prix maximum de la taxe. Ce qui entraînait donc une élévation des prix pour cette qualité de beurre (6).

Au moment de l'institution de la taxe, voici quels sont les chiffres :

Début de février 1917 :

29.000 kgr. reçus et contrôlés aux Halles par jour.

Début de mars 1917 :

8.000 kgr. » » » »

Tandis que la taxe était de 9 fr. 60 et 6 fr. 20 le kilo de beurre au détail, le prix du marché clandestin, à cette époque, fut de 9, 10, 11 francs le kilo.

(6) Voir Olphe Galliard. Histoire économique de la guerre
p. 337.

En ce qui concerne les œufs, voici le tableau dressé par les services municipaux :

Tableau des arrivages d'œufs, aux Halles centrales, durant la période septembre 1917, mars 1918, (époques où ces produits n'étaient pas taxés) et pendant la période correspondante, septembre 1918, mars 1919 (où la taxe était en vigueur).

MOIS	ANNÉES	ANNÉES
	1917-1918	1918-1919
Septembre	14.473.038	4.139.663
Octobre	13.631.323	1.690.990
Novembre	10.051.226	901.926
Décembre	10.591.271	1.057.195
Janvier	9.110.371	4.911.967
Février	17.626.090	14.383.534

Même résultat pour la viande. Les agriculteurs envoyaient dans les villes, où l'écoulement des bestiaux était d'un prix plus rémunérateur que dans celles où la taxe était strictement appliquée, les belles bêtes et dirigeaient les bêtes de seconde qualité vers les villes où la taxation était rigoureusement mise en pratique. Ce fut ce qui arriva pour Bordeaux où la taxe était strictement assurée. La Chambre syndicale des Commissionnaires en bestiaux de Bordeaux constatait que pour le marché de cette ville « jadis centre d'arrivages d'animaux de tout premier ordre, il s'en est suivi un délaissement de ces approvisionnements habituels ».

Ainsi, pour les produits dont le contingent-

ment était impossible, les taxes ne purent atteindre leur but. Dès qu'elles étaient établies, à côté du marché réglementé s'établissait le marché clandestin qui est une cause de hausse des prix. De toutes parts, on demanda la suppression des taxes. Les difficultés pour s'approvisionner devenaient au fur et à mesure de plus en plus grandes. Les ouvriers des abattoirs se mirent en grève pour protester contre les taxes qui provoquaient une crise de chômage par suite de la diminution du chiffre d'affaires des bouchers en gros. Ce fut en janvier 1919 que commença le « mouvement de détaxe ». Le décret du 4 janvier rend la liberté du commerce aux denrées suivantes : riz, légumes secs, pâtes, œufs, lait condensé ; les œufs devinrent abondants sur les marchés et se vendirent au prix du marché clandestin sous le régime de la taxe. Le riz passa de 4 francs le kilo à 2 fr. 90, les haricots, de 3 fr. 90 et 4 francs à 2 fr. 80 et 3 fr. 40. Cette baisse se produisit en l'espace d'un mois, pour les raisons suivantes : les consommateurs vivent sur les réserves qu'ils avaient constituées pendant quatre ans. D'autre part, les détaillants, croyant à une baisse réelle, ne placèrent pas de commandes chez les marchands de gros. Ces derniers cherchèrent à écouler leurs stocks le plus tôt possible, avant une baisse plus prononcée ; en même temps, le marché reçut les offres provenant de la liquidation des stocks de l'intendance.

Nous avons volontairement omis de parler de

la taxation du sucre, du charbon, du blé, parce que ces trois produits furent soumis à un régime spécial de taxation. C'est ce régime que nous allons étudier maintenant.

La production du *sucre*, par suite de l'occupation de nos départements du Nord, devint déficitaire par rapport à notre consommation. L'importation pouvait seule assurer notre ravitaillement en sucre, mais le décret du 2 mars 1916 prohibait l'entrée en France, des sucres d'origine étrangère, excepté ceux importés pour le compte de l'Etat qui s'était réservé le monopole d'importation.

La Commission britannique était chargée de procéder aux achats de sucre pour le compte de l'Angleterre, de la France et de l'Italie. Jusqu'en 1917, la parité entre les prix intérieurs et extérieurs de ventes en gros existaient, mais à partir de cette date, les cours du sucre, à l'étranger, s'élevèrent. Le Gouvernement institua le procédé de la péréquation des prix ; le sucre fut taxé, en France, au prix moyen du sucre étranger et du sucre produit en France. L'Etat français recevait des producteurs français une ristourne de 19 francs, somme qui était la différence entre le prix de vente et le prix de fabrication accordé au raffineur français. Mais la production mondiale était insuffisante, dès 1916, par rapport à la consommation. Pour éviter l'élévation des prix, le Gouvernement réduisit ses achats et entraîna la raréfaction de la marchandise. C'est ce système de

la péréquation qui fut appliqué aussi aux *charbons* (7).

Ce système a-t-il produit le résultat attendu ? Les prix ont-ils été stabilisés ? Y eut-il un prix unique théoriquement et pratiquement ? Enfin, était-il nécessaire de soumettre entièrement le charbon à une politique étatiste et n'aurait-on pas pu laisser une plus grande initiative aux organismes privés ? Telles sont les questions qui se posent lorsqu'on refait l'« histoire de notre politique charbonnière ». Le résultat fut le suivant en 1919, « il n'y avait pas qu'une crise de production, due à l'insuffisance de la main-d'œuvre, il y avait surtout une crise de prix et une crise de répartition, fonction l'une de l'autre » (7 bis).

Le déficit de notre production nécessitait l'importation anglaise, mais le prix du charbon anglais dépassait celui du charbon français, au lieu de production et encore plus à l'importation, par suite de la hausse de la livre sterling (28 francs) et des frêts due à l'élévation des assurances et des surestaries. En France, le Co-

(7) Voir dans la Journée Industrielle depuis 1917, les nombreux articles contre le système de la péréquation du charbon.

Voir sur la question de la taxation du charbon pendant la guerre, Ollivier : *La Politique du charbon*, Alcan, 1922.

G. Sardier, *Le Ravitaillement du charbon pendant la guerre*, Thèse, Paris, 1920.

(7 bis) M. Olivier, *La Politique du charbon 1914-1921*, p. 112).

mité des Houillères s'était engagé vis-à-vis du Gouvernement à ne pas augmenter sans son autorisation le prix du charbon. Il résultait de cette situation une « dualité de prix » et un déséquilibre. Les industriels ne voulaient que du charbon français et laissaient le charbon anglais. La crise des prix nécessitait l'intervention de l'Etat. La loi du 22 avril 1916 établit la taxation, qui était déjà officieuse. Le 12 avril 1916, le Bureau National des charbons avait été créé. On taxa, sur la demande du Gouvernement anglais, le charbon importé. Le président de la Commission de taxation des charbons et des frêts fut M. COLSON, qui exposa très clairement ces difficultés et les défauts de cette mesure : « Arriverait-on à
« provoquer une diminution des prix ? Taxerait-on
« à des cours sensiblement plus bas que la moyenne
« des cours pratiqués ? Dans ce cas, c'était la suspension de l'exécution des contrats et la probabilité d'une diminution sensible des quantités
« importées. Taxerait-on à des cours peu différents
« au cours du moment ? Alors la taxation n'apporterait aucune amélioration à la situation. En
« outre, comme les prix étaient très variables autour
« du prix moyen, c'était s'exposer à ce que la taxe
« fut plus élevée que certains cours réels qui ne tarderaient pas à rejoindre la taxe. On aboutirait à
« des résultats inverses de ceux qu'on escomptait. » Les consommateurs ne voyaient que le fait même des accords entre les gouvernements français et

anglais. Croyant à une baisse, ils ne passèrent pas de commandes, et, pendant l'hiver 1916-17, leurs demandes subites furent une des causes de la crise.

L'Intervention administrative entraîna d'autres difficultés, inhérentes au régime d'étatisme. C'est ainsi que : « les charbons furent tous taxés par arrê-
« tés, mais ils étaient souvent modifiés. Ces arrêtés
« avaient aussi des effets rétroactifs, ce qui empê-
« chait le juste établissement d'un prix de revient ;
« pour éviter ces perturbations, les industriels pri-
« rent l'habitude de prévoir cette rétroactivité et de
« compter sur des prix de charbons majorés. Ainsi
« s'instituait une double taxation dont la coexis-
« tence n'allait pas sans inconvénients. » Un autre inconvénient résida dans le fait que la ristourne de 25 francs par tonne, prévue par le projet, était déjà trop faible lorsqu'il fut discuté, car les prix des charbons anglais augmentaient. Enfin, cette taxation rencontra un obstacle qui est inhérent à toute organisation gouvernementale : fin 1916, l'insuffisance des importations de charbons entraîna l'impossibilité de satisfaire toutes les demandes ; de plus, de violentes réclamations furent adressées au mode de répartition du groupement charbonnier ; on l'accusa de ne pas remplir équitablement ses fonctions. Ce fut, à ce moment, le régime des passe-droits pour les affrètements et le tour de remorquage. La crise des transports entraîne une crise de quantité qui entraîne, à son tour, une crise de prix.

L'élévation des frêts et des surestaries provoqua la vente du charbon importé au-dessus de la taxe. On institue alors le Comité Interallié de répartition et des prix de frêts. Une nouvelle convention, signée le 3 décembre 1916, avec le gouvernement anglais, nous assurait un tonnage de 2 millions de tonnes de charbon par mois. Mais le 13 décembre 1916, M. SEMBAT fut remplacé par M. HERRIOT.

Voici le jugement porté sur sa politique en matière de charbon : « On lui reprochait surtout sa « réglementation étatiste, réglementation qui avait « lésé certains intérêts, troublé certaines habitudes. « La crise était indéniable, il était bien facile de dire « qu'on l'aurait évitée en laissant toute liberté aux « intéressés et en limitant le plus possible l'inter- « vention de l'Etat. Evidemment, cette réglementa- « tion avait des défauts. Les formalités qu'elle impo- « sait auraient pu être simplifiées. Avec l'arrivée de « M. HERRIOT à la direction de la politique gouver- « nementale, commence une période d'incertitude, « de tâtonnements, d'expériences malheureuses à « laquelle se succédèrent une nouvelle période pré- « liminaire de réglementation, puis une période « définitive d'organisation qui sera celle du plan « LOUCHEUR. A ce moment, l'absence des stocks, la « la baisse de la production anglaise, la crise des « transports, rendaient la situation moins bonne « qu'elle n'avait été auparavant ».

C'est en ces termes que M. OLIVIER résume le

bilan de la politique du charbon. On peut voir que jusqu'en 1916, la taxation et le système de la péréquation entraînent des difficultés qui auraient pu être évitées. Elles enregistrent un échec de la taxation vis-à-vis du prix du charbon importé.

Ainsi, lorsque l'étatisme, l'Economie de guerre, la fixation arbitraire des prix, sont envisagées comme les seules mesures possibles, il se produit alors un déséquilibre et une crise d'autant plus violents que les autres facteurs économiques (augmentation de la production, des importations, des transports intérieurs) sont négligés. Dans la politique du charbon, jusqu'en 1916, il semble que la taxation ait été envisagée comme la panacée universelle pour donner une solution aussi bien à la crise de production qu'à celle des prix.

La taxation du blé en France (8). — Non seulement l'Etat taxa le prix du blé, mais il poussa le système de la réglementation jusqu'à ses conséquences extrêmes. Il devint d'abord l'acheteur de tout le blé nécessaire à la fabrication du pain, en France. Il le fit ensuite transformer en pain et distribuer sous son contrôle. Enfin, il voulut devenir le directeur de la production (9) de cette céréale. Pourquoi l'Etat étend-

(8) Voir sur ce point Beaucourt, ouvrage cité, Nigay. *La Taxation française du blé, 1914-1919*. Thèse, Lyon, 1921; Delemer, *Le bilan de l'Etatisme*, Troisième partie.

(9) Voir les articles de M. Alfred Massé dans le Temps, sur la production du blé en France pendant la guerre.

il aussi étroitement son emprise sur le blé et le pain ? C'est parce que le pain était « l'aliment fondamental de la famille française ». Pour éviter les émeutes qui eurent pour cause, dans le cours de l'histoire, la disette de cet aliment ou son extrême cherté, il n'hésite pas à perdre volontairement des sommes très importantes. Après avoir découragé le paysan dans la production, il lui alloua une véritable prime à la production, tout en maintenant le prix de vente du pain à un taux bien inférieur au prix de revient. Le résultat cherché fut atteint, mais au détriment des finances publiques.

Par la loi du 16 octobre 1915, le prix maximum du blé réquisitionné, était fixé à 30 francs le quintal. Or, depuis le mois de février 1915, le cours de 32 francs fut enregistré à la Cote de la Bourse de Commerce de Paris. Fin avril, le quintal de blé indigène était à 34 francs et les blés étrangers, rendus dans nos ports, atteignaient plus de 38 francs. La conséquence de cette mesure qui méconnaissait la loi de l'intérêt personnel, fut de détourner de la culture du blé le paysan français, lequel reporta ses efforts sur la production des céréales non taxées à ce moment. Le résultat fut un déficit de la récolte de l'année suivante en blé. L'Etat devint alors importateur de blé. En face de cette situation, le Gouvernement porta le prix du blé à 33 francs le quintal, par décret du 14 mars 1916. Ce prix était fixé jusqu'au 31 décembre 1916.

Le résultat fut le suivant, de l'aveu même du ministre : « Cette situation a provoqué dans la culture des céréales un déclassement qui met en péril le marché et la production du blé, sur lequel repose la sécurité de l'alimentation publique. Le résultat de ce déclassement, s'il se prolongeait serait de diminuer de plus en plus nos réserves de blé pour l'alimentation publique et de nous obliger, pour les remplacer à acheter du blé à l'étranger, à prix d'or, les cours actuels de l'importation dépassant déjà 40 francs. » La conséquence était la suivante : la surface cultivée en blé avait diminué de 490.000 hectares. Pour les autres céréales non taxées, le tableau suivant fait clairement ressortir la faute économique commise :

PRODUCTION (EN QUINTAUX) DU :	1915	1916	DIFFÉRENCE
Méteil	1.098.190	1.114.275	+ 16.085
Seigle	8.420.160	9.116.320	+ 696.160
Orge	6.920.790	8.979.460	+ 2.058.670
Avoine	34.625.980	41.279.600	+ 6.653.620

En 1917, l'augmentation des prix du blé indigène fut trop tardive. Au moment de la récolte de 1917, la superficie cultivée en blé n'était que de 4.224.450 hectares. La production s'élevait à 39 millions de quintaux, soit une diminution de 16 millions de quintaux, sur la récolte de l'année 1916, et de plus de 50 o/o, par rapport à celle du temps de paix.

Quel fut le prix du pain durant cette période ? La taxation par le maire, et, à son défaut, par le préfet, permit de maintenir le prix du pain au prix moyen de 0 fr. 50, mais le décret du 13 juillet 1917 porta le prix du blé indigène, payé au producteur, à 50 francs les 100 kilos. Ce même décret autorise une augmentation de 0 fr. 05 par kilo, soit un prix moyen de 0 fr. 55. Le prix de cession du blé aux meuniers fut de 37 francs, mais il fut porté à 43 francs, à partir du 1^{er} janvier 1918 (décret du 30 novembre 1917). Par suite, le prix maximum des farines fut fixé par le préfet d'après la taxe des farines, le prix des transports et les frais de panification. A cette époque, on note aussi une même élévation des prix de vente de la farine. Tandis qu'elle était cédée à 45 fr. 75, sous le régime du décret du 13 juillet 1917, elle fut portée à 51 francs par le décret du 30 novembre 1917.

Le décret du 21 mai 1918 porte le prix du blé indigène à 75 francs pour la récolte de 1918 ; le décret du 22 juillet 1918 laisse cependant le prix de cession aux meuniers, à 43 francs.

Le décret du 13 septembre 1918, fixe, pour la récolte de 1919, le prix du blé à 73 francs. Mais le décret du 3 février 1920, modifie le prix de cession aux meuniers et le prix de vente de la farine. Il porte le premier à 76 francs, à partir du 1^{er} mai 1920, le second, à 93 francs, à partir de la même date. Quant au prix maximum, il était toujours fixé selon les

modalités prévues par le décret du 30 novembre 1917. Enfin le décret du 12 août 1920 portait le prix du blé à 100 francs. Il était cédé au même prix au meunier ; le décret du 25 août 1920, avait pour effet de porter le prix de vente de la farine à 128 francs. Le prix du kilo de pain fut alors porté à 1 fr. 30. Depuis lors, la taxe du pain subsiste toujours. C'est dire que l'histoire de la taxation du pain n'est pas terminée (10).

Les résultats financiers de la taxation du pain furent les suivants : d'après les chiffres officiels, l'alimentation du blé jusqu'en 1920 donne comme résultat un solde passif de 5.607.904.000 francs (11).

Tel est le résultat financier. Quelles furent les fautes économiques commises ?

M. A. BEAUCOURT, dans son livre intitulé « La politique du pain pendant la guerre (1914-1918) », écrivait ces phrases : « Il est une leçon qu'on n'avait pas encore tirée des événements, je veux dire l'impossibilité de figer, d'immobiliser pour une période assez longue les prix d'une denrée. La succession même de toutes les mesures prises depuis trois années montrait pourtant avec netteté combien il est chimérique de vouloir arrêter ainsi le mouvement dans tout un canton du monde économique,

(10) Voir sur ce fait l'étude de M. Olphe Gailliard : « La lutte officielle contre la vie chère ». Académie des Sciences Morales et Politiques, 6 avril 1925.

(11) Voir pour plus de détail, Delemer, ouvrage déjà cité, page 66.

comme si l'on pouvait, à volonté, le séparer de l'ensemble par des barrières artificielles. Les frais de production d'une denrée comme le blé et les conditions de son marché, sont sous la dépendance d'une telle multitude d'éléments variables, réagissant eux-mêmes les uns sur les autres, qu'il est bien impossible de les vouer tous à l'immobilité. Et, dès lors, tel prix, très rémunérateur, pourra devenir absolument insuffisant l'an prochain, dans quelques mois, peut-être ».

Cette critique vise le prix de 50 francs que le gouvernement prétendait maintenir pour les deux campagnes 1917 et 1918. Les faits ont infligé un démenti formel à ces certitudes gouvernementales. Il fallut porter le prix du blé à 75 francs. « Bien plus, ajoute M. BEAUCOURT, voici que le prix du pain lui-même a perdu son immobilité presque sacrée. Pour la première fois depuis trois ans, l'on ose porter la main sur ce chiffre intangible : les préfets reçoivent l'autorisation d'effectuer, par arrêté, un relèvement de prix de 5 centimes au kilogramme ». Mais ce prix n'était pas le véritable, il ne traduisait pas le coût de production du blé et de sa transformation. Pendant la guerre, le prix du pain fut un prix factice ; les charges financières étaient mises au compte spécial du Ravitaillement.

La différence entre le prix d'achat et le prix de cession des céréales et farines, obligeait, non seulement le Trésor à en supporter les charges, mais en

même temps, à les régler immédiatement vis-à-vis des meuniers et boulangers, sous la forme de ristournes égales au manque à gagner, résultant de la marge entre les deux prix.

La taxation à l'étranger

Belligérants et neutres (12) furent aussi amenés à combattre la vie chère par le remède de la taxation. Dans l'étude de la loi des débouchés pendant la guerre, en Allemagne, nous avons relevé les mêmes difficultés, les mêmes erreurs, en ce qui concerne la politique de taxation. La nécessité, la situation difficile, l'esprit de discipline permettaient cette réglementation sévère, mais le résultat fut toujours le même : pour faire sortir la marchandise cachée, le gouvernement fut obligé de relever de plus en plus le tarif des prix maxima. « On peut « dire que le problème des prix maxima, s'il a « empêché certains abus, n'a pas retardé le renché- « rissement dans son ensemble. Après douze ou « quinze mois de taxation, les prix courants des « vivres étaient en moyenne de 70 o/o supérieurs à « leur taux d'avant-guerre, dans bien des cas, de « 100, de 150 ou de 200 o/o. De plus, les marchés

(12) Voir sur ce point le rapport de M. Louis Marin : Politique comparée de la France, Angleterre, Etats-Unis, Italie, Allemagne, Autriche-Hongrie, Turquie, Suisse, Danemark, Norvège, Suède, Pays-Bas.

« étaient insuffisamment ou irrégulièrement approvisionnés (13) ».

En Angleterre, la taxation a donné de meilleurs résultats, parce qu'elle fut pratiquée avec plus de justesse et de méthode, en tenant compte des lois économiques.

En présence de l'augmentation des prix sur le marché mondial et de l'accroissement de la demande en Angleterre, le Ministère de l'Alimentation anglais « prit pour principe que l'on ne peut et ne doit contrôler les prix que lorsqu'on contrôle déjà la production, principe qui a également joué au Canada et aux Etats-Unis (14) ».

Trois séries de mesures qui se complètent et se coordonnent furent prises par le Gouvernement britannique :

1° Des mesures en vue de restreindre la consommation.

2° Des mesures en vue d'augmenter la production.

3° Des mesures en vue de la réglementation de la vente des denrées par le producteur et l'intermédiaire au consommateur.

Mais les effets de cette politique ne se sont faits

(13) Théodore Reinach, *Législation Economique Allemande*, T. I, p. 83.

(14) Rapport Marin, déjà cité, p. 283.

sentir qu'en 1917, époque à laquelle le Gouvernement adopta une politique générale du Ravitaillement et de la Taxation. Jusqu'à cette date, le Gouvernement avait eu recours à la politique de persuasion et d'Economies ; mais cette politique ne produisit pas les résultats attendus ; la situation alimentaire de la Grande-Bretagne devint critique à la fin de 1916. Des pouvoirs étendus furent confiés à un Contrôleur général des Vivres ; malgré la campagne pour les économies alimentaires, le Gouvernement recourt au rationnement obligatoire (4 janvier 1918) après avoir essayé le rationnement volontaire.

La seconde série de mesures : l'accroissement de la production agricole, fut mise en œuvre à partir de l'automne 1916 ; le Gouvernement garantit aux agriculteurs un prix de vente minima pour le blé, l'avoine et les pommes de terre. D'après le Rapport de sir Arthur Lee, Directeur général du Food Supply Board, les superficies semées en blé, avoine, orge, pommes de terre et autres céréales ont augmenté respectivement, par rapport à 1916, pour la récolte de 1918, de 38 o/o, 35 o/o, 11 o/o, 69 o/o, 50 o/o. Les céréales panifiables produites en Angleterre suffisaient à l'alimentation du pays pendant 1/5 de l'année, en 1916-1917, 1/4 de l'année en 1917-1918, tandis qu'avant la guerre elles alimentaient la consommation pour 6 semaines seulement.

Pour réglementer la vente des produits à un

prix maximum (troisième série de mesures), il fut créé le « Costing Department », qui déterminait le montant exact du « profit légitime » auquel aurait droit chaque fabricant et commerçant, pour chaque denrée alimentaire et suivant les circonscriptions de surveillance. Ainsi, les intermédiaires devinrent les agents du Gouvernement et recevaient une rémunération en proportion de leur travail. Par là fut éliminée toute spéculation privée sur les matières alimentaires soumises au contrôle de l'Etat. De 1914 à juillet 1917, la tendance des prix pour toutes les denrées alimentaires avait été à la hausse, au point que le coût général de la vie avait doublé, par rapport à l'avant-guerre. L'application intégrale du système de contrôle des prix de vente par l'Etat détermine une baisse légère en 1917, « elle fut suivie d'une courte stabilisation, puis la hausse reprit jusqu'en avril 1918 » (15).

Si nous enregistrons une amélioration dans le fonctionnement de la taxation en Angleterre, cela ne veut pas dire que de nombreuses fautes n'ont pas été commises, et que le prix de revient de la gestion par l'Etat n'ait pas été onéreux (16). Cette amélioration a pu être constatée parce que *la politique de taxation anglaise a essayé de tenir compte des lois économiques.*

(15) Rapport Marin, page 284.

(16) Voir sur ce point les conférences de M. Crammond sur la vie économique de l'Angleterre (1914-1917).

Aux *Etats-Unis*, la politique de la taxation fut semblable à celle qui fut pratiquée en Angleterre. Elle réussit mieux, d'une part, par suite de l'abondance de stocks et de la faculté d'accroissement de la production, et, d'autre part, par suite de l'application rapide et énergique de la taxation, des restrictions. Des mesures destinées à ne pas décourager le producteur et à lui assurer la vente de ses produits, furent prises par le Gouvernement. Le « Food Control Act » (10 août 1917) donne des pouvoirs étendus au Président des Etats-Unis, assisté d'un administrateur général du Ravitaillement. Celui-ci est représenté dans chaque état de l'Union par une administration du Ravitaillement. Un Comité national des prix de 12 membres, représentant les producteurs et les consommateurs, fixe le prix d'achat et de vente des principales denrées.

Les Restrictions obligatoires, en vue d'assurer le ravitaillement de la population américaine et des Alliés, et d'enrayer la hausse du prix de la vie, sont édictées pour la consommation du pain, du blé, de la farine, des pâtes alimentaires et pâtisserie, la viande et le sucre. On réglemente le taux de blutage (74 o/o) dans les meuneries et pâtisseries, ainsi que la vente de la farine par les commerçants.

La taxation obligatoire des prix s'appliqua au blé, au pain, à la farine, à la viande, au sucre, au lait, au beurre. Il fut recommandé par l'administration aux commerçants en gros de ne pas dépasser

certaines prix dans la vente des produits alimentaires (pommes de terre, riz, fromages, œufs, etc...).

Ainsi, les Etats-Unis constituaient par les restrictions immédiates, des stocks pour eux et pour leurs alliés ; en même temps, l'augmentation de la production se produisit parce que le Gouvernement donna l'assurance aux agriculteurs de pouvoir vendre leurs denrées à un prix stable. M. Hoover cita, en particulier, l'augmentation de la production des porcs : « Nous pouvons fournir toute la quantité demandée, rien qu'en viande de porcs (17) ». Ainsi la forte structure économique des Etats-Unis, renforcée d'ailleurs par les circonstances exceptionnelles de prospérité des années 1914-1915 et 1916, les mesures énergiques et cohérentes des restrictions, ont permis d'employer l'arme de la taxation, sans entraîner un bouleversement des marchés ; mais, cette solution dont les résultats ne peuvent être enregistrés que sur l'espace de temps pendant lequel les Américains furent en guerre, n'a pu être obtenue qu'en tenant compte des lois économiques et en luttant en même temps contre les différents facteurs de hausse.

Toute autre fut la *politique italienne*. Elle voulut s'attaquer à la spéculation seule, sans essayer d'arrêter l'action des autres facteurs de hausse des prix (inflation, change, diminution de la produc-

(17) Discours du 23 juillet 1918, à Londres.

tion), c'est pourquoi M. Umberto Ricci a pu, dans un gros volume de 500 pages, enregistrer l'échec de la politique annonataire (18).

L'Italie ne bénéficiait pas d'une forte structure économique ; elle dépendait de l'étranger pour les matières premières industrielles et pour les denrées alimentaires. En août 1914, la déclaration de guerre produisit chez elle une perturbation économique par suite du retour des émigrants et des travailleurs saisonniers de France, d'Allemagne, de Suisse, qui vécurent dans les grandes villes (Milan, Gênes, Turin). Le chômage et la hausse des prix (principalement sur la farine) se manifestèrent. Si les villes organisent un système serré de taxation, le gouvernement italien n'organise pas un plan d'ensemble dans le ravitaillement et la taxation ; il prit des mesures selon la pression des événements. Malgré l'action de l'Etat, la constitution des stocks, la réquisition, les primes à la culture, les avances du crédit agricole, une politique décentralisatrice, faisant jouer un rôle important aux administrations des provinces, l'action des communes, (Sociétés autonomes de consommation), des coopératives, la taxation n'a pas réussi. Il faut en chercher la cause dans l'excès de décentralisation créant une multiplicité des tarifs de vente (arrêtés préfectoraux et municipaux). Ainsi,

(18) Firenze, Soc. An. Ec. La Voce, 1922. Voir aussi sur ce point la thèse de M. R. Berger, La Politique annonataire des grandes villes italiennes pendant la guerre, Paris 1921.

les marchés furent troublés, les marchandises furent détournées de leur lieu naturel de vente. De plus, la spéculation qui fut réelle, fut envisagée comme l'élément principal de hausse ; une politique générale de lutte contre l'émission du papier-monnaie, contre la dépréciation des changes, la diminution de la production n'a pas été entreprise. On laissa subsister les facteurs principaux de hausse, c'est pourquoi les résultats financiers de la taxation furent si onéreux pour l'Etat. Au 31 décembre 1920, les pertes résultant de la gestion des céréales étaient de 15.542 millions de lire. De même M. UMBERTO RICCI cite les nombreux scandales provoqués par les bénéfices des importateurs autorisés par le Gouvernement. L'Italie, par suite de sa structure économique particulière, de la politique incomplète de taxation qui laissait subsister les causes principales de hausse, ne pouvait pas réussir dans la voie de la réglementation des prix.

Ces différents exemples vérifient l'idée émise par M. Gini, à savoir : que la taxation ne réussit bien que des organismes sociaux particulièrement compacts et solides. L'importance des stocks, la faculté d'augmenter la production, la possibilité de maintenir en temps de guerre une main d'œuvre d'importance sensiblement égale à celle d'avant-guerre, la création du papier-monnaie en faible quantité, furent les facteurs principaux qui permirent aux Etats-Unis d'employer, sans heurts, la taxation.

L'Angleterre eut, à un degré moindre, les mêmes avantages. En France, l'occupation de nos départements du Nord, la mobilisation de la plus grande partie de la main-d'œuvre masculine, l'émission de billets, la crainte d'adopter une politique de restrictions pour ne pas effrayer le pays, furent autant de facteurs qui vouaient à un échec certain la taxation. Il faut lutter avant tout contre les nouveaux éléments de déséquilibre économique, créés par l'état de guerre. Il se produit, en effet, un accroissement de besoins nouveaux, sans entraîner la suppression des anciens. Par suite, il faut, ou augmenter la production, ou, si cela n'est pas possible, rationner et contingenter la consommation ; mais, en même temps, il faut, dans les deux cas, encourager le producteur, afin de ne pas le décourager. Alors, la taxation pourra produire ses effets les moins mauvais, car, même dans les cas où la taxation paraît efficace et durable (cas de l'Allemagne, principalement en matière de logements, tarifs de transports, denrées alimentaires essentielles), il se produit un déséquilibre, il se creuse un déficit dans le budget de l'Etat ; c'est alors la crise des logements, les propriétaires ne construisant pas, le déficit des chemins de fer et du Ravitaillement. Il ne faut pas essayer de régler l'offre tout en augmentant la demande ; il faut tâcher d'accroître l'offre et de réglementer la demande. Ainsi, on accroîtra la force de résistance économique du pays en guerre, au lieu de créer ces

causes de déséquilibre, provenant de la violation continuelle des Lois Economiques. Nous avons vu que ce sont dans les pays où fut employée cette politique que la taxation a le mieux réussi. L'intensité de l'action des lois économiques selon la structure de chaque pays que nous avons constatée déjà, apparaît clairement en matière de taxation. Dans les pays qui ont essayé de canaliser l'action des lois économiques, qui se sont attaqués aux causes profondes de la hausse des prix, il y a eu un résultat ; au contraire, là où les gouvernants ont voulu seulement réprimer l'effet, c'est-à-dire, la spéculation, l'échec a été certain. Aussi, l'action des lois économiques, dans les différents pays, en cette matière, a été plus ou moins intense, selon qu'elle a été niée ou canalisée. Ces résultats ont pu faire naître un doute ; mais, lorsqu'on analyse les faits, on voit que loin d'apporter un démenti, ils confirment l'action des lois économiques. Il se produit, malgré tout, une hausse des prix, même dans un pays où il est tenu compte de l'action des lois économiques ; l'Etat est le principal acheteur et consommateur, par suite de la guerre ; il est un facteur de perturbation sur tous les marchés, car les biens qu'il consomme servent à détruire et non à produire. Cette situation ne peut durer que grâce à des mesures artificielles, et c'est un point que nos adversaires refusent d'aborder. Le fait d'employer des mesures artificielles pour provoquer l'abondance des produits et la faiblesse

relative des prix, n'est-il pas l'aveu formel de l'action des lois économiques que l'on veut annihiler ? Pourquoi rejeter plus tard les erreurs commises pendant une période de mesures artificielles, sur le compte d'un régime qui fut réglementé dans ses effets immédiats, par des contraintes législatives. Bien plus, la seule manière de soutenir l'effet de ces mesures artificielles, c'était le *crédit* tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. En France, l'Etat réussit par là, sans toucher aux impôts existants, à laisser de l'argent liquide aux mains des particuliers, et, comme il pesait sur les prix par des contraintes et subsides, à permettre à ceux-ci de conserver leur train de vie. Bien entendu la *difficulté n'était que remise*, les prix du marché libre étaient les seuls prix normaux, et la liquidation des dépenses différées se présentant plus tard, sous la forme de dettes.

La hausse des prix fut retardée par le système de l'organisation économique de guerre, mais il ne l'empêche pas de se produire même pendant la guerre. Il ne réussit pas à maintenir les prix au taux de la taxe. Mais c'est après la guerre que les résultats sont les plus probants : la solidarité entre Alliés n'existe plus, au début de 1919 ; nos relations avec les marchés extérieurs furent à partir de ce moment l'expression vraie de notre situation économique. Notre change se déprécia, nous subissions la réaction des lois économiques dans nos relations extérieures.

La politique des subsides financiers, à l'intérieur, n'était pas en proportion avec nos moyens. La méconnaissance des lois économiques risque de nous mener à la ruine. Les adversaires des lois économiques, et ils sont nombreux, proclament la faillite de l'Economie politique, ne faut-il pas leur répéter que pour avoir écarté de la conduite de la guerre et de sa liquidation, toutes les considérations économiques, ces mêmes détracteurs nous ont amenés au bord de l'abîme financier. Depuis 1914, ils ont endormi le pays à « la morphine » par des émissions de billets de banque (le mot est de M. DECAMPS). En voulant éviter la cherté de la vie, ils n'ont fait que l'empirer en violant les lois du crédit, de la production et de la répartition.

Le rétablissement des lois économiques est semblable au réveil des malades endormis par des produits anesthésiques ; plus elles ont été transgressées et plus leurs effets sont lourds à supporter. Nous ne voulons pas dire par là que la liberté économique est possible en temps de guerre. Nous dirons, reprenant les expressions de MM. Decamps et Gini, que l'émission de billets, et la taxation sont des anesthésiques et des remèdes violents à n'employer que temporairement et surtout dans des organismes particulièrement « compacts et solides ». Il faut partir, en ce domaine, de cette idée si clairement exprimée par M. Leroy-Beaulieu et si méconnue pendant la guerre : « Si, parfois, on est induit à sacrifier les

lois économiques aux considérations politiques ou internationales, encore faut-il savoir qu'on les sacrifie et qu'il en résulte un mal (19) ».

(19) Précis d'Economie Politique. Delagrave, 3^e Edition, p. 8.

CHAPITRE II

LES PHÉNOMÈNES ET LES LOIS MONÉTAIRES (1)

« Une monnaie qui a perdu son abri métallique est exposée à une multiplicité d'influences pernicieuses. »

ANSIAUX (2).

I. PEUT-ON VÉRIFIER LA THÉORIE QUANTITATIVE ?

Est-il possible de dégager, dès maintenant, des lois nouvelles s'appliquant aux périodes de déséquilibre monétaire d'après l'étude des phénomènes depuis 1914 ? A-t-on pu réunir tous les élé-

(1) En plus des nombreux ouvrages sur la monnaie et le change, de MM. Arnauné, Arthuys, Cassel, Décamps, Despax, Germain-Martin, Yves Guyot, Keynes, Nogaro, Raffalovitch, Rist, Sancerre, Subercaseaux, Valois et Withers, nous avons consulté les dossiers du bureau des Etudes Economiques de la Banque de France. Qu'il nous soit permis de remercier ici M. Décamps et ses collaborateurs, grâce auxquels nous avons pu avoir une documentation plus complète.

(2) L'Inflation commerciale et le change, Revue économique internationale, mars 1924, p. 501.

ments et les observations qui permettent de décrire l'évolution des maladies monétaires ? La Science Economique possède-t-elle actuellement les instruments qui permettent d'enregistrer mathématiquement et continuellement les accès de fièvre, les réactions du « corps social » lorsque une maladie monétaire se développe ? A-t-on pu faire complètement l'analyse de la maladie ? En connaît-on toutes les causes et tous les effets ? Peut-on évaluer numériquement et exactement la capacité de résistance de chaque pays, contre une inflation de même volume, sans tenir compte de leur constitution économique ?

Tels sont quelques-uns des problèmes que soulèvent les états actuels de « Pathologie Economique » provoqués par l'inflation et auxquels on ne peut répondre par l'affirmative.

Les gens avides de nouveautés pourront nous taxer d'être trop prudent. Nous estimons que notre rôle n'est pas de dégager dès maintenant les lois de la « pathologie monétaire ». Il faut laisser se produire le recul du temps, que nous avons constaté dans d'autres branches de la science économique, tandis qu'en matière monétaire nous sommes encore en pleine évolution. Nous voulons seulement montrer comment le monde a perdu l'ancien équilibre monétaire et financier, par l'établissement de mesures que les économistes avaient condamnées depuis longtemps. Les phénomènes monétaires n'ont-ils

pas montré en définitive le bien fondé des préceptes des économistes si décriés ? Lorsque, par une inflation forcenée, certains peuples se sont trouvés acculés à la faillite, n'avons-nous pas vu ces mêmes peuples qui avaient proclamé la faillite de l'or, revenir aux systèmes d'avant-guerre, basés sur ce même métal ?

Cette réponse des faits satisfait plus notre esprit que tous les essais de constitution d'une nouvelle monnaie ou d'établissement du taux des changes, suivant des parités de pouvoir d'achat. Est-il possible de maintenir par une politique d'escompte une valeur fixe d'un étalon de papier ? N'est-ce pas un équilibre instable qui risque et qui doit être modifié plus tard ?

C'est pourquoi il nous a paru difficile de formuler de nouvelles lois monétaires. Des spécialistes avertis de ces questions, nous ont mis en garde contre le danger de vouloir systématiser et présenter, sous forme de lois et de remèdes certains ce qui n'est peut-être, dans une maladie monétaire, qu'un arrêt temporaire de fièvre ou la réaction finale d'un organisme à l'agonie qui fait croire au malade qu'il revient à la santé.

Nous-mêmes, nous avons pu constater, en consultant les dossiers si complets du Service des Etudes Economiques de la Banque de France, combien, dans les articles anglais, américains, allemands, ita-

liens et français, les faits monétaires actuels sont contestés ; ou même, lorsque l'accord est réalisé sur les faits, comment ces mêmes faits servent à interpréter et justifier des théories opposées. C'est ainsi que certains auteurs ont essayé de proclamer la faillite des systèmes monétaires, en montrant que la théorie quantitative n'avait pas joué. Tout en considérant cette théorie dans un sens large, et, comme un cadre qui permet de simplifier et de faire saisir plus facilement les phénomènes monétaires, nous estimons qu'il ne faut pas dire que la théorie quantitative est fausse, parce que depuis la fin de la guerre surtout, il y a eu une corrélation plus grande entre le taux du change et les prix, qu'entre le montant de la circulation et les prix. Cette contradiction de la théorie n'est qu'apparente. En effet, le déséquilibre monétaire a pour conséquence de fausser l'action et le rôle bienfaisant des régulateurs monétaires. Avant la guerre, la théorie quantitative paraissait confirmée par les faits : les prix étaient dominés par la circulation. Après la guerre, et principalement en 1922-1923, M. Aftalion étudia dans neuf pays différents (Allemagne, Autriche, Pologne, Belgique, Danemark, Angleterre, Tchécoslovaquie, Finlande, France), les prix, les changes et la circulation : dans ces neuf pays les prix furent dominés par les changes et non par la circulation. Faut-il dire par suite que la théorie quantitative est fausse ? La constatation faite par M. Aftalion veut dire qu'en

période de déséquilibre, la circulation n'est pas le seul facteur du niveau des prix ; l'action du change vient s'ajouter à l'action de la circulation sur les prix. Envisageons le cas de la France ; nous voyons que le déficit de la balance des comptes et l'inflation furent les causes principales de déséquilibre économique ; lorsque ces facteurs de déséquilibre atteignent une intensité telle qu'il n'y a plus corrélation entre les mouvements de la circulation et ceux du change et des prix, à partir de ce moment non seulement la circulation ne règle plus le taux des prix, mais le change devient alors un élément indépendant sur lequel les anciens régulateurs n'ont plus de prises ; il devient un facteur principal au lieu de rester un facteur secondaire et agit à son tour sur les prix. Son action se superpose à celle de la circulation, tantôt elle est plus forte, tantôt moins.

Faut-il dire que la théorie quantitative est fausse ? Ou faut-il dire que le déséquilibre monétaire crée une situation telle que les prix ne sont plus seulement fonction de la circulation, mais du change, et que par suite, le retour à l'équilibre s'impose afin d'éviter l'action de ce facteur nouveau (le change) facteur d'autant plus dangereux que ses fluctuations sont difficiles sinon même impossibles à maîtriser en période de déséquilibre de la balance des comptes.

En effet la France n'a pu faire face au règlement du déficit de la balance des comptes que par des

crédits de spéculation (1) avancés par des étrangers pour solder nos excédents d'importations. A partir de ce moment, il y a possibilité pour l'étranger d'agir sur notre change : le change a alors comme principal facteur, le facteur psychologique et politique ; ce sont nos créanciers internationaux qui font varier non seulement le taux de notre change mais celui des prix intérieurs en France, car les prix des matières premières importées varient suivant le cours du change, et le coût de production, par suite, est plus ou moins élevé.

Ainsi ce n'est plus seulement l'action de la circulation, l'action du change, qui réglera le taux des prix en France, ce sera aussi la politique économique et financière des gouvernants qui entraînera une hausse ou une baisse des prix, si les détenteurs étrangers de francs ont confiance ou non dans l'avenir de notre pays.

Il ne faut donc pas s'étonner si le taux des prix est fonction du cours du change ; cela ne veut pas dire que la théorie quantitative est fausse, mais qu'elle ne joue plus en période de déséquilibre économique et monétaire. Ce n'est plus alors un seul facteur principal (la circulation) qui règle la formation des prix, mais aussi le facteur change, lequel dépend de notre politique financière qui influence les positions de spéculation des étrangers

(3) Voir sur la question du change, et des crédits de spéculation, l'excellent livre de M. Décamps, déjà cité.

détenteurs de francs. Avant la guerre, les variations des prix dépendaient de facteurs économiques, aujourd'hui elles dépendent aussi de facteurs politiques.

L'étude de ces faits a ainsi permis à M. Germain Martin de montrer dans son livre « Les Finances Publiques et la Fortune Privée » l'étroite interdépendance qui existe entre la situation financière et la valeur des fortunes en France.

M. Aftalion (1) montre que les variations de change en France ne sont pas dues seulement aujourd'hui à des facteurs cycliques mais aussi à des facteurs non cycliques. Il entend par facteurs non cycliques, les mouvements psychologiques des détenteurs étrangers de francs passant par des alternatives de confiance et de défiance. Ce mécanisme des crédits étrangers est en effet un des facteurs importants de déséquilibre de valeur du franc, déséquilibre qui sera accentué bien moins par la situation économique du pays, que par les mauvaises mesures de politique financière prises par le Gouvernement et les Chambres. Les phénomènes monétaires sont aujourd'hui influencés autant par les situations politiques qu'économiques. Comment traduire dès lors en chiffres, ou sous une forme de lois économiques ce qui est le reflet d'idées et de fac-

(4) Les variations du change en France tiennent-elles aux cycles économiques ? *Revue Economique Internationale*, février 1925.

teurs psychologiques ? Ainsi la valeur de notre monnaie n'est pas seulement conditionnée par l'importance de l'émission de billets, mais encore par l'action du change lequel ne résulte pas seulement de la balance des comptes, mais du mouvement des crédits de spéculation étrangers, qui sont influencés par la politique financière de notre pays. Comment dès lors, vouloir expliquer et traduire sous forme de lois la hausse des prix dans les pays à monnaies avariées, alors qu'on ne peut pas mesurer ni même apprécier exactement l'action des divers facteurs qui règlent les prix, alors que, bien souvent, on ne connaît même pas tous les facteurs de hausse de prix et de dépréciation extérieure de la monnaie ? Peut-on d'autre part calculer le volume de la circulation monétaire dans de telles circonstances, ainsi que la vitesse de circulation de la monnaie ? Quelle est en effet l'influence et la part de l'ouverture des avances et des crédits de banque dans la hausse des prix ? Dès le début de la guerre en France, l'Etat a fait des ouvertures de crédit aux industriels et à ses fournisseurs. En Angleterre, aux Etats-Unis, l'inflation n'a pas été consécutive à l'émission des billets (ou du moins pour une très faible part), mais à des ouvertures de crédits en banque qui ne correspondaient pas à une création immédiate de richesse. Les ouvertures de crédits faites par les Etats-Unis aux Etats européens ont été la cause de l'accroissement des moyens de paiement qui a entraîné par répercus-

sion une hausse générale des prix. En Angleterre, les ouvertures de crédit ont facilité la formation de stocks et les positions de spéculation qui ont provoqué une hausse générale des prix.

Peut-on savoir aussi quelle est en France la grandeur des crédits de spéculation étrangers, quels en sont les emplois, et surtout quelle est la rapidité avec lesquels ils passent au compte des différents créanciers ?

De même, peut-on évaluer quelle est la part (très faible mais non négligeable) des bons de la Défense Nationale qui joue le rôle de monnaie ?

Peut-on savoir si les émissions d'emprunts depuis 1914 n'ont pas joué un rôle dans la création de l'Inflation. Il arrive en effet que les emprunts d'Etat peuvent servir de garanties dans des avances en banque. Or, ces emprunts d'Etat sont-ils gagés sur des valeurs réelles, surtout pendant la guerre, étant donné l'affectation des sommes prêtées ? Cette dette n'est pas une dette productive, c'est une dette de poids mort. Alors, en ce cas, les emprunts ne sont-ils pas générateurs d'Inflation ?

De même, ne peut-on pas dire que l'aggravation des impôts depuis 1920 est aussi génératrice d'Inflation et de diminution de l'Epargne. Le paiement des lourds impôts grève les frais de production, mais ils augmentent aussi la vitesse de la circulation de la monnaie.

Enfin peut-on dire que chaque billet émis pos-

sède un même « potentiel » d'inflation. Ne faut-il pas tenir compte en France des phénomènes de thésaurisation ? Peut-on en effet évaluer la thésaurisation principalement chez les masses paysannes, ainsi que la vitesse de la circulation de la monnaie qui est moins intense dans une région paysanne que dans une région industrielle ?

Telles sont les diverses inconnues qui empêchent à notre avis de pouvoir discuter sur l'action de la théorie quantitative entendue au sens large du mot. En cette matière, nous n'affirmons pas, nous ne faisons qu'exposer les difficultés.

Après avoir montré pour quelles raisons la théorie quantitative ne peut être invoquée comme un des griefs de la condamnation de l'Economie Politique, il faut essayer de voir *si ce que les Economistes avaient prévu en matière monétaire s'est réalisé*. C'est à la démonstration de cette idée que nous cantonnerons nos recherches. La dépréciation de la monnaie et du change ne sont-ils pas la preuve de la transgression des lois monétaires ? Le retour à l'Etalon d'or n'est-il pas l'illustration du principe qu'un système monétaire n'a de stabilité que s'il repose sur l'or et sur des biens réels.

II. L'INFLATION

Nous venons d'examiner quelques-uns des facteurs qui exercent une action sur la valeur de notre

monnaie ; nous avons vu qu'on ne pouvait pas en prévoir les mouvements par suite de l'impossibilité de pouvoir apprécier l'importance et la grandeur de ces différents facteurs. Nous sommes donc bien encore en période d'évolution et de déséquilibre monétaires.

Etudions maintenant la cause primordiale du déséquilibre monétaire et financier : l'Inflation, qui est une pratique condamnée par les Economistes (5).

Auparavant rappelons comment s'obtenait l'équilibre monétaire d'avant-guerre.

Avant la guerre, en France ainsi que dans tous les pays à monnaie saine, le stock monétaire était en équilibre avec l'économie générale du pays. Lorsqu'une crise périodique se produisait, l'élévation du taux de l'escompte, l'envoi de l'or sur les places créancières étaient les remèdes classiques et qui rétablissaient rapidement l'équilibre perdu. Le stock d'or en France s'élevait à plus de 8 milliards, dont 3 1/2 étaient centralisés à la Banque de France. Le stock d'argent était de près de 2 milliards dont 600 millions dans les caisses de la Banque. Le billet de banque était échangeable contre de la monnaie

(5) En France M. Despaux dans les articles de l'Information parus depuis en volume sous le titre « L'Inflation dans l'histoire » a tenté de présenter avec une érudition à laquelle il faut rendre hommage la thèse de l'utilité de l'Inflation. Les faits n'ont pas confirmé jusqu'ici cette thèse si habilement soutenue.

métallique, c'est pourquoi en France et à l'étranger notre « billet de banque valait de l'or » (6).

En effet l'émission de billets était gagé sur une forte encaisse métallique ; lorsque le volume des billets en circulation dépassait le total du stock métallique, ces billets étaient alors la représentation d'effets de commerce escomptés par la Banque, et dont le montant était toujours acquitté par le débiteur à l'échéance. Ces billets représentaient donc bien des richesses créées et mises préalablement en circulation. Ainsi s'établissait un équilibre entre le volume de la circulation et les besoins des échanges. Cet équilibre entraînait une stabilité de la valeur du billet de banque aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur (7), où une balance des comptes en excédent nous assurait un change favorable sur presque toutes les places.

La déclaration de guerre a eu pour conséquence de rompre cet équilibre. Pour faire face aux dépenses de guerre, l'Etat s'est endetté (8) à l'intérieur en demandant des avances à la Banque et en émettant des Emprunts et des Bons de la Défense Nationale. L'endettement extérieur résulte aussi d'emprunts,

(6) Voir sur ce point pour plus de détails, Germain-Martin, ouvrage déjà cité, principalement le chapitre V, I^{re} Partie, l'Unité monétaire franc-or d'avant-guerre.

(7) Voir ci-dessous paragraphe III, la Stabilisation monétaire.

(8) Voir sur ce point Germain-Martin, ouvrage déjà cité, II^e partie : La période d'endettement de la France.

de dettes commerciales et de dettes politiques. Cet endettement a provoqué ce déséquilibre monétaire et financier décrit au début de ce chapitre. L'or ne circule plus en France, les particuliers ne peuvent l'exporter à l'étranger. Le cours forcé a été édicté et est maintenu. Ce déséquilibre s'est traduit par une hausse des prix. Faut-il dire comme beaucoup d'auteurs l'ont soutenu qu'il y a une relation de cause à effet entre la hausse des prix et l'émission de billets, l'émission des billets entraînant la hausse des prix ?

Mais les faits apportèrent un démenti à cette interprétation trop simple des faits. En effet l'Angleterre ne recourait que prudemment aux émissions de billets de banque ; et cependant elle souffrait de la hausse des prix, dans des proportions moindres que la France, mais cependant le renchérissement de la vie y était sensible. Aux Etats-Unis, même observation. L'Inflation était donc un phénomène plus complexe qu'on ne l'avait dit et écrit en 1914 et 1915.

Le mécanisme de l'inflation. — Caractérisée par la hausse des prix de la plupart des marchandises et ne devant pas d'ailleurs être confondue avec les mouvements de prix qui dépendent de causes multiples, — rendements de la production, variations des cours de change, — l'inflation n'est pas simplement l'expression arithmétique du rapport existant

entre la masse des billets de banque lancés dans la circulation en France, et l'ensemble des biens matériels, objets de transactions à un moment donné. Elle est l'expression du rapport entre ces biens et la masse des monnaies, et de toutes les formes de valeur pouvant jouer le rôle de succédanés de la monnaie et mises en circulation. L'inflation de papier-monnaie et l'inflation de crédits produisent bien les mêmes conséquences. Elles entraînent un accroissement du pouvoir nominal d'achat sans accroissement correspondant de la masse des produits et des services.

Mais si l'inflation engendre une hausse des prix, cette hausse des prix ne se réalisera pas dans tous les pays d'une manière uniforme. La différence du coût de production entre les pays, la structure économique de chaque pays, la vitesse de circulation de la monnaie plus développée dans les pays anglo-saxons, sont des facteurs qui empêchent l'uniformité des prix de se réaliser. Nous retrouvons ici cette idée que nous avons mise en lumière dans toute notre thèse, à savoir que les lois économiques agissent bien toujours dans le même sens, mais avec une intensité qui varie selon la structure économique de chaque pays.

En effet les billets de banque jouent un rôle plus ou moins actif dans les mouvements de hausse des prix, suivant qu'ils circulent ou qu'ils sont thésaurisés.

Le Bon de la Défense nationale en France contribue à l'inflation, s'il est employé dans les paiements, s'il prend place dans les portefeuilles des banques, au poste actif du bilan et fournit à un établissement des disponibilités pour ouvrir des crédits à la clientèle.

La masse des crédits accordés au milieu des affaires va, à son tour, jouer un rôle dans l'inflation. Les détenteurs obtiendront des ouvertures de comptes de dépôts, de compte-courants et disposeront par tirages de chèques des sommes ainsi disponibles, qui fourniront à leur tour des moyens de paiements. C'est surtout la masse des ouvertures de crédits qui a contribué en Angleterre et surtout aux Etats-Unis à l'Inflation.

Recourir plus largement qu'on ne le fait habituellement en France aux tirages par chèques, n'est pas apporter un remède à l'Inflation. Billets de banque et chèques diffèrent par leur origine, mais produisent des effets identiques dans la formation des prix. Ce sont des moyens de paiements.

Ainsi, la définition du mot Inflation est plus complexe que ne le laissent supposer certains auteurs ne voyant dans l'inflation qu'un simple rapport entre le volume de l'émission des billets et les prix.

Mais il ne suffit pas de définir le contenu du mot inflation, il faut en comprendre le mécanisme.

L'Inflation aboutit à la création d'unités moné-

taires en francs qui une fois lancées dans la circulation prennent place dans la masse monétaire préexistante qui se compose de X francs.

Les nouveaux francs auront d'ailleurs même pouvoir libérateur que les francs préexistants. Mais d'où leur viendra cette puissance d'achat ? Quelles sont les conséquences de l'accroissement en nombre des unités francs, ayant un pouvoir libérateur dans les paiements ?

On a soutenu que le pouvoir libérateur du franc-papier était dû au crédit de l'Etat Français, puis à l'espoir qu'avait le porteur de billets d'être un jour remboursé en or.

Le mécanisme nous paraît tout autre. Le détenteur de francs demande au billet de le rendre acquéreur de marchandises et de services productifs. Peu lui importe le sort du papier, dans X années. L'unité franc une fois lancée dans la circulation va permettre d'acheter des produits, de payer des services. Elle est donc recherchée parce qu'utile, parce que jouant véritablement le rôle de monnaie.

Elle tient cette puissance d'achat, non de la volonté de l'Etat, ni du crédit de celui-ci, mais simplement de la puissance libératrice qu'avait sous un régime de monnaie saine, le franc représentatif de l'or, parce que la vignette de papier était toujours remboursable en métal, à la volonté du porteur.

Telle était la situation, au début de la guerre, car en temps de paix, notre système monétaire

offrait une grande souplesse. Les moyens de paiements étaient accrus ou restreints d'après les besoins du commerce ou de l'industrie, grâce au mécanisme de l'escompte et du réescompte des effets de commerce. Au contraire, depuis l'ouverture des hostilités, et plus encore depuis l'armistice, la masse des moyens de libération dans les paiements a été développée par la volonté de l'Etat, et pour faire face à des besoins que le rendement des impôts ne pouvait permettre de satisfaire. L'Etat a, grâce aux billets de banque, grâce aux bons de la défense nationale, grâce à des ouvertures de crédit, payé ses fournisseurs de matériel de guerre. Il a lancé dans la circulation des francs par l'intermédiaire de la Banque de France. Analysons le mécanisme de cette émission, qui seul permet de comprendre l'avilissement de la puissance d'achat de l'unité monétaire.

Par une combinaison d'avances que la Banque consent à l'Etat, et qui comporte des remises de billets à la Trésorerie, l'Etat peut payer ses fonctionnaires, ses fournisseurs, régler ses dettes.

Mais va-t-on objecter, le franc est donc bien émis en contre-partie de services ou de biens.

Oui, mais que valent ces services ? Sont-ils productifs ? Le sont-ils autant que les services d'un ingénieur de l'industrie, ou un fondé de pouvoir d'une maison de commerce ? Quant aux richesses que paie l'Etat avec les billets, pour le temps de guerre, ce sont des masses de produits détruits pour

la presque totalité de leur valeur au cours des hostilités (9). De plus, la perte des vies humaines et la réduction des capacités de travail qui entraînent le lourd service des rentes, des pensions par l'Etat qui règle le plus souvent avec des billets : voilà une puissance d'achat créée sans qu'il y ait eu contre-partie de puissance productive accrue.

Les milliards remis aux sinistrés du Nord et de l'Est, sont également représentatifs de richesses anéanties.

Les millions payés aux fonctionnaires des régions occupées ne sont point la cause de fabrication des produits matériels.

Les milliards qui ont alimenté les fabrications de guerre sont-ils productifs, ou seulement en ce sens, qu'ils ont évité l'écrasement de la France ?

Ainsi la masse des unités francs, émise pour les besoins de l'Etat, n'a donc plus, en contre-partie, une masse de services productifs et de richesses matérielles, comme cela existait sous un régime de saine monnaie, qui comportait comme mesure de la valeur, de l'or ou un billet convertible en or, l'or étant lui-même une marchandise de valeur égale à la valeur des biens qu'elle mesurait et exprimait. Or l'Economie Politique a toujours affirmé que la valeur de la monnaie n'était point le résultat de la volonté du prince et sur ce point, les faits illustrent les théo-

(9) Voir sur ce point le Chapitre III de la 2^e partie.

ries. Actuellement le franc-papier tire sa valeur de l'ancien franc-papier-or. Mais le franc-papier est vampire. Il n'acquiert de valeur qu'en se fondant dans la masse des unités monétaires préexistantes ; cette fusion a fatalement pour conséquence d'avilir la puissance d'achat de l'unité franc. Les faits confirment donc les théories de l'Economie Politique sur la monnaie prenant sa valeur dans un support métallique, réalité existante au-dessus de la volonté des politiques.

Il faut reconnaître qu'en définitive, les procédés d'emprunts continuels des Etats endettés par la guerre, ont répandu dans le public, des couches successives de succédanés de monnaie fiduciaire, d'où une hausse rapide des prix, un avilissement du franc, et une surélévation des prix des terres. Car la monnaie non métallique n'est que la mesure des richesses susceptibles de satisfaire les besoins de l'homme. Donc, moins il y a de biens matériels produits, plus la monnaie et ses succédanés sont abondants, moins la puissance d'achat de la monnaie est grande. La monnaie est une mesure dont la capacité est diminuée par sa multiplication.

Si le phénomène d'avilissement se produisait de telle sorte que les valeurs monétaires constituant la capacité d'achat individuel fussent également accrues, le déséquilibre économique serait moins grave qu'on le constate. En fait il n'y a pas eu accroissement uniforme et général des moyens de libéra-

tion dans tous les patrimoines. C'est dans cette répartition inégale des émissions de billets entre les patrimoines que résident les conséquences économiques et sociales les plus dangereuses de l'Inflation. L'Inflation exagérée expose en effet les pays « à une de
« ces révolutions économiques, comme nous en
« avons vu tout autour de nous, de ces révolutions
« moins sanglantes que d'autres peut-être, mais révo-
« lutions sans doctrine et par là sans grandeur, où
« les visions douloureuses ne sont même pas éclai-
« rées par la lueur d'un Idéal, révolutions dans les-
« quelles ce sont les plus pauvres qui sont les plus
« atteints et les plus cyniques qui trouvent encore
« moyen d'édifier des fortunes sur les ruines » (10).

Les Répercussions de l'Inflation au point de vue Economique et Social. — Examinons d'abord les répercussions de l'Inflation dans ses effets sur l'activité et la fortune des particuliers, ensuite dans ses effets sur le mouvement économique général.

Le producteur (agriculteur, industriel, commerçant) tire un bénéfice de l'Inflation, mais c'est un bénéfice momentané. Au début de l'inflation, la hausse des prix lui permet de vendre avec un bénéfice les produits manufacturés et les stocks achetés ou fabriqués avant la hausse des prix. Mais lorsque l'industriel devra acheter à l'étranger les matières

(10) Discours de M. Nogaro, Chambre des députés, 28 novembre 1924.

premières pour la campagne industrielle suivante, l'instabilité du cours du change entraîne au jour du règlement de ces matières premières un déficit certain : l'acheteur ayant à payer une somme plus élevée que celle qu'il avait prévue. Et ainsi naît dans le règlement des affaires le facteur spéculation sur le change, l'industriel ayant un intérêt primordial à se couvrir contre la dépréciation du change. Le producteur, le commerçant se transforme en spéculateur : de là les bénéfices exagérés qui ne sont plus en relation avec l'activité du commerçant ou du spéculateur dans la vie économique. Et nous trouvons ici une des causes principales de l'inégale répartition du pouvoir d'achat due à l'inflation. Ces bénéfices exagérés sont un élément de démoralisation de la production, et entraînent le développement des industries de luxe alimentées par les bénéfices de ces spéculateurs. Mais d'autre part, l'inflation entraîne la hausse des prix des matières premières, des salaires et du coût de construction des ateliers et oblige les usines à accroître parallèlement leurs fonds de roulement.

Après la guerre, lorsqu'il fallut transformer les fabrications de guerre en fabrications de paix, beaucoup d'industriels qui n'avaient pas eu la prudence d'augmenter leur fonds de roulement dans la mesure de la hausse générale des prix furent obligés de recourir aux augmentations de capital et aux émissions d'obligations. Mais les manufacturiers

s'engageaient dans des agrandissements sans étudier les débouchés probables. L'économie du temps de guerre, en accroissant les possibilités de dépenses, alors que la hausse consécutive des prix ne s'était point encore produite, avait suscité un mirage économique. L'industrie ne voyait plus que des clients millionnaires. La construction automobile par exemple, s'attachait à satisfaire les besoins de luxe, comme si, ceux-ci avaient été les besoins les plus généraux de la société contemporaine. Or les sommes que chaque budget privé pouvait consacrer à des dépenses somptuaires allaient être réduites par les charges d'impôts et par l'accroissement vertigineux des prix de détail.

Ces réalisations furent d'autant plus aisées qu'en 1920 les Etats ne recouraient plus aussi largement aux emprunts à long terme. Certains pouvaient même clore l'ère des emprunts ; d'autres recouraient exclusivement aux ressources de la dette flottante. Les capitalistes en quête d'emplois de longue durée, n'avaient plus d'autres moyens de placement que les souscriptions aux émissions industrielles.

Cette activité capitaliste entraînait avec elle, un essor bancaire dont le public lui-même fut témoin, dans ces dernières années. De nouvelles sociétés de crédit furent créées, des banques déjà existantes multiplièrent le nombre de leurs succursales.

Les opérations pouvaient être faites sur une

large échelle car l'inflation et ses conséquences favorisaient surtout les audacieux qui trouvaient dans la spéculation sur marchandises un support avantageux. Ces entrepreneurs provoquaient un essor factice au détriment des affaires conduites avec prudence. La concentration capitaliste se développait grâce aux conséquences d'heureuses spéculations, favorisant l'essor de puissances anciennes ou nouvelles.

Mais ne faisait-on pas éclore une industrie à caractère spéculatif qui obtiendrait ses profits beaucoup plus des résultats de différences de prix que de l'écart soigneusement étudié entre le prix de revient et le prix de vente ?

Le système ne pouvait durer qu'autant que l'inflation assurait aux prix une hausse rapide et continue. L'arrêt soudain de ce mouvement, dû, pour une large part aux incidences de l'inflation elle-même, sur la puissance de consommation des masses, allait ébranler l'essor artificiel de l'industrie. D'où la crise de 1920 et des années suivantes. De plus, les pratiques financières de la grande industrie pendant les années écoulées, devaient avoir une répercussion lointaine. Les industriels qui ont emprunté en 1919 et 1920, (à court terme), ont été particulièrement atteint par la baisse rapide des prix. Aussi accusent-ils le désir non dissimulé de voir l'Etat recourir de nouveau à des émissions de billets qui provoqueraient des hausses nouvelles de prix et ainsi par

la dépréciation de l'unité monétaire accroîtrait leurs avoirs en unités francs et leur permettrait de se libérer facilement de leurs dettes. Les Banques qui s'engagèrent dans des commandites, le plus souvent disproportionnées, si on évalue leur capital social, partagent les sentiments des industriels.

Ainsi les nations qui persistent dans la pratique de l'inflation sont les victimes certaines de cette « morphine » qui n'assure que des avantages momentanés et engendre une crise économique prolongée.

Au résumé, l'inflation a favorisé l'essor des éléments instables, en conséquence de l'incertitude des cours pour l'avenir et des perspectives de dépréciation du franc. Ils forment une armée toute prête à la panique et à la débacle. A-t-elle stimulé et augmenté la production ? La question doit être posée car la science économique ne voit l'essor de la production que par la pratique d'un régime monétaire sain, c'est-à-dire reposant sur des réalités : l'or et l'argent ou les transactions commerciales, représentées par les effets de commerce. Or, à la Semaine de la Monnaie (11) les industriels se plaignent de ne pas trouver dans l'augmentation des prix un équivalent compensateur des dépréciations de la puissance d'achat du franc. Cette constatation prouve bien que le prétendu enrichissement de la France correspond

(11) Voir les Rapports et Vœux de la Semaine de la Monnaie, 1922.

en définitive à une dépréciation du capital industriel d'avant-guerre. Les commerçants se sont plaints aussi à la Semaine de la Monnaie. Ils ont reconnu que l'inflation donnait un éphémère coup de fouet à la consommation ; par la suite, elle provoque l'abstention des acheteurs et la diminution de la consommation. Un seul élément de la production fut relativement moins atteint par l'inflation, ce fut l'agriculture. « Combinée avec la hausse naturelle due à la raréfaction des produits et à leur destruction pendant les hostilités, l'inflation a eu pour principal effet de faire passer dans les mains des exploitants agricoles, une grande partie des biens ruraux dont ils n'étaient que les fermiers » (12).

La classe ouvrière bénéficie-t-elle en définitive de l'inflation ? Le taux du salaire s'adapte toujours avec un certain retard à la hausse des prix, puis pendant la crise et le début de la déflation, il reste plus élevé que le taux de la vie ; mais lorsque la baisse des prix se prolonge avec le maintien de hauts salaires, l'industrie travaille à perte ; c'est d'abord la réduction journalière des heures de travail, le chômage. Le gain réel tombe alors au-dessous du taux de la vie. Si l'ouvrier n'accepte pas une baisse des salaires c'est une lutte qui s'engage, et où les ouvriers sous la pression des réalités économiques, sont obligés d'accepter une baisse des salaires (cas

(12) Semaine de la Monnaie, rapport de M. Kempf. Les effets de l'inflation sur la vie économique.

des salaires des mineurs en Angleterre après la guerre). Le taux des salaires ne dépend pas uniquement de l'index du prix de la vie, mais avant tout de l'établissement du coût de production et des prix de vente des produits. L'instabilité monétaire entraîne donc en définitive une diminution du pouvoir d'achat du travailleur, que ne compense pas la hausse momentanée des salaires en période d'inflation.

Mais c'est surtout sur l'épargnant, sur le petit rentier, le retraité, la moyenne et même la grande bourgeoisie que l'inflation exerce son pouvoir destructeur. L'inflation ruine automatiquement les détenteurs de biens à revenu fixe, d'obligations, de rentes sur l'Etat, dont la valeur en capital diminue avec l'augmentation du taux de l'intérêt des nouvelles émissions sur le marché. D'autre part, si le bénéficiaire de ces revenus touche toujours la même somme, le pouvoir d'achat diminue avec l'inflation. Ainsi se brise cet équilibre social d'avant-guerre ; il se produit un déséquilibre entre les revenus du travail et de la fortune acquise. Un Rédacteur du Bulletin Quotidien d'Informations Economiques (13), a étudié l'évolution de la fortune acquise depuis 1914 : voici les résultats (en se plaçant dans l'hypothèse la plus favorable). Une fortune de 300.000 francs en capital et d'un revenu (impôt déduit) de 9.200.

(13) 24 juin 1925.

francs en 1912, correspondant à la classe de la population appelée « rentière », est passée à la fin de 1924 à un capital de 204.000 francs (14) et à un revenu de 10.820 francs, soit une diminution de 83 o/o du capital-or, et de 71 o/o du revenu-or. Une importante fortune de 2.958.000 francs en 1914 rapportant 108.180 francs est passée en 1924 à 4.453.000 avec un revenu de 190.800.

Mais le Rédacteur du Bulletin s'est placé dans les conditions les meilleures, c'est-à-dire en affectant 25 o/o du revenu annuel à la souscription des augmentations de capital ; en prélevant près de 1/4 de ce revenu pour le paiement des impôts soit 37.000 fr. par an, ce qui fait qu'au total, le chiffre des revenus à dépenser est de 100.000 fr. seulement en 1924. « Si le capitaliste n'agit pas ainsi il dévore son capital, » ajoute le Rédacteur du Bulletin. En d'autres termes, le jeu de l'impôt progressif et de l'épargne « nécessaire pour l'entretien du capital oblige le

(14) En refaisant les calculs, nous apercevons qu'une faute d'impression dans l'addition donne 81.570 fr. au lieu de 204.000 fr. Nous avons tenu compte en même temps du dédoublement des actions « Suez », effectué en 1924 ; c'est pourquoi le chiffre du revenu se trouve modifié (10.820 fr. au lieu de 9.510 fr.) : En résumé nous obtenons le tableau suivant :

		CAPITAL		REVENU	
		CONTRE-VALEUR		CONTRE-VALEUR	
		NOMINAL	OR	NOMINAL	OR
1912		300.000	300.000	9.200	9.200
1924		204.000	51.000	10.820	2.705

« capitaliste à limiter sa dépense à l'emploi d'un re-
« venu égal à celui de 1914 ; et cela bien que l'excel-
« lente composition de sa fortune lui permette de
« profiter dans les meilleures conditions possibles de
« la hausse des prix. Nous ne pensons pas que beau-
« coup de capitalistes se soient astreints à une aussi
« stricte discipline. Aussi y a-t-il lieu de considérer
« que la grande bourgeoisie est menacée de disparaî-
« tre au même titre que la bourgeoisie moyenne que
« nous avons considérée tout d'abord ».

Le Rédacteur du Bulletin note que la valeur d'échange des capitaux s'établit en fonction de la demande, or, « si l'épargne diminue, la valeur des
« capitaux baisse, la mutation des biens s'opérant
« avec une offre qui dépasse la demande. Il y a en
« France une liquidation plus ou moins avancée des
« fortunes. Il faut se garder de croire que le rétablis-
« sement d'une monnaie-or entraînerait ipso-facto la
« valorisation de ces biens au niveau d'avant-guerre.
« L'expérience a été faite en Allemagne. La valeur
« des biens peut être détruite par la dépréciation
« monétaire. Elle n'est pas reconstituée par une sta-
« bilisation de la monnaie ».

Telles sont les conséquences de l'inflation, consé-
quences non seulement économiques mais politiques
et sociales (15). Si l'inflation enrichit certains milieux
sociaux, elle appauvrit automatiquement le milieu

(15) Voir sur ce point, la Vie chère et ses répercussions économiques et sociales. La Réforme sociale, juillet-août 1920.

des classes moyennes et surtout celles dites intellectuelles qui formaient le cadre essentiel de la nation aussi bien dans le domaine de l'industrie, que de l'administration et de l'enseignement. C'est cette situation qui nous expliquera la crise générale d'après-guerre, aucune élite ne pouvant prendre le pouvoir sans être renversée immédiatement, car l'inflation a créé deux catégories de personnes dans le pays : ceux qui se sont enrichis, et ils sont peu nombreux mais puissants, ceux qui se sont appauvris, ou plutôt, ceux qui ont été les victimes de cette gigantesque expropriation sans indemnité qu'est l'inflation, et ceux-là sont les plus nombreux.

III. LA STABILISATION MONÉTAIRE

Les prix et les changes

Nous venons d'étudier les effets du déséquilibre monétaire en France ; nous avons vu aussi dans les différents chapitres de notre thèse, que ce déséquilibre engendrait de graves perturbations dans nos relations internationales : en effet « le change est beaucoup plus souvent un indice et un effet qu'une cause, il est aussi de nature, par son taux et ses perturbations à agir sur les faits économiques qu'ils l'ont motivé et à les accentuer et au contraire, à les atté-

nuer » (16). Nous avons vu en effet le rôle du change sur les prix : de facteur secondaire, il est devenu principal. Cette action du change en période déséquilibrée, n'est plus régie par les régulateurs d'avant-guerre (hausse du taux de l'escompte, envoi de l'or à l'étranger), de même la hausse du loyer de l'argent ne joue plus dans la répartition internationale des capitaux le rôle agissant d'autrefois, et, à l'intérieur du pays, elle ne peut plus restreindre les abus de crédit ou les excès de la spéculation.

La guerre a donc détruit le mécanisme de l'interdépendance des marchés monétaires du monde, et à l'intérieur des pays où l'équilibre budgétaire et l'assainissement financier ne sont pas encore réalisés, le taux de l'intérêt est impuissant à réfréner la spéculation et à prévenir les crises.

Les changes se déprécient alors au point d'empêcher les régulateurs d'avant-guerre de pouvoir jouer; ils subissent l'action des facteurs non seulement monétaires et financiers, économiques et commerciaux, mais aussi des facteurs politiques et psychologiques. L'augmentation de la circulation, la suppression de la convertibilité des billets en or, le déséquilibre de la balance du commerce et des comptes, le déséquilibre budgétaire sont les causes profondes et durables du déséquilibre du change contre lesquelles un pays qui veut revenir à la stabilité monétaire doit lutter par tous les moyens. Les pays à

(16) W. Oualid, art. déjà cité, p. 27.

change élevé ont-ils intérêt à voir se maintenir un change déprécié dans les grands pays producteurs ?

L'action du change est non seulement néfaste pour les pays dont la monnaie est dépréciée, mais aussi pour les pays à monnaie saine. Nous avons vu que la guerre en bouleversant le mécanisme de la production et de l'interdépendance des peuples a engendré en 1920 une crise qui a amené les nations riches et pauvres au même résultat qui est une crise de surproduction pour les unes, de sous-production et sous-consommation pour les autres. Un change déprécié entraîne en effet pour un pays des difficultés d'achat des matières premières et d'outillage à l'extérieur, des difficultés de calcul du prix de revient, une diminution réelle de la capacité d'achat de la population, et une pénurie de capitaux et de crédits que ne peut compenser le développement des exportations.

Les pays à change élevé ont leur production encore plus atteinte. Leur change est un obstacle à la vente à l'extérieur, l'écoulement de leur surproduction sur le marché intérieur étant rendu aussi plus difficile par la concurrence des pays à change déprécié qui bénéficient du dumping du change. Et ainsi apparaît l'action inéluctable des lois économiques et monétaires.

Les Economistes avant la guerre ont toujours démontré que seule la stabilisation monétaire redonne un équilibre nécessaire à la vie mondiale.

Comment peut-on réaliser cette stabilisation, principalement en France ? N'est-ce pas seulement en tenant compte des lois économiques et en revenant aux principes monétaires et financiers dont l'application avait donné de bons résultats ?

La stabilisation monétaire a pour but d'empêcher les fluctuations des prix et du change ; elle est le résultat de l'assainissement des finances publiques d'un pays lequel entraîne l'assainissement monétaire qui se réalise par la convertibilité de la monnaie en or. Cette convertibilité entraîne la fixité de la valeur de la monnaie, mais elle n'est possible que dans des conditions déterminées.

La stabilisation monétaire se décompose en deux stabilisations : la stabilisation intérieure ou stabilisation des prix ; la stabilisation extérieure ou stabilisation des changes.

Ce problème économique a ainsi un aspect national et international. Par suite, il ne faut pas s'étonner de la conception différente et de la solution proposées par les théoriciens et les milieux financiers des pays à change apprécié d'une part, à change déprécié d'autre part. Les financiers des pays à change élevé comme la Suède, l'Angleterre, conseillent aux pays à change bas d'obtenir la stabilisation monétaire par la dévaluation de leur monnaie nationale et d'écarter l'idée de la déflation. Les pays à change bas font actuellement une politique non pas de déflation mais de stabilisation économi-

que, pour arriver à une déflation lente et progressive et ramener la valeur de leur monnaie vers le pair, sans avoir réduit par la dévaluation, le rapport légal de l'or avec leur unité monétaire.

C'est pourquoi les Economistes réputés comme MM. Cassel, Keynes opposent la dévaluation à la déflation. L'Economiste italien Loria montrait que l'application immédiate de la dévaluation favorisera tout au plus les pays à change élevé comme l'Angleterre et la Suède au détriment de pays à change bas comme la France et l'Italie. M. Keynes principalement soutient qu'il vaut mieux pour l'Angleterre obtenir la stabilité des prix à celle des changes. Ne faut-il pas découvrir sous ces théories, l'application d'une politique se dissimulant sous les dehors scientifiques de la théorie économique ?

Une stabilisation monétaire n'est pas absolue ; les prix et les changes variaient toujours avant la guerre où nous étions cependant dans un état d'équilibre monétaire, mais en offrant de faibles amplitudes. L'examen du mécanisme régulateur des prix et du change en 1914, et l'analyse du mécanisme actuel nous permettra par comparaison de dégager la notion d'état monétaire en équilibre et en déséquilibre, c'est-à-dire la stabilité ou l'instabilité monétaire. Pour revenir à une situation économique stable, la solution ne réside-t-elle pas dans le rétablissement et le fonctionnement des anciens régulateurs économiques que les perturbations monétai-

res ont détruit ? La stabilité monétaire ne consistait-elle pas avant tout à prendre des mesures en vue de rétablir ces régulateurs ?

Le franc avait avant la guerre une valeur stable non seulement dans sa valeur extérieure c'est-à-dire le change, mais encore dans sa valeur intérieure c'est-à-dire dans son pouvoir d'acquisition. Ce pouvoir d'acquisition était stable parce que le franc était convertible en or. L'or était la seule marchandise dont le prix offrit une fixité et une certitude de vente quelques fussent les quantités produites. Le marché libre de l'or à Londres et son mécanisme, avec un prix permanent et invariable de l'once standard à la Banque d'Angleterre étaient la cause de cette stabilité, qui réagissait ensuite sur le mécanisme des règlements internationaux. L'or était donc la seule marchandise au monde acceptée à un prix fixe par tous les échangistes. Les prix étaient influencés par la quantité d'unités monétaires en circulation ainsi que par leurs succédanés (ouvertures de crédit, avances sur titres). Mais toutes ces unités monétaires étaient convertibles contre de l'or. Leur quantité était donc limitée par l'importance du stock métallique et la productivité de la nation considérée. Les émissions des unités monétaires étaient ainsi gagées soit sur l'encaisse or de la Banque de France, soit sur des contre-parties commerciales représentant des richesses créées par la production nationale et mises dans la circulation.

La solidité et la souplesse de notre système monétaire lui donnaient la faculté de résister aux variations cycliques du prix des marchandises et des services, sans nuire aucunement à son équilibre. Cet équilibre monétaire obligeait les prix et les changes à avoir des variations très faibles, en effet la proportion presque automatique entre le volume de la circulation monétaire et celui de la production entraînait un équilibre du pouvoir d'achat de la monnaie : cette situation permettait de dire que les prix et les changes étaient stables en France. La stabilité des changes était obtenue par les points d'entrée et de sortie de l'or et par la politique du taux de l'Escompte et de la Banque d'Emission.

Le mécanisme était le suivant : en 1914 le cours du change français sur l'Angleterre était au pair, soit 25, 22 frs. Si la France devenait débitrice de l'Angleterre le cours de la traite de la livre sterling ne s'élevait pas au-dessus de 25, 37, la différence de 0 fr. 15 représentant les frais d'envoi (transfert et assurances) d'une £. en or de France en Angleterre. Au taux de 25, 37, il était alors plus avantageux pour le débiteur français d'envoyer de l'or que de se libérer au moyen d'une lettre de change. C'est ainsi que le coût du change ne pouvait pas dépasser le coût de l'envoi de l'or. Ce point maximum de 25, 37 était appelé le point de sortie de l'or. Inversement lorsque l'Angleterre était débitrice vis-à-vis de la France, le cours de la livre ne descendait pas plus

bas que 25, 07, point à partir duquel l'or anglais était envoyé en France, c'était le point d'entrée de l'or. Pour se procurer l'or nécessaire au règlement à faire à l'étranger au cas où le point de sortie de l'or était atteint, il suffisait de présenter à la Banque de France un billet de banque échangeable comme son équivalent en or. Pour défendre son encaisse la Banque demandait une prime sur l'or ; mais elle pouvait aussi élever le taux de l'escompte qui avait pour effet un afflux de capitaux étrangers. Le cours du change avait ainsi des limites précises par suite de la convertibilité du billet en or.

Ainsi une saine circulation monétaire entraînait la stabilité des prix à l'intérieur ; la convertibilité des billets en or assurait la stabilité du change. La stabilisation monétaire était donc bien réalisée en 1914.

Actuellement non seulement les prix et les changes sont dépréciés, mais ils varient continuellement et sont générateurs de troubles dans la production elle-même.

Le cours forcé supprime la convertibilité du billet en or et institue le billet de banque comme seule monnaie légale dans toutes les transactions ; les avances de la Banque à l'Etat ont créé l'inflation c'est-à-dire une diminution du pouvoir d'achat des billets émis. La hausse des prix depuis 1914, qui a été provoqué non seulement par l'émis-

sion du papier-monnaie, mais aussi par des causes économiques, a atteint aujourd'hui les divers éléments du coût de production. Les avoirs étrangers en francs déposés à court terme dans nos banques réagissent sur les prix par l'intermédiaire du change. La baisse de notre change provoque dans une certaine mesure une hausse des prix, mais non pas exactement proportionnelle à celle-ci.

Ainsi, aujourd'hui, l'instabilité monétaire est provoquée par les variations du change et par les variations des prix, provenant de la diminution du pouvoir d'achat de notre monnaie fiduciaire, dont la valeur ne repose pas sur des éléments stables.

Les projets de stabilisation. — En France et à l'étranger des projets ont été présentés dans le but de stabiliser les mouvements des prix et des changes.

Mais la question suivante se pose : Peut-on stabiliser les prix ? Ne faut-il pas avant stabiliser les changes, puisque les mouvements des changes ont une influence réelle sur les mouvements des prix ?

L'expression : stabilité des prix ne doit pas être prise dans un sens absolu ; il y aura toujours des variations de prix ; nous avons vu qu'avant la guerre ce phénomène était constant ; mais il faut lutter aujourd'hui contre les amplitudes trop grandes des variations de prix qui créent un état d'incertitude.

Le monopole, les ententes industrielles, le contrôle et la réglementation des prix par l'Etat réalisent une stabilité de prix, mais l'expérience prouve que cette stabilité est éphémère.

Pour lutter contre ces variations, Fisher, Keynes et Cassel ont présenté des projets de stabilisation.

1. M. Fisher voudrait stabiliser les prix en faisant varier le poids d'or contenu dans un dollar ; on obtiendrait ainsi un dollar de valeur fixe avec un poids variable. Pour arriver à ce résultat l'or monnayé est retiré de la circulation et remplacé par des certificats d'or. Lorsqu'un particulier désirera de l'or, un office monétaire lui donnera en échange de son certificat d'or, une quantité d'or proportionnelle à la variation des prix. Si par exemple il y a une hausse de 10 0/0 des prix, le dollar-or sera réduit de 10 0/0 dans son poids.

Ce système logique en lui-même est-il applicable ? Il faudrait, en effet, qu'il soit adopté par les grandes nations sinon le déséquilibre entre les prix mondiaux et les prix américains entraînerait une exportation de l'or qui serait vendu plus cher à l'extérieur. En effet, « l'exportateur d'or obtiendrait « en achetant à Londres, des traites sur New-York, « une plus grande quantité de dollars, qu'il n'en « obtiendrait en vendant directement son or à « Washington. La conséquence naturelle et inévita-

« ble serait de déprécier la monnaie intérieure à « l'égard de la livre sterling » (17).

Ne faut-il pas aussi redouter l'influence politique dans la fixation des cours des denrées principalement en période de crise ou de transition. Ce système apporterait en définitive plus de désordre que celui qui fonctionne actuellement.

2. Keynes dans son livre sur « La Réforme Monétaire » propose un système séduisant. Il sera le résultat de deux réglementations ; 1° « Réglementation des ressources de monnaie et de crédit en vue de maintenir la stabilité du niveau intérieur des prix. 2° Réglementation des ressources des devises étrangères. » (18) par une encaisse or. Le but de cet auteur est de maintenir le niveau général des prix non pas en redressant les mouvements des prix, mais en les prévenant. La stabilité des prix sera obtenue par la régularisation officielle du volume de la circulation monétaire ; suivant les circonstances une diminution ou une augmentation de crédits aura pour conséquence le maintien de la stabilité des prix intérieurs. Cette politique monétaire sera guidée non seulement par la tendance générale des prix, mais encore par le mouvement économique général du pays considéré.

(17) De Valette. La Stabilisation monétaire, Pedone, 1924.

(18) Voir La Réforme Monétaire. Traduction, aux Editions du Sagittaire, 1924, p. 203.

M. Keynes affirme que le rétablissement de l'Etalon d'or « soit à la parité d'avant-guerre, soit à tout autre cours », n'entraînera pas la stabilité absolue des prix intérieurs. Car l'or, dit-il, est devenu une monnaie « artificielle ». La concentration de l'or aux Etats-Unis dans les caves du Fédéral Réserve Board a pour conséquence de donner à l'or une valeur artificielle. L'Etalon d'or est réglementé par les décisions du Federal Reserve Board. « Etant donné la répartition actuelle de l'or dans le monde, le rétablissement de l'Etalon d'or signifie nécessairement que nous remettons le soin de la réglementation des prix, la direction du cycle du crédit entre les mains du Federal Reserve Board des Etats-Unis. »

Le système monétaire décrit par M. Keynes, repose sur la détermination du niveau des prix intérieurs par la quantité de crédit accordé par les banques. La stabilisation des prix s'obtiendra par la surveillance et le contrôle de la création du crédit. M. Keynes ne borne pas à la seule stabilisation des prix ses projets de réforme monétaire. Il veut aussi réaliser la stabilité du change par le mécanisme suivant :

M. Keynes critique la politique de la Trésorerie anglaise consistant à rétablir la parité d'avant-guerre de la livre sterling avec le dollar. Il faut avant tout réaliser la stabilité des prix ; la Banque d'Angleterre achèterait ou vendrait l'or à un prix invariable pen-

dant de « longues périodes ». Si la Banque, écrit-il, voulait acheter et vendre l'or à un cours fixe, par période, cela maintiendrait le change du dollar « dans les mêmes limites », de telle sorte, le cours du change n'oscillerait pas à chaque souffle du vent, mais seulement quand la banque serait arrivée à juger qu'une modification est nécessaire pour assurer la stabilité des prix.

Ainsi dans le système de M. Keynes, l'or ne joue plus de rôle à l'intérieur du pays, il assurera seulement la stabilité du change. M. Keynes ajoute que ce système nécessite une coopération étroite entre le Federal Reserve Board et la Banque d'Angleterre.

Ce système peut-il être appliqué par des pays comme la France ou l'Italie ? Ce point est traité par M. Keynes dans les deux dernières pages de son livre qui nous livre sa pensée secrète. La France dévaluera le franc « jusqu'à un niveau où le service de la dette publique interne n'excède pas la capacité du contribuable » ; de plus il faudrait fonder cette nouvelle monnaie » soit sur la livre, soit sur le dollar, au moyen d'un étalon de change fixant le change par rapport à l'une ou l'autre de ces devises. Ce dernier point n'a pas été souvent étudié par les commentateurs du livre de M. Keynes.

Bien que M. Keynes soit très bref à ce sujet dans son livre, il le fut moins dans un de ses articles du Manchester Guardian, d'avril 1922, intitulé « Stabilisation ou Déflation ». Dans cet article ses

définitions sont nettes et ses solutions précises ; la déflation, dit-il, est le problème de l'amélioration et de la hausse du change, or la stabilisation est « la notion opposée ».

Pour stabiliser le change d'un pays, il faut pouvoir faire la conversion des monnaies de ce pays contre de l'or ; pour déterminer le taux de conversion dans des pays à monnaie dépréciée et au régime du cours forcé il faut nécessairement dévaluer, sinon l'encaisse métallique or ne suffirait pas.

Actuellement la dévaluation immédiate pour la France par exemple consisterait à dire que légalement le franc vaut 0 fr. 25, la valeur du change du franc étant du quart de sa valeur de 1914.

Quel serait le résultat d'une telle politique ? M. Achille Loria dans l'« Economiste d'Italie » du 7 avril 1923, montrait que des Economistes comme Keynes et Cassel partisans de la dévaluation repoussent cette méthode chez eux tandis qu'ils s'en font les protagonistes à l'étranger. « Le caractère si nettement étranger que révèle tous les projets de dévaluation ne suffit-il pas seul à légitimer tous les doutes qu'on peut avoir au sujet de l'objectivité scientifique de ces propositions ; celles-ci en fait s'inspirent de l'intérêt positif des peuples conseillers. plutôt que de l'intérêt des pays auxquels elles s'adressent. »

En effet, la dépréciation de la monnaie française, italienne, allemande a créé une prime à

l'exportation pour les marchandises de ces trois pays, au détriment du commerce anglais ; cet arrêt du trafic entraînant le chômage en Angleterre devait reprendre si la prime à l'exportation cessait pour les nations à change déprécié. La stabilisation de la monnaie par la dévaluation renverserait, en effet, le courant commercial au profit de l'Angleterre. Ainsi sous cette objectivité scientifique transparaît un nationalisme économique intéressé.

Nous apercevons combien la réforme monétaire de M. Keynes par la dévaluation immédiate est trompeuse. Elle consisterait à donner une solution applicable à l'Angleterre qui réaliserait la stabilisation des prix, d'abord, celle du change ensuite. Les pays à change déprécié réaliseraient la stabilisation des changes par la dévaluation.

Sans vouloir discuter si pratiquement la stabilisation des prix est possible sans la stabilisation permanente du change dans un pays comme l'Angleterre, grâce au système de M. Keynes, il faut avant tout mettre en garde contre le fondement artificiel de cette politique. La fixation du volume de la circulation monétaire par le Trésor et les Banques, la fixation du prix de l'or par la Banque, sont deux mesures par lesquelles l'arbitraire des gouvernants et le conflit des intérêts des diverses classes entraîneraient des heurts continuels ; au lieu d'éviter les variations des prix et des changes, ces mesures ne feraient que les amplifier.

La balance commerciale ne devrait-elle pas être continuellement en excédent sinon l'encaisse or risquer de s'épuiser rapidement ? Enfin ne faut-il pas rejeter tout système monétaire qui donne au pouvoir politique le droit de créer de la monnaie ? C'est en fait l'aboutissement du système de M. Keynes.

Ainsi même en Angleterre, l'application de ces conceptions apporterait l'instabilité chronique au lieu de la stabilité ; d'autre part les pays à change déprécié ne pourraient obtenir la stabilisation par le système de ces règlements du volume du crédit qu'après avoir fait une dévaluation.

Donc stabilisation monétaire et dévaluation immédiate sont synonymes pour les pays comme la France et l'Italie si l'on veut y appliquer la réforme monétaire de M. Keynes.

3. En ce qui concerne la stabilité des prix, le système de M. Keynes s'apparente étroitement au projet antérieur de M. Cassel économiste suédois, expert financier des conférences de Bruxelles et de Gênes.

Dans ses deux mémoranda sur les Monnaies et dans son livre, « La monnaie et le change après 1914 », M. Cassel s'occupe de la stabilisation des prix et de la stabilisation du change. La condition indispensable de toute politique financière nécessite la stabilisation des différents étalons monétaires par l'arrêt de l'inflation, ensuite, la stabilité des prix sera obtenue par le rétablissement d'un taux d'intérêt

des banques, « correspondant à la rareté véritable du capital » et par suite par la limitation des moyens de paiement.

On s'aperçoit sur ce point de la similitude de la théorie de M. Cassel et de celle de M. Keynes. La stabilité des prix intérieurs serait obtenue par l'augmentation ou la diminution du crédit et la modification du taux de l'escompte. Mais M. Cassel a une conception plus rigoureuse du mécanisme économique que M. Keynes. Il dit expressément que la stabilité de la valeur intérieure de la monnaie n'empêchera pas les fluctuations de prix, mais son but est de les maintenir dans des limites suffisamment étroites assurant ainsi une sécurité relative à la production économique d'un pays.

En définitive, la stabilité des prix sera obtenue en période de hausse des prix par une déflation, c'est-à-dire une réduction des moyens de paiement et une élévation du taux de l'escompte ; en période de baisse des prix l'inflation arrêtera ce mouvement.

M. Cassel enraye le mouvement des prix ; M. Keynes veut le prévenir. Si M. Cassel contrairement à M. Keynes fait dépendre la stabilité des prix de la stabilité des changes, il préconise d'autre part la même politique monétaire mondiale, en ce sens que comme lui il subdivise les pays en deux groupes, « ceux qui ont les conditions nécessaires au maintien d'une valeur monétaire stable, et ceux qui ne les ont pas ».

Ces conditions sont les suivantes : plus d'intervention arbitraire de la part des autorités sous la forme de maximum de prix, de subsides destinés à réduire les prix ; nécessité de mettre la balance du commerce en équilibre et de la maintenir ; élimination de la sous-évaluation internationale de la monnaie considérée. La stabilité du cours du change devra correspondre à la parité de pouvoir d'achat ; elle s'obtiendra par un niveau des prix intérieurs stables. M. Cassel propose donc pour fixer la valeur de la monnaie à l'intérieur et à l'extérieur le moment où l'équilibre du budget et de la balance commerciale sera atteint : cette fixation de la valeur de la monnaie se fera par rapport « au prix du dollar dans la monnaie en question ». Ce qui revient à dire que c'est la dévaluation de l'unité monétaire dans ces pays à change déprécié suivant le cours du change du dollar. Dans son livre « La monnaie et le change après 1914 », nous relevons cette phrase caractéristique « Le point essentiel est que le pouvoir d'achat de chaque monnaie soit maintenu dans un rapport déterminé avec celui du dollar... ».

Ainsi les pays à change déprécié ne doivent pas envisager le retour à l'ancienne parité. Seuls, les pays comme l'Angleterre, la Suède, la Hollande, la Suisse, dont la dépréciation de l'unité monétaire est très faible, doivent revenir aux anciennes parités. En 1923, M. Cassel précise les conditions de retour à l'ancienne parité ; les pays ayant une valeur inté-

rieure assez stable ne subissant pas une sous-évaluation internationale mais dont la valeur actuelle de la monnaie « est considérablement inférieure au pair d'avant-guerre », ces pays, ajoute-t-il, ne doivent pas revenir au rapport de l'unité monétaire et du poids d'or qu'ils avaient avant 1914 ; ils doivent fixer aussitôt que possible un nouveau pair de leur monnaie d'après la parité du pouvoir d'achat réel de la monnaie par rapport au dollar. Est-ce que ce sera le cas de la France en 1925 si la balance commerciale et le budget sont en équilibre ?

Un point reste à analyser dans le système de M. Cassel : le retour à l'étalon d'or. Il ne proclame pas comme M. Keynes la déchéance de l'or comme étalon monétaire ; il faut tendre au contraire au retour de l'étalon d'or, mais les difficultés sont nombreuses et l'œuvre est lente : elle ne pourra être réalisée que par une coopération internationale, réglant la demande de l'or pour l'usage monétaire ; en effet, il faut que la valeur de l'or reste aussi constante que possible. M. Cassel précise que le retour à l'étalon d'or exige une entente entre les Etats-Unis et l'Angleterre.

Le point dangereux du système de M. Cassel est de faire dépendre la valeur de la monnaie d'un pays par rapport à celle du dollar. Faire dépendre la valeur de la monnaie d'un pays par rapport à celle d'un autre pays, n'est-ce pas aussi lier par une alliance forcée le sort de ce pays à celui qui jouit

momentanément d'une monnaie saine ? Peut-on de plus, obliger des grandes nations comme la France l'Italie à adhérer à un système monétaire fixé par l'entente des Etats-Unis et de l'Angleterre ? MM. Cassel et Keynes préconisent tous les deux cette entente et la considèrent comme indispensable, mais à côté des inconvénients économiques qu'elle entraîne, ne faut-il pas croire que les inconvénients politiques sont encore plus graves, car l'application de ce système serait la consécration de l'hégémonie monétaire anglo-américaine.

Ce retour à l'étalon d'or, disait M. Cassel, ne se fera pas à la parité d'avant-guerre pour tous les pays. La France, l'Italie seraient obligées de dévaluer leurs monnaies, *sans relever auparavant la valeur actuelle de leur monnaie dépréciée*. L'Angleterre, la Suède, la Hollande, la Suisse au contraire pourront seuls revenir à l'ancienne parité.

C'est donc une dévaluation des $3/4$ de la valeur du franc qu'il faudrait effectuer en France pour appliquer le système de M. Cassel.

4. En France l'étude de la dévaluation et son adoption se précise de plus en plus sous le nom de convertibilité. M. Nogaro, membre du Parlement, a proposé dans la séance du 28 avril 1924 l'adoption du système des caisses de conversion, d'après les expériences de l'Argentine, du Brésil, des Philippines, de Cuba, de l'Extrême-Orient. Les règlements extérieurs sont faits par la Caisse de Conversion qui

échange à un taux fixe les billets contre de l'or et inversement. Ce système connu sous le nom de Gold Exchange Standard : « l'Etalon d'or quant au change » consiste « à rendre la circulation intérieure convertible en or à taux fixe pour permettre à cette circulation de rester à un niveau stable par rapport à l'or, autrement dit pour faire rentrer le change dans cette limite des points d'entrée et de sortie de l'or, » ce qui revient à dire que la Caisse de Conversion donnera 1 fr. d'or pour 3 ou 4 fr. (ce sont les chiffres de M. Nogaro). C'est une dévaluation, mais qui est déjà enregistrée par la cote de notre change. M. Nogaro précise que cette adoption de la convertibilité ne peut être faite qu'après la réalisation de l'équilibre de la balance des comptes et du budget. Or cette balance des comptes doit être véritablement en équilibre seulement le jour où la France aura des possibilités de remboursement de ses dettes extérieures, et surtout lorsqu'elle aura remboursé les crédits flottants détenus par les banques étrangères qui sont le résultat du déficit de notre balance commerciale ; ce qui nécessite de nombreuses années ou un moratorium avec réduction du montant de notre dette extérieure.

En effet, l'assainissement financier peut-il être réalisé rapidement par les voies normales ? En France, l'équilibre budgétaire, la souplesse de la Trésorerie, les remboursements échelonnés des avances

de la Banque à l'Etat, le règlement des dettes interalliées sur une longue échéance, le remboursement progressif du flottant étranger, la consolidation de la dette flottante intérieure, sont les parties principales d'un programme qui nécessite de nombreuses années pour être réalisé, étant donné la grandeur de la dette flottante intérieure et extérieure ainsi que l'importance des arrérages de la dette consolidée et perpétuelle. La véritable déflation ne consiste pas seulement à rembourser progressivement la Banque de France. Il faut en même temps que l'importance des arrérages des dettes intérieures et extérieures diminue dans des proportions aussi fortes, sinon plus. Autrement on conservera ce déséquilibre actuel qui réside dans la grandeur de la dette de la France par rapport à sa capacité contributive. Or comment consolider la dette flottante, comment réduire l'importance des arrérages des rentes ? Il semble qu'en l'état actuel de la situation économique et financière les solutions sont : ou l'inflation, ou la dévaluation, ou la réduction du taux des rentes et des charges du Trésor (19).

Ce sont toutes des solutions qui nous engagent dans ce que M. Arnauné appelait « la voie large, la voie de l'effort limité » et qu'il opposait à « la voie

(19) La thèse de la réduction du taux des rentes que nous avons soutenue déjà fin 1923, fut très critiquée par d'éminents auteurs. Il semble que c'est malgré tout dans cette voie que s'oriente la politique financière française, par l'émission à 4 o/o d'un emprunt avec garantie de change.

étroite, la voie du plein effort ». Mais la France n'a-t-elle pas dépassé sans s'en apercevoir ce carrefour pour s'engager sur la voie large ? Pour adopter le retour à l'or ne sera-t-elle pas obligée de suivre l'exemple de l'Allemagne, de la Pologne, l'exemple anglais étant au-dessus de ses forces ; ou bien adoptera-t-elle un moyen terme ? Alors s'apercevra-t-on peut-être que la politique d'emprunts, de dettes extérieures et intérieures a une limite. Un pays sent rarement le moment où il dépasse cette limite de capacité d'emprunter et de fabriquer de la monnaie fiduciaire, car ses dirigeants le lui cachent toujours, quand ils en ont conscience. Mais encore une fois l'Economie Politique aura alors « une revanche dont elle se serait passée bien volontiers ».

VI. LE RETOUR A L'ETALON D'OR

De nombreux auteurs ont proclamé (20), que les lois économiques avaient fait faillite, parce que on n'avait pas prévu le déclin de l'or comme commune mesure des valeurs après la guerre. Nous avons vu que M. Keynes, dans son livre la « Réforme monétaire » n'attribue plus à l'or qu'un rôle auxiliaire. Les économistes allemands et autrichiens ont aussi soutenu la thèse de l'inutilité de l'or.

Cette attaque ne s'est-elle pas retournée contre

(20) Voir Zvorikine ; l'Effondrement de l'or ; Delaisi, la Faillite de l'or.

les auteurs eux-mêmes ? Des faits récents et nombreux ne viennent-ils pas démentir une telle affirmation ?

Après la guerre, les faits paraissaient, en effet, en faveur de ces auteurs. L'accumulation de l'or (21), la hausse réelle des prix aux Etats-Unis, furent invoquées comme étant les indices certains de cette faillite de l'or.

Mais cette dépréciation de l'or n'était-elle pas la confirmation des conséquences de la violation des lois économiques ?

En effet, la guerre a entraîné une *diminution de la quantité des marchandises utiles* par rapport à l'avant-guerre, provenant de la destruction des biens matériels, de la consommation improductive des biens affectés au ravitaillement des armées, du ralentissement général de la production des richesses. En même temps, l'Economie de guerre créait une surproduction industrielle et une sous-production agricole.

Ainsi nous enregistrons un appauvrissement général du monde, qui n'est pas encore aujourd'hui compensé par l'augmentation de la production nécessaire pour combler le déficit.

D'autre part, la production de l'or n'a jamais cessé depuis 1914 ; la quantité mondiale d'or a donc augmenté : en effet la production de l'or (dans 44

(21) Voir sur ce point Paul Germain-Martin, les Déplacements du Pôle monétaire, 1914-1923.

pays) de 1913 à 1920 donne les chiffres suivants (22)
(en onces de 31 gr. 10).

1913.....	23.912.143
1914.....	22.869.894
1915.....	23.179.456
1916.....	22.387.662
1917.....	21.225.148
1918.....	18.908.175
1919.....	17.775.153
1920.....	16.624.797

Si la production est tombée de l'indice 100 à l'indice 69,5, il n'en résulte pas moins une augmentation de la quantité mondiale d'or.

Bien plus, cette quantité mondiale d'or a été centralisée immédiatement dans les caisses des Banques d'émission. Le volume de monnaie d'or, qui circulait avant la guerre entre particuliers, dans les pays belligérants, a été aussi centralisé, en grande partie, dans les caisses de ces mêmes banques d'émission.

C'est pourquoi M. Rist (23), calculant les réserves visibles d'or des banques d'émission dans 19 pays arrive aux chiffres suivants :

au 31 décembre 1913 : 20.318 millions de francs
en décembre 1921 : 35.231 millions de francs.

(22) Chiffres de l'Enquête sur la production, B. I. T., Tome II, p. 242.

(23) Voir le Retour à l'or, p. 8. Moniteur des Intérêts Matériels, 1922.

Sur ces 35 milliards, 13.100 millions, en juin 1921, étaient centralisés aux Etats-Unis. En 1924, ce chiffre s'élevait à 15 milliards. Dès lors, la dépréciation de l'or, ou si l'on veut, la hausse réelle des prix aux Etats-Unis s'explique par cette concentration de l'or, et par le déséquilibre provenant : de l'augmentation du stock d'or mondial et de la diminution de la quantité des biens réels dans le monde, du fait de la guerre. La modification du rapport des deux quantités : stock mondial de l'or et de sa répartition, volume mondial de la production, donne une explication rationnelle de cette hausse réelle des prix aux Etats-Unis que l'on a appelé du nom de dévalorisation de l'or, mais encore une fois, cette dévalorisation provient du bouleversement économique mondial de la guerre.

Les peuples, après la guerre, n'ont pas suivi les auteurs qui soutenaient cette prétendue dépréciation de l'or et nous avons vu depuis 1922 de nombreux pays (24) réorganiser leur monnaie sur les principes monétaires d'avant-guerre.

La Colombie a créé par les lois du 16 juillet 1922 et du 11 juillet 1923 une Banque centrale d'émission qui doit avoir une réserve d'or égale à 60 o/o du montant des billets émis et des dépôts. En Lettonie, la loi du 19 septembre 1922 et du 15 mai 1923 a fixé la couverture-or des billets à

(24) Voir sur ce point B. Q. I. E., numéro 76 : La Réorganisation des monnaies 1924.

50 o/o pour une émission de 100 millions de lats, à 75 o/o pour une émission de 150 millions de lats, à 100 o/o pour une émission supérieure.

Le même principe de la couverture des billets, par une encaisse-or et par des devises en dollars est appliqué en Lithuanie, au Pérou, au Salvador, au Venezuela où la couverture-or est respectivement de 27 o/o, 77 o/o, 60 o/o, 33 o/o.

En Autriche, la Banque Nationale instituée par les lois des 24 juillet et 14 novembre 1922 a une encaisse-or et un portefeuille de devises étrangères (25).

La couronne-or a été introduite en Hongrie en application du plan d'assainissement financier le 24 juin 1924.

La Pologne, depuis le 1^{er} juillet 1924, a adopté le zloty qui équivaut au franc-or de l'Union Monétaire Latine, après avoir établi le cours de conversion à 1.800.000 marks pour un zloty. Le monopole d'émission des billets est réservé à la Banque de Pologne.

La couronne tchécoslovaque est fixée à une valeur de 1.05 franc-or. L'Office Bancaire du Ministère des Finances assume provisoirement les fonctions de banque d'émission en attendant le vote du projet de loi sur la création de la Banque Nationale.

(25) Voir sur ce point Sancery, *Le Retour à l'or*, chapitre IX, les études du B. Q. I. E. et les documents de la S. D. N.

L'Union des Républiques socialistes soviétiques a réalisé sa transformation monétaire en novembre 1921 par les créations d'une Banque d'Etat, du tchervonets valant 10 roubles-or, soit 26.66 francs-or, du rouble-argent valant au pair 2,66 francs-or. Pour une circulation de billets (en milliers de tchervonets) de 8.000 au 1^{er} juin 1923, il y avait une encaisse-or de 3.920. Au 1^{er} mars 1925 les chiffres étaient respectivement de 56.055 et 15.214.

En Allemagne, les réformes prévues par le plan Dawes ont institué une monnaie d'or, le Reichmark. La Reichsbank, banque indépendante du Gouvernement, instituée par la loi du 30 août 1924, doit maintenir une couverture de 40 0/0 en or ou en devises du montant des billets en circulation. Cette couverture de 40 0/0 doit être des 3/4 au moins en or et 1/4 en devises.

A ces faits significatifs, ajoutons le retour de la Suède à la monnaie d'or et à la convertibilité effective le 31 mars 1924. Mais l'événement monétaire le plus important fut le retour de la Grande-Bretagne à l'étalon d'or, le 5 mai 1925. La Hollande et les Indes Néerlandaises, l'Autriche, la Nouvelle-Zélande ont rétabli l'étalon d'or presque en même temps que la Grande-Bretagne. Enfin, depuis le 1^{er} juin 1925, le libre mouvement de l'or existe en Afrique du Sud.

Tels sont brièvement résumés les faits nom-

breux qui montrent combien les adversaires de la faillite de l'or se sont profondément trompés.

Ces exemples doivent-ils nous faire adopter dans un bref délai l'Étalon d'or ? Nous avons vu dans le paragraphe précédent que la stabilité monétaire et le rétablissement de l'Étalon d'or ne pouvaient être obtenus que par des mesures préalables d'assainissement financier, d'équilibre du budget de l'État et de la Balance des Comptes. Par quels procédés, par quelles étapes, ceux qui ont la conduite de nos finances, amèneront-ils en France le retour à l'étalon d'or ? C'est le problème de demain. En définitive, les phénomènes monétaires, qui ont paru en période d'inflation faire douter du bien fondé des lois économiques, viennent confirmer les principes fondamentaux enseignés depuis longtemps par la science économique. Désorganisation générale, instabilité des prix et du change, appauvrissement du pays, tel est le bilan de la violation des lois monétaires pour les nations au régime du papier-monnaie.

CHAPITRE III

LES NOUVELLES FORMULES ÉCONOMIQUES EN FRANCE.

LE PROBLÈME DE L'ÉLITE.

« Et peu à peu nous sommes arrivés à l'état actuel où nous ne pouvons plus ni supporter les maux dont nous souffrons, ni les remèdes qu'il faudrait pour les guérir. »

TITE-LIVE.

Si l'on examine la floraison des livres traitant les problèmes économiques depuis 1914, on est frappé de voir que la plupart d'entre eux sont consacrés, en tout ou en partie, aux projets de réformes et de reconstruction (1). Ce

(1) On trouvera dans Vic : La Littérature de guerre, T. V. chapitre III, p. 1011 à 1092, l'énumération de ces livres nombreux et pleins d'idées, et dans le numéro 12 de la Reconstruction économique de l'Europe du Manchester Guardian commercial (4 janvier 1923) des articles et des bibliographies sur la littérature de Reconstruction économique de l'Europe, p. 791 à 816.

fait s'explique par suite du bouleversement même de la guerre et des destructions qu'elle entraîne. N'est-ce pas l'instant unique pour remplacer l'ancien ordre de choses par un ordre nouveau ? Ne fera-t-on pas mieux avec des méthodes nouvelles ? Enfin le système d'avant-guerre n'était-il pas déjà très fortement critiqué et bien des réformes ne paraissaient-elles pas urgentes ?

C'est pourquoi, pendant la guerre et l'après-guerre, les écrivains songèrent beaucoup à l'avenir ; ils désiraient non seulement une politique économique de rénovation et de reconstruction, mais aussi une morale laïque, une mystique politique, un système économique cohérent, constructif (2) car les idées et les systèmes d'avant-guerre paraissaient insuffisants et contraires à l'expérience. Les uns, avec Lysis (3), replacèrent la production à sa vraie place et flétrirent la politique de répartition qui avait prédominé avant 1914 ; avec Probus, par la création des « Régions » ils voulurent faire la « plus grande France » ; avec Valois, ils virent dans le principe corporatif, la cellule vivante d'une société dans laquelle l'Etat est le directeur de l'intérêt général. Les autres avec les « Amis de Proudhon » et les diri-

(2) Voir Guy Grand, *la Démocratie et l'après-guerre*.
Le conflit des idées dans la France d'aujourd'hui.
Romier : Explication de notre temps.
Rathenau : Où va le monde.

(3) Nous donnons dans notre bibliographie les titres des livres des auteurs cités dans ce chapitre.

geants de la C. G. T. (4) cherchèrent dans ce « génie Protée » des formules fédératives (5) qui fussent capables de diriger les esprits et de créer une véritable démocratie industrielle « qui échapperait aux dangers de l'Etatisme comme aux abus de l'Individualisme » (6) ; avec les rédacteurs du « Producteur », les idées de Saint-Simon furent adaptées aux réalités économiques présentes. Pour satisfaire les revendications ouvrières, la création d'entreprises d'Economie mixte (7) avec participation des usagers et des collectivités publiques, fut le compromis entre la nationalisation industrialisée et le système des concessions à de grandes sociétés anonymes.

Toutes ces tentatives nouvelles étaient-elles insuffisantes ou trop ambitieuses ? Donnaient-elles une solution générale et réalisable au problème d'après-guerre ?

(4) Voir au point de vue du syndicalisme : les livres de MM. Maxime Leroy : *Les techniques nouvelles du syndicalisme*, Rivière ; Jouhaux : *Le Syndicalisme et la C. G. T.*, Editions de la Sirène, 1920.

(5) La thèse du « Fédéralisme Economique » fut brillamment soutenue, il y a près de 25 ans par M. Paul Boncour, qui exposait alors un fédéralisme à la fois démocratique et professionnel ; aujourd'hui le syndicalisme part de cette idée : le producteur doit remplacer le citoyen. Voir sur cette évolution : Philippe Serre. *Les Atteintes à la Notion Traditionnelle de l'Etat*. Presses Universitaires, 1924.

(6) Proudhon et notre temps. Préface, p. XIV.

(7) Loi du 27 Mai 1921 sur l'aménagement du Rhône. Projet de loi du 29 mars 1923 sur l'aménagement de la Dordogne, voté par la Chambre des Députés. Loi sur les mines de potasse d'Alsace (26 mars 1921) et Projet de loi du 21 février 1924 sur l'ammoniaque synthétique. Voir la thèse de P.-O. Lapie : *L'Etat Actionnaire*, Paris, 1925.

Le problème qui se posait était en effet de trouver un système économique et en même temps politique, répondant aux espérances nouvelles des masses, aux idées de rénovation, de réorganisation, d'égalité économique et de contrôle effectif des assemblées politiques. La réalisation de ces idées d'inspiration démocratique, était-elle permise par l'évolution économique ?

Y avait-il aussi cette orientation commune de pensée nécessaire pour grouper une majorité et imposer les directives arrêtées ? Il y eut au contraire dispersion des idées et des efforts dans des systèmes aux principes inconciliables entre eux ; il y eut surtout indifférence des masses.

Trois formules furent élaborées : l'Industrialisme, le Régionalisme, le Syndicalisme. Cette dernière seule parut prendre un moment la direction des esprits, parce que l'exemple de la guerre avait montré que tout ce qu'on avait fait de grand n'avait été réalisé que par la cohésion, l'union des forces. Mais l'idée syndicale porte en elle son germe destructeur, lorsqu'elle veut diriger et contrôler ce qui se trouve hors du cadre même de son activité. Représentant des intérêts nettement délimités, elle subordonne tout à ces intérêts particuliers et méconnaît ou plus exactement veut asservir les autres intérêts particuliers à son profit et au détriment de l'intérêt général.

Ce qu'espéraient alors les masses, c'était une doctrine capable de faire régner la démocratie dans son vrai sens et la liberté ; le syndicalisme n'apportait qu'une doctrine de contrainte et d'oligarchie, doctrine apparemment séduisante, mais qui devait dès les premiers essais dissocier la majorité qui s'était ralliée autour d'elle. On retombait de nouveau dans la recherche d'une nouvelle doctrine qui n'apparaît pas encore.

Ne faut-il pas chercher l'explication de cet échec dans le fait qu'au fond *aucun des systèmes proposés n'était complet*. Au lieu de créer une harmonie de forces, ces systèmes créaient *une lutte de forces*. Ils donnaient la direction à certains ou à une coalition d'intérêts qui avaient comme but final de vivre aux dépens d'autres intérêts. En même temps, l'idée de l'Etat, du Parlement politique, était âprement critiquée ; pendant la guerre, l'Etatisme avait tout réglementé, ou administré ; par réaction les esprits ne virent dans l'expérience de la guerre que la faillite de l'Etat dans tous les domaines. Ils n'étudièrent pas si cette faillite était vraie aussi dans le domaine politique, c'est-à-dire dans son rôle d'arbitre des conflits entre les différents intérêts économiques. Par cette condamnation trop rapide, on accusa l'Etat d'avoir fait complètement faillite ; on tenta de le remplacer par des organismes nouveaux, mais, au milieu de ces attaques, l'Etat perdait tout son prestige et sa vitalité même ; au lieu de forti-

fier le rôle régulateur de l'Etat on ne faisait que le diminuer et le discréditer.

La grande erreur d'après-guerre réside dans le fait d'avoir voulu remplacer l'Etat politique par l'Etat économique des producteurs, au lieu de permettre seulement à ces derniers de donner des avis qui eussent été écoutés, sur les mesures et les réformes nécessaires. L'agriculteur, l'industriel, l'ouvrier sont bien les organes producteurs de la société, mais au-dessus d'eux il y a le consommateur qui est la réunion de tout le monde, et dont la représentation professionnelle est encore à trouver. Avant la guerre, on avait méconnu le producteur, après la guerre, on a méconnu le consommateur, et c'est dans cette erreur que réside le malaise général actuel. Chaque parti, chaque réunion d'intérêts veut renverser l'état social actuel pour le remplacer par un autre où il se fera une place prépondérante. Et en définitive, c'est le problème politique auquel on est ramené : le producteur veut devenir détenteur de la puissance publique pour en retirer le plus grand profit.

L'évolution économique au cours de la guerre nous donne l'explication de ces tentatives : les forces patronales et ouvrières se sont développées et réorganisées ; elles sont entrées de nouveau en lutte, mais pour établir leur dictature économique soit capitaliste, soit ouvrière.

L'Etat qui aurait dû servir d'élément régula-

teur, fut obligé d'accepter la politique du parti qui avait la majorité, car il ne pouvait plus s'appuyer sur la classe moyenne, celle-ci ayant été la « grande victime » de la guerre.

Une telle situation a conduit chaque catégorie sociale à rejeter sur les autres les fautes et les erreurs de la guerre. Milieu des affaires, classes moyennes, classes ouvrières : chaque catégorie sociale a fait la critique de l'autre, et a présenté un plan de reconstruction. Pourquoi aucun n'a pu être adopté ? C'est d'abord, comme nous l'avons vu, parce que aucun n'était complet et qu'il consistait à favoriser un ensemble d'intérêts au détriment des autres intérêts, mais aussi parce que chacun veut accomplir cette reconstruction afin d'en profiter et de ne pas être soumis à une élite. La classe ouvrière ne veut pas laisser le patronat prendre la direction du pays et inversement. La classe moyenne estime à son tour qu'elle doit reprendre son rang, sinon elle sera une deuxième fois la victime des suites de la guerre.

Comment cette situation peut-elle s'expliquer sinon par la crise des élites ?

Aucune élite n'apparaît aujourd'hui digne de détenir le pouvoir. Chaque classe sociale attribue à l'autre des intentions d'exploitation et de domination. L'élite intellectuelle c'est-à-dire « celle qui se recrute par le diplôme et par le talent » (8) a-t-elle

(8) J. de Pierrefeu. *L'Anti-Plutarque*, p. 216.

la force de prendre la direction du pays et d'être l'arbitre impartial du conflit des deux autres classes ? Jusqu'ici elle avait été le milieu social qui forme les cadres actifs des institutions économiques et politiques du pays. Aujourd'hui cette élite intellectuelle sort décimée et ruinée de la guerre ; il semble qu'elle n'ait pas évolué aussi vite que la société entière ; le milieu des affaires et la classe ouvrière paraissent avoir aussi la même crainte en cette élite intellectuelle qui a trop le sens critique et le sentiment de l'indépendance. Mais ce qui diminue le plus la force de cette élite c'est qu'elle est profondément divisée ; on a commis l'erreur d'essayer de replacer à sa tête les anciens chefs qui ont été la cause de sa ruine de 1919 à 1924. Ne faudra-t-il pas qu'elle abandonne aussi les idées d'égoïsme et de dilettantisme qui ont guidé sa conduite avant la guerre. Au lieu de nier l'évolution sociale et économique accomplie depuis 1914, il faut qu'elle s'y adapte et la dirige conformément aux intérêts généraux du pays, et de façon à ne pas créer avec des nations étrangères des antagonismes irréductibles. La classe ouvrière verra-t-elle alors dans cette élite intellectuelle ce rouage indispensable au fonctionnement et au progrès des sociétés, ou bien essaiera-t-elle d'attirer à elle la majorité de cette élite que la rémunération de son travail tend à prolétarianiser, et qui ne bénéficie plus des avantages qu'elle avait avant la guerre ?

Ne sommes-nous pas arrivés aussi à une époque, dont la mentalité s'explique par suite des conséquences de la guerre, où les masses acceptent difficilement des chefs, et où elles demandent aux élites de prendre une plus grande conscience de leurs responsabilités et de leurs devoirs, qu'elles ont peut-être un peu oubliés ? Ne sommes-nous pas aussi à l'instant où les « services rendus par les élites sont insuffisants pour contre balancer ses privilèges ». Il y a 25 ans, dans le préambule du livre « Un Siècle » (19) Melchior de Vogüe écrivait : « Un établissement féodal est toujours justifié à l'origine par les services que seul il peut rendre. Ce fut le cas de notre féodalité capitaliste... Quels que soient les sentiments de chacun sur les avantages et les inconvénients d'une démocratie politique encadrée dans une féodalité financière, tous les observateurs s'accordent à reconnaître qu'il y a quelque chose d'instable et de dangereux dans le pouvoir naturel de l'argent, alors qu'il n'est plus contenu par le contrepois des pouvoirs artificiels que d'anciennes traditions lui opposaient ». L'équilibre économique d'avant-guerre, qui avait créé ce contrepois grâce à l'importance et à l'action des classes moyennes, s'est rompu par suite de l'inflation, dont nous avons montré l'action au chapitre précédent ; n'est-il pas à rechercher et à restau-

(9) Librairie H. Oudin. Poitiers, 1900, p. XVII.

rer le plus tôt possible, sinon sur les mêmes bases, du moins sur des bases conformes à l'évolution des esprits et des institutions, mais en tenant compte de l'action des lois économiques.

CONCLUSION

« LA REVANCHE DES FAITS » (1)

Renan, dans la préface de l'« Eau de Jouvence » a écrit : « La raison c'est la science. C'est la science qui fait le progrès social, et non le progrès social qui fait la science. »

Nous nous pensons autorisé à affirmer que c'est en se conformant aux indications fournies par la science économique qu'on fera œuvre de restauration économique.

Les faits sont riches de lumière et de raison. L'abandon de l'étalon d'or a causé un trouble dont le monde reste ébranlé. Les théoriciens qui avaient en 1916 et 1917, construit en Allemagne et en Autri-

(1) « Les Faits, que ce soit dans l'ordre économique ou dans l'ordre politique, ont une logique inexorable. Sous l'apparente complexité et les illusoires contradictions que la brièveté de notre existence nous porte souvent à prendre en eux pour du désordre, ils maintiennent des lois qui triomphent bientôt des conceptions arbitraires et brisent l'ambitieuse impuissance des créations artificielles de l'esprit de parti ». Le Temps, 28 déc. 1924.

che la théorie de la disqualification de l'or sont aujourd'hui ceux qui s'appliquent à redonner à la monnaie de leur pays une base stable.

La politique protectionniste, contraire à toutes les conclusions de la science économique n'est-elle pas l'explication fondamentale des difficultés qu'éprouvent les peuples au retour à l'équilibre ?

Certes, jamais les peuples ne se sont aussi résolument écartés dans la pratique de l'art économique des indications de la science économique. Jamais ils n'ont eu une vie plus effroyablement dure.

La Russie Soviétique prétend substituer à l'activité industrielle sous la direction de l'entrepreneur un régime nouveau reposant sur la force organisatrice des masses, et son économie s'effondre.

L'Allemagne veut, par les armes, imposer un régime d'impérialisme économique. La force doit l'emporter sur l'harmonie des intérêts, réalisée dans un régime de libre-échange. Et elle aboutit aux pires catastrophes.

En vérité, soit qu'on envisage les phénomènes de production, soit qu'on s'attache aux relations d'échange, depuis la guerre on voit bien une *économie nouvelle*. C'est celle que la force et l'ignorance ont substitué aux vérités rationnelles de la science économique.

Nous ne voulons pas reprendre les développements que nous avons donnés pour illustrer dans

chaque chapitre, cette vérité en ayant seulement recours à l'observation des faits.

Nous précisons seulement que la masse des exemples apportés, et pris dans la réalité, nous permet d'affirmer que les lois économiques sont confirmées par les événements du temps de guerre et de l'après-guerre malgré les réglementations qui entravent leur action.

Bien peu partagent encore ce point de vue, en dehors des fidèles de la science économique. Et c'est pourquoi la conduite des peuples laisse tant à désirer.

Si au lendemain de la guerre de 1870, la France se remit en peu d'années de ses blessures et de ses pertes, n'est-ce point parce que en Thiers et surtout en Léon Say, elle avait deux hommes résolus à suivre les lumières de la science économique. Ils comprirent la vérité des théories monétaires. Leur politique fut la défense du franc. L'ordre financier y aidant, la France retrouva vite son équilibre.

Aujourd'hui, la France ne peut que regretter l'éloignement où l'on tient les économistes de la direction des affaires (2).

Ces affirmations pourront surprendre les esprits inventeurs de nouveautés qui trouvent dans leurs facultés d'imagination un motif pour s'octroyer de la valeur. Mais la vérité économique se dégage peu

(2) Voir le Chapitre IV de la 1^{re} partie.

à peu. Comment deux hommes, deux personnalités de partis politiques opposés, se rencontrent-ils sur ce point dans une communauté d'idées, sinon parce que la raison leur a montré la vérité ?

« On dit souvent que les problèmes de notre temps dépassent l'Intelligence. Je n'en crois rien. Les données, l'échelle des problèmes ont démesurément grandi, mais ce sont toujours les vieilles lois économiques qui les régissent. Ne raillons pas la science économique. Nous l'avons méconnue pendant la guerre, le salut de la patrie l'exigeait ; mais nous ne sommes pas maîtres de supprimer les conséquences de ces violations volontaires des lois éternelles. L'Economie prend une terrible revanche sur nous » (3). « Les Economistes avaient annoncé que tous les Etats du continent feraient faillite dans une guerre longue, et l'on a ri d'eux, jusqu'au moment où, en effet, par la dépréciation monétaire, ils ont tous fait faillite... Aujourd'hui la puissance économique et financière est le premier élément du prestige d'un Etat » (4). Lorsque la majorité de nos dirigeants sera convaincue de la véracité de telles idées, les problèmes économiques recevront alors des solutions que les faits démentiront moins souvent.

Vu : *Le Président,*
HITIER.

Vu : *Le Doyen,*
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Recteur : *L'Inspecteur de l'Académie,*
CROUZET.

(3) Opinion de M. Robert Pinot, dans « La politique d'aujourd'hui » par de Tarde et de Jouvenel, p. 75-76.

(4) Fabre Luce, La Victoire, p. 408 et 389.

BIBLIOGRAPHIE

Volumes et articles traitant directement le sujet

- A. ARNAUNÉ. — La Monnaie, le Crédit et le Change, principalement la préface de la sixième édition. 1922.
- J. BOURDEAU. — La guerre et la paix d'après les prévisions des Sociologues, (Séances et travaux de l'Académie des Sciences Morales et Politiques), septembre-octobre 1920.
- Pierre CAUBOUÉ. — L'Economie Politique Libérale et la guerre, Revue d'Economie Politique, mars-avril 1917.
- GIDE. — Cours d'Economie Politique, 4^e édition, 1918-1919, principalement la préface.
- C. J. GIGNOUX. — Le présent et l'avenir de la liberté économique, Revue Economique Internationale, janvier 1924.
- C. GINI. — Pathologie Economique : Une Interprétation de la Politique Economique du temps de guerre et de l'après-guerre. Scientia n. 8 et 9, 1923.
- R. GONNARD. — L'Economie Politique a-t-elle fait faillite, Revue Politique et Parlementaire, 19 avril 1917.
- L'Economie Politique et la guerre. Revue d'Economie Politique, mars-avril 1916.
- YVES GUYOT. — La Science Economique. Ses lois inductives. 5^e édition 1923 : Appendice, La Science Economique depuis la guerre p. 389 à 441.

H. HAUSER. — La Nouvelle Orientation Economique, principalement la Préface, (Etude de la critique des Lois Economiques et de la faillite de l'Economie Politique). Alcan, 1924, in 8.

LABRIOLA. — L'Economie de guerre et ses conséquences. Nuova Antologia, décembre 1915.

André LIESSE. — Préface au livre de M. J. Décamps : Les changes étrangers.

— Article de l'Economiste Français : 2 août 1919.

— Conférence sur les Conséquences Economiques de la guerre. Ecole des Sciences Politiques, 1921.

A. LORIA. — Réflexions et prévisions à propos de la guerre, Scientia, février 1916.

PERREAU. — Cours d'Economie Politique, 2^e édition 1922, principalement la Préface.

Gustave SCHELLE. — L'Economie Politique et les Economistes, avec une introduction sur la guerre. Doin. 1917.

TRUCHY. — Cours d'Economie Politique, 2^e édition, principalement la Préface. 1923.

Emile VANDERVELDE. — Les Prophéties de Marx, Conférence de la « Vie Socialiste », 15 mars 1922, Paris.

WEESTERGAARD. — L'Economie Politique ancienne et nouvelle. Scientia, avril 1918.

Le Procès du Capitalisme à la Chambre britannique, Compte rendu des débats du 20 mars, et 16 juillet 1923. Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et Informations économiques du 27 juillet 1923.

Sur la question des Lois Economiques, outre les traités précédemment cités :

DE MOLINARI. — Les Lois Naturelles de l'Economie Politique (1887).

— Questions Economiques à l'ordre du jour (1906), p. 3 à 32, « Les Lois Naturelles ».

A. de METZ-NOBLAT. — Les Lois Economiques, 2^e édition, Pedone, 1880.

Maurice BLOCK. — Les Progrès de la Science Economique depuis A. Smith, 2^e édition 1897, Chap. IX : Les Lois Economiques, p. 276. T. I.

SCHMOLLER. — Politique Sociale et Economie Politique, Giard, 1902. Chapitre XIII : Les Régularités et les Lois.

La Science et les Doctrines Economiques. Communication de M. Deschamps à la Société d'Economie Politique, 5 novembre 1913.

A. WAGNER. — Les Fondements de l'Economie Politique. Tome I. Les Lois Economiques, p. 323 à 346. Giard. (1904).

Depuis la guerre, l'ancienne critique des lois économiques a été reprise. Voir à ce propos :

Louis BAUDIN. — La Loi Economique, Revue d'Economie Politique, juillet-août 1924.

Ch. BODIN. — Esquisse d'une conception et d'une ordonnance scientifique de l'Economie Politique, Revue d'Economie Politique, n. 1 et 2, 1920.

G. COQUELLE. — Le Chef. Nouvelle Librairie Nationale, 1922. Principalement le chapitre : La valeur de la Science Economique, critique de la loi naturelle, p. 91 à 124.

LEWINSKI. — L'Evolution Economique est-elle déterminée par des Lois. (Congrès des Sciences Historiques). Bruxelles 1923.

NEL ARIES. — L'Economie Politique et la Doctrine Catholique, Nouvelle Librairie Nationale, 1923.

J. RUEFF. — Des Sciences Physiques aux Sciences Morales, principalement p. 130 à 190. Alcan 1922.

Pierre STRUVE. — L'Idée de Loi Naturelle dans la Science Economique, Revue d'Economie Politique, mai-juin et juillet-août 1921.

VIALATOUX. — La notion d'Economie Politique (Semaine Sociale de Strasbourg, 1923).

G. VALOIS. — L'Economie nouvelle, 2^e édition 1924.

*Ouvrages généraux sur le Mouvement Economique
depuis 1914*

Association Nationale d'Expansion Economique, Enquête sur la production française et la concurrence étrangère. 4 volumes in-4. 1917-1918.

Rapports et comptes-rendus de la Conférence Financière de Bruxelles.

Bureau International du Travail. Documents et travaux depuis 1919 ; et principalement : Enquête sur la Production. Mémoire introductif et T. I. T. II en 2 volumes, T. III, T. IV en 2 volumes. Berger-Levrault, 1920-1924.

*Rapport sur l'Industrie Française, sa situation, son avenir, Ministère du Commerce, Paris, Imprimerie Nationale, 3 volumes in-4. 1919.

La Politique Financière et Monétaire de la France. Semaine de la Monnaie, 1922.

Problèmes financiers d'après-guerre, par Divers, Conférences de l'Ecole des Sciences Politiques, 1922.

Régimes et circulation monétaires d'après-guerre. Harrison Londres. 1920. (Secrétariat de la Société des Nations).

Problèmes actuels de l'Economie par March, Moret, etc... Armand Colin 1921.

*La Semaine du Commerce extérieur. Association Nationale d'Expansion Economique. 1922.

Indicateur de la Production Française. Association Nationale d'Expansion Economique, (paraît chaque année).

Annuaire général de la France et de l'Etranger, dressé par la Société d'Etudes et d'Informations Economiques, (paraît chaque année).

Travaux de la Commission Centrale d'Etudes relatives au coût de la vie. Compte rendu des Travaux, 1919.

Causes de la cherté actuelle de la vie. Rapports et observations. Académie des Sciences Morales et Politiques. 1919.

La Vie chère, Les Répercussions Economiques et Sociales. Société d'Economie Sociale (juillet-août. 1920).

Citons enfin au point de vue de la bibliographie :

J. VIC. — La littérature de Guerre, 5 volumes (1914-1918). (Pour la France seulement).

Le catalogue méthodique des fonds allemands de la bibliothèque du Musée de la Guerre, en 3 tomes :

tome I. — La crise internationale.

tome II. — L'Allemagne.

tome III. — Les Alliés de l'Allemagne, l'Entente, les Neutres.

*Monographies sur les Faits et les Doctrines Economiques
depuis 1914 (1)*

*ALFASSA. — La Préparation de l'après-guerre, articles dans la Nouvelle Revue (1917-1918).

L'Allemagne et la France, leur Vie économique et politique en 1923-1924, par Divers. Conciliation Internationale, n° 4, 1924.

E. ALLIX. — L'organisation de la production dans l'Economie de guerre et d'après-guerre en Allemagne; Cours de Doctorat, Paris, 1922-1923.

— L'Economie de guerre et d'après-guerre en Angleterre, Cours de Doctorat, 1923-1924.

*ANTONELLI. — Le Problème Economique d'après-guerre, 2 articles de la Grande Revue de 1917.

*ARCHER. — Rénovation, Editions, « Science et Energie ». 1923.

(1) Les ouvrages précédés du signe: * traitent principalement des projets de réorganisation (Chapitre III, 3^e Partie).

- J. ARTHUYS. — Le Problème monétaire. Nouvelle Librairie Nationale. 1921.
Comment éviter la banqueroute. N.L.N. 1922.
- ARWAS. — La Crise économique de 1920, Presses Universitaires, 1923.
- AUDIGANNE. — L'Economie de la Paix et la richesse des peuples. Lacroix. Bruxelles, 1866.
- *L'Avenir de l'expansion économique de la France, Giard, 1917.
- BAINVILLE. — Les Conséquences Politiques de la Paix. Nouvelle Librairie Nationale, 1920.
- W. BAUMGARTNER. — Le Rentenmark. Presses Universitaires. 1924.
- BEAUCOURT. — La Politique du pain pendant la guerre (1914-1919). Rousseau 1919.
- BELLET. — Crises Economiques. Crises Commerciales. Alcan 1917.
- VICTOR BERARD. — L'Eternelle Allemagne. Colin 1916.
- BERNARD LAVERGNE. — L'Union Commerciale des alliés après la guerre, Alcan 1917.
- *BIARD D'AUNET. — La Politique et les affaires. Payot 1917.
Pour remettre de l'ordre dans la maison. Payot 1918.
- G. BONNET et R. AUBOIN. — Les Finances et la France, Payot 1921.
- G. E. BONNET. — La Politique anglaise d'assainissement monétaire (1918-1922). Sirey. 1923.
- *PAUL-BONCOUR. — Le Fédéralisme Economique, Alcan, 2^e édition, 1907.
- *BORET. — La Bataille Economique de demain, Payot 1918.
- *BOURDONNAIS. — Le Néo-St-Simonisme, Presses Universitaires, 1923.
- BOURQUIN. — Les Transformations survenues dans l'Union monétaire latine, au cours de la guerre. Thèse, Paris 1924.

- BRELET. — La Crise de la Métallurgie. Sagot. 1923.
- BROUILHET. — Le Conflit des doctrines, Alcan. 1910.
- P. BRUNEAU. — Le Rôle du Haut Commandement au point de vue économique de 1914 à 1921, 7 articles, Revue militaire générale, 1921-1923.
- BRAISFORD. — The war of steel and Gold, (9^e édition). Londres. G. Bell and Sons. 1917.
- *CAILLAUX. — Où va la France, Où va l'Europe, Edition de la Sirène 1922.
Mes prisons, Editions de la Sirène, 1920.
- *CAMBON. — Où allons-nous, Payot. 1918 ; Notre avenir, Payot, 1919.
- CARPENTIER GONSE. — La disparité du pouvoir d'achat. Jouve. 1924.
- CASAMAJOR. — Le Marché à terme des changes en France. 1924.
- CASSEL. — La Monnaie et le Change depuis 1914. Giard, 1923.
- CELTUS. — La France à Gênes. Plon. 1922.
- COLSON. — Organisme et désorganisme social, Flammarion, 1912.
- Commerce franco-américain, Rapport de la Commission Industrielle américaine en France, Berger-Levrault 1917.
- Conséquences de la guerre par Divers. Conférences de l'Ecole des Sciences Politiques. 1921.
- Congrès du Génie Civil (mars 1918). (Société des Ingénieurs civils).
- Conférence Parlementaire Internationale du Commerce, 27-28-29 avril 1916 (Alcan).
- DÉCAMPS. — Les Changes étrangers. Alcan 1921, Préface de M^r A. Liesse.
- DELEMER. — Le Bilan de l'Etatisme, Payot, 1923.
- *DELONCLE. — Capital et Travail. Vers des temps nouveaux. Perrin, 1921.

- DEMANGEON. — Le Déclin de l'Europe, Payot, 1920.
- *DESLINIÈRES et FASTOUT. — Organisons-nous. Giard, 1917.
- DESPAUX. — L'Inflation dans l'histoire, 1922.
Principes de Dynamique monétaire. Rivière, 1925.
- M. DUCLOS. — La Crise monétaire mondiale, Imprimerie
Chaix, 1917.
- DUPUIS. Ch. — Comment sauvegarder l'avenir du Franc.
Flon, 1924.
- L'Effort Economique de la France (Anonyme). Ministère des
Affaires Etrangères 1916.
- D'EICHTAL. — Des évaluations du coût de la guerre, Alcan.
- EINZIG. — La Formation et le Mouvement des prix en France
depuis 1914, Rousseau 1923.
- FABRE LUCE. — La Crise des Alliances, Bernard Grasset, 1922.
La Victoire N.R.F. 1924.
- G. FERRERO. — La Guerre européenne, Payot, 1916.
- Les Finances au service du pays, par Divers. 1917-Sirey.
- FRANCK et RIBERT. — Pour reconstruire l'Europe, éditions du
Progrès Civique, 1922.
- *FRANCK. — Le Travail au pouvoir, Essai d'organisation
Technique de l'état démocratique, éditions de la Sirène.
1920.
- *GALEOT. — Les Systèmes sociaux et l'organisation des nations
modernes. Nouvelle Librairie Nationale. 1920.
- GAULTIER. — Les Leçons morales de la guerre. Flammarion,
1919.
- GERMAIN-MARTIN. — Les Problèmes du crédit en France, Payot
1919.
Les Réparations, conférence des Sciences Politiques, Al-
can, 1922.
- Les Finances Publiques et la Fortune Privée (1914-1925).
Payot 1925.

Paul GERMAIN-MARTIN. — Les Déplacements du Pôle monétaire et ses conséquences économiques, 1914-1923. Editions de la Vie universitaire, 1923.

GIDE. — Outre les importants articles de la Revue d'Economie Politique : La Politique Commerciale après la guerre. Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen. 1917.

*GIDE et RIST. — Histoires des Doctrines Economiques. 3^e édition. 1923.

*GONNARD. — Histoires des Doctrines Economiques, en 3 volumes. Nouvelle Librairie Nationale, 1922.

GRANDMOUGIN. — L'Essor des industries chimiques en France. Dunod, 1917.

GOT. — L'Allemagne après la débâcle. 1919. Imprimerie strasbourgeoise.

La Contre Révolution allemande. 1920. Imprimerie strasbourgeoise.

L'Allemagne à l'œuvre. 1920. Imprimerie strasbourgeoise.

L'Avenir des relations franco-allemandes. Chiron. 1922.

L'Allemagne à nu. Le Monde Nouveau. 1923.

GOUJET. — Le Protectionnisme en France depuis la guerre, Editions de la Vie Universitaire. 1922.

*G. GUY GRAND. — La Démocratie et l'après-guerre, Garnier.

—* Le conflit des idées dans la France d'aujourd'hui, Rivière. 1921.

La Guerre et la Vie Economique, Alcan 1916, Conférences par Divers (Sciences Politiques).

La Guerre Economique. Législation et réglementation douanière. Librairie administrative. 1918.

YVES GUYOT. — Les Causes et les Conséquences de la guerre. Alcan 1916.

YVES GUYOT et RAFFALOVICH. — Inflation et Déflation. Alcan 1921.

YVES GUYOT. — Les Problèmes de la Déflation. Alcan 1923.

- HAMON. — Les leçons de la guerre mondiale. Giard. 1917.
- HARTLEY WITHERS. — La Monnaie. Giard, 1920.
- HARISTOY. — Finances d'après-guerre et conscription des fortunes. Alean 1918.
- *HAUSER. — Les Régions Economiques. Grasset 1918.
- HAWTREY. — Currency and Credit. 1920.
- *HERRIOT. — Créer (2 volumes). 1919 Payot.
- Histoire Economique et Sociale de la guerre mondiale.
Collection Carnegie, 30 volumes parus. (Angleterre,
France, etc.).
- H. et J. HITIER. — Les problèmes actuels de l'agriculture.
Payot 1923.
- *HOSCHILLER. — Le mirage du soviétisme. Payot 1921.
— Enquête en Allemagne. Alean 1922.
- René HUBERT. — Les Interprétations de la guerre. Flammarion. 1919.
- E. JAMES. — De l'adoption d'une monnaie de compte internationale. Presses Universitaires. 1922.
- J. F. A. B. — La Crise. Stock. 1922.
- *R. JOHANNET. — L'Eloge du bourgeois français. Grasset 1924.
- *L. JOUHAUX. — Le Syndicalisme et la C. G. T. Aux Editions de la Sirène. 1920.
- KEYNES. — Les Conséquences économiques de la Paix. Edition de la Nouvelle Revue Française. 1920.
— Nouvelles considérations sur les conséquences de la paix. Stock 1922.
— La Réforme monétaire. 1924. Kra.
- P. KOCH. — Les Variations du pouvoir d'achat (1918-1922). 1924.
- LABADIÉ. — Si j'étais ministre des finances. Grasset 1922.
- LACHAPELLE. — Finances britanniques. Sirey 1920.
— La Vérité sur notre situation financière. 1921. Roustan.

- LAMBERT. — Le Nouveau Contrat social. Alean 1921.
— Pax Economica. Alean 1921.
- LANDRY. — Notre Commerce d'Exportation, avant, pendant et après la guerre. Dunod. 1917.
- *P. O. LAPIE. — L'Etat actionnaire. Dalloz 1925.
- *DE LAUNAY. — Qualités à acquérir. Payot 1918.
Problèmes Economiques d'après-guerre. Colin 1919.
France-Allemagne. Colin 1917.
- Les « Leçons de la guerre » Masson. 6 volumes parus.
- *André LEBON. — Problèmes Economiques nés de la guerre.
Payot 1918.
- Gustave LE BON. — Enseignements psychologiques de la guerre européenne. 1915, Flammarion.
— Premières conséquences de la guerre. 1916.
— Psychologie des temps nouveaux. 1920
— Le déséquilibre du Monde. 1923.
- *R. LEVY. — Le Mecenat et l'Organisation du Crédit Intellectuel. Presses Universitaires. 1924.
- *MAXIME LEROY. — Les Formes actuelles du Syndicalisme. Garnier 1921.
- LESCURE. — La Baisse des Prix et ses Problèmes. Sirey 1921.
— Le Problème des Réparations. Plon 1922.
— Les Crises de surproduction. Sirey, 3^e édition. 1923.
- D^r A.-F. LEGENDRE. — Tour d'horizon mondial. Payot 1920.
- LEVY-BRUHL. — La Conflagration Européenne. Les Causes Economiques et Politiques. Alean 1915.
- LICHTENBERGER. — L'Allemagne moderne. Flammarion, 1915.
— L'Allemagne d'aujourd'hui. Crès. 1922.
- LICHTENBERGER et P. PETIT. — L'Impérialisme Economique Allemand. Flammarion. 1916.
- A. LORIA. — Economic Causes of War. Chicago 1918.
- LUGAND. — L'Immigration des ouvriers étrangers en France et les Enseignements de la guerre, thèse Paris, 1919.

- LUZATTI. — La paix monétaire à la conférence de Gênes, 1922.
- *LYSIS. — Vers la Démocratie Nouvelle. Payot. 1917.
— Pour renaitre. 1918.
— L'Erreur française. 1918.
— Demain. 1919.
- *MACAIGNE. — Notre France d'après-guerre. Roger 1917.
- J. MAGNAN. — Essai sur la politique douanière de la France, Payot 1919.
- A. MAWAS. — Le Système monétaire et le Change anglais depuis la guerre, Giard 1921.
- MEILLAC. — L'Effort du Ravitaillement français pendant la guerre. Alcan 1920.
- MICHELSON. — Le Problème des finances publiques après la guerre, Payot 1919.
- *E. MIREAUX. — Les nouvelles formules d'organisation économique. Revue Politique et Parlementaire, 10 mars 1923.
- *MOTTI ET FOURMOND. — Un Autre Esprit, Société d'Etudes Economiques et Sociales.
- NAUMANN. — L'Europe Centrale. Payot 1916.
- NITTI. — L'Europe sans paix, Stock 1922.
- NOGARO. — Réparations, Dettes Interalliées, Restauration monétaire, Presses Universitaires 1922.
— La Monnaie et les Phénomènes monétaires contemporains, Giard 1924.
- NORMANN ANGELL. — La Grande Illusion. Nelson.
— Le Chaos Européen. B. Grasset.
- Gilles NORMAND. — La Guerre et le Commerce français, Perrin 1917.
- OLIVIER. — La Politique du Charbon, Alcan, 1922.
- OLPHE-GALLIARD. — Histoire Economique et Financière de la guerre, Rivière 1923.
- Ch. ORRIER. — Les leçons économiques de la guerre, Paris, Dunod 1916.

- OTTO KAHN. — Les Etats-Unis et les Grands Problèmes financiers, Perrin 1922.
- *PARAF. — Les formes actuelles du Syndicalisme en France, « Vie Universitaire » 1923.
- PARETO. — Traité de Sociologie, Payot 1920.
- *PAUL-LOUIS. — Le Déclin de la Société bourgeoise, « Editions du monde nouveau ». 1923.
- PERCHOT. — Vers le libre relèvement économique et financier de la France. Alcan 1920.
- *ROGER PICARD. — Le Contrôle ouvrier, Rivière 1922.
La Vie chère et la Hausse des Salaires en France et à l'étranger. Rivière 1918.
La Crise Economique et la baisse des salaires, 1921.
— Le Mouvement des salaires en France depuis 1914, « Documents du Travail ». 1923.
- R. PINOT. — Le Comité des Forges au Service de la Nation. Colin 1919.
- PONCET ET MIREAUX. — La France et les huit heures, Rivière 1922.
- F. PONCET. — Une formule nouvelle : Le Contrôle syndical Soc. E. I. E. 1921.
- PRIVAT. — Si j'étais ministre du Commerce, Renaissance du Livre, 1918.
- *PROBUS. — La plus grande France. Colin 1916.
- *W. RATHENEAU. — Où va le Monde, Payot. 1923.
La Triple-Révolution, Editions du Rhin, Bâle 1921.
- *Les Réformes nécessaires, avant-propos de M. Herbette, Alcan 1918.
- *La Réorganisation de la France. Alcan 1917.
- *La Reconstruction de l'Europe (12 numéros du Manchester Guardian Commercial), 1922-1923.
- G. RENARD. — Les Répercussions économiques de la guerre actuelle sur la France. Alcan 1917.

- *La Situation économique de la France avant et après la guerre. Giard 1917.
La Vie chère. Doin 1921.
- RIESSER. — Préparation et conduite financières de la guerre. Payot 1916.
- RIST. — Les Interprétations Economiques de la guerre. (Cours de Doctorat, 1918-1919).
Les Finances de guerre de l'Allemagne. Payot 1921.
Le retour à l'or. Moniteur des Intérêts Matériels 1922.
La Déflation, en pratique. Giard 1924.
Les Réformes monétaires depuis la fin de la guerre (cours de Doctorat 1924-1925).
- *ROMIER. — Explication de notre temps, Grasset 1925.
- ROYOT E. — Essai statistique sur la valeur du Franc. Berger-Levrault, 1925.
- *URBAN. — L'effort de demain. Les grands problèmes économiques, Perrin 1917.
- SAGERET. — La guerre et le progrès. Payot 1917.
— Philosophie de la Guerre et de la Paix. Alcan 1919.
- SANCERY. — Le retour à l'or, Jouve 1925.
- *SAUVAIRE-JOURDAN. — La vitalité économique de la France avant et après la guerre. Alcan 1918.
- *SARRAUT. — La mise en valeur des colonies. Payot 1923.
- SELIGMAN. — Currency, Inflation, and Public Debts.
- *SERRE (Philippe). — Les atteintes à la notion traditionnelle de l'Etat. (Essai sur les théories du Syndicalisme.) Presses Universitaires 1925.
- Général SERRIGNY. — La guerre et le mouvement économique. Lavauzelle 1906.
Les Conséquences économiques et sociales de la prochaine guerre, Giard 1909.
Réflexions sur l'art de la guerre. Lavauzelle, 2^e édition, 1921.

- G. STRAT. — Le Rôle du consommateur dans l'Economie Moderne. Vie universitaire. 1922.
- G. SUBERCASSEAUX. — Le papier-monnaie. Giard 1920.
- André SIEGFRIED. — L'Angleterre d'aujourd'hui. Cress 1924.
- TARDIEU. — La Paix. Payot 1921.
- DE TARDE. — La France court-elle à la ruine, Colin 1916.
- *DE TARDE ET DE JOUVENEL. — La Politique d'aujourd'hui. Renaissance du Livre. 1923 .
- DE JOUVENEL. — « Feu l'Etat » (suite du Livre précédent). Ferenczi 1923.
- *TARDY. — Le Problème de la Socialisation en Allemagne. Rivière 1921.
- DE TARLÉ. — La Préparation de la lutte économique par l'Allemagne. Payot 1919.
- E. THERY. — Les Problèmes économiques de la guerre. Belin 1916.
- Les Conséquences économiques de la guerre pour la France. Belin 1922.
- TRUSTEE. — Le Bilan de la guerre. Plon 1921.
- *VALOIS. — Le Cheval de Troie. Nouvelle Librairie Nationale. 1918.
- *La Réforme Economique et Sociale. 1918.
- La monnaie saine tuera la vie chère (Nouvelle Librairie Nationale) 1920.
- *L'Economie nouvelle. Nouvelle Librairie Nationale 1919.
- *Intelligences et production (Nouvelle Librairie Nationale 1920).
- La Reconstruction Economique de l'Europe (Nouvelle librairie Nationale 1922).
- Le Point (Nouvelle Librairie Nationale, 1922).
- VIALATE. — L'Impérialisme Economique et les Relations Internationales pendant le dernier demi-siècle (1870-1920). Armand Colin 1923.

VISSERING. — Problèmes Internationaux Economiques et Financiers. Giard 1930.

WIRIATH. — La Spéculation et les troubles monétaires. Presses Universitaires. 1924.

L. WULFSOHN ET G. WERNLÉ. — L'Evasion des capitaux allemands. Société anonyme d'éditions 1923.

PÉRIODIQUES FRANÇAIS

Collection 1914-1925

Economiste Français.

Economiste Européen.

Journal des Economistes.

Revue d'Economie Politique.

Revue Economique Internationale. (*Publication interrompue pendant la guerre*).

Bulletin de la Société d'Economie Politique.

Compte-rendu des Séances et Travaux de l'Académie des Sciences Morales et Politiques.

Revue des Sciences politiques.

Scientia.

La Situation économique et financière.

La France économique et financière.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Bulletin de la Statistique générale de la France et du service d'observation des prix.

La Revue des Deux-Mondes.

La Revue de Paris.

Publications ayant paru depuis 1917 et les années suivantes :

La Production Française ; L'Economie Nouvelle ; Le Producteur ; L'Expansion Economique ; L'Europe Nouvelle ; L'Action Nationale.

Bulletin de l'Association Française pour la lutte contre le chômage.

» du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale.

» Périodique de la Presse Etrangère (*Ministère des Affaires Etrangères*).

» des Usines de Guerre 1916-1917-1918.

L'Information ouvrière et Sociale.

L'Ustica (ces trois derniers très complets au point de vue du mouvement ouvrier et syndicaliste).

Bulletin de la Fédération des Industriels et commerçants Français.

« La Vie Economique ». Publication du Comité National d'Etudes Sociales et Politiques, sous la Direction de MM. Décamps et P. Guebard.

Collection du Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques.

Bulletin mensuel de la Société de Banque Suisse.

Dossiers du Service des Etudes Economiques de la Banque de France.

ETRANGERS (collection 1914-1925)

The Economist.

The Economic Journal.

The Statist.

Bankers Magazine.

Journal of the Royal Statistical Society.

Political Science quarterly.

The Quarterly Journal of Economics.

American Economic Review.

Die Bank.

Bank-Archiv.

Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik.

Giornale degli Economisti.

Journaux 1914-1925

Les Débats.

Le Temps.

La Cote de la Bourse et de la Banque.

La Journée Industrielle.

The Times.

The New-York Times.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

La Guerre et l'Economie Politique

CHAPITRE PREMIER : <i>Les différentes attaques contre l'Economie Politique</i>	21
CHAPITRE II : <i>L'attaque Socialiste</i>	29
CHAPITRE III : <i>L'attaque générale contre l'Economie Politique</i>	59
CHAPITRE IV : <i>L'Economie Politique et les Economistes</i>	80
CHAPITRE V : <i>Les Lois Economiques. La Science et l'Art en Economie Politique</i>	96

DEUXIÈME PARTIE

L'Action des Lois Economiques.

Les Causes du Conflit. — Son Evolution

CHAPITRE PREMIER : <i>Le Caractère Economique de la Guerre moderne</i>	117
CHAPITRE II : <i>La loi de la Population</i>	130

CHAPITRE III : <i>L'Economie de Guerre ou la Loi de la déperdition des forces</i>	142
CHAPITRE IV : <i>La Loi du Moindre Effort</i>	159
CHAPITRE V : <i>La Loi des Débouchés</i>	172
I. — Son fonctionnement dans une Economie « fermée ». L'Allemagne pendant la guerre	173
II. — Son fonctionnement dans une Economie « ouverte » : en France et dans les rapports Economiques mondiaux.....	198
La Loi des Débouchés et l'Industrie Métallurgique	202
La Loi des Débouchés et le Problème des Réparations	215
La Loi des Débouchés et le Commerce mondial. La Crise de 1920	227

TROISIÈME PARTIE

L'Art Economique

CHAPITRE PREMIER : <i>La Taxation et les Prix</i>	245
Les résultats de la Taxation en France	252
La Taxation à l'étranger	271
CHAPITRE II : <i>Les phénomènes et les Lois monétaires</i>	284
1. Peut-on vérifier la théorie quantitative	284
2. L'Inflation : Son mécanisme	293
Ses répercussions économiques et sociales	303
3. La stabilisation monétaire : Prix et Change	312
4. Le retour à l'Etalon d'or	334
CHAPITRE III : <i>Les Nouvelles Formules Economiques en France ; Le Problème de l'Elite</i>	341

CONCLUSION

« LA REVANCHE DES FAITS »	351
BIBLIOGRAPHIE	355

LAVERGNE, IMPRIMEUR,
289, RUE SAINT-JACQUES
PARIS (V°)

